wilfred
burchett

à nouveau la corée

cahiers
libres
113

FRANÇOIS
MASPERO

DU MEME AUTEUR

chez le même éditeur

Hanoï sous les bombes (1967).

chez d'autres éditeurs
(en langue française)

J'ai visité les zones libérées du Sud-Vietnam (Hanoï, 1965).
Vietnam : La seconde Résistance (N.R.F., 1966).

wilfred
burchett

à nouveau
la corée

traduit de l'anglais par j.-p. rospars

FRANÇOIS MASPERO
1, place paul-painlevé, **Ve**
PARIS
1968

© 1968, Wilfred Burchett et Librairie François Maspero

1

Le plan « Dragon volant»

«Revenez nous rendre visite, me dit mon hôte, avec votre femme, en touriste. Mais... je vous conseille de faire vite si vous voulez revoir notre pays dans son état actuel », et de la main, il désigna la fenêtre qui donnait sur un large boulevard plante" d'arbres et borde d'immeubles résidentiels et de commerces flambant neufs. « Revenez nous voir. Il est possible que tout ceci soit de nouveau détruit si la guerre éclate. Venez donc avant, je vous en prie. Je le dis souvent à mes camarades : nous avons de beaux théâtres, mais il ne faut pas croire que nous pouvons les conserver et que tout sera demain comme aujourd'hui; il faut se rendre compte que la guerre peut éclater une fois de plus et que tout peut être a nouveau détruit tant que l'impérialisme existera et tout particulièrement tant que l'unification de notre pays n'aura pas été réalisée.» Mon hôte était Kim Il Sung, Premier ministre de la Corée du Nord. Nous nous trouvions à Pyongyang, c'était le 20 mai 1967.

Durant les semaines précédant cette conversation, la Corée avait parfois disputé au Vietnam les grands titres dans la Presse mondiale. Une semaine plus tôt, c'était l'incident au cours duquel des navires américains et soviétiques s'affrontaient, deux jours de suite, au large de la cote nord-coréenne, dans la Mer du Japon, que les Coréens appellent leur mer Orientale. Des tirs à l'intérieur et au long de la zone démilitarisée qui sépare aujourd'hui la Corée du Nord et la Corée du Sud revenaient en première page de plus en plus souvent. Mais il y avait également de nombreux incidents moins dramatiques qui, même publiés, passaient inaperçus, mais qui, pris dans leur ensemble, expliquaient la façon inquiétante dont le Premier ministre formulait son invitation.

Les incidents du 10 et du 11 mai, qui virent un destroyer soviétique entrer en collision avec un navire de guerre américain avaient pour cadre des manoeuvres navales américano-japonaises; celles-ci furent immédiatement suivies de manœuvres navales américano-coréennes, qui se rapprochèrent encore plus de la côte nord-coréenne, et auxquelles succédèrent des manœuvres militaires coréo-nipponnes. L'ennemi imaginaire que visaient ces trois exercices était à chaque fois la Corée du Nord.

Le jour où je fus reçu par le Premier ministre Kim, Washington annonçait la venue d'un nouvel ambassadeur en Corée du Sud, M. Porter qui, quelques semaines plus tôt, était encore le bras droit de Cabot Lodge, ambassadeur U.S. à Saigon. Peu de temps auparavant, Washington avait également nommé un nouvel ambassadeur au Japon, M. Alexis Johnson, jusqu'alors adjoint du général Maxwell Taylor, superambassadeur de Washington à Saigon. On pourrait définir Johnson comme l'expert politique de la « guerre spéciale » menée par le général Maxwel Taylor au Sud-Vietnam, et Porter comme celui de la « guerre limitée » menée par le général Westmoreland.

Au cours de notre entretien le Premier ministre Kim Il Sung fit allusion à la venue du Président Johnson à la ligne de démarcation fin novembre 1966, après la conférence de Manille. « IL semble, dit-il, que depuis cette visite il ait donné des instructions spéciales à ses agents en Corée du Sud. Les Américains ont considérablement accéléré leurs provocations militaires à l'intérieur et aux environs de la zone démilitarisée. Ils ont créé une tension dans cette région... »

C'est à peu près à l'époque où le Premier ministre Kim me faisait part de ses vues sur la tension en Corée que l'amiral Grant Sharp, Commandant en Chef des forces U.S. dans la zone du Pacifique, arrivait à Tokyo pour se plonger aussitôt, avec pour adjoint l'Ambassadeur Johnson, dans une conférence secrète avec des représentants du ministère de la Défense japonaise. Est-ce faire preuve d'une méfiance excessive que de voir dans tous ces événements autre chose qu'une série de coïncidences ? De soupçonner que, tout comme on a fait du Vietnam une seconde Corée, on va faire de la Corée un second Vietnam ? Les quelques faits évoqués plus haut sont peut-être superficiels. Mais qui cherche à se rassurer en approfondissant un peu les choses fait des découvertes qui ne sont rien moins que rassurantes !

Ce fut un beau scandale à la Diète japonaise, au cours du printemps et de l'été 1965, quand les délégués communistes et socialistes arrachèrent au Premier ministre Sato l'aveu que deux plans, connus sous le nom de « Trois flèches » et « Dragon volant » avaient été élaborés par des Officiers d'Etat-Major japonais et américains. Les plans étaient destinés à des opérations américano-japonaises visant, lors d'une première phase, la

Corée du Nord, et devant par la suite être étendues à la Chine. Le plan «Trois flèches » fut préparé en juin 1963 et le plan «Dragon volant », version beaucoup plus détaille, un an plus tard. Une troisième variante, le plan « Taureau galopant », fut élaborée en 1965.

Le plan « Trois flèches » prévoit que la guerre éclate entre la Corée du Nord et la Corée du Sud le 19 juillet 196..., le dernier chiffre étant laissé en blanc. Il fut élaboré" par quelque quatre-vingts officiers des Etats-majors des « forces d'auto-défense » japonaises, avec l'aide d'officiers supérieurs d'Etat-Major américains du rang de colonel.

A la tête des officiers japonais se trouvait le général Yoshio Tanaka, qui mit les choses au point en déclarant à la Diète : «Ce ne sont pas là des sujets d'étude ou de discussion pour école de guerre, mais des plans de défense existants. »

Sur la base de ces plans, un certain nombre de lois comme « conscription et réquisition », « mobilisation nationale », ainsi que d'autres destinées à compléter la militarisation de la vie japonaise, avaient déjà été établies et pouvaient être promulguées du jour au lendemain; lois suffisamment draconiennes pour écraser tous les éléments démocratiques pouvant encore exister au Japon le 19 juillet 196... Chacune des variantes tient compte des modifications de la situation mondiale depuis l'elaboration du plan « Trois flèches ». Les lois sur la conscription prévoient la concentration de 60 % de l'Armée de Terre, de la Marine et de l'Aviation japonaises dans les régions méridionales et occidentales du Japon, qui fourniraient les bases opérationnelles et de ravitaillement pour des opérations militaires réalisées essentiellement, selon une variante, par des forces de terre japonaises et sud-coréennes, et, selon une autre, avec l'aide de troupes du Kuomintang basées a Taiwan. Les forces sud-coréennes seraient sous commandement japonais, mais opéreraient, en raison de la situation spéciale de la Corée, sous le pavillon des Nations Unies ; les troupes du Kuomintang seraient sous le commandement U.S. de la base opérationnelle et logistique d'Okinawa, quartier général de la 5^{e} U.S. Air Force.

Le plan « Trois flèches », qui est à l'origine de tous les autres plans, ne compte pas moins de 1.419 pages et le travail de rédaction fut supervisé par celui qui était à l'époque sous-secrétaire d'Etat américain à la Défense, Roswell Gilpatric. Il prévoit aussi bien l'utilisation d'armes nucléaires contre la Corée et la Chine que des opérations de débarquement, et, sans aucun doute pour stimuler l'intérêt du Japon à l'époque, envisage des débarquements américano-japonais sur Sakhaline, territoire soviétique riche en pétrole, que le Japon avait arraché à la Russie tsariste en 1905 et auquel il s'accrocha jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale.

L'opération « Dragon volant », dont les détails furent révélés lors d'un débat parlementaire le 29 octobre 1965, comporte quelques clauses assez

surprenantes pour un plan supposé « défensif ». Il prévoit des mesures militaires détaillées un mois *avant* que la guerre n'éclate effectivement. Cette période verra la «force d'autodéfense » japonaise et les bases U.S. au Japon passer a l'état d'alerte permanente, et, les dix premiers jours les services de transmissions des forces arm6es recevoir un nouveau code. Dans un second stade, qui d6finit les grandes lignes des opérations «Défensives-Offensives » (ou «préemptives» selon le jargon de la sémantique militaire américaine), contre la Corée du Nord et la Chine, la 5e U.S. Air Force et l'aviation japonaise seront placets sous commandement aérien U.S. pour toute la zone du Pacifique afin de faciliter les opérations communes. Les pertes en appareils (de 18 a 30 % selon les machines à calculer de Mac Namara, qui se fondent sur l'experience vietnamienne) seront compensées par des réserves de l'aviation japonaise. L'opération «Dragon volant» cesse de prendre pour cible l'Union Soviétique pour se concentrer sur des opérations contre la Corée du Nord et la Chine.

La préparation de la phase suivante comporte, selon la variante «Dragon volant » le transfert d'une partie des forces japonaises à Okinawa ou elles seraient placées sous commandement américano-japonais; les forces américaines quitteraient Hawaï pour Chinawa et la partie nord de Kiou-Siou, territoire japonais le plus proche de la Corée. L'U.S. Navy fournirait les transports aériens et maritimes nécessaires aux débarquements de troupes américaines et japonaises, et ce serait l'invasion de la Corée du Nord et de la Chine, sous couvert, comme on l'espère, d'une autre résolution de l'O.N.U. Des dispositions ont été prises pour utiliser les armes nucléaires dans les opérations militaires contre la Corée du Nord et la Chine. Tout ceci implique que le 19 juillet 196... sera précédé de provocations telles que la Corée du Nord sera obligée de réagir et de prendre des mesures qui, comme la dernière fois, suffiront à la faire taxer agression; que la Chine viendra encore en aide à la Corée du Nord et que l'on sortira des tiroirs des résolutions de l'O.N.U. qui seront autant de chèques en blanc donnant aux U.S.A. toute latitude pour se venger — vengeance toujours poursuivie par leurs généraux exaltés — de l'humiliation causée par les accords sur le cessez-le-feu de Panmunjom. Ces accords qu'il signa au nom des Nations Unies, le général Marc Clark devait par la suite les qualifier de « besogne inachevée ».

Les manoeuvres navales organisées au large de la côte nord-coréenne en mai 1967 étaient en fait des répétitions du plan « Trois flèches » pour le 19 juillet 196..., tout comme la série d'exercices de débarquement montés par les troupes U.S.-R.O.K. (Republic of Korea), les exercices de guerre en montagne et autres qui se sont multipliés en Corée du Nord depuis la visite du Président Johnson. Une partie des manoeuvres navales étaient

une répétition du blocus des côtes nord-coréennes, d'où les collisions avec le destroyer soviétique.

Une autre partie consistait en exercices de transport aérien et maritime sous le feu de « l'ennemi » et en manoeuvres anti-sous-marines suivant les détails des plans secrets. Ce n'étaient pas là des exercices de petite guerre entre « rouges » et « bleus » imaginaires; c'était la grande première de plans réalisés avec un tel souci du détail qu'on a reproduit dans des sablières les têtes de pont à contrôler et qu'ont été dressées des listes des cibles industrielles et urbaines à détruire en priorité. L'existence de ce genre de plan est connue, comme le fait supposer la certitude qu'avait Kim Il Sung d'une nouvelle destruction des villes, des industries et des villages de Corée du Nord.

L'élaboration des plans militaires et la création d'un cadre politique et diplomatique permettant la réalisation des préparatifs militaires ont été menées de pair avec le plus grand soin. Il fallait pour cela surmonter un certain nombre d 'obstacles considérables : la constitution japonaise, conçue pour imposer de sévères restrictions à tout renouveau du militarisme japonais; la difficulté pour les Etats-Unis de contrôler complètement les forces armées japonaises; l'hostilité traditionnelle du peuple coréen, aussi bien dans le Sud que dans le Nord, à la frontière temporaire, au militarisme japonais, au colonialisme, ou à la moindre menace d'une nouvelle pénétration du continent coréen par les Japonais. Les experts du Département d'Etat américain et les milieux d'extrême droite au Japon et en Corée du Sud ont remue ciel et terre pour enlever ces obstacles, et, dans une très large mesure, ils y sont parvenus, tout au moins sur le plan officiel et diplomatique.

La mise en place de cette machine militaire que le Pentagone comptait mettre en branle le 19 juillet 196... fut longue et progressive. Toute autre considération mise à part, l'opinion publique japonaise et sud-coréenne était farouchement hostile à une politique qui visait à redonner le pouvoir aux militaristes au Japon, à perpétuer le contrôle et l'occupation du Japon par les Etats-Unis, et à réintroduire, sous n'importe quel prétexte, les monopoles japonais en Corée. Les documents de reddition signés en août 1945 stipulaient le désarmement complet du Japon et la destruction des puissantes oligarchies financières et militaires connues sous le nom de Zaibatsu. Les Etats-Unis profitèrent de la guerre de Corée pour faire passer en 1951, à San Francisco un traité de paix séparé avec le Japon, et ce derrière le dos de l'Union Soviétique et de la Chine qui avaient toutes deux beaucoup souffert du militarisme japonais et avaient grandement contribué à sa défaite.

En 1952 fut crée un corps japonais de défense côtière, placé sous la direction d'un Bureau de la Défense : la route était longue, mais le premier pas était fait. En 1954 le « Bureau de la Défense » était déjà renforcé par un

conseil d'Etat-major américano-japonais, fruit d'un autre pacte unilatéral « d'Aide et d'Assistance mutuelle » entre les Etats-Unis et le Japon. Le Corps de défense se transforma en « Forces d'autodéfense » dotées de puissantes unités terrestres, aériennes, et navales, et, moins de deux ans plus tard, était constitue un « Conseil de la Défense Nationale ». Et ainsi de suite, petit à petit; les vieux monopoles commencèrent à relever la tête : ils vendirent tout d'abord aux Etats-Unis, pendant la guerre de Corée, pour quelque deux milliards et demi de dollars de matériel, puis devinrent les fournisseurs des Forces japonaises nouvellement créées et en plein essor. Enfin la guerre du Vietnam fut source d'énormes profits.

En 1966 le Japon avait une armée d'« Autodéfense » de 270.000 hommes ou la proportion d'officiers et sous-officiers était si élevée qu'elle permettait l'incorporation de plusieurs millions de recrues dès la promulgation des lois établies dans le cadre du plan « Trois flèches » et portant sur la conscription, la mobilisation des ressources, etc. Il disposait également d'une force aérienne dotée de plus de 1.400 avions, et d'une flotte « d'Autodéfense » de 150.000 tonneaux comprenant 50 escorteurs et 10 sous-marins, et s'appuyant sur une construction navale dont la capacité de production, la plus forte et la plus rapide du monde, garantissait une expansion foudroyante; en dépit de la lutte vigoureusement men6e par le peuple japonais et les partis d'opposition à la Diète japonaise, un Traité de Sécurité américano-japonais fut passé en 1960 : au nom de l'Assistance Mutuelle il revenait à mettre les forces armées du Japon à la disposition des Etats-Unis, et non seulement aplanissait les divers obstacles au développement des forces armées japonaises, mais obligeait même le Japon, sous peine de « déloyauté », à pousser le plus possible la réalisation de sa puissance militaire. Et à vrai dire, le seul reproche que l'on ait entendu jusqu'à présent de Washington, c'est que le Japon ne fait pas tout ce que l'on est en droit d'attendre de lui pour la « Défense du Monde libre ».

Le Traité de Sécurité de 1960 supprimait à peu près tout ce qui pouvait freiner l'expansion illimitée du potentiel guerrier du Japon. Mais il restait un point où le bat blessait encore le gouvernement Sato et son principal associé à Washington; c'étaient les clauses anti-guerre de la constitution établie au lendemain de la guerre sous la conduite des Américains, à une époque où les Etats-Unis avaient la mémoire encore toute fraîche de l'humiliation militaire de Pearl Harbor où, en décembre 1941, l'aviation japonaise avait d'un seul coup démantelé la flotte américaine. Dès le mois de mai 1967 le Premier ministre Sato, à la requête des Etats-Unis, s'attelait à une révision de la constitution destinée à introduire la conscription, à donner au Japon le droit de posséder et de développer un armement nucléaire, à rendre légal l'envoi de troupes japonaises à l'Etranger, et à mobiliser les ressources humaines et matérielles du pays dès que la

belliqueuse association jugerait le moment venu de le faire. Les électeurs japonais avaient obstinément refusée au parti du pouvoir la majorité des deux tiers requise pour un changement constitutionnel. Mais, selon toute vraisemblance, les scrupules constitutionnels seraient mis au rebut s'il était possible de déclencher le genre de situation envisagée dans le plan « Trois flèches ». Quant au retour du Japon en Corée — point de droit assez épineux — il fut résolu par le traité coréo-japonais signé à Tokyo le 22 juin 1965. Il avait fallu 14 ans pour faire passer ce traité, ce qui indique la violence de l'opposition du peuple coréen. Comme le fit alors remarquer le *New York Times*: « les objections viennent pour la plupart d'une méfiance profondément enracinée à l'égard des Japonais aussi bien que d'un manque de confiance dans le gouvernement du président Pak. Les adversaires du traité ont accusé le gouvernement d'être à ce point corrompu qu'il serait incapable d'enrayer une agression économique japonaise et qu'une aide financière du Japon ne servirait qu'à une poignée d'hommes d'affaires privilégiés... ».

Ce n'était pas seulement la porte ouverte à l'agression économique. Le trait de 1965 laissait le champ libre à une coopération militaire Japon-ROK., au nom de l'« Assistance Mutuelle » et pour le genre d'agressions militaires prévues par les auteurs des plans « Trois flèches », « Dragon volant », « Taureau galopant », et sans doute d'autres variantes qui n'ont pas encore vu le jour. Les auteurs de ces plans ne pouvaient pas prévoir à l'époque que les Etats-Unis s'attireraient tant d'ennuis au Vietnam et que plus d'un tiers des divisions de l'armée de terre et de l'infanterie de marine seraient enlisées dans une guerre sans fin. Mais alors n'est-il pas absurde de penser que les USA puissent désirer l'ouverture de nouveaux fronts en Asie ? L'argument est défendable et j'ai cherché des faits susceptibles de le justifier. L'une de mes premières visites dans ce but fut pour Panmunjom ou, de la fin juillet 1951 à la fin février 1954, j'avais assisté aux négociations sur le cessez-le-feu, puis aux discussions politiques préliminaires et aux échanges de prisonniers de guerre, échanges menés avec lenteur et qui ne se terminèrent que six mois après la fin des combats.

2

Panmunjom 1967

La route Pyongyang Panmunjom me rappela des souvenirs intenses. Durant les années de guerre je l'avais prise une bonne dizaine de fois. La longue bande de graviers qui s'étendait au sud de la capitale et que les avions bombardaient et mitraillaient toute la nuit à la lueur des fusées à parachute était alors creusée d'entonnoirs; elle était devenue une grande route en béton, bordée de champs bien irrigués ou les jeunes filles plantaient dans la boue brune, avec une rapidité et une habileté stupéfiantes, des pousses de riz d'un vert tendre. C'était au début mai, saison du repiquage. Un peu plus au sud, à quelques kilomètres de là, j'avais été mitraillé par un avion dont les balles pourchassaient, dans une danse folle, la limousine noire où j'étais assis en compagnie du général Nam Il, chef de la délégation coréenne aux négociations sur l'armistice. Je me souvenais de son visage austère; il regardait droit devant lui, tirant sur un long fume-cigarette, sans daigner tourner la tête vers l'avion qui piquait dans un mugissement de moteur et un crépitement de mitrailleuses. Le chauffeur avait écrasé l'accélerateur, et la voiture, quittant la route, fonça dans un chemin bordé d'arbres où elle s'immobilisa brutalement tandis que l'avion reprenait de l'altitude en rugissant.

Un autre coin, au nord de Sariwon : des avions U.S., au mépris du protocole d'accords qui régissait les négociations sur le cessez-le-feu, y avaient lâché une bombe au napalm pour ensuite mitrailler le convoi de la délégation, violant ainsi l'« immunité » dont il jouissait et détruisant la jeep qui précédait celle où ma femme et moi avions pris place. Il n'y avait pas d'erreur possible; l'attaque avait lieu en plein jour, les avions avaient piqué à plusieurs reprises pour s'assurer que les voitures étaient bien

celles du convoi de la délégation, qu'elles arboraient les drapeaux rouges réglementaires, qu'elles étaient espacées de 100 mètres comme le voulaient les accords, et qu'elles voyageaient aux heures prescrites. Ceci mis à part, la seule obligation faite au convoi était de ne pas s'arrêter. Néanmoins, après avoir identifié le convoi en survolant à plusieurs reprises, l'un des avions largua sur la route une bombe au napalm, obligeant la jeep qui le précédait à s'arrêter et à faire marche en arrière. Moyennant quoi elle fut mitraillée et détruite; tous les passagers furent blessés; parmi eux, la femme d'un officier de liaison chinois: elle était enceinte. C'était à l'époque un endroit nu et noirci; pas un arbre, pas une maison. On y voyait maintenant, des deux côtés de la route, un village aux maisons coquettes, blanchies à la chaux, couvertes de tuiles grises; des carrés bien alignés où les plants de riz poussaient drus; à distance convenable de la route et des maisons, des étables de formes arrondies; le village lui-même était entouré de pommiers en fleurs.

Sariwon: la dernière fois que je l'avais vue, la ville était une ruine noircie, presque déserte, réduite à quelques pans de mur carbonisés et des lambeaux de cheminées. Je me rappelais la première fois que je l'avais traversée; un camion d'essence illuminait le ciel derrière nous. L'avion qui l'avait touché rôdait encore loin de là en ronronnant. Nous traversions tous phares éteints. Les femmes qui labouraient entre les ruines encourageaient les bœufs à voix basse. Des bombes à retardement éclataient dans les champs, soulevant des trombes de boue et d'eau, et je me demandais si nous arriverions jamais à Kaesong, où les négociations sur le cessez-le-feu devaient commencer le lendemain. Sariwon était devenue une ville moderne; des forêts de cheminées crachaient de la fumée, la route s'élargissaient pour devenir un large boulevard bordé d'arbres, coupé de grandes avenues au long desquelles se dressaient des immeubles résidentiels et commerciaux. Il y avait, au nord et au sud de Sariwon, d'autres villes dont j'entendais le nom pour la première fois; mon guide me prouva cependant qu'elles avaient existé et se trouvaient sur les cartes d'avant-guerre, mais elles avaient été à ce point détruites dès la première année de guerre que, lord de ma première venue, au milieu de l'année 1951, leur emplacement avait déjà été labouré.

Kaesong, la seule ville au nord de la ligne de bataille à ne pas avoir été complètement détruite parce qu'elle se trouvait dans la zone « neutre » du quartier général de la délégation, est elle aussi, à peine reconnaissable. Mais quelques vieux immeubles demeurent et beaucoup d'immeubles neufs ont été reconstruits dans le style classique: beaucoup de bois, cours intérieurs, toits aux ondulations gracieuses, caractéristiques de

cette ancienne capitale qui est aussi le siège d'une université de Corée vieille d'un millier d'années. Kaesong n'est qu'à 15 kilomètres de l'endroit où se trouvent les deux huttes qui furent le théâtre des négociations sur le cessez-le-feu à Panmunjom.

Un écriteau : « Zone démilitarisée. Frontière Nord ». Notre voiture s'arrêta devant une barrière; l'officier qui nous escortait descendit et pénétra dans un poste de garde à l'entrée duquel se tenaient deux sentinelles à la tenue impeccable. Il en ressortit presque aussitôt, épinglant un brassard jaune à son uniforme marron. On mit un drapeau jaune à notre Volga, la barrière fut levée, et nous pénétrâmes dans la zone démilitarisée, large de 4 kilomètres, qui sépare la Corée du Nord de la Corée du Sud. A l'est et à l'ouest, une double rangée d'immenses blocs de granit s'étendait à perte de vue, et jalonnait sans doute les 250 kilomètres séparant la mer Occidentale et la mer Oriental comme s'appellent les Coréens, la mer du Japon et la mer Jaune selon les cartes occidentales. Une sentinelle américaine, qui feuilletait un livre d'histoires drôles, leva les yeux et ne s'embla s'intéresser qu'au nombre de passagers tandis que la voiture franchissait un petit pont pour pénétrer dans la Zone Commune de Sécurité, endroit de la zone démilitarisée où se trouvent les salles de conférence, et dont la sécurité incombe aux Nord-Coréens et aux Américains. Sur les quelques milliers de mètres carrés de la zone commune de sécurité les membres des deux camps peuvent se placer librement, mais partout ailleurs dans la Zone démilitarisée, chaque camp doit rester de son côté de la ligne de démarcation qui coupe la zone en deux et en passe très précisément au milieu des tables de conférence dans les salles où se rencontrent les délégués à la C.M.A.(Commission Militaire à l'armistice).

D'un tertre qui domine le lieu de la conférence, on pouvait voir le pays des deux côtés de la ligne de démarcation qui, dans la région de Panmunjom, passe au milieu de la rivière Sachon. Au nord, c'étaient des camps de blé d'hiver, de terre labourée, de carrés de plants de riz d'un vert vif, qui allaient jusqu'au bord de la rivière et s'étendaient à perte de vue à l'est et à l'ouest. A l'aide de tracteurs, on hersait dans la ferme de la coopérative de Panmunjom, située à l'intérieur de la Zone Démilitarisée. De l'autre côté, quel contraste! Un terrain vague couvert d'herbe haute et de buissons derrière lesquels on entrevoyait des barbelés rouillés et des poteaux électriques renversés. Pas un être humain, pas une maison, pas un champ cultivé. Quelques forts trapus marquaient les limites sud de la Zone Démilitarisée. Une jeep s'avança jusqu'au pied du tertre, et deux soldats U.S. en sortirent; ils nous fixèrent pendant un moment puis remontèrent dans la jeep qui s'éloigna dans un hurlement de pneus et un

nuage de poussière. C'était là la seule activité du côté U.S.-R.O.K. (Republic of Korea... Corée du Sud) de la ligne, mis à part un soldat de la ROK. à l'air fatigué qui s'en vint jeter un seau d'eaux sales dans une poubelle. (Quelques minutes plus tôt, un officier nord-coréen à qui j'avais demandé quel rôle jouait l'armée de la R.O.K. à Panmunjom m'avait répondu : « strictement aucun; ici comme ailleurs, ils servent de femme de ménage aux Américains ».)

D'un côté du tapis vert autour duquel les membres de la C.M.A. se rencontraient pour discuter les violations des accords sur le cessez-le-feu, on était surpris de voir le drapeau de 1' O.N.U. rappeler que l'occupation de la Corée du Sud par les U.S.A. se faisait toujours au nom des Nations Unies. L'O.N.U. était représentée par deux gardes américains, dont un Noir, qui se prélassaient en mâchant du chewing-gum dans les huttes destinées aux conférences; quand nous entrâmes dans les salles de conférence, ils regardaient par la fenêtre. A l'image des champs de chaque côté de la ligne de démarcation, quel contraste entre les soldats U.S. et les gardes nord-coréens, dont l'allure était militaire et la tenue impeccable. Il est vrai qu'eux représentaient leur propre pays sur leur propre sol; c'est bien ce qu'exprimait leur maintien.

Entre la Zone commune de sécurité et la frontière nord de la Zone démilitarisée se trouve la hutte où, pendant deux ans, se déroulèrent les discussions sur le cessez-le-feu, et près de laquelle, avec d'autres correspondants, j'étais de faction tous les jours. A côté de la hutte se trouve le grand pavillon où furent signés les accords sur l'armistice. Je me souviens de l'ébahissement qui se peignit sur le visage des journalistes occidentaux quand, arrivant pour la cérémonie de signature ils découvrirent que, dans les deux jours qui s'étaient écoulés entre la mise au point définitive des accords et leur signature, on avait construit ce bâtiment, douze fois plus grand que celui où avait été menées les négociations; les éléments en avaient été préparés à Kaesong et des soldats coréens avaient travaillé jour et nuit pour les assembler à temps. La vitesse à laquelle il fut construit était un symbole de la vitesse à laquelle allait être menée la reconstruction du pays une fois la paix revenue. La délégation américaine avait voulu minimiser l'importance de l'évènement en signant dans une tente, afin que rien ne demeurât pour désigner l'endroit où, le 27 juillet 1953 à 10 heures, le général Mark Clark, Commandant en chef des forces de l'O.N.U., signa les documents sur le cessez-le-feu. Il devait écrire plus tard : « J'eus ainsi la tâche peu enviable d'être le premier Commandant américain de l'histoire à signer un armistice qui ne nous assurait pas une victoire complète... » Je me souviens très bien que

son visage, lors de la cérémonie de signature, révélait l'amertume et l'humiliation qu'il éprouvait à ratifier « autre chose qu'une victoire complète ». Sur les tables où ils furent signés demeurent aujourd'hui sous glace deux exemplaires, reliés en rouge, des documents originaux. Le pavillon de Panmunjom, qui se trouvait du côté nord-coréen de la ligne de démarcation, a été transformé en musée. Sur les tables se trouvent respectivement, comme lors de la signature, le drapeau des Nations Unies et celui de la République Démocratique et Populaire de Corée. Depuis ce jour historique, l'extérieur du pavillon a été plâtré, l'intérieur aménagé, et une exposition bien documentée a été mise au point sur la guerre, les négociations, et l'application ou la non-application des accords sur l'armistice. Photographies, documents, cartes, armes et matériel de sabotage U.S. confisqués permettent aisément de suivre le fil des événements depuis la visite du 38e parallèle du défunt John Foster Dulles quelques jours avant que n'éclate la guerre, le 25 juin 1950, jusqu'à la série de violations graves qui ont fait suite a la venue du Président Johnson dans la zone démilitarisée en octobre 1966.

Beaucoup de ces documents font la preuve irrécusable que des clauses fondamentales des accords sur le cessez-le-feu ont été systématiquement violées par les Etats-Unis. Ce serait pure dérision que de continuer a parler des « Nations Unies », qui, les Etats-Unis mis a part, ne sont représentées, dans l'occupation permanente du Sud, que par une compagnie de troupes Thaï. Quant a l'augmentation brutale des violations dans les mois précédents, les statistiques et les documents qu'ont peut voir dans le hall d'exposition donnent les chiffres suivants :

Violations de l'espace aérien de la R.D.P.C.

	1960 : 656 cas
	1966 : 722 cas
Premier trimestre	1967 : 729 cas

Intrusions dans les eaux territoriales de la R.D.P.C.

	1963 : 342 cas
	1966 : 758 cas
Premier trimestre	1967 : 809 cas

Rien qu'au mois d'avril 1967, le camp U.S.-R.O.K. a tiré, dans la zone démilitarisée et, par-delà la zone, dans le territoire de la R.D.P.C. davantage d'obus et de balles que pour toute la période — soit plus de 13 ans — qui s'est écoulée depuis que le cessez-le-feu est entré en vigueur. L'exposition comprend des canots pneumatiques, des équipements d'hommes-

grenouilles, des postes émetteurs, des fioles de poison destinées à empoisonner les réserves d'eau, et toute une gamme de matériel de sabotage pris a des groupes venus du Sud.

Il est intéressant de voir jusqu'où est prêt à aller le commandement américain pour récupérer les pilotes U.S. abattus — même leurs cadavres — et combien il se désintéresse systématiquement des soldats et agents de la R.O.K. qui peuvent être capturés. Il est difficile, cela va sans dire, de ne pas admettre qu'il y a eu violation après qu'un avion ait été abattu sur le territoire de la R.D.P.C., comme cela a été le cas 8 fois ces dernières années, ou quand un navire de guerre est coulé par les batteries côtières de la R.D.P.C. Mais les généraux U.S. qui se succèdent à la tête de la C.M.A. n'hésitent pas, pour récupérer leurs pilotes, à apposer leur signature (au nom des « Nations Unies ») à n'importe quel document.

C'est ainsi que l'exposition possède une photographie d'un reçu daté du 15 mai 1964 et signé du général Cecil E. Combs, de l'U.S. Air Force; « reconnaissant les crimes d'espionnage et d'intrusion illégale par les capitaines Ben Weakley Stutts et Carleton William Voltz... alors qu'ils faisaient de l'espionnage militaire après avoir illégalement pénétré dans l'espace aérien au-dessus de la partie Nord de la R.D.P.C.... et garantissant qu'à l'avenir il ne commettra plus pareils actes criminels et obéira strictement à l'Accord sur l'Armistice en Corée, le Commandement des Nations Unies déclare par le présent acte recevoir le capitaine... Stutts et le capitaine... Voltz, pilotes de l'armée américaine, des mains de l'Armée du Peuple Coréeen. » Signé Cecil E. Combs. Le ton est le même dans une lettre signée deux mois plus tôt par le général Hamilton H. Howze, de l'U.S. Army, commandant en chef de l'Etat-major de l'O.N.U., ainsi que dans une autre, datée du 21 mai 1965 et signée du général William Yarborough dans le but de récupérer le corps d'un pilote de la R.O.K. abattu « au cours d'une intrusion illégale au-dessus du territoire placé sous contrôle militaire de l'Armée Populaire de Corée », comme le déclare le général Yarborough au nom du commandement de l'O.N.U., « assurant qu'à l'avenir il ne commettra pas pareilles violations de l'Accord sur l'Armistice... ».

Si les généraux américains présentent de plates excuses pour récupérer leurs pilotes, j'ai appris que, par contre, ils refusaient toujours de reprendre, morts ou vifs, les éléments de la R.O.K. coupables d'intrusion, excepté les pilotes. Par exemple, tout ce qu'un officier voulut bien admettre un jour, lorsqu'on le confronta à un soldat de la R.O.K. qui avait réchappé à une mission d'intrusion illégale, fut « on a présenté une personne de race jaune... » une autre fois : « je prends note de ce qu'une

personne qui semblait être de nationalité coréenne... », etc. Comme on n'a jamais entendu dire que le représentant de la R.O.K. à la C.M.A. ait ouvert la bouche une seule fois, les éléments de la R.O.K. qui violent l accord sur l'armistice n'ont rigoureusement aucune protection. Ils sont, selon la terminologie militaire américaine, « consommables ».

Voyons maintenant la recrudescence des violations; deux mois plus tôt, le 5 avril 1967, dans la Zone démilitarisée, à l'endroit même où je me trouvais, 6 gardes de la Sécurité Coréenne, portant des brassards jaunes semblables à ceux de mes accompagnateurs, étaient fauchés (5 morts, un blessé) par une mitrailleuse lourde actionné par des troupes U.S.-R.O.K., à environ 600 mètres à l'intérieur de la partie sud de la Zone démilitarisée; l'incident eut lieu en plein jour, à 13 h. 30; par temps clair. Quand ils eurent les cadavres sous les yeux, quelques minutes après le massacre, les membres américains des équipes d'observation ne purent que reconnaître la violation. Les Coréens abattus portaient les pistolets prévus par les règlements de la Zone Démilitarisée, ils furent tués par une mitrailleuse lourde dont la présence en zone démilitarisée constitue à elle seule une violation grave. Ce n'était là que le plus sérieux d'incidents presque quotidiens.

A Kaesong, je rendis visite au major-général Pak Jung Kuk, chef des représentants de la R.D.P.C. à la Commission Militaire à l'Armistice, et lui demandai son opinion sur la situation. Le général Pak, bel homme solidement charpenté, rappela la visite du président Johnson aux unités U.S.-R.O.K. au long de la zone démilitarisée. « Nous nous souvenons de la visite de Dulles et de ce qui s'ensuivit, me dit-il. La visite de Johnson est un mauvais présage du même ordre. Selon Radio-Séoul il a déclaré nécessaire l'ouverture d'un second front en Corée. Quoi qu'il en soit, de nouvelles et violentes provocations ont immédiatement commencé. Le 3 novembre, par exemple, jour où Johnson a quitté Séoul pour rentrer aux Etats-Unis, des attaques armées ont été organisées dans plusieurs secteurs. Du côté Ouest de la ligne de démarcation, des troupes de la R.O.K. ont envoyé des fusées de signaux rouges, puis couvertes par un feu de mitrailleuses lourdes, ont traverse en masse la ligne de démarcation et attaqué nos positions avec des grenades à main et des fusils. Des incidents analogues ont eu lieu le 4 et le 5 novembre. Le 4 novembre, une canonnière ennemie pénétrait à environ 6 km à l'intérieur de nos eaux en Mer Orientale et y restait 4 heures. Le 5 novembre, des chasseurs de sous-marins récidivaient, et, le 22 novembre, après un vol de reconnaissance U.S., trois navires de guerre américains faisaient une fois de plus intrusion dans nos eaux et bombardaient notre côté... Depuis il ne s'est pour ainsi dire pas passé de jour sans qu'une violation ait été commise ici ou là.

«Toute activité militaire à l'intérieur de la Zone démilitarisée est strictement interdite, mais depuis la visite de Johnson les Américains ont régulierement essayé d'en faire leur secteur militaire avancé. Ils y ont introduit de l'artillerie lourde, de l'armement lourd automatique, et jusqu'à des tanks. Le rythme des violations, y compris les graves provocations militaires, ne cesse de s'accélérer. Le 5 avril, c'était l'incident au cours duquel 5 de nos gardes de sécurité étaient tués dans la Zone démilitarisée. Le 13 avril, 250 obus de 81 et de 105 mm et 3.500 balles de mitrailleuse lourde tombaient de notre coté de la Zone Démilitarisée au cours d'attaques menées simultanément de cinq positions différentes. Le 20 avril, à six reprises, l'énnemi ouvrait le feu avec des mortiers de 81 et 60 mm a partir de deux positions qui visaient celles que nous avons juste au Nord de la Zone démilitarisée. Nous n'avions pas connu ce genre d'activités depuis la signature de l'armistice.

«En général, nous avons fait tout notre possible pour éviter les provocations, continua le général Pak, mais nous avons du montrer clairement que s'ils cherchaient des points faibles dans nos défenses ils n'en trouveraient pas. Un incident particulièrement grave s'est produit cette année, quand, le 19 janvier, un certain nombre de leurs escorteurs ont pénétré dans nos eaux territoriales, six kilomètres au nord de la Zone démilitarisée, et ont commencé à pilonner nos régions côtières. Nos batteries côtières recurent l'ordre de riposter, touchant, dès les premiĕres salves, l'escorteur n° 56, le coulant, et obligeant les autres à prendre la fuite. Les Américains ont cherché des faux-fuyants pour éviter la responsabilité de l'incident, mais, devant les preuves constituées par nos photos et nos documents, il ont du finir par reconnaître la violation, nous accusant cependant de nous être conduits de facon « inhumaine » en tirant sur un navire qui avait dévié de sa course »...

« En fait, poursuivit le général Pak d'un ton convaincu, la situation autour de la Zone démilitarisée ne rappelle que trop celle qui suivit immédiatement la visite de Dulles en juin 1950. La periode séparant la signature de l'armistice de la situation explosive d'aujourd'hui n'a été qu'une succession d'étapes... ». Il en énuméra alors quelques-unes des plus marquantes. L'une fut l'abrogation unilatérale par les Etats-Unis du paragraphe 13 des accords, qui prévoyait, dans 5 ports du Nord et du Sud, une inspection destinée à empêcher l'entrée de renforts d'armes ou de personnels; selon les clauses essentielles, les commandements des deux camps ennemis « cesseront d'introduire en Corée des renforts en avions de guerre, véhicules blindés, armes et munitions; cependant les avions de guerre, véhicules blindés, armes et munitions détruits, endommagés, usés ou épuisés durant la periode de l'armistice pourront être remplacés sur la base d'échanges standard. La Commission de Contrôle des Nations Neutres assurera, par l'intermédiaire de ses équipes d'inspection, le

contrôle du remplacement d'avions de guerre, véhicules blindés, armes et munitions autorisés. Plus haut dans les ports d'entrée énumérés au paragraphe 43. » La C.C.N.N. était composée d'offlciers tchĕques, polonais, suédois et suisses.

« Selon la méthode utilisée par tous les agresseurs au cours de l'Histoire, poursuivit le général Pak, les U.S.A. signèrent l'armistice pour gagner du temps afin de mettre sur pied une nouvelle tentative. Syngman Rhee, leur pantin à Séoul, avant d'être chassé du pays en 1960, avait pour leitmotiv « la marche vers le Nord ». Peu aprés la signatuře de l'armistice, les Américains se mirent à introduire secrète-ment des renforts d'armes ailleurs que par les cinq ports. Mais les restrictions ne convenaient guĕre au rythme de leur entreprise; aussi, aprĕs de multiples provocations, dont des actes de gangstérisme dirigés contre les équipes de la CCNN, et qui causèrent la mort de trois officiers polonais, les Américains abrogèrent le paragraphe 13, chassèrent les équipes de la C.C.N.N. des cinq ports, et utilisèrent le dernier pour introduire tout ce qu'ils voulaient, y compris canon nucléaire et roquettes. »

Le général Pak passa ensuite au pian « Trois Flèches » et a d'autres plans opérationnels, ainsi qu'aux manoeuvres militaires R.O.K.-Japon prévues pour la fin mai. « Tous ces plans, tous ces exercices, dit-il, présupposent des opérations menées en commun contre nous par les forces des U.S.A., du Japon, et de la R.O.K. Tous tendent à une rupture de l'armistice et à la reprise de la guerre. Le rôle de la Commission Militaire à l'Armistice étant de sauvegarder ce dernier, les Américains ne l'aiment pas; autre detail révélateur : ils n'aiment pas les réunions réguliĕres au cours desquelles sont exposées leurs activités; nous avont pris l'initiative de 185 des 246 réunions organisées jusqu'à présent. Les Américains ont essayé de profiter des autres pour nous accuser de violations, mais sans jamais produire l'ombre d'une preuve. Nous n'avons jamais été obligés de reconnaitre une seule violation; nous n'avons jamais envoyé de navires dans leurs eaux territoriales, ni d'avions dans leur espace aérien; nous n'avons jamais déclenché de tirs d'artillerie contre leur secteur, sauf une ou deux fois, et encore il fut établi que nous ne faisions que riposter, comme quand nous fimes feu sur l'escorteur 56 alors qu'il bombardait notre côte; nous n'avons jamais introduit d'ar-mement lourd dans la Zone Démilitarisée. Il leur arrive de de-mander une réunion parce qu'un Américain se fait casser la figuře à Séoul, ou méme à Pusan. Cest ridicule, et ils le savent, mais ils estiment sans doute que, si nous étions les seuls a demander des réunions, cela ferait mauvais effet. Une fois, ils ont proposé que la CMA ne se réunisse que tous les six mois. Ils refusent souvent les dates établies, reculant la réunion d'une semaine ou deux, ce qui en soi est une violation. »

Comme je lui demandais comment tout cela allait se terminer, le

général Pak me répondit : «le maintien des accords entre parties belligérantes ne peut être assuré par des efforts unilatéraux, mais demande des efforts des deux côtés. Mis devant la preuve aveuglante que les forces U.S. sont en train de préparer une nouvelle guerre, nous sommes contraints de préparer nos propres forces pour être en mesure de riposter de façon décisive. Nous avons du modifier notre plan septennal pour l'industrie et le ralentir un peu pour développer notre potentiel de défense nationale; nous avons beaucoup travaillé à transformer notre armée permanente en une armée de cadres, à l'équiper d'armes modernes, à permettre à chaque soldat de dominer les techniques militaires modernes, à faire de cette armée une force indomptable et capable d'expansion rapide en cas d'urgence. Le peuple tout entier est armé, le pays est devenu une forteresse imprenable. Si les agresseurs déclenchent une autre guerre, ils le paieront cher. Nous sommes fermement convaincus que si les forces U.S.-R.O.K. nous attaquaient de nouveau, leur présence sur notre sol serait abolie à jamais; avec l'aide des patriotes Sud-Coréens, nous les chasserons et referons l'unité du pays. »

Ce qu'un coup d'oeil aux documents de Panmunjom et la discussion avec le général Pak Jung Kuk font ressortir clairement, c'est que, si les hostilités reprenaient, il n'y aurait plus de ligne de démarcation, de zone démilitarisée, de C.M.A. ou de C.C.N.N., et le nom de Panmunjom ne serait plus qu'une survivance historique.

A vrai dire, en mai 1967, l'avenir de Panmunjom comme capitale du cessez-le-feu semble on ne peut plus incertain.

3

Arrivée

La guerre de Corée se poursuivait depuis environ un an, et le général Mac Arthur avait été relevé de ses fonctions de commandant suprême de l'O.N.U. quand, au soulagement général, le secrétaire d'Etat Dean Acheson annonça, le 2 juin 1951, qu'un règlement du conflit coréen au long du 38e parallèle, là où il était né, pourrait être accepté et considéré comme une victoire par les Nations Unies. La Corée du Nord et la Chine, qui maintenaient que c'était le régime sud-coréen de Syngman Rhee, qui, appuyé par les Etats-Unis, avait déclenché les hostilités, pouvaient également considérer pareil règlement comme une victoire. Le 23 juin, Yakov Malik, représentant l'Union Soviétique à l'O.N.U., déclara qu'un règlement basé sur un cessez-le-feu et un retrait des troupes du 38e parallèle était possible. Pour mettre les choses au point, Dean Acheson informa le congrès U.S., trois jours plus tard, que « la ligne du 38e parallèle pouvait être acceptable du point de vue militaire ». De là naquirent les pourparlers ultérieurs, les propositions d'Acheson et de Malik se voyant concrétisées par six lettres échangées entre le général Matthew Ridgway, qui avait remplacé Mac Arthur à la tête du commandement de l'O.N.U., et les généraux Kim Il Sung et Peng Teh Huai pour l'Armée du Peuple Coréen et les volontaires du Peuple Chinois.

Venu d'Australie, à l'époque l'un des premiers journalistes occidentaux en Chine, depuis la fondation de la République populaire, je devais écrire une série d'articles pour le journal communiste parisien *Ce Soir*. Je demandai à être accrédité auprès du camp coréo-chinois pour suivre les pourparlers pour le cessez-le-feu qui devaient, me dit-on, durer « environ trois semaines ». Le problème semblait assez simple, vu que les deux

camps avaient accepté le principe d'un cessez-le-feu et d'un départ des troupes du 38e parallèle. On me conseilla de ne pas m'encombrer de bagages, et c'est avec un sac de voyage contenant des vêtements de rechange, ma machine à écrire, et mes appareils photo, que je partis pour Kaesong, qui avait déjà 6t6 accepte comme siège des négociations. J'ignorais que je partais pour l'épisode le plus extraordinaire de ma carrière journalistique, que j'allais rester à Kaesong pendant deux ans et demi, et qu'à la suite de cela il me serait interdit de rentrer en Australie.

Nous prîmes le train de Pékin à Antung, ville chinoise située à la frontière de la Mandchourie et de la Corée, après quoi nous fîmes le voyage en camion. Dès notre entrée en Corée, nous pûmes voir et ressentir les souffrances que le peuple cor£en avait endurées et continuait d'endurer. A la tombée de la nuit, comme nous traversions un pont au-dessus du Yalu à bord d'un camion soviétique, nous vîmes, entasses, les débris calcinés de trains de voyageurs et de wagons de marchandises.

Au bord de la route, à quelques kilomètres du Yalu, il y avait jadis des villages; ils n'existaient plus. Là ou se dressaient les maisons ne restaient plus que des carcasses et, la plupart du temps, des taches noires. Un peu de fumée sortait des abris souterrains où vivaient les gens, et, tandis que le camion plongeait dans le crépuscule sur la route de Pyongyang, nous pouvions voir le faible rougeoiement des feux sur lesquels cuisaient les repas.

Ce qui, sur la route, nous étonna le plus cette première nuit, fut le nombre de ponts qui existaient encore, franchissant des dizaines de fleuves et de rivières, défiant les efforts de la plus grande puissance aérienne du monde. En dépit des bombes et des roquettes, routes et ponts étaient en bon état. Lorsque des avions nous survolaient, nous étions avertis à grands cris, et nous éteignions les phares; mais jamais nous ne ralentîmes.

Sur la route descendait, en direction du Sud, une longue file de charrettes montées sur pneus et tirées par des chevaux; elles remorquaient des pièces d'artillerie légère. Les conducteurs dirigeaient sans rênes des attelages de sept à huit chevaux, faisant simplement claquer leur long fouet. Chevaux, hommes, caissons et canons étaient camouflés avec du feuillage. Une fois, des avions se mirent à décrire des cercles au-dessus d'eux; le moment était dramatique. La colonne quitta la route et disparut dans la verdure où elle se fondit aussitôt avec le paysage. Deux avions à hélice passèrent et repassèrent à basse altitude, mais sans pouvoir la repérer. Ils avaient à peine disparu qu'on entendait claquer les fouets et que les attelages reprenaient au trot la route poussiéreuse qui menait à Pyongyang et au front.

Notre chauffeur connaissait les habitudes des avions U.S. et avait déjà

fait souvent la route Antung-Pyongyang; nous quittâmes donc le village où nous nous cachions dans l'après-midi, alors que le soleil était encore haut dans le ciel, pour arriver à Pyongyang en fin d'après-midi, juste après le passage de la patrouille du soir et avant l'arrivée des bombardiers de nuit. Aux abords de la capitale, le premier village était presque intact. Puis venaient d'autres, à moitié détruits. Ensuite, tout n'était plus que désolation, une désolation qu'accentuaient encore les pans de murs qui sortaient des cendres et qui avaient été jadis de grands et beaux immeubles. Il y eut une alerte, mais il était impossible de penser que Pyongyang pût être vise. Pourquoi gaspiller des bombes pour une cabane, faite de quelques piquets et d'une plaque de tôle ondulée, ou un enfant aux yeux noirs vend des cigarettes et des allumettes, ou pour la pauvre bicoque ou une vieille femme vêtue de blanc propose des gâteaux aux cacahuètes et de l'ersatz de savon ? Près de 500 mètres de cendres les séparaient; néanmoins, c'étaient apparemment des objectifs militaires. Nous demandâmes notre chemin pour découvrir qu'il nous fallait faire demi-tour sur quelques kilomètres. C'est alors que les bombes se mirent a pleuvoir au milieu des éclairs, avec un bruit qui rappelait le claquement d'un fouet; et le lendemain, quand nous repassâmes, les deux échoppes encore présentes à notre mémoire avaient disparu dans le paysage calcine.

A Kaesong, les pourparlers préliminaires avaient commencé avant même que je ne quitte Pékin. A la suite de rencontres préalables des officiers de liaison, la première réunion des délégués avait été fixée au 10 juillet. Le 9 juillet, Syngman Rhee donnait un communiqué qui revenait à dire qu'il était opposé à toute forme d'armistice qui ne serait pas « sur la base d'une Corée unifiée et non communiste ». Le 10 juillet, le commandant des forces de l'O.N.U. déclarait que les journalistes ne seraient pas admis à Kaesong « tant qu'on n'aurait pas la preuve tangible que la conférence proposée est sur la bonne voie et tant qu'on ne serait pas en droit de penser qu'elle va y rester »; singulière position pour un champion du « monde libre »; mais les mois qui suivirent devaient permettre d'en mieux comprendre les raisons. Lors de la s6ance inaugurale, le général Nam Il, qui était alors chef d'état-major de l'Armée du Peuple Coréen et de la délégation coréo-chinoise, présenta une proposition en trois points : cessez-le-feu immédiat sur terre, sur mer et dans les airs; retrait des deux camps a dix kilomètres du 38^{e} parallèle; échange de prisonniers de guerre et départ de toutes les troupes étrangères dans les délais les plus brefs. Ces propositions étaient tout à fait dans la ligne des échanges de vues entre Acheson et Malik, échanges qui étaient à la base des pourparlers.

A la tête de la délégation américaine se trouvait l'amiral Joy, vieil homme au visage cireux, qui présenta un document par lequel on

s'engageait à ne discuter que des questions militaires. Il demanda à Nam Il de le signer, ce que Nam Il refusa. Joy proposa alors que Ton commençât par discuter de l'échange des prisonniers de guerre; il ne parla pas d'un cessez-le-feu, et ne fit pas non plus allusion au 38e parallèle.

Il fut tout d'abord convenu que 20 journalistes de chaque camp pourraient suivre les pourparlers, à l'extérieur de la salle de conférence. Jusqu'alors, notre départ de Pékin avait été" reculé en raison de la déclaration faite précédemment par Ridgway et qui disait « pas de journalistes ». Les journalistes américains furent les premiers arrivés à Kaesong, mais aucune information ne leur étant donnée, ils se plaignirent de devoir écouter Radio-Pyongyang et Radio-Pekin pour savoir ce qui se passait — à savoir que l'amiral Joy s'opposait à la discussion du retrait des troupes étrangères et que les négociations étaient ainsi dans une impasse ; en fait, elles furent alternativement entamées et abandonnées; les sujets abordés avaient trait à la façon dont les délégations de l'O.N.U. se rendaient au siège de la conférence et en repartaient. Elles quittaient leur base de Munsan en hélicoptère, et étaient amenées en jeep du terrain d'atterrissage à la salle de conférence — une maison de Kaesong de style classique, avec un toit de tuiles et des poutres laquées. Selon l'une des premières dépêches d'agence U.P., les délégués chinois arrivaient dans des jeeps prises aux Américains, et « d'ou Ton n'a même pas efface les signes distinctifs des unités auxquelles elles appartenaient ».

Les pourparlers démarrèrent lentement et furent suspendus du 21 au 25 juillet à la demande de Nam Il tandis qu'on examinait le refus de Joy d'inclure le «retrait des troupes étrangères ». Avant qu'ils ne reprennent, notre groupe de journalistes était arrivé à Kaesong, pestant contre les retards du voyage et craignant que tout ne fut terminé avant notre arrivée. La venue d'Alan Winnington, du *London Daily Worker*, et de moi-même, fit quelque bruit parmi les journalistes occidentaux. Environ huit jours plus tôt, deux diplomates anglais, Burgess et MacLean, avaient mystérieusement disparu. Ils avaient à peu près le même âge et la même allure que Winnington et moi, et la ressemblance entre mon nom et celui de Burgess fit naître le bruit que nous étions en fait les diplomates disparus. Cette légende fut rapidement dissipée à l'arrivée de vieilles connaissances qui reconnurent en moi l'ancien correspondant de guerre du *London Daily Express*, pour lequel j'avais en effet suivi la plupart des évènements essentiels dans la zone du Pacifique au cours de la seconde guerre mondiale. Je vis un photographe américain tout excite mettre en légende à sa photo : « Deux *cocos* blancs. »

On peut légitimement supposer qu'un jour auront lieu des négociations destinées à régler le conflit vietnamien; vu les récits incroyables que Ton commence à ressusciter à propos des négociations sur le cessez-le-feu en

Corée, il vaut, semble-t-il, la peine de faire état de certains ev6nements les plus marquants.

Quand les pourparlers reprirent, le 25 juillet, le général Nam Il proposa un programme en cinq points qui tenait compte du refus par l'amiral Joy de discuter le retrait des troupes étrangères.

1) Adoption du programme.
2) Création d'une ligne de démarcation entre les deux camps de manière à établir une zone démilitarisée, condition première d'un arrêt des hostilités en Corée.
3) Mesures concrètes pour un cessez-le-feu et un armistice en Corée; définir la composition, l'autorité et les fonctions d'une organisation destinée à superviser et à réaliser les conditions d'un cessez-le-feu et d'un armistice.
4) Arrangements concernant les prisonniers de guerre.
5) Recommandations aux gouvernements des deux camps.

Ce programme fut adopté le lendemain.

Les discussions pour fixer la ligne de démarcation commencèrent le 27 juillet, et furent suivies de l'une des farces les plus sinistres de I'histoire, farce qui coûta aux deux camps des dizaines de milliers de morts et des centaines de milliers de blesses. Lors de la première réunion, Nam Il proposa de fixer la ligne au long du 38^{e} parallèle. C'est là que la guerre avait commencé ; c'est là que les deux camps avaient déjà décidé qu'elle devait se terminer. A l'époque, la ligne de bataille suivait en gros le parallèle, les forces de l'O.N.U. tenant 4.630 km2 de territoire au Nord du parallèle et les forces coréo-chinoises en tenant 3.630 au Sud. Non seulement l'amiral Joy refusa de prendre le 38^{e} parallèle comme base de discussion pour une ligne de démarcation, mais il fit courir cette légende que les Américains voulaient une ligne de démarcation au long de la ligne de bataille réelle. Joy exigeait en fait quelque chose de tout à fait différent; il voulait que les forces coréo-chinoises reculent d'environ 50 km tout au long des 250 km de la ligne de bataille et abandonnent près de 15.000 km2 de territoire hautement stratégique et de positions défensives qui s'étaient avérées — et devaient s'avérer dans les deux années qui suivirent — imprenables. Joy fit jouer cet argument étrange et pour le moins original : en cas de cessez-le-feu, les avions de l'O.N.U. devraient arrêter leurs bombardements, les navires leurs pilonnages, et les forces de terre cesser le feu, alors que du côté coréo-chinois seules les forces de terre seraient concernées; si elles voulaient que prennent fin les bombardements aériens et les tirs de l'artillerie de marine, les forces coréo-chinoises devaient en contrepartie abandonner ce qu'elles

avaient défendu dans les combats les plus acharnes de la guerre et par la permettre une marche sur Pyongyang en cas de rupture du cessez-le-feu. Pareille exigence indiquait clairement que le général Ridgway ne pensait qu'à s'assurer des positions offensives plus favorables pour reprendre les combats, marcher vers le Nord, occuper toute la Corée du Nord, et ainsi réussir là où Mac Arthur avait échoué.

Joy demandait à Nam Il d'autoriser ses troupes à franchir les chaînes de montagnes formidables et admirablement fortifiées, comme Hitler exigeait des Tchèques qu'ils abandonnent leurs positions remarquablement fortifiées en pays sudète pour faciliter la conquête du reste de la Tchécoslovaquie par les Nazis.

Il convenait de dissimuler cette exigence ridicule que l'opinion mondiale — Joy ne l'ignorait pas — n'était pas prête à accepter; les correspondants occidentaux furent informés qu'aucun progrès n'était possible parce que le camp coréo-chinois refusait d'envisager une ligne de démarcation au long du 38e parallèle. La presse mondiale en fit, les jours suivants, des manchettes délirantes. Pendant des semaines et des semaines, la seule nouvelle explosive, à savoir que Joy ne parlait ni du 38e parallèle, ni de la ligne de bataille réelle, mais d'un point situé à plus de 50 km au Nord, fut passée sous silence alors que les délégués coréo-chinois se faisaient fustiger pour mauvaise foi. Petit à petit, le mensonge se transforma : au début, ils refusaient d'envisager le 38e parallèle; par la suite, ils furent censés refuser d'envisager une ligne de démarcation au long de la ligne de bataille.

La première allusion à ce qui se passait réellement fut faite le 2 août par Reuter qui cita des déclarations de « journalistes communistes » : « la délégation de l'O.N.U. veut une ligne au Nord de la ligne de bataille, contrairement à ce que croient les journalistes alliés qui n'ont jamais été officiellement informés des exigences de l'amiral Joy et des autres délégués ». Ceci fut aussitôt nie par le général de brigade Nuckols, de l'U.S. Air Force, attaché de presse officiel de l'O.N.U. Pour river leur clou aux Américains, le général Nam Il entra dans la salle de conférence, le 12 août, avec une carte sur laquelle il avait porté la ligne de bataille et la ligne de démarcation proposée par les Américains. Il la mit en face de Joy. « Est-ce bien ce que vous voulez dire ou non ? » demanda-t-il; l'amiral Joy répondit qu'en gros c'était bien cela et reprit le vieil argument selon lequel la supériorité aérienne et navale exigeait des compensations. Nam Il fit remarquer que, sur un champ de bataille, la situation résultait d'une épreuve de force entre armées adverses, chacune utilisant les armes dont elle disposait. Le camp de l'O.N.U. avait utilisé au maximum sa force terrestre, aérienne, et navale; il en résultait cette ligne de bataille que la supériorité aérienne et navale de l'O.N.U. était impuissante à modifier; et

il rappela froidement à Joy que l'époque était définitivement révolue ou les puissances impérialistes pouvaient, avec quelques canonnières, se tailler des royaumes entiers en Asie à cause d'une soi-disant « supériorité navale ». Le général Van Fleet, commandant la 8e Armée de l'O.N.U., décida d'entrer en jeu. Il rendit une visite sans précèdent au camp de la presse occidentale, le soir du 14 août, et, selon toutes les dépêches d'agences, déclara : « il se peut que la 8e Armée et l'Aviation soient obligées de mettre fin à cette impasse... Nos troupes sont irritées par l'arrogance des communistes aux négociations pour le cessez-le-feu à Kaesong. La 8e Armée est en bon état et prête à poursuivre les combats, sur une grande échelle si c'est nécessaire. » Le fait que Nam Il avait propose, des la première réunion, un cessez-le-feu immédiat, comme le monde entier l'avait prévu, avait été apparemment considéré par Washington comme un signe de faiblesse. L'amiral Joy rejeta la proposition, déclarent qu'il ne pouvait envisager aucun arrêt des combats tant que tous les points n'auraient pas été négociés; officiellement on expliqua que c'était nécessaire pour « exercer des pressions militaires » sur les Coréo-Chinois, afin de s'assurer qu'ils négocient correctement.

Quelques jours plus tard, Van Fleet dedenchait une offensive de grande envergure sur les fronts du Centre et de l'Est. L'amiral Joy proposa alors que la conférence soit ajournée, et que la discussion du problème de la ligne de démarcation soit laissée à une sous-commission, pendant qu'on donnerait a Van Fleet une chance de déplacer la ligne de bataille à l'endroit que réclamait Joy à la table de conférence. Pendant ce temps Nuckols, sans consulter les délégués coréo-chinois, décrétait ce que l'U.P. appela un « quasi black-out de l'information », réduisant le service de presse de l'O.N.U. à quatre représentants, un journaliste d'agence, deux photographes, et un radio-reporter; Nuckols expliqua que «des journalistes en nombre exagéré étaient susceptibles de nuire à l'objectivité et à la liberté des pourparlers ».

Le jour où la sous-commission se réunit pour la première fois, Hob Tuckman, de l'Associated Press, cita dans sa dépêche un correspondant communiste selon lequel « la délégation rouge serait peut-être prête à discuter une ligne de cessez-le-feu basée carrément sur la ligne de bataille existante... " Si la délégation de l' l'O.N.U.", disait ce correspondant, " abandonne sa position, je vous laisse à penser si nous pourrions arriver à une ligne située quelque part au Nord du 38e parallèle... " » ?

Ce n'est pas tout à fait ce que j'avais dit à Tuckman; si les Américains désiraient vraiment une ligne au long de la ligne de bataille, pourquoi — demandais-je — ne pas parler de la ligne de bataille réelle, et non d'un point situé à quelque 50 km au Nord ? Et pourquoi ne pas parler du 38e parallèle si c'est cela qu'ils voulaient ? Ils verraient que les délégués coréo-chinois ne feraient de difficultés pour aucune de ces solutions.

Cependant, bien qu'inexacte, l'histoire de Tuckman était de la dynamite, et c'était la première allusion au fait que Joy demandait quelque chose d'autre qu'une ligne de cessez-le-feu au long de la ligne de bataille. Aussitôt, le résultat fut également de la dynamite.

D'autres agences vérifièrent l'histoire de Tuckman et mirent Nuckols au pied du mur, demandant des cartes et le texte des propositions de Joy; elles serraient de près la vérité quand soudain, le 22 août, on les lança sur une fausse piste.

4

La nuit du 22 août 1951

La nuit du 22 août 1951 ne risque pas d'être oubliée par ceux qui y furent mêlés et subirent ses conséquences. Il s'en fallut de peu qu'elle ne fut un Sarajevo capable de déclencher une troisième guerre mondiale. L'après-midi avaient eu lieu, au-dessus de Kaesong, un certain nombre de vols à basse altitude, au mépris des accords qui entouraient les négociations et faisaient une zone neutre de Kaesong, quartier général de la délégation coréo-chinoise et siège des pourparlers. A 10 h. 15 cette nuit-là, j'étais le seul des 15 journalistes du centre de la presse à être couché. Il me sembla qu'un avion piquait au-dessus de nous avec un bruit plus menaçant qu'à l'ordinaire, et je m'extirpai de la moustiquaire au moment où quelqu'un hurlait : « éteignez les lumières ». Je venais d'atteindre la véranda quand soudain éclata une série d'éclairs accompagnée du fracas aigu des bombes qui explosaient non loin de là. « Neutralité et pourparlers s'en vont en fumée » me dis-je aussitôt en me laissant guider par un garde chinois jusqu'à un fossé où nous restâmes tapis tandis que l'avion décrivait un autre cercle et redescendait en pique. Quand il fut, à mon avis, dangereusement près, il déclencha ses mitrailleuses.

L'avion reprit de l'altitude, décrivit un autre cercle sans se presser (à son ronronnement lourd et lent nous l'identifiâmes tous comme étant un B. 26), et prit la direction du Sud. Nos premières recherches établirent que les bombes étaient tombées entre notre maison et le quartier général de la délégation, situé 500 mètres plus loin, et que quelques fragments de bombes avaient même atterri sur la jeep du général Nam Il; cependant personne n'avait été blessé. Moins d'un quart d'heure après l'attaque, on essaya, par radio, de contacter les officiers de liaison américains pour exiger une enquête immédiate. On finit par les joindre à 23 h. Leur chef

commença par refuser de se déplacer, arguant que l'heure était par trop tardive. Cependant, devant l'insistance du colonel Chang, le colonel Kinney, chef des officiers de liaison américains, accepta de venir enquêter.

Le temps était couvert et il tombait une pluie fine quand Kinney et son aide le lieutenant-colonel Murray, de l'infanterie de marine U.S., arrivèrent avec des interprètes, mais sans journalistes. Kinney sortit de sa jeep, lança un regard de défi aux correspondants de presse coréo-chinois, et, suivi de Murray, se dirigea à grands pas vers la véranda ou était assis le colonel nord-coréen. Ce dernier les invita à s'asseoir, et, tandis que les Américains s'abritaient la tête sous leur capuchon de pluie, résuma brièvement ce qui s'était passé. Kinney fronçait le sourcil et regardait furieusement autour de lui, tapant du pied et montrant tous les signes de l'impatience et de l'incrédulité tandis que le colonel terminait son bref exposé en posant sur la table les morceaux de schrapnel tombés sur la jeep du général Nam Il, se déclarant convaincu que l'attaque était une tentative délibérée pour assassiner les membres de la délégation coréo-chinoise.

Kinney se lança dans un contre-interrogatoire, aboyant des questions hostiles « Qui a vu les avions ? des témoins ? » Le colonel coréen désigna de la main les quelque 30 ou 40 membres de la délégation et journalistes, et déclara : « Tous sont témoins ».

Kinney eut un sourire méprisant : « Combien d'avions y avait-il ? Combien de bombes ont été lâchées ? »

« Ce point sera éclairci au cours de l'enquête » répondit le Coréen. Kinney dicta à son sténographe : « Personne ne sait combien il y avait d'avions ni combien de bombes ont été lâchées ».

Nous quittâmes la maison des conférences pour aller voir ce qui s'était effectivement passé. A moins de 100 mètres d'une maison qui avait été mise à la disposition de Joy et de ses assistants au cours de leurs séjours quotidiens à Kaesong on pouvait voir de l'herbe calcinée, des taches de napalm sur la route, à deux mètres environ de la route un entonnoir rempli d'eau ou surnageaient des taches d'huile, et, au milieu de la route, un container à napalm dont le métal s'était plissé en heurtant le sol. Il suffisait d'un coup d'oeil pour se rendre compte qu'il avait atterri sur les rochers en bordure de la route, puis ricoche et explose dans un ruisseau de l'autre côté de la route.

On l'avait rejeté sur la route. Sur un rayon de cinq à dix mètres on pouvait voir des taches noires, semblables à du goudron, d'où montait une odeur de caoutchouc brûlé. Le tout fut désigné à l'attention des officiers de liaison américains.

Kinney, d'un ton exagérément incrédule : « C'est une bombe, ça ? Ca pourrait être n'importe quoi. » Il refusa d'approcher le container ou l'entonnoir et recula quand un photographe chinois voulut prendre une

photo. « J'en ai vu assez. » Il fit signe à son interprète. « Dites-leur ceci : Si c'est la le genre de choses qu'ils vont nous montrer, je sens que je deviens très, très impatient. » Il lui fut répondu vertement que ce n'était là que le début de l'enquête et qu'il restait encore bien des choses à voir.

Nous nous dirigeâmes vers un vallon situé à environ 200 mètres du quartier général de la délégation. Là encore, des entonnoirs. Près du premier, à demi enterrée dans le sol sablonneux, une petite ailette semblable à celles des bombes antipersonnel de 100 livres. Kinney ne voulut pas s'en approcher et se refusa à la toucher quand on la lui tendit.

« Ce n'est ni une bombe ni un morceau de bombe », grogna-t-il. « Comment se fait-il que ce soit là ? » demanda le colonel nord-coréen. D'un ton méprisant, Kinney proféra alors cette insulte : « Vous devriez le savoir mieux que moi. » Avec la même brutalité et le même mépris, il se tourna vers les témoins et demanda : « Est-ce que l'un d'entre vous a déjà vu les résultats de bombardements américains ? » Tous les Coréens et une grande partie des Chinois avaient fait l'amère expérience des bombardements américains, mais personne ne daigna répondre.

A dix pas du premier entonnoir, une autre bombe avait frappé un rocher, arrachant un éclat d'environ cinq centimètres d'épaisseur; près d'un petit entonnoir, une ailette de bombe passablement tordue. On trouvait dans le sable des morceaux de schrapnel d'un centimètre cube qui avaient laissé des stries sur le rocher. Kinney se refusa à tout examen : « Ce n'est rien », dit-il, et, se tournant vers Murray, il ajouta : « Rentrons, Jim. Fichons le camp d'ici. » Murray, qui apparemment ne partageait pas tout à fait la brutalité de Kinney, murmura : « On ferait mieux de jeter un coup d'oeil. » Mais tous deux restèrent en arrière chaque fois que Ton prit des photos.

Lorsqu'on lui demanda d'inspecter un troisième entonnoir, Kinney qui se tenait volontairement en dehors du champ des appareils photo, déclara :« Non. J'ai vu tout ce que je voulais voir. » Le chef des officiers de liaison nord-coréens prit alors la parole et dit sèchement : « Nous exigeons que vous poursuiviez cette enquête. C'est notre droit. »

« Vous quoi ? » hurla Kinney, avec une arrogance où perçait le mépris racial. « Qui vous a donné des droits ? Vous n'avez pas le droit d'exiger quoi que ce soit. »

Il restait trois entonnoirs à examiner, mais Kinney refusa d'aller plus loin. En raison de l'obscurité, on n'avait repéré, cette nuit-là, que six bombes; quand il fit jour, on découvrit qu'en fait, c'étaient au moins 13 bombes, toutes du même type antipersonnel, qui étaient tombées dans cette vallée, et ce dans un rayon très faible. Kinney ne toucha pas à un seul morceau de bombe ou de schrapnel, ne prit pas de mesures, n'emporta pas d'échantillon et ne manifesta pas l'envie d'en emporter; il ne demanda pas

à interroger un seul témoin sur ce qui avait été vu ou entendu. Pour lui, l'enquête était terminée, et il se sentait libre de rentrer. Mais il s'entendit dire que les officiers de liaison devaient retourner à la maison des conférences, ce qui fut fait. Sur la véranda, l'officier de liaison nord-coréen fit remarquer qu'on avait la preuve indubitable que l'attaque avait eu lieu et qu'elle était préméditée. Il donna lecture du communiqué suivant : «Nous devons souligner l'extrême gravité de cet incident. Conformément aux instructions du chef de notre délégation, nous élevons ici une protestation vigoureuse et vous informons que la réunion de demain est annulée. » (Le texte original disait « la réunion du 23 août », mais l'interprète dit «demain ». Comme la nuit était fort avancée et qu'on était déjà au 23, il aurait fallu dire, pour être exact, « la réunion d'aujourd'hui est annulée ».) Kinney demanda : « Quelle réunion ? » Il lui fut répondu «toutes », c'est-à-dire la réunion des officiers de liaison comme celle prévue par la sous-commission. Kinney répliqua d'une voix arrogante : «Je trans-mettrai votre protestation ridicule », fit signe à Murray et aux interprètes de le suivre, monta dans sa jeep et disparut.

Il est important de noter ici que, dans son rapport, Kinney ne dit pas avoir demandé de poursuivre l'enquête en plein jour. Apparemment ce qu'il avait vu lui suffisait parfaitement et il était disposé à présenter son rapport sans avoir interrogé ou demandé à interroger un seul témoin, et sans avoir emporté ou demandé à emporter une seule pièce à conviction. Kinney croyait, cela semble évident, que l'Air Force avait réussi à mettre fin aux pourparlers et qu'il n'était même pas nécessaire de simuler une enquête objective.

Pendant ce temps, Winnington et moi avions écrit sur le bombardement des articles où nous annoncions, pour conclure, que les réunions du lendemain étaient annulées. Nous apprîmes qu'on avait découvert de nouvelles preuves et que les officiers de liaison étaient partis en jeep à la poursuite de Kinney, pour exiger qu'il revienne poursuivre l'enquête. Ils le rattrapèrent avant qu'il n'ait atteint Panmunjom; après avoir palabré pendant une demi-heure, objectant la pluie et l'obscurité, il finit par revenir. Les photographes chinois et coréens, croyant l'enquête terminée, étaient repartis, et Kinney, ne risquant plus de se voir photographier avec des preuves gênantes pour lui, se sentit plus à son aise. On avait trouvé deux autres bombes au napalm, dont l'une n'avait pas correctement explosé. Cette fois Kinney toucha au container, déclarant : « Rivure plate. Ce n'est pas de chez nous. »

Il regarda le napalm qui n'avait pas brûlé et dit qu'il reviendrait quand il ferait jour. Il demanda qu'on ne touche à aucune preuve, mais on lui répondit que la pluie risquait d'en détruire et que les officiers de liaison

coréo-chinois allaient prendre quelques échantillons de napalm aux fins d'analyse chimique. Invité à faire de même, Kinney rétorqua : « La pluie ne fera pas disparaître l'acier, et l'huile ne se mélange pas à l'eau. » On lui dit que, bien que les preuves fussent concluantes, le camp coréo-chinois ne voyait aucune objection à ce qu'il revint au matin avec dix journalistes (chiffre suggéré par Kinney lui-même); il n'avait qu'à entrer en contact radio comme d'habitude pour indiquer son heure de départ.

Le matin, les officiers de liaison coréens et chinois attendirent en vain le message annonçant que Kinney, comme promis, revenait avec des journalistes de l'O.N.U.

A midi, on était toujours sans nouvelles de lui, et on décida de continuer sans lui l'examen des preuves; on plaça cependant des gardes près de chaque pièce à conviction, de manière à ce que tout fut intact pour quand Kinney déciderait de revenir. Après cette enquête, il était difficile, pour quelqu'un de raisonnable, de douter que l'attaque fut une tentative délibérée pour assassiner les délégués coréo-chinois; elle avait été menée par un pilote habile qui avait soigneusement étudié le secteur, et qui, en fonction de sa topographie, connaissait 1'emplacement précis de la résidence de la délégation. Il avait échoué pour une erreur de navigation d'une fraction de seconde.

Vu les mesures prises et les relevés de position des bombes, il était possible, en interrogeant les paysans et les soldats qui avaient été témoins de l'attaque, de reconstituer toute l'histoire. L'avion était venu du Sud-Ouest, avait largué une bombe au napalm près de la résidence de l'O.N.U., et, décrivant un cercle, en avait largué une autre au pied du Pic du Pin. La première était tombée à 600 mètres au Sud-Ouest de la résidence de la délégation, l'autre à 700 mètres au Nord-Est. Une ligne tracée entre ces deux repères passait par la résidence de la délégation; les deux autres bombes furent larguées ensemble ou à peu près, à quelques centaines de mètres au sud-est de la résidence, probablement pour repérer un accident de terrain à négocier par rapport aux pics montagneux. Le raid avait été mené avec une précision remarquable vu le temps qui, cette nuit-là, était couvert, et l'erreur de largage avait été infime. C'était une belle démonstration de navigation de nuit, surtout si l'on considère le péril que représentaient le Pic du Pin et d'autres crêtes déchiquetées autour de Kaesong. Cela me remit en mémoire les cercles exagérément larges que les hélicoptères américins décrivaient souvent au-dessus de la résidence de la délégation coréo-chinoise quand ils transportaient à Kaesong l'amiral Joy et ses aides !

Quand nous revînmes au quartier général, nous y trouvâmes, au lieu de Kinney et des 10 journalistes qu'il avait promis d'amener, le texte d'une incroyable version de l'incident; ce texte était l'oeuvre du général de

brigade Frank Allen, officier chargé du service de presse de Ridgway à Tokyo : il fut diffusé tout d'abord sur la radio des Forces Armées Américaines, et fut répété toute la journée le 23 août. Allen y développait trois points, qui étaient autant de mensonges.

1) Les pourparlers pour l'armistice étaient rompus. « A compter d'aujourd'hui » le colonel Chang, officier de liaison nord-coréen, annulait tous les entretiens.

2) L'incident n'était qu'un truquage et un coup monté. Aucune bombe n'avait été larguée, aucune bombe n'avait explosé.

3) Le colonel coréen avait refusé d'autoriser toute nouvelle enquête.

A en croire ce communiqué, les colonels Kinney et Murray n'avaient vu ni bombes ni fragments de bombes. Ils avaient vu quelques entonnoirs peu profonds qui auraient pu être faits par des grenades à main, quelques morceaux d'un avion du commandement de l'O.N.U., et une ailette de fusée.

« Le colonel Chang a été incapable de dire », poursuivait le rapport, « si l'incident était le fait d'un ou plusieurs appareils. Il a déclaré ignorer combien de bombes avaient été larguées et combien de fois les avions avaient repassé... s'aidant de notes, le colonel Chang a déclaré qu'il n'y aura pas d'autre réunion. Interrogé par le colonel Kinney pour savoir s'il entendait par la les réunions de la sous-commission aussi bien que celles des officiers de liaison, le colonel Chang a répondu : « Toutes les réunions sont supprimées à partir de maintenant... » Le colonel Kinney a demandé au colonel Chang de poursuivre l'enquête dans la matinée, quand la luminosité serait meilleure. Chang a refusé, déclarant l'enquête terminée. En raison de l'obscurité, le colonel Kinney a demandé qu'on ne touche pas aux pièces à conviction afin qu'il soit possible de les examiner correctement quand il ferait jour. Le colonel Chang s'y est opposé, disant qu'elles devaient être enlevées aux fins d'anaiyse... » Et ainsi de suite; les faits réels étaient constamment déformés. Allen terminait son rapport en déclarant qu'au moment de l'incident aucun appareil du commandement de l'O.N.U. ne se trouvait dans la région de Kaesong.

La propagande était orchestrée à l'avance (le contraire serait impossible) et une remarquable machine se mit en branle. Moins de cinq heures après le rapport de Kinney et sans même attendre de protestation officielle, Ridgway annonçait au monde que c'en était fini des pourparlers pour le cessez-le-feu en Cor6e. Il fut en mesure de produire un communiqué fort détaillé qui envisageait tous les aspects du problème. Et, moins de 24 heures plus tard, le président Truman avait « catégoriquement » nié que les Allies aient bombardé Kaesong comme les en accusaient les communistes.

Généraux et sénateurs se mirent à pousser des clameurs, déclarant qu'il fallait redonner immédiatement toute son ampleur à la guerre. Editorialistes, commentateurs à la radio, et autres pontifes partout aux Etats-Unis racontèrent dans leurs éditoriaux et leurs commentaires qu'ils avaient toujours su que les communistes ne voulaient pas la paix et que la seule chose à faire était de les combattre et de les obliger à capituler. De Washington, l'U.P. annonça le 23, alors qu'en face de la maison de la délégation le napalm était encore humide sur les collines et qu'on déterrait de nouveaux fragments de bombes : « On s'attend à un déchaînement de la guerre en Corée en raison de la rupture par les communistes des négociations pour la paix; le problème, jeudi, était de savoir si la guerre se limiterait là. De hautes personnalités officielles aux Etats-Unis se sont montrées pessimistes, déclarant que la rupture des négociations par les communistes à Kaesong laisse prévoir des combats de plus grande envergure. Ils craignent que la guerre ne s'étende... »

Le général Ridgway ne pouvait pas concevoir qu'après ce qui s'était passé les Coréens et les Chinois essaieraient de poursuivre les pourparlers. Il comptait sur une reprise immédiate des combats sur une grande échelle et avait à coeur d'étendre la guerre au continent chinois. C'est dans les deux mois qui suivirent le 22 août 1951 que se décida la question de savoir si oui ou non le problème coréen allait déclencher l'escalade vers une troisième guerre mondiale. Les délégués coréo-chinois étaient conscients de la lourde responsabilité qui pesait sur leurs épaules; ils ne voulaient pas prendre l'initiative d'une rupture des pourparlers, mais ils s'attendaient au pire de la part des Américains et se préparaient à cette éventualité.

Le commandement de l'O.N.U. était accusé d'avoir tenté d'assassiner les membres de la délégation coréo-chinoise, et les chefs d'accusation étaient sérieux. Si le désir de paix proclame par Washington avait été sincère, Ridgway aurait-il été autorisé à agir sur la foi d'un compte rendu qui, relatant une entrevue orale entre les colonels Kinney et Chang, annonçait qu'il n'y aurait pas d'autre enquête, pas d'autre entretien ? Chang aurait-il pu prendre impunément pareille décision unilatérale ? Toutes les demi-heures, 24 heures sur 24, les officiers de liaison des deux camps étaient en contact radio. Ridgway n'aurait-il pas ordonné au moins une autre tentative pour mener l'enquête à bien, ou même une demande écrite, s'il avait vraiment eu la conscience tranquille ? Mais, mis à part des discours de propagande, il ne fit rien pour laver l'O.N.U. de l'accusation portée contre elle. Si toute cette histoire avait vraiment été un coup monté à l'aide de débris d'avion, ailettes de fusée, et trous de grenades à main, Ridgway n'aurait-il pas fait tout son possible pour le prouver

scientifiquement au monde entier, n'aurait-il pas exigé, comme il en avait le droit, de poursuivre l'enquête ?

De toute façon, il y avait eu violation de la zone neutre. Même si Ridgway avait cru au rapport de Kinney assurant que la violation avait été commise simplement par quelqu'un qui lançait ou installait des grenades à main, il était de son devoir d'exiger une enquête. Dans une lettre qu'il écrivit par la suite, Ridgway allégua qu'un avion communiste était mêlé à l'incident, mais il n'envoya personne à Kaesong demander si, cette nuit-là, on avait entendu un avion.

La protestation envoyée à Ridgway, le 23, par les généraux Kim Il Sung et Peng Teh Huai, et diffusée à la radio, ne faisait pas allusion à une rupture des pourparlers. Elle disait au contraire : «nous espérons que les négociations pour l'armistice pourront se poursuivre sans heurt et conduire à un accord équitable, raisonnable, susceptible d'être accepté des deux côtés... »; cette vigoureuse protestation se terminait en déclarant qu'une réponse satisfaisante était attendue de Ridgway. Celui-ci ne l'avait pas attendue pour annoncer au monde que les entretiens étaient supprimés. Son communiqué, diffusé sans attendre de ses adversaires une communication écrite, était un fait sans précédent.

Le bombardement et les déclarations faites par Allen, Ridgway, et Truman, montraient clairement ce à quoi il fallait s'attendre. Kaesong se prépara pour l'action : des milliers d'habitants quittèrent la ville le 23 et ceux qui restaient se mirent à creuser des abris. Les principaux délégués coréo-chinois et la plupart des journalistes furent envoyés sur l'arrière; seuls demeurèrent les officiers de liaison et quatre journalistes, dont Winnington et moi-même. Nous pensions à l'époque que nous allions assister à une lutte menée pied à pied, pour sauver les négociations, mais que cette lutte était perdue d'avance et que Kaesong serait anéantie. Les officiers de liaison coréo-chinois se mirent au travail, ainsi que les délégations à l'arrière. Kinney et Ridgway furent prévenus que non seulement ils étaient libres de reprendre l'enquête comme convenu, mais que Kim Il Sung et Peng Teh Huai insistaient pour qu'ils le fassent. Ridgway se sentit mal à l'aise. Une fois de plus, la presse était à ses trousses, et le gouvernement britannique se mit, ainsi que d'autres, à faire pression en coulisse.

Le général Van Fleet déclencha son offensive, et, dans les deux mois qui suivirent, essaya de s'assurer militairement ce que Joy avait été incapable d'obtenir à la table de conférence. Mais dans l'intervalle le contact s'était rétabli, bien que faiblement, entre les officiers de liaison. On assista pendant des semaines, à une étrange partie de cache-cache entre le quartier général de la délégation coreo-chinoise et les bombardiers de

Ridgway. Après l'attaque, la délégation s'était installée dans une maison isolée dans la banlieue de Kaesong. Winnington et moi-même étions venus loger dans un autre bâtiment qui abritait les officiers de liaison. Le 29 août, au beau milieu de la nuit, un avion, après avoir survolé la ville à basse altitude pendant quelques minutes lâcha une fusée éclairante au-dessus de la nouvelle maison de la délégation. Le 31 août, peu après minuit, nous fûmes réveillés par le bruit d'un B. 26 qui volait bas, et, quelques minutes plus tard, notre maison tremblait sous l'effet de violentes explosions. Deux bombes de 500 livres avaient été larguées à moins de 500 mètres de la nouvelle maison de la délégation. Le colonel Chang exigea une enquête et, par radio, dit à Kinney qu'il pouvait amener des journalistes. Comme Radio-Pyongyang et Radio-Pekin avaient dit et répété que le camp coréo-chinois ne s'était jamais opposé à ce que des journalistes soient présents aux enquêtes, la presse demanda bruyamment à venir. Kinney essaya de nier la preuve constituée par les deux énormes entonnoirs et les morceaux de métal en disant qu'il n'y avait pour preuve qu'« un container métallique rempli d'explosifs et enterré dans le sol ». Il fut invité à interroger tous les paysans de la région mais, après en avoir vu quatre, qui décrivirent le bruit de 1'avion et des explosions, Kinney déclara : « Cela suffit, ils racontent tous la même histoire. » Alors que l'enquête se poursuivait, un autre avion U.S. passa carrément au-dessus des enqueteurs, violant ainsi en plein jour la neutralité conférée à la zone de Kaesong. Les journalistes prenaient la chose très mal; la plupart d'entre eux savaient reconnaître des entonnoirs et des fragments de bombes quand ils en voyaient, et commençaient à murmurer. Kinney essaya une autre tactique. « Il se trouve, dit-il, que, sur notre écran radar, nous avons repéré un avion non identifié à l'endroit et au moment précis où, selon vous, cette attaque a eu lieu; aussi elle est certainement le fait d'un de vos propres appareils... »

La délégation déménagea une fois de plus et alla s'installer au coeur de Kaesong. Le 10 septembre, à 1 h. 35 du matin, un avion attaquait la rue où se trouvait la nouvelle résidence, faisant pleuvoir, sur une demi-douzaine de maisons, à un peu plus de cent mètres de la nouvelle résidence, un déluge de balles de mitrailleuse. En piquant, l'avion nous avait réveillés. Du nouveau quartier général de la presse, nous pouvions voir, juste au-dessus de nous, les éclairs rouges qui sortaient des mitrailleuses. Après avoir repris de l'altitude, l'avion décrivit un cercle et s'envola vers le Sud. Nouvelles protestations, nouvelles demandes d'enquête. En ce qui concerne la protestation, l'A.P. annonça de Tokyo, le matin qui suivit l'attaque : « Il est peu probable que Nam Il obtienne une réponse... Le commandement de l'O.N.U. a déclaré lundi qu'il ne répondrait plus à pareilles protestations... » La nuit suivante, l'A.P. rapporta que Ridgway

était « décidé à ne pas se laisser abuser par des accusations montées de toutes pièces et portant sur des violations de l'espace aérien ou terrestre... ».

Cette fois ce fut le colonel Darrow, de l'Air Force, qui vint enquêter. En raison du nombre d'éclats tout récents et de balles logées dans les boiseries et vu la présence de la presse, il était difficile de nier que les maisons aient été mitraillées. Mais Darrow et ses « experts » essayèrent de prouver que les dégâts auraient pu être causés par quelqu'un « actionnant une mitrailleuse sur le toit d'une maison voisine ». On leur demanda d'indiquer le toit d'où les balles logées dans les briques et les boiseries auraient pu venir sous un angle aussi ouvert. Bien entendu, il n'y en avait pas. Darrow fut invité à interroger n'importe quel habitant de Kaesong, pris au hasard, mais abandonna après que les trois premiers, qui comprenaient des occupants des maisons mitraillées, aient déclaré avoir entendu le bruit de l'avion et des coups de feu. Mais, comme une femme avait décrit la lueur et l'explosion d'une balle perforante de calibre 50 au moment où elle avait frappé le mur en pierre de sa chambre, Darrow dit dans son rapport : « Les Communistes ont produit deux témoins dont les déclarations diffèrent sur la question de savoir s'il y a eu mitraillage ou bombardement. »

Tandis que, de Tokyo et de Munsan, les agences d'information n'arrêtaient pas de raconter que la violation serait niée, Kim Il Sung et Peng Teh Huai radiodiffusaient un avertissement sévère à Ridgway, qui se voyait ainsi prévenu qu'il y avait une limite aux provocations et que cette limite était atteinte. Si Ridgway n'adoptait par une « attitude plus sérieuse et plus responsable» à l'égard de cette série de provocations, il était bien entendu que les forces de l'O.N.U. « devraient supporter l'entière responsabilité de toutes les conséquences qu'entraînerait le fait de retarder, entraver et rompre les négociations... ».

L'après-midi du 11 septembre, la situation était tendue; les agences d'information se faisaient l'écho de communiqués fracassants de Munsan à Washington. Au début de la nuit, il y eut plus d'avions que jamais à survoler Kaesong.

On avait, semblait-il, atteint le point de rupture. J'avais fini par connaître suffisamment les dirigeants coréens et chinois pour savoir que leur patience était à bout; je savais aussi que si les combats reprenaient sur une grande échelle, la guerre serait différente; ce serait une guerre à mort, et il était pratiquement impossible qu'elle ne dépassât pas les frontières coréennes, ou même chinoises. La R.D.P.C. était, avec la Mongolie, le seul pays socialiste à avoir une frontière commune avec la Chine et l'Union Soviétique. Sur le front, les troupes coréo-chinoises étaient impatientes de passer à l'offensive au lieu de se contenter de

maintenir l'ennemi à distance. A plusieurs reprises l'occasion se présenta, après des attaques de l'O.N.U., de contre-attaquer avec succès, mais les ordres étaient de défendre et de tenir, non d'attaquer. C'est à tout cela que je pensais cette nuit-là, tandis que nous attendions dans un abri antiaérien, les oreilles rivées à la radio. Nous avions décidé, pour la première fois, qu'il était inutile de se déshabiller. La fréquence des vols de reconnaissance avait été si anormale, surtout vers le soir, que l'on s'attendait à un raid de grande envergure.

La tension tomba à 11 heures du soir. Ridgway (ce fut un choc que de l'apprendre) avait fait machine arrière, reconnu l'incident et présenté des excuses, prenant au dépourvu les journalistes occidentaux qui, cinq minutes avant, annonçaient encore que Ridgway rejetait les accusations de violation. Oui, l'écran radar avait, cette fois, révélé qu'un appareil de l'O.N.U. avait survolé Kaesong au moment de l'attaque. Mille excuses ! Kim Il Sung et Peng Teh Huai répondirent immédiatement en proposant que l'on reprenne la conférence. Ridgway riposta en demandant une réunion des officiers de liaison; Kim et Peng acceptèrent à la condition qu'ils se réunissent pour fixer la date et l'heure de la reprise de la conférence plénière.

Alors les choses traînèrent en longueur. Van Fleet — comme Westmoreland 16 ans plus tard — essaya de persuader ses supérieurs que, si on lui accordait un léger délai, il était vraiment en mesure de décrocher une victoire militaire. Son « offensive d'été » était en panne, mais il était prêt pour une nouvelle « offensive d'automne », et il fallait donc reculer d'un mois ou deux la reprise des pourparlers. Pendant plus d'un mois, les officiers de liaison eurent des réunions quotidiennes qui ne duraient généralement que quelques minutes. Tous les jours Kinney, invité par le colonel Chang à « venir discuter l'heure et la date d'une reprise de la conférence », se présentait, mais déclarait en arrivant qu'il n'était autorisé à discuter que les « conditions », et non « l'heure et la date », d'une reprise. La condition était que l'on abandonne Kaesong comme lieu de la conférence. Il fut vite évident que c'était, une fois de plus, une tactique destinée surtout à donner le change tandis que Van Fleet poursuivait son « offensive d'automne ». Souvent Kinney se contentait d'entrer, de dire « je n'ai rien de nouveau à déclarer aujourd'hui », et de repartir.

Comme Ridgway se montrait inflexible au sujet de Kaesong, les généraux Kim et Peng, le 7 octobre, proposèrent Panmunjom comme nouveau lieu de conférence. La situation ne manquait pas d'ironie : la principale raison avancée pour demander l'abandon de Kaesong était que l'endroit (les divers incidents l'avaient montré) n'était pas sûr, car trop près de la ligne de bataille. Or Panmunjom l'était encore plus. Ridgway accepta Panmunjom et le 11 octobre, les officiers de liaison y tinrent, sous

une tente, leur première réunion, pour discuter les règles de sécurité autour de Panmunjom ainsi que les itinéraires aller et retour de Kaesong et de Munsan. L'un des accords passés ce jour-là prévoyait qu'à Panmunjom, sur le lieu même de la conférence, les attaques seraient interdites sur un carré de 1.000 mètres sur 1.000, qui avait pour centre la tente où étaient réunis les officiers de liaison.

Si réduite que fût cette cible, deux avions U.S., moins de 24 heures plus tard, l'avaient déjà mitraillée. Quand Darrow et Murray vinrent enquêter, ce soir-là, on leur montra le cadavre criblé de balles d'un enfant de douze ans qui serrait encore dans sa main une canne à pêche; près de lui, un casque américain où se débattaient de petits poissons. Victime de la dernière tentative de l'U.S. Air Force pour fusiller la conférence ! Trois jours plus tard, Ridgway reconnut l'incident et présenta des excuses; les correspondants commencèrent à s'interroger sur les divergences, au sein des forces U.S., entre l'armée de terre qui, vivant une guerre « dure », était favorable aux négociations pour le cessez-le-feu, et l'Armée de l'Air et la Marine qui, la guerre leur étant beaucoup plus « douce », y étaient résolument opposées. Au cours des mois décisifs qui virent se succéder les violations et les manoeuvres de diversion, ce furent les officiers de Marine et ceux de l'Armée de l'Air qui tinrent la scène à Panmunjom. L'armée de terre était invisible; tout comme les alliés de l'Amérique (ceux de l'O.N.U.), bien que les Britanniques, qui avaient une brigade entière au front, aient essayé obstinément, mais en vain, d'obtenir un siège à la table de conférence.

De nombreuses journées furent consacrées à des questions d'itinéraire et de quartier général. Là encore, on noyait le poisson pendant que Van Fleet essayait de percer sur les fronts de l'Est et du Centre. Finalement, des négociations plénières furent aménagées. Le 25 octobre, le général Nam Il et l'amiral Joy se rencontraient devant une table de conférence pour la première fois depuis le 15 août.

Dans un article publié dans *U.S. News and Korld Report* le 17 février 1967 et consacré au « râle étrange » que fut le mien, il y a un point qui se rapporte, de façon intéressante, à ce que je viens de décrire. L'article est vraisemblablement l'oeuvre du chroniqueur diplomatique Howard Handleman, « faucon » très actif qui assistait aux pourparlers pour le cessez-le-feu en Corée en tant que chef du bureau de l'International News Service à Tokyo. « Les Américains refusèrent le choix de Kaesong par les communistes », écrit Handleman, « et *brisèrent les négociations.* Elles reprirent plus tard à Panmunjom, village situé au bord de la route, et où la neutralité était vraiment possible... » Ce n'est pas du tout ce qu'écrivaient à l'époque Handleman et certains de ses collègues, qui flétrissaient alors le camp coréo-chinois en l'accusant d'avoir brisé les négociations ! Handleman, lors des pourparlers, était le confident de Nuckols, et était

bien placé pour savoir ce qui se passait !

Dans les trois mois écoulés depuis la première réunion des délégués, un seul des cinq points du programme avait été adopté, à savoir le programme lui-même. Dire que tout paraissait si simple... Avec Winnington, je me mis à dire en plaisantant que si cela continuait à ce train-là, nous y serions encore à Noël. Ce fut le cas; deux ans plus tard, nous y étions toujours.

5

Défense de «fraterniser»

On peut redouter le pire quand une organisation aussi avide de publicité que les Forces Armées Américaines fait preuve de timidité et de réserve à l'égard des reportages. Dès la reprise des pourparlers, il fut évident qu'une nouvelle politique était appliquée. Des journalistes qui avaient entretenu avec Winnington et moi des relations professionnelles normales, furent rappelés à Tokyo; certains d'entres eux nous en donnèrent plus tard la raison. Quelques lueurs de vérité avaient paru dans la presse mondiale lors des réunions précédentes, et ces fuites avaient dangereusement ébranlé l'organisation de public relations mise sur pied par Ridgway. Washington fit pression sur les agences et les directeurs de journaux pour qu'ils exigent de leurs représentants une plus grande « loyauté »; la « fraternisation » était vue d'un mauvais oeil, c'est le moins qu'on puisse dire. Un lieutenant de la M.P., qui, le jour de la reprise des pourparlers, s'était laissé photographier alors qu'il souriait en compagnie de ses collègues nord-coréens, fut dégradé et muté. C'est pourtant à la demande d'un photographe U.S. qu'il avait posé !

Les chauffeurs des jeeps qui transportaient les membres de la délégation U.S. et les correspondants qui les accompagnaient participaient auparavant aux discussions que tenaient chaque jour les journalistes des deux camps; ils furent fermement invités à ne pas parler avec des correspondants « rouges ». Flanqué de Handleman (de l'I.N.S.), Nuckols était aussitôt revenu, porteur d'une nouvelle politique, un pseudo « new deal » pour la presse de l'O.N.U., en réalité des communiqués mensongers et des manoeuvres d'intimidation dirigées

contre les correspondants qui « fraternisaient ». Cela marcha pendant un jour ou deux, mais une fois de plus, Nuckols fut rapidement démasqué à l'occasion d'une fourberie analogue à celle qui avait déclenché la crise du 22 août. Il avait été pris précédemment en flagrant délit de mensonge à propos de la ligne de bataille; il essaya de persuader son équipe de journalistes que cette fois, « honnêtement », les délégués U.S. demandaient un cessez-le-feu au long de la ligne réelle. En fait, aux réunions de la sous-commission à qui avait été confié le soin de fixer la ligne de démarcation lors de la première réunion plénière, le 25 octobre 1951, les délégués américains exigeaient maintenant que les nord-Coréens abandonnent Kaesong et quelque 1.000 mètres carrés de territoire.

Tandis que la discussion se poursuivait, Van Fleet déclenchait une offensive pour essayer de prendre la ville. Ses troupes d'élite, qui comprenaient une division de « marines », lancèrent une attaque de front, puis des attaques de flanc, à l'est et à l'ouest, dans le but d'isoler la ville et de l'encercler. Les combats se déroulaient tous les jours sous les yeux des délégués et de la presse dans l'enclave neutre de Panmunjom. Mais les troupes de Van Fleet ne gagnèrent pas un pouce de terrain.

Le fait que les Américains exigeaient Kaesong était caçhé aux journalistes de l'O.N.U.; un jour Winnington et moi-même leur expliquâmes que cette exigence était destinée à faire traîner les négociations en longueur; le sort de Kaesong était une question cruciale; les délégués américains en avaient été avertis sous la tente de conférence, mais ils n'en avaient pas tenu compte, ce qui avait entraîné de graves conséquences. Les journalistes demandèrent à Nuckols si c'était vrai; il nia résolument, déclarant que si les pourparlers traînaient en longueur, c'était à cause des Coréens et des Chinois qui exigeaient un « cessez-le-feu de facto ». A vrai dire, ce problème n'avait pas été soulevé depuis que Nam Il, le premier jour des négociations, avait proposé un cessez-le-feu immédiat que Joy avait refusé. Cette nuit-là, Handleman rapporta pour l'I.N.S. que « Nuckols avait souligné le danger d'accepter les versions des journalistes rouges ».

Le lendemain, nous revînmes à la charge auprès des journalistes américains. Plusieurs avouèrent leur perplexité et nous invitèrent à venir sous leur tente leur montrer, sur la carte, les positions respectives quant à une éventuelle ligne de démarcation au long de la ligne de bataille. Nous acceptâmes, mais, en voyant la carte, déclarâmes que nous ne pouvions rien faire de précis sans les noms de lieux. Néanmoins, nous fîmes de notre mieux pour indiquer ce qu'étaient, à notre avis, les positions exactes. Ils avaient peine à croire que les délégués américains revendiquaient vraiment ce que nous montrions sur la carte. Un enthousiaste courut

après nous avec une carte où était portée la position américaine, et nous demanda de l'emmener à Kaesong pour y indiquer notre version. Nous acceptâmes.

Quand Nuckols eut vent de l'histoire, il se mit dans une rage folle, et plusieurs semaines s'écoulèrent avant que le journaliste en question ne réapparaisse à Panmunjom. Nuckols se rendait compte qu'on était sur le point de discréditer la manoeuvre de propagande qu'il avait minutieusement élaborée. Quand les journalistes de l'O.N.U. nous avaient mis au défi d'aller sous leur tente, c'est Handleman qui avait montré le plus d'insistance; néanmoins il écrivit, cette nuit-là, que les journalistes communistes avaient « demandé à se rendre » sous la tente de la presse de l'O.N.U., et avaient réclamé une carte parce que les « délégués communistes avaient refusé d'y indiquer leur version ». Lui non plus, c'est indubitable, n'avait pas été épargné par la colère de Nuckols, colère dont la cause allait bientôt apparaître clairement.

De retour à Kaesong, nous découvrîmes que la carte donnée à la presse alliée était truquée et différait beaucoup de celle utilisée par les Américains à la table de conférence. Nous la rapportâmes le lendemain après y avoir porté les lignes exactes; les correspondants virent qu'on s'était moqué d'eux; ils eurent, avec Nuckols, une séance orageuse; mais la manoeuvre était éventée. Le lendemain, les Américains cessèrent de réclamer Kaesong.

Le 4 novembre, les délégués coréo-chinois proposèrent que la ligne de démarcation soit fixée très précisément au long de la ligne de bataille. Les délégués américains en restèrent tout pantois. Ils avaient prétendu, pendant des mois, que c'était là « leur proposition »; ils avaient persuadé l'opinion mondiale qu'une ligne de démarcation suivant exactement la ligne de bataille était la solution «la plus honnête, la plus juste, la plus honorable », celle que les Américains proposaient depuis des mois. En fait, ils ne l'avaient jamais proposée. Maintenant que l'opinion mondiale y était préparée, voilà que la proposition était faite, mais par le camp coréo-chinois.

Le lendemain matin, nous apprîmes avec stupéfaction que les journalistes de l'O.N.U. n'en avaient pas été informés. Quand nous les eûmes mis au courant, ils se précipitèrent vers Nuckols qui se trouvait près de la tente de conférence et l'accusèrent de cacher des renseignements capitaux. Ils refluèrent de notre coté de la route; Nuckols, nous dirent-ils, avait nié que de nouvelles propositions aient été faites. Nous leur donnâmes un exemplaire du texte anglais qui avait été lu la veille à la conférence, et ils foncèrent à nouveau sur Nuckols. Il y avait dans le groupe un noyau de journalistes habitués à la recherche des faits, et cette fois plusieurs étaient blêmes de rage. Nuckols, rouge comme une

pivoine, parcourut le document comme s'il le voyait pour la première fois, et tenta de battre en retraite en le décrivant comme « une suggestion bien plus qu'une proposition ». Mais le lendemain il parut en gros titres dans la presse occidentale, et, de ce jour, même Handleman fut moins désireux d'être aperçu en compagnie de Nuckols.

Les délégués américains se voyaient soumettre un plan qui, à les croire, était le leur; pour dissimuler leur confusion, ils firent, au lendemain de la confrontation avec Nuckols, cette proposition ahurissante : il n'y avait qu'à abandonner le problème de la ligne de démarcation et passer au point n° 3. « A quoi bon fixer maintenant une ligne de démarcation alors que nous avons d'autres points à discuter ? », demanda le délégué U.S., le général Hodes, qui était à la tête de la sous-commission U.S. Le délégué coréen refusa, disant que cette proposition équivalait à supprimer le programme et à désobéir à leurs supérieurs, qui leur avaient donné pour consigne de fixer une ligne de démarcation.

On voit tout de suite ce que craignaient les délégués U.S. L'établissement d'une ligne de démarcation ferait perdre aux troupes tout désir de mourir dans de nouvelles offensives. Aussi le nouveau « crime » dont furent accusés les délégués coréo-chinois fut de vouloir un « cessez-le-feu de facto ».. Fait sans précédent, l'amiral Joy rendit visite au camp de la presse de l'O.N.U. le 11 novembre pour y développer l'argument suivant : « l'ennemi, dit-il, selon une dépêche envoyée cette nuit-là par l'I.N.S., désire maintenant tous les avantages d'un cessez-le-feu de facto... mais nous continuerons à utiliser toutes les armes dont nous disposons, que ce soit à la table de conférence ou sur le champ de bataille, pour obtenir, le plus tôt possible, un armistice militaire total... ».

Nuckols s'acharna contre le « cessez-le-feu de facto », répétant à ses journalistes que c'était une ruse des Coréo-Chinois; mais il était difficile de faire avaler cela à un public qui se souvenait que les pourparlers avaient avant tout pour but de mener à un cessez-le-feu. De facto ou de jure, c'est un cessez-le-feu qu'attendait et désirait l'opinion mondiale.

Néanmoins, les généraux américains persistèrent à proclamer leur intention de maintenir jusqu'au bout une « pression militaire impitoyable » afin d'obliger les Coréo-Chinois à accepter un « armistice honorable ». Pourquoi fixer, soutenaient-ils, une ligne de démarcation, alors que nous avons l'intention de poursuivre les combats et que la ligne de bataille sera peut-être complètement modifiée avant la fin des négociations sur l'armistice ?

Le chef de la sous-commission coréo-chinoise répondit à toutes ces rodomontades dans un discours capital prononcé le 14 novembre : « La création d'une ligne de démarcation amènerait peut-être un cessez-le-feu de facto, dit-il, mais, de toute évidence, c'était là, à l'origine, le but du

point n° 2 du programme... Négocier un armistice suppose qu'on n'essaie pas d'en fuir les conséquences. Si un armistice est réalisé, il faudra aussi assumer les conséquences de la paix. Notre camp soumet des propositions raisonnables pour l'établissement d'une ligne de démarcation, et aussitôt vous vous vantez de votre puissance militaire et parlez fièrement de faire peser des pressions militaires sur les négociations pour l'armistice... Si votre désir de paix était aussi sincère que le n6tre, la ligne de démarcation militaire, une fois fixée, n'aurait pas besoin d'être modifiée. Mais notre camp n'a jamais fait de demande unilatérale pour un cessez-le-feu de facto. » 11 poursuivit en disant que la ligne pourrait en fait être modifiée en fonction des changements susceptibles d'intervenir avant la signature d'un armistice, et prononça une mise en garde, semblable à celle donnée le 11 septembre par Kim Il Sung et Peng Teh Huai, et qui, à en juger par les résultats, fut, semble-t-il, correctement interprétée à Washington, à Londres, et dans d'autres capitales.

« 11 n'y a rien qui, légalement, vous empêche, une fois fixée la ligne de démarcation, de mener toutes les aventures militaires qui vous plairont, mais si votre camp n'arrive pas à tenir compte de notre force et rêve d'utiliser les soi-disant pressions militaires pour modifier la ligne de démarcation qui aura été établie, il est de mon devoir de vous faire remarquer que les changements peuvent très bien ne pas être à sens unique... » Trois jours plus tard, les Américains faisaient marche arrière, acceptaient l'établissement d'une ligne de démarcation, et, après une autre semaine de marchandages, les chefs des deux délégations apposèrent leur signature, le 27 novembre 1951, à un accord sur le point n° 2 du programme. Pour comble de fourberie, Nuckols eut le toupet de communiquer aux correspondants de l'O.N.U. que « l'accord d'aujourd'hui donne, très exactement, aux Nations Unies, ce qu'elles demandaient en juillet au début des pourparlers ».

A c6té de la bataille quotidienne à la table de conférence, il y en avait une autre, plus détendue, qui opposa, pendant les deux années que durèrent les pourparlers, les journalistes des deux camps. Quand il faisait beau, nous restions sur la route, à l'ex-térieur de la maison des conférences, et, au plus froid de l'hiver, nous nous entassions autour d'un poêle dans l'une des deux huttes qui se dressaient là quand les officiers de liaison plantèrent pour la première fois leur tente à Panmunjom. La seconde de ces huttes servait en quelque sorte de quartier général aux journalistes accrédités auprès des Coréo-Chinois; les journalistes américains avaient dressé une tente, mais, en raison des mensonges qui leur étaient continuellement débités, ce dont ils avaient conscience, la plupart de ceux qui suivaient régulièrement les pourparlers préféraient passer une partie de leur temps à « fraterniser » avec les Rouges.

Après l'incident de la carte et l'anéantissement de la tentative des Coréo-Chinois pour sortir de l'impasse le problème de la ligne de démarcation, Nuckols était considérablement discrédité. Par la suite, les correspondants d'agence qui recherchaient vrai-ment les faits les acceptèrent rarement de Nuckols sans tout d'abord les contrôler auprès de Winnington et moi-même.

Notre position était favorable. Les Coréo-Chinois désiraient sincèrement l'armistice, et tout ce qui allait en ce sens leur était bon. Ils n'avaient aucune raison de ne pas être parfaitement francs avec la presse; aucune raison de cacher leurs propres propositions ou celles faites par les délégués de l'O.N.U. ou de dissimuler leurs réactions à ces propositions. Bien que leur expérience des rapports avec la presse ait été, au début, assez limitée, les responsables comprirent très vite qu'ils avaient avantage a donner rapidement des informations exactes, tout particulièrement après la sinistre farce au sujet de la ligne de démarcation et après l'incident du 22 août. Dans le camp de l'O.N.U., de nombreux journalistes étaient sincèrement à la recherche des faits; d'autres vérifiaient constamment les versions des événements publiées par Winnington dans le *London Worker* et par moi-même dans *Ce Soir*; quant aux versions données par Nuckols, elles étaient si rares et si douteuses que de nombreux journaux furent amenés à citer nos dépêches et que même les grandes agences les enregistraient à Tokyo et en donnaient de larges extraits.

L'équipe de Ridgway ne voulait pas du cessez-le-feu; ces gens-là considéraient, comme l'ont toujours fait les militaristes, que c'était les « poignarder dans le dos » que de négocier. Tout ce qu'il leur fallait, c'était du temps, des dollars, des hommes, la liberté d'attaquer la Chine, d'attaquer l'Union Soviétique, et d'utiliser les bombes A et H pour remporter une glorieuse victoire militaire. Ils comprenaient qu'on se servit des pourparlers pour gagner du temps afin de mettre sur pied une nouvelle offensive, mais, à leurs yeux, c'était pure folie que d'aller jusqu'au bout et d'en arriver à un véritable cessez-le-feu. Leur politique de presse reflétait cette attitude; non seulement ils passèrent sous silence ou déformèrent, d'un bout à l'autre, les positions des Coréo-Chinois, mais ils en firent de même pour les leurs, pour la bonne raison que, si elles avaient été révélées, elles auraient scandalisé l'opinion publique aux Etats-Unis et à l'étranger. La guerre de Corée était impopulaire aux U.S.A., où les pourparlers pour un cessez-le-feu avaient été favorablement accueillis, tout comme les tentatives pour faciliter les accords. Aussi, ce qui tint lieu de politique de presse à l'équipe de Ridgway, ce fut le mutisme et le mensonge caractérisé.

Ce qui rendait furieux les négociateurs U.S., c'était l'obligation dans laquelle ils se trouvaient de poursuivre les pourparlers sous peine

d'endosser l'entière responsabilité d'une rupture; c'était aussi d'avoir à négocier sur un pied d'égalité. On n'était pas à l'O.N.U., où ils pouvaient, à volonté, mettre fin au débat en étant sûrs d'être automatiquement approuvés par la majorité. Il leur fallait également se préoccuper de la publicité, et essayer de convaincre l'opinion publique de leur bon droit. Ils eurent à plusieurs reprises l'impression que tel ou tel point serait bien accueilli par l'opinion publique tout en étant inacceptable pour les délégués coréo-chinois. Ceux-ci avaient pour tactique de leur laisser croire un certain temps que c'était bien le cas. Un jour les Américains, convaincus d'avoir fini par découvrir la solution « inacceptable » qui mettrait un point final aux pourparlers, firent donner à fond tous leurs moyens de propagande pour faire savoir qu'ils avaient proposé la « solution la plus juste, la plus honorable, la plus raisonnable... », etc. Quand l'opinion mondiale l'eut acceptée, comme cela s'était produit à propos d'un cessez-le-feu au long de la ligne de bataille, les délégués coréo-chinois proposèrent soudain la même solution. Ceci se répéta fréquemment. En fait, ce qui pouvait être accepté par l'opinion publique comme raisonnable et contribuant vraiment à mettre fin à la guerre de façon honorable pouvait l'être également par les délégués coréo-chinois. Mais ils ne disposaient pas des moyens de propagande qui leur auraient permis de présenter leur point de vue à l'opinion mondiale, et s'ils faisaient trop tôt des propositions analogues, elles étaient condamnées à être repoussées.

Le général Ridgway et son service de presse comptaient que la version coréo-chinoise des pourparlers serait passée sous silence, mais leur politique de presse obligea leurs propres journalistes à s'appuyer de plus en plus sur cette version, telle que la leur transmettaient leurs collègues « rouges ».

Il est impossible de relater ici, dans sa totalité, l'incroyable histoire des pourparlers, mais la compréhension de l'état d'esprit des militaires U.S. qui dirigèrent les pourparlers et finalement signèrent l'accord aide à comprendre l'enchaînement des événements dans la Corée d'aujourd'hui et plus particulièrement dans la Corée de demain.

Entre la rupture du 22 août et l'accord sur le point n° 2 du programme, Van Fleet avait déclenché deux offensives principales. L'une d'entre elles était concentrée sur ce que les Coréens appellent la Cote 1211 et les Américains la « crête du désespoir ». Cette crête fait partie du complexe montagneux du Mont Kumgang, situé près de la cote orientale, et si Van Fleet avait réussi à la prendre, il aurait pu contourner tout le flanc Est et les forces coréo-chinoises auraient dû battre en retraite sur plusieurs dizaines de kilomètres, abandonnant Wonsan, port important où Van Fleet avait prévu un débarquement après la prise de la «crête du désespoir ». La Cote 1211 — c'est sa hauteur en mètres — devint en fait une sorte de

Stalingrad. Kim Il Sung et ses généraux avaient prévu à temps que Van Fleet en ferait le point de départ de ses tentatives pour réussir une percée et s'assurer les positions que l'amiral Joy tentait d'acquérir, à Panmunjom, par son chantage à la « supériorité aérienne et navale ». Les Américains tenaient des hauteurs importantes à l'Est et au Sud de la « crête du désespoir »; ils déployèrent 4 divisions, utilisèrent plus de 50.000 obus et bombes, et lancèrent de 30 à 50 assauts par jour au plus fort de la bataille, bataille qui, commencée peu après la rupture des pourparlers le 22 août, se poursuivit pendant plus de deux mois. Il y eut en tout 430 assauts contre la crête; la vallée qui y conduisait, et que suivaient les assaillants, finit par être obstruée par des tanks américains et des cadavres des troupes U.S. et de celles de la R.O.K. Des dizaines de milliers de tonnes d'obus, de bombes, et de napalm furent lancées contre les positions défensives coréennes, la végétation fut intégralement détruite, la terre et les rochers étaient noirs de napalm, mais quand vinrent les assauts décisifs, les troupes coréennes étaient encore là pour combattre. Cette crête fait partie d'une série de montagnes abruptes et, quand les Américains déclenchèrent l'attaque, elle fut coupée des voies de ravitaillement. Mais celui-ci fut assuré par la population locale qui, travaillant jour et nuit, surtout la nuit à cause des bombes, ouvrit, à flanc de montagne, une route en zigs-zags impressionnante.

Celui qui avait la charge de ce secteur du front et dirigeait la bataille en personne était le général Choi Hyun, vieux compagnon d'armes de Kim Il Sung avec qui, dans les rangs des partisans, il avait combattu les Japonais dans les forêts de Mandchourie et qui fait maintenant partie du bureau politique du Parti du Travail de Corée. Choi Hyun écrivit plus tard sur cette bataille :

«La Cote 1211, jadis couverte d'une forêt millénaire, était maintenant entourée de flammes comme un volcan en éruption; des blocs de rocher étaient réduits en miettes; on avait partout du poussier jusqu'à la cheville. La crête était littéralement transformée en une mer de flammes... » Le seul moyen de survivre et de combattre était de creuser dans le roc. « Mais il n'y avait ni forets, ni masses, ni brouettes... Aussi les troupes fondaient les obus ennemis qui n'avaient pas éclaté pour en faire des masses et des forets, et fabriquaient des brouettes avec des avions abattus... Les artilleurs furent les premiers à creuser le roc pour y abriter leurs batteries; les fantassins suivirent le mouvement. Ils aménagèrent dans le roc des quartiers solides et confortables. Quand ils n'avaient plus d'huile pour leurs armes, ils capturaient des blaireaux et des écureuils et utilisaient leur graisse; ils réparaient leurs fusils avec des chargeurs ennemis ramassés sur le champ de bataille... nos paysans franchissaient la crête de Jikdong, que l'ennemi pilonnait continuellement, avec des bœufs chargés de munitions et de provisions, et ils évacuaient les blessés...

« Après l'échec de « l'offensive d'été », l'ennemi lança une ‹(offensive

d'automne »; quand cette division fantoche qu'était la 5" division eut été exterminée, il lança dans la bataille sa 3* division, beaucoup plus dure. Pendant plus de deux mois, du 4 sep-tembre au début novembre, l'ennemi attaqua farouchement, avec pour seul résultat la perte de 15.000 hommes et d'une énorme quantité de matériel, sans jamais pouvoir percer. Aussi... le plan de Ridkway, qui était de repousser le front d'un seul coup jusqu'à Wonsan en prenant la Cote 1211 ne dépassa pas le stade des cartes opérationnelles... »

Les tentatives pour prendre la « crête du désespoir » et autres positions clés durant ces deux mois avaient coûté cher et s'étaient soldées par un échec; c'est là qu'il faut voir la raison pour laquelle l'accord sur le point n° 2 du programme finit par être signé le 27 novembre 1951.

Au Musée de la Guerre de Libération, à Pyongyang, se trouve la réplique d'une partie d'un tunnel, fait pour une compagnie, tel qu'il était à la fin de la guerre, sur la Cote 1211. 11 y a des dortoirs impeccables, logeant chacun 10 hommes, avec des ma-telas d'herbe. Une cuisine indépendante avec, pour cuire le riz, quatre chaudières en fer faites avec des tonnelets à essence américains; d'autres ustensiles de cuisine, louches, etc, fabriqués avec des morceaux d'avions. La chaleur de la cuisine était conduite par des tubes — comme chez tous les paysans coréens — et venait chauffer le sol sur lequel dormaient les soldats. Une salle d'eau avec des tubs en bois de pin, des casques U.S. servant de cuvettes. Un coin où on cultivait du soja, denrée précieuse pour les Coréens, et, pour le broyer afin d'en faire de la bouillie, un appareil astucieux fait de pierres bien taillées et d'une partie de la boite de vitesses d'une jeep; une forge, et, fabriqués avec des débris de tank, toute une collection d'outils; une petite pièce pour trois personnes, avec un téléphone de campagne, servait au commandant de compagnie et à ses adjoints.

Avant la fin de la guerre, les troupes coréennes et chinoises du front vivaient toutes dans ces quartiers taillés dans le roc à l'aide d'outils primitifs; rien n'y manquait, pas même des salles de conférence capables d'accueillir une compagnie d'une centaine d'hommes et des cuisines assez grandes pour un bataillon. Les troupes coréo-chinoises méprisaient les rations de combat des troupes américaines. Elles préféraient le riz chaud et ce qu'on pouvait y ajouter. Au-dessus d'eux, des dizaines de mètres de roche dure les mettaient à l'abri de tout, et même les armes atomiques n'auraient pu les atteindre dans leurs tunnels. Depuis la guerre, et tout particulièrement en 1966, ce système de tunnels a été développé au point que l'armée tout entière peut vivre sous terre, y manoeuvrer, et en sortir n'importe où et n'importe quand pour lutter contre un envahisseur.

C'est le système des tunnels qui détruisit le courage et le moral — sans

parler des corps — des hommes que Van Fleet, sous pfétexte de « faire pression » à la table de conférence, conti-nuait de lancer contre les innombrables « crêtes du désespoir » où se trouvaient les positions coréo-chinoises au long de la ligne de bataille. Et les mensonges continuels des officiers chargés par Ridgway des rapports avec la presse finirent par décourager certains des correspondants qui étaient censés les transmettre.

« Nombreux sont ici ceux qui estiment que les méthodes adoptées à Kaesong et à Panmunjom ont atteint le prestige et l'intégrité des Nations Unies », écrivit Sydney Brooks, directeur du bureau de Reuter à Tokyo, dans une dépêche qu'il signa le 17 décembre. « Les Nations Unies exigeaient Kaesong. Cette exigence a été abandonnée sans explication aucune. Le Commandement est critiqué : on estime qu'il met en vente des principes fondamentaux pour ensuite les brader quand le client est retors. Pour se défendre, le Commandement déclare que cette technique est nécessaire en raison de l'absence d'une nette victoire militaire. Ceci conduit à nouveau les critiques à soutenir que le monde occidental a commis une erreur en entamant les négociations alors qu'il était impossible de maintenir les principes fondamentaux... »

En fait l'amiral Joy et le colonel Kinney se conduisirent, au début, comme s'ils étaient venus dicter au général Nam Il les conditions d'une reddition sans tenir compte des dures réalités du champ de bataille. Il n'y avait pas de « nette victoire militaire », et rien de tel ne se dessinait en dépit des rodomontades de Ridgway et de Van Fleet; c'est la raison pour laquelle les délégués américains dans la salle de conférence, et Nuckols avec les journalistes, se conduisaient avec une malhonnêteté presque incroyable.

La suppression de l'information prit des proportions nouvelles et ridicules en février 1952 quand Ridgway, frustré et humilié au-delà de toute mesure par nos dénonciations continuelles des mensonges de Nuckols, désavoua officiellement les contacts entre les correspondants « communistes » et ceux de l'O.N.U. Dans une note explicative, qui, dans le domaine des rapports avec la presse, restera comme une des erreurs les plus monumentales de tous les temps, le général déclara que « le commandement de l'O.N.U. voyait avec une appréhension croissante les activités de certains reporters qui faisaient preuve d'une sociabilité excessive, allant jusqu'à boire de l'alcool en compagnie de journalistes communistes... ». Il accusa certains correspondants alliés d'« abuser des facilités qui leur étaient données pour fraterniser et trafiquer avec l'ennemi... ». Comme si, bien entendu, il y pensait après coup, il ajoutait que les correspondants devaient se comporter de manière à « ne pas mettre en danger la sécurité militaire ». Remarquable exemple du « monde libre » se faisant le champion d'une « presse libre » !

La politique de Ridgway, c'est-à-dire la suppression de l'information, atteignait ainsi son point culminant. La cause en était l'un de ces épisodes extraordinaires qui étaient alors légion. C'était au début 52, et on examinait le point n° 4 du programme. Le général Nam Il venait de donner une liste de prisonniers de guerre, dont plus de 3.000 Américains, quand l'un des officiers de Ridgway publia un document prétendant que la liste était fausse et qu'en fait la plupart des prisonniers de guerre américains avaient été massacrés ou étaient morts d'inanition dans les camps de prisonniers. Ceci, comme prévu, déclencha un beau vacarme aux Etats-Unis, où certains exigèrent que l'on rompe les négociations, que l'on pousse jusqu'au Yalu, qu'on lâche la bombe A sur la Chine, etc.

Je dis à des journalistes américains que ce document était une provocation et un mensonge, que j'avais visité les camps de prisonniers, et que les quelque 3.000 Américains étaient en bonne condition. Un ou deux jours après, je reçus la visite d'un cadre de l'A.P. qui me dit : « Je veux bien vous croire quand vous me dites que nos prisonniers sont vivants et en bonne santé. Nous avons un photographe expérimenté, Pappy Noël, qui a été fait prisonnier. Si ce que vous me dites est vrai, pourquoi ne pas lui envoyer un appareil photo et des pellicules ? Qu'il prenne des photos des prisonniers; nous les publierons dans les journaux aux Etats-Unis, et les gens se mettront à réclamer leur rapatriement à cor et à cri. » Je fis part de cette étrange requête aux délégués coréens qui me dirent : « pourquoi pas ? qu'ils lui envoient un appareil ». Ce qui fut fait. Quelques jours plus tard, tous les journaux américains publiaient en première page des photos de prisonniers de guerre américains, souriants, manifestement bien portants, jouant au volley-ball, au basket-ball, au football, etc. Ces premières photos de la vie dans les camps furent suivies de portraits à profusion; ils portaient les noms et adresses, et les journaux locaux leur ménagèrent une diffusion considérable. Noël eut toutes facilités pour aller d'un camp à un autre et prendre autant de photos qu'il voulait.

Nous fûmes contactés par un cadre de l'U.P. qui nous déclara : « Ces photos de l'A.P. sont en train de nous couler. Est-ce qu'il nous serait possible de parachuter un de nos photographes, qui se ferait capturer et travaillerait dans les camps comme « Pappy » Noël ? » C'était, bien sûr, impossible; aussi, comme solution de rechange, il nous demanda si l'on pouvait avoir des photos du général Dean, s'il était vrai qu'il fût en vie, et en donner l'exclusivité à l'U.P. (Cette question faisait alors grand bruit : le nom du général Dean, commandant la 24" division U.S. qui avait été taillée en pièces à Taejon par l'Armée du Peuple Coréen, se trouvait sur la liste des prisonniers de guerre et l'équipe de Ridgway avait rapidement déniché un Sud-Coréen qui avait fourni la ‹(preuve irrécusable » qu'en

réalité Dean était mort. Je pris donc la route pour Pyongyang — c'est à cette occasion que la voiture où je voyageais en compagnie du général Nam Il fut mitraillée sans être atteinte —, photographiai le général Dean, et donnai le négatif à l'U.P.

Quand le journal de l'armée U.S. *Stars and Stripes* publia sur deux pages la photo d'un général Dean bien portant, vêtu d'un élégant costume croisé, qui jouait aux échecs avec ses gardes coréens, faisant de la culture physique, du shadow-boxing, et des promenades en forêts, le général Ridgway explosa. C'était dépasser les bornes et réduire en mille morceaux tout un mythe fabriqué par la propagande. De plus, les troupes U.S. commençaient à se demander pourquoi il leur fallait se geler et périr au front alors que le général Dean et les autres prisonniers de guerre se la coulaient douce derrière les lignes; le rédacteur en chef de *Stars and Stripes* fut congédié et rapatrié. Le premier numéro que sortit son remplaçant attaqua férocement l'A.P. et tous les autres qui succombaient à la « propagande rouge ». C'est alors que le général donna à la presse l'ordre célèbre de ne plus « fraterniser ». Bien entendu les correspondants bravèrent cette interdiction, et, dès le lendemain, des journalistes qui jusqu'alors nous avaient évités mirent un point d'honneur à venir, sous le regard furieux du général de brigade Nuckols, s'entretenir avec nous et boire en notre compagnie une bouteille de ce que l'on appela l'antigel. Leurs rédacteurs en chef avaient câblé à beaucoup d'entre eux d'ignorer l'ordre de Ridgway. Le corps de presse de l'O.N.U. envoya une délégation à Tokyo et obligea Ridgway à lever son interdiction; les photos continuèrent d'inonder la presse U.S. par le canal de l'A.P. et « Pappy » Noël se vit décerner la plus grande récompense photographique de l'année. Ces photos de prisonniers de guerre étaient, pour des milliers de familles, la première preuve tangible que leurs proches étaient en vie et bien portants.

« L'armée n'aime pas les informations précieuses et les photos données par les communistes », écrivit, le 10 février 1952, le correspondant de l'A.P. Charlie Barnard, en réplique à l'attaque du *Stars and Stripes* contre l'A.P. « Mais bien souvent ils ont donné aux correspondants alliés des nouvelles toutes chaudes de ce qui se passait sous les tentes où l'on négociait l'armistice, et ces nouvelles se sont révélées exactes. Il y a quelques mois, la C.N.U. annonçait qu'il n'y aurait pas de communiqués pendant la durée des sessions des sous-commissions. Mais les journalistes communistes reçurent des communiqués qu'ils transmirent aux journalistes alliés. Pendant plusieurs jours, ce furent là les seules nouvelles de l'armistice qui furent données aux journaux du monde libre... »

Dwight Martin, qui dirigeait alors le bureau du magazine *Time* à Tokyo, fit remarquer dans le numéro du 28 février que les (i collusions » avaient

été engendrées par la politique de suppression de l'information pratiquée par Ridgway. « Depuis l'été, rapportait Martin, les journaliste de l'O.N.U. se sont trouvés face à un dilemme. Ils ont découvert que les journalistes communistes qu'ils voient tous les jours à Panmunjom ont une source d'information qui est souvent supérieure aux maigres communiqués donnés par les officiers chargés de cette tâche par l'O.N.U. Des hommes comme Alan Winnington, du *London Daily Worker*, et Wilfred Burchett, du journal parisien procommuniste *Ce soir*, ont livré aux correspondants de l'O.N.U. les réactions des rouges aux propositions de l'O.N.U. avant même que les négociateurs de l'O.N.U. aient annoncé que ces propositions avaient été faites. Et des officiers supérieurs de l'O.N.U. ont souvent demandé à des correspondants quelles semblaient être les réactions des rouges. Beaucoup de journalistes de l'O.N.U. répugnaient à fraterniser avec les correspondants rouges, mais ils redoutaient, s'ils ne le faisaient pas, de se voir couper l'herbe sous le pied. » George Barret fit des déclarations analogues dans le *New York Times*, ainsi que bien d'autres correspondants.

A ma connaissance, il n'y eut pas un seul journal, mis à part le *Stars and Stripes*, pas une seule agence de nouvelles, pour venir à la défense de Ridgway et de Nuckols sur ce point. « Fraternisation et traficotages » (ce dernier mot faisait allusion à l'appareil photo que nous avions reçu pour « Pappy » Noël et qu'il emporta avec lui lorsqu'il fut relâché) continuèrent de rendre vaines les activités de Nuckols jusqu'à ce qu'un point final ait été mis à l'accord sur le cessez-le-feu.

Dans cet article du *U.S. News and World Report* auquel j'ai fait allusion plus haut, et où je suis attaqué par ce rédacteur diplomatique, qui, parmi les journalistes, était le seul ami de Nuckols, il est écrit que: « toutes les négociations étaient censées être secrètes. Les deux camps devaient décider en commun, à la fin des séances quotidiennes, ce qui serait rendu public... ». Voilà un mensonge bien digne de Nuckols. Pareil accord n'existait pas, aucun camp ne le proposa jamais, et pas une seule fois ne fut décidé en commun ce qui devait ou non être rendu public. Il y eut une ou deux « séances à huis clos » au cours desquelles Nuckols filtrait invariablement une version déformée à l'usage des journalistes de l'O.N.U. Le seul « secret » fut celui qu'imposa unilatéralement le tandem Ridgway-Nuckols pour les raisons évoquées plus haut. Mais il semble que Handleman ait pris à Panmunjom de mauvaises habitudes dont il n'a pas réussi à se débarrasser, car l'attaque se poursuit ainsi : «Mais cet accord ne s'appliquait pas à M. Burchett et à un autre correspondant, Alan Winnington, du *London Daily Worker*. Tous les jours, après la séance ils rencontraient le principal négociateur communiste, le général Nam Il,

pour donner ensuite aux correspondants américains leur version de ce qui s'était passé.

« M. Burchett était un expert. Personne ne le prit jamais en flagrant délit de mensonge. Mais les reporters américains avaient connaissance de la position et des accusations des communistes des heures et parfois plusieurs jours avant d'en avoir été officiellement informés par les officiers américains, qui, eux, respectaient la règle du secret... »

Ce qui touche encore les « faucons » de l'époque dans leurs oeuvres vives, c'est que, tout comme les généraux américains essuyaient une défaite cinglante sur le front militaire, leurs négociateurs et porte-parole connaissaient des revers cuisants sur le terrain de la propagande. Ni les uns ni les autres n'ont abandonné leurs rêves de revanche.

6

Sous le drapeau de l'O.N.U.

« Mis à part la terre et les gens, m'avait dit le général Pak Junk Kuk, tout, dans notre pays, a moins de 13 ans. » Et c'était vrai, sauf pour la ville de Kaesong, partiellement épargnée en raison du statut de neutralité dont elle jouissait lors des pourparlers pour le cessez-le-feu.

Ma dernière mission au cours de la seconde guerre mondiale m'avait conduit à Hiroshima. Je flânais dans la poussière de brique et les cendres de cette première cible expérimentale pour armes nucléaires quand furent signés, à bord du navire de guerre *Missouri*, les documents de la reddition japonaise. Je pensais alors que j'avais vu le pire en matière de destruction civile, mais quand je quittai la Corée, je savais que je m'étais trompé. Hiroshima était une *ville* détruite : mais la Corée était un *pays* complètement détruit au sens propre du terme. A Pyongyang, ville de 400.000 habitants quand la guerre éclata, ne restaient plus que deux bâtiments intacts. Ils y sont toujours : des pièces de musée.

Pas une ville, pas un village, pas une usine, une école ou un hôpital ne furent épargnés. Même des temples isolés, loin des habitations humaines, furent bombardés et réduits en miettes. Ce que je vis pendant la guerre, c'étaient surtout les régions du Nord au long du Yalu, celles de la côte orientale, et les villes et les villages situés au long de la route et du chemin de fer qui vont du Yalu à Kaesong. Mais des amis qui avaient été jusqu'aux régions occidentales et ailleurs, me décrivirent exactement le même tableau, celui d'une destruction totale. Au cours de l'histoire, aucun pays n'a été autant détruit, sauf quelques petits Etats qui se trouvaient sur le chemin des envahisseurs mongols.

Pyongyang, dont la population, à la fin de la guerre, était tombée (en raison surtout des évacuations) à 80-90.000 habitants, essuya en tout 390.000 bombes. Les raids les plus dévastateurs eurent lieu quand, lors des pourparlers pour le cessez-le-feu, des pressions commencèrent à être exercées sur Kim Il Sung afin qu'il cède sur les points soumis à la discussion.

Tout l'héritage millénaire du peuple coréen fut détruit; tout ce qu'il avait pu sauver après 35 ans d'occupation japonaise; tout ce qu'il avait pu bâtir dans les cinq années de paix entre la défaite du Japon et le début de la guerre; et la destruction complète de la Corée du Nord fut perpétrée sous le pavillon de la plus grande organisation du monde, la plus universelle et la plus pacifique. Hitler ne fit jamais rien d'analogue, même s'il est bien évident qu'il assassina parfois une plus grande proportion de gens dans les pays qu'il occupa. Mais, si l'aviation de l'O.N.U. ne détruisit pas la population tout entière de la Corée du Nord, ce ne fut pas faute d'avoir essayé. Si les gens étaient restés dans leurs villes, leurs villages et leurs huttes, ils auraient tous été supprimés en même temps que les habitations qui les abritaient. D'ailleurs, Syngman Rhee se félicita de ce qu'à la fin de la guerre la population du Nord — selon lui — soit tombée de 12 à 3 millions d'habitants.

Au-delà du Yalu, au long de la route du Sud, se dressaient jadis des villages; on pouvait parfois les reconnaître à des taches noires, déjà nivelées, prêtes pour la charrue; au bord de la route, des piles de briques et de tuiles. Cà et là, des morceaux de cheminée sortaient du sol calciné, plantes grotesques qui auraient poussé dans de la cendre. Plus au Sud, on distinguait parfois, au-dessus des pousses vertes, des montants de portes mutilés qui indiquaient l'endroit où se trouvait jadis un village. On se demandait où pouvaient vivre les survivants, à supposer qu'il y en eût. Mais, en regardant de plus près le paysage environnant — en Corée, on ne perd jamais de vue les collines et les montagnes — on pouvait voir, sur les pentes, sortir en minces volutes la fumée des feux du matin. Des villages entiers — je m'en rendis compte plus tard quand je voyageai de jour — s'étaient transportés sous terre pour s'abriter dans des caves primitives où il n'y avait aucun confort, mais qui les protégeaient des bombes. Quand je descendis vers le Sud pour la première fois, la guerre ne durait que depuis un an; mais, au long de la route, pas un hôpital, pas une église, pas une école ou un bâtiment public n'avait échappé à la destruction.

Tout cela me revint à l'esprit en mai 1967, quand je visitai des endroits comme l'usine d'engrais chimiques de Hamhung. Elle fut attaquée pour la première fois le 11 juillet 1950, trois semaines après le début des combats

au long du 38e parallèle. Quant la guerre prit fin, elle avait reçu 36.000 bombes et obus; des navires de guerre américains, mouillés en permanence au large des cotes, pilonnaient sans interruption tout ce qui sortait du sol. De même, l'usine métallurgique de Hwanghae essuya 30.000 bombes, et même une petite filature de Pyongyang en reçut plus de 9.000.

Il est inutile de donner des chiffres à propos des usines, des hôpitaux, des écoles et des maisons, car cela reviendrait à faire la liste de tout ce qui existait quand la guerre éclata. Mais la vie continua, la production continua. Les gens et les machines passèrent sous terre pour faire des munitions, du matériel de trans-port, jusqu'à du tissu et des livres. On fabriqua des machines, on poursuivit la recherche scientifique, on imprima des journaux, on alla à l'école et même au cinéma et au théâtre dans des caves et des tunnels taillés dans les nombreuses montagnes du pays. Si les gens devaient rester sous terre dans la journée, ils en sortaient la nuit pour cultiver les champs, engranger la récolte, réparer les ponts et les routes, et tout faire pour que les fils et les maris qui se trouvaient au front aient de la nourriture, des bal-les, des vêtements chauds en hiver, et pour que ceux qui transi-taient repartent avec des vêtements propres et raccommodés.

Dans son rapport au 6e congrès du Comité central du Parti du Travail, le 6 août 1953, onze jours après la fin de la guerre, Kim Il Sung fit l'éloge de ceux qui, à l'arrière, « ont, dans des conditions sévères, sous des bombardements inhumains, triomphé de toutes les difficultés; ils ont restauré et développé les usines et les mines, assuré les transports par voie ferrée, et régulièrement augmenté la production dans les communautés agricoles et les villages de pêcheurs. Les membres de notre parti, travaillant dans des usines souterraines, ont maintenu la production de munitions au niveau des besoins du front; ils ont ravitaillé celui-ci de façon satisfaisante en faisant rouler des trains et des camions, même la nuit, et au mépris des bombardements; ils ont continue à pêcher sans tenir compte du pilonnage furieux des navires de guerre ennemis; ils ont labouré la terre avec des boeufs camouflés... Mais... les dégâts causés par la guerre à notre économie nationale sont indescriptibles... »

A un moment où les pourparlers pour le cessez-le-feu en étaient à l'examen du point n° 4 du programme, et où les délégués américains exigeaient le droit de détenir des dizaines de milliers de prisonniers de guerre coréens et chinois au nom du principe du « rapatriement volontaire », des raids terroristes furent déclenchés contre 78 villes nord-coréennes, dans le but avoué de faire

capituler le peuple coréen. Le commandement de l'O.N.U. à Tokyo se vanta, pour faire la preuve de son « huma-nitarisme » de publier à l'avance le nom des objectifs. Au moins 6.000 civils furent tués au cours d'un raid sur Pyongyang, le 29 août 1952. La réaction de l'opinion mondiale donna naissance à des déclarations du Commandement de l'O.N.U., selon lesquelles seuls « étaient visés les objectifs purement militaires ». Le sens de ce dernier terme fut singulièrement éclairé par une dépêche de Reuter, du 22 juillet 1952, qui rapportait un communiqué donné aux pilotes de la Royal Air Force nouvellement arrivés :

« Les huttes d'aspect inoffensif qui se dressent au bord des routes — leur a-t-on dit — sont probablement des refuges, en cas d'urgence, pour les camions et les tanks communistes... Quand un char à boeufs chemine au long d'une route, vous pouvez être pratiquement certain qu'il transporte des munitions. Ces ruses utilisées par les communistes dans l 'organisation du ravitaillement ont été révélées par les explosions qui ont suivi l'attaque d'objectifs apparemment inoffensifs... »

En d'autres termes, tout ce qui bougeait ou non était un objectif militaire éventuel, et mieux valait tirer dessus pour s'en assurer. Si vous voyez un civil, tirez dessus : il se peut qu'il explose. Et, pour justifier cette attitude, un correspondant américain me conta gravement qu'il avait « vu personnellement » un vieil homme, vêtu de blanc comme le sont les paysans, « se désintégrer » quand l'avion où il se trouvait en observateur se mit à mitrailler une route. « Ce vieux-là, m'assura-t-il, trans-portait sûrement des grenades à main ».

Au cours d'un autre raid sur Pyongyang, le 11 juillet 1952, et selon une dépêche de l'A.P., 870 tonnes de bombes furent larguées ainsi que 43.000 litres de napalm, tandis qu'étaient tirés 50.000 obus et balles de mitrailleuses : « Ceci aura une influence immédiate sur les pourparlers pour le cessez-le-feu », déclarait en conclusion la dépêche de l'A.P. Et, pour le cas où il y aurait eu quelque doute quant au but de ces attaques, l'A.P. rapportait, le 6 août dans une dépêche de Washington, que : « le commandement de l'O.N.U. avait déclenché une campagne de bombardements systématiques qui visait délibérément à briser la volonté de l'ennemi. »

A Kaesong, l'été, je regardais se baigner les enfants coréens. La moitié d'entre eux étaient couverts de brûlures de napalm. (Les enfants étaient plus nombreux à Kaesong qu'ailleurs car on les avait envoyés en zone neutre pour leur donner une meilleure chance de survie.) Les oreilles, des taches informes, avaient fondu dans le visage; bras et jambes portaient de grandes zébrures comme du caoutchouc (des caloïdes, en langage

médical).

Il y avait un garçon au sourire figé, atroce, dont on aurait dit qu'il sortait de «l'homme qui rit » de Victor Hugo, bouche déformée qui ne se fermerait plus. Il y en avait à l'hôpital, trop effrayants pour être lâchés parmi les autres enfants, visages morts, masques roses et pourpres, orbites vides où avaient brillé des yeux noirs; des yeux rouges entre des paupières qui ne se fermaient plus, des yeux dont l'éclat se devinait à travers des paupières qui n'étaient plus que des fentes et ne pouvaient plus s'ouvrir; des membres collés au corps par fusion, des pieds et des mains tordus, griffes horribles et inutiles; de la chair bouillie et grillée, au nom des « Nations Unies ».

Au nom de quoi étaient-ils massacrés, mutilés, torturés ? Même si l'on admet la version américaine officielle, selon laquelle c'est le Nord qui avait attaqué le Sud et non le contraire, au nom de quelles lois, de quels précédents, tous les Coréens se trouvant au Nord des points par lesquels pouvait passer la ligne de bataille devaient-ils être condamnés à être exterminés par les troupes étrangères opérant sous le pavillon de l'O.N.U. ? A supposer même que la version U.S. fût correcte — on peut en fait démontrer le contraire — le peuple coréen ne faisait que ce que bien d'autres peuples — y compris aux Etats-Unis et dans de nombreux pays européens — avaient fait par le passé, c'est-à-dire réaliser l'unité du pays par la force des armes quand c'était le seul moyen disponible. Il n'y a pas d'autre mot que « génocide », au sens propre du terme, pour décrire la politique appliquée par les Nations Unies aux Coréens vivant au Nord de la ligne de bataille et aussi, il faut bien le dire, à ceux qui les soutenaient au Sud.

La description que je fais de ces horreurs, dont j'ai souvent été le témoin, et la condamnation que je porte n'impliquent aucune hostilité de ma part à l'égard des Nations Unies en tant qu'organisation. Mais ce qui a été fait en Corée au nom de l'O.N.U. reste gravé de façon indélébile. Les villes et les villages ont été reconstruits, l'économie reconstituée et même bien plus, mais les morts restent morts; les mutilés restent mutilés, et c'est par-dessus tout le corps même de la Corée qui demeure estropié. Et tout cela sous le pavillon de l'O.N.U. L'O.N.U. est aujourd'hui très différente de celle qui signa un chèque en blanc aux Etats-Unis en Corée. Les principaux changements résident dans l'apport de nouveaux membres, venus nombreux des pays asiatiques et surtout des pays africains. Si ces nouveaux membres avaient été là en juin 1950, et même plus tôt, au moment où furent prises les décisions néfastes à propos de la Corée, le cours de l'histoire aurait peut-être été différent. Mais il reste que les clauses fondamentales de la charte de l'O.N.U. furent violées et que furent perpétrés contre l'humanité des crimes en tout point aussi monstrueux que ceux commis par les Hitlériens qui furent pendus à Nuremberg.

Quand je visitai à nouveau Panmunjom en mai 1967, ce fut avec un certain nombre de journalistes et de délégués de gouvernements et d'organisations afro-asiatiques et latino-américains. La plupart d'entre eux furent stupéfaits de voir le drapeau de l'O.N.U. sur la table de conférence à laquelle aujourd'hui encore, se déroulent des réunions; ils découvrirent avec horreur que le papier de l'O.N.U. était utilisé pour excuser toutes sortes de violations du territoire nord-coréen — quand les Américains voulaient récupérer leurs pilotes abattus; ils apprirent avec gêne que la Corée demeure divisée au nom des Nations Unies et que la moitié Sud du pays est sous l'occupation militaire de l'O.N.U.

Il est bien évident que tout ceci se fait au mépris de la charte de l'O.N.U. La Corée était un problème de la seconde guerre mondiale, c'était un pays occupé par l'ennemi. La seule intervention extérieure qui fût défendable naquit de la défaite du Japon. A la conférence de Yalta, les Alliés convinrent que les forces soviétiques et américaines pénétreraient respectivement en Corée du Nord et en Corée du Sud, et avanceraient jusqu'au 38^{e} parallèle pour désarmer les troupes japonaises qui s'y trouvaient. L'Union Soviétique, soit dit en passant, retira ses troupes en septembre 1948, après avoir vainement essayé de persuader les Américains d'agir de même et de laisser les Coréens régler leurs propres affaires. La Corée était, sans aucun doute possible, un problème de la seconde guerre mondiale, et ce problème ne relevait pas de la compétence des Nations Unies.

L'article 107 de la charte de l'O.N.U. stipule que l'O.N.U. n'a aucune compétence en matière de règlements d'après-guerre relatifs à la seconde guerre mondiale. Par ailleurs, le paragraphe 7 de l'Article 2 déclare que : « Rien de ce que contient la présente charte n'autorise les Nations Unies à intervenir dans des affaires qui relèvent essentiellement de la juridiction interne de chaque pays, et rien n'oblige les Membres de l'O.N.U. à en demander le règlement dans le cadre de la présente charte... » L'occupation américaine en Corée du Sud se poursuit depuis 22 ans sous une forme ou une autre, et, depuis 20 ans, sous couvert de l'O.N.U. En 1947, à la demande des Etats-Unis, fut créée la « Commission de l'O.N.U. à la Corée », dans le but d'empêcher la réunification du pays. Elle fut remplacée en octobre 1950 par la C.N.U.U.R. (Commission des Nations Unies pour l'Unification et la Réorganisation), qui est encore le blanc-seing officiel imposant au Sud la politique U.S. et interdisant tout mouvement véritable en faveur de la « Réunification » du Pays ou d'une « Réorganisation » réelle du Sud. A moins d'un événement capital, c'est également sous couvert de la C.N.U.U.R que le peuple coréen devra subir les terribles épreuves auxquelles j'ai déjà fait allusion.

La C.N.U.U.R. a prodigué ses éloges et ses bonnes grâces à toutes les dictatures qui se sont succédé depuis Syngman Rhee. Tant que la

C.N.U.U.R. n'aura pas été dissoute, tant que le drapeau de l'O.N.U. n'aura pas été enlevé du quartier général des forces U.S. à Séoul (les troupes de la R.O.K., quand elles vinrent au Sud-Vietnam participer au massacre, allèrent jusqu'à arborer le drapeau de l'O.N.U.) tant que les résolutions adoptées sur la Corée depuis 1947 n'auront pas été abrogées, les Nations Unies ne seront pas lavées de ce crime affreux — avoir essayé de détruire la nation coréenne. En trois ans de guerre, les Nations Unies se sont montrées infiniment plus destructrices que ne l'avaient été les colonialistes japonais — si brutaux qu'ils aient été — en 35 ans d'occupation — et les Etats-Unis, pour ce qu'ils ont l'intention de faire à la Corée, n'ont qu'à hisser leurs propres couleurs.

7

« Le cheval volant»

Quand les premiers des 12.700 soldats de l'O.N.U. faits prisonniers arrivèrent à Panmunjom, les journalistes occidentaux venus en masse pour la circonstance les interrogèrent, entre autres, sur les moyens de transport utilisés pour les amener. Quand on apprit qu'ils étaient venus en train de Pyongyang à Kaesong, il y eut des visages incrédules. La stupéfaction était encore plus grande que celle causée par ce grand bâtiment qui avait été dressé, pour ainsi dire du jour au lendemain, pour la cérémonie de signature du cessez-le-feu. La plus puissante aviation du monde n'avait-elle pas été lâchée, jour et nuit, pendant trois ans, contre ces 200 km de voie ferrée ? Les communiqués de l'Air Force n'avaient-ils pas régulièrement annoncé la destruction complète de tout le réseau ferroviaire nord-coréen, n'avait-on pas produit, pour en faire la preuve, des centaines de photos ? « Et les ponts ? Ils étaient tous censés être détruits ? » Telle était la question que se posaient les journalistes après que le premier groupe de prisonniers, arrivé deux jours après la cérémonie de la signature à Panmunjom, ait maintenu qu'ils étaient bien venus jusqu'à Kaesong en train. Comment était-ce possible ? La réponse, c'était Chollima, le cheval volant.

A Kaesong, sur un piédestal de 50 mètres de haut, une énorme statue en bronze de Chollima domine aujourd'hui l'horizon; elle représente un coursier ailé, lancé au galop vers l'avenir, portant sur son dos un jeune garçon et une jeune fille. Selon des légendes coréennes qui remontent à plusieurs siècles, Chollima était capable de porter, sur plusieurs milliers de li par jour, en direction du « pays du bonheur », ceux qui avaient la chance de pouvoir monter sur son dos. Chollima a été adopté comme le symbole de la vitesse à laquelle le pays devait être reconstruit. Le nom fut

donné officiellement à un mouvement créé en 1957 pour réaliser plus vite que prévu, le plan quinquennal d'industrialisation. Mais l'esprit de Chollima était présent partout, dès les premiers jours de la reconstruction.

Par où commencer dans un pays en ruines ? C'est une question que je me posais en traversant Pyongyang après la signature du cessez-le-feu; ce n'étaient partout que débris mutilés, métal tordu, piliers de béton brisés, couverts de poutrelles et de charpentes écroulées qui jadis étaient des usines; immeubles désintégrés; étages transformés en éboulis, amas de moellons cachant les rues et les places. En mai 1967, je posai la question aux directeurs des diverses usines que je visitai à Pyongyang, Hamhung et Hwanghae : par où avez-vous commencé pour y voir clair dans un tel gâchis ? N'était-il pas plus simple de tout abandonner et de repartir à zéro quelque part ailleurs ? Comment faites-vous, au début, pour remettre sur pied une économie à ce point anéantie ? Questions pertinentes aujourd'hui, où le peuple vietnamien subit ce que le peuple coréen a subi dans les années 1950-1953. Et encore plus pertinentes maintenant que le peuple coréen est prévenu que bientôt il lui faudra peut-être connaître à nouveau ces épreuves. Les grandes lignes de la reconstruction furent données par Kim Il Sung dans son rapport du 5 août 1953.

« Il est parfaitement impossible de relever en même temps tous les secteurs de l'économie. Ceci nous oblige à entreprendre la reconstruction de l'économie nationale en trois étapes principales.

La première étape, qui durera de six mois à un an, sera consacrée à préparer la reconstruction générale de l'économie nationale. La seconde sera un plan triennal qui réorganisera et développera l'économie nationale jusqu'à ce qu'elle atteigne, dans tous les secteurs, son niveau d'avant-guerre.

Au cours d'une troisième étape, un plan quinquennal sera établi et mené à bien, qui jettera les bases d'une industrialisation, dont ce sera le premier stade dans notre pays.

En reconstruisant notre économie, nous devons garder comme règle d'accorder la priorité à la réorganisation et au développement de l'industrie lourde, tout en développant l'industrie légère et l'agriculture. C'est à cette seule condition que nous pourrons consolider les bases de notre économie et améliorer rapidement les conditions de vie de notre peuple... »

De nombreux observateurs pensèrent que l'épreuve de la guerre avait été trop dure pour un homme aussi jeune que Kim 11 Sung — qui n'avait que 38 ans quand elle éclata — et qu'il devait avoir perdu l'esprit pour proposer de reconstruire en trois ans tout ce qui avait été détruit, et ce à partir de rien et même moins que rien si l'on considère les travaux de

déblaiement nécessités par les débris de ferraille et de maçonnerie; si l'on considère aussi le lourd tribut payé en main-d'oeuvre à la guerre, surtout parmi les ouvriers d'usine; par ailleurs, ceux qui avaient survécu à cette guerre atroce étaient encore, pour la plupart, en uniforme. Mais sa « folie » alla plus loin et fit certainement rire de bon coeur ceux qui croyaient les communiqués de l'U.S. Air Force.

« Il convient, poursuivait le rapport du 5 août, que toutes les grandes lignes ferroviaires de notre République soient rendues à la circulation dans 20 ou 30 jours, et qu'avant la fin de l'année 1953 les transports par voie ferrée aient retrouvé partout en Corée du Nord une activité normale. Ceci doit permettre, en 1954, de transporter de 12 à 15 millions de tonnes de marchandises, et garantit, pour 1955, le chiffre de 15 à 18 millions de tonnes, afin de dépasser le niveau d'avant-guerre... Le réseau ferroviaire doit être en parfait état de marche pour la fin de l'année 1953... » Ce n'était là rien moins qu'une insulte gratuite à la puissance de l'aviation U.S. La remise en état de la ligne Pyongyang-Kaesong pouvait à la rigueur être ramenée aux dimensions d'un énorme exercice de propagande, mais c'était alter un peu loin que d'ordonner que toutes les grandes lignes soient réparées en 20 ou 30 jours alors qu'un cinquième de l'aviation américaine, et de nombreuses escadrilles alliées, avaient travaillé pendant trois ans à les détruire !

« Au cours de la reconstruction industrielle, poursuivait le Premier Ministre Kim, nous devons faire très attention à repartir notre industrie... Sous les Japonais, la construction d'établissements industriels était soumise à la facilité d'expédition de Corée au Japon... Ces usines, éloignées des centres de matières premières, connaissaient d'énormes difficultés d'approvisionnement... Notre ligne de conduite ne doit pas consister à reconstruire systématiquement les usines détruites sur leur emplacement initial; nous devons les repartir rationnellement... » Néanmoins, dit-il, afin de gagner du temps, de nombreuses usines pouvaient être reconstruites sur leur ancien emplacement; dans la liste qu'il donna se trouvait l'usine métallurgique de Hwanghae, située sur la cote ouest, à environ 60 km au Sud-Ouest de Pyongyang.

« Notre usine a reçu en moyenne deux grosses bombes par mètre carré, me dit Choi Suk Yun, le sous-directeur de l'usine métallurgique de Hwanghae quand je m'y rendis en mai 1967. En tout 30.000. 85 pour cent des machines et des installations furent complètement détruites, et le reste plus ou moins sérieusement endommagé. 3.000 de nos ouvriers étaient partis au front, mais, avec ceux qui restaient et les machines que nous avons pu sauver, nous avons continue sous terre certaines formes de production. » Je lui demandai comment ils avaient abordé le travail de reconstruction, et quelles avaient été les priorités :

« Trois jours après la signature de l'armistice, me dit Choi, le Premier Ministre Kim Il Sung vint visiter les ruines. Il vit d'abord ce qui restait des logements ouvriers construits avant-guerre, puis les ruines de l'usine. A l'époque, les ruines du bâtiment administratif où nous nous trouvons maintenant étaient couvertes d'herbe et de roseaux. Le Premier Ministre Kim visita tout et discuta avec les ouvriers sur la manière dont ils concevaient la reconstruction. Après des discussions approfondies, il nous fit part de ses idées et nous décidâmes, comme projet prioritaire, de déblayer les débris de maçonnerie, puis de commencer à travailler au four à sole. Au début, nous connûmes toutes sortes de difficultés. Nous n'avions pas d'outils, pas même des leviers pour déblayer; nous n'avions pas de briques pour commencer à reconstruire, pas de logements, pas de service de ravitaillement. Mais les ouvriers arrivèrent petit à petit; ils dormaient sur place et nous commençâmes par fabriquer des barres de fer, puis des briques. Nous nous sommes tous serré la ceinture; nous comprenions très bien le Premier Ministre Kim quand il disait que, sans acier, le pays ne pouvait pas faire grand-chose en matière de reconstruction. Il s'intéressa vivement et personnellement à nos progrès. Il vint quinze fois pour voir comment cela marchait et nous téléphona bien plus souvent encore.

« Petit à petit, les bâtiments s'élevèrent et l'équipement dont nous avions besoin prit forme sur place ou se mit à arriver d'autres usines. Nous refîmes le four à sole en 6 mois, puis nous concentrâmes nos efforts sur l'atelier de laminage, suivant en cela l'ordre des priorités que nous avait donné le Premier Ministre Kim. L'objectif à atteindre était de le terminer avant la fin du plan triennal de réorganisation. En fait, l'atelier de laminage fonctionnait au bout d'un an et sept mois... » Et ainsi de suite. La production d'avant-guerre fut atteinte avant que les trois ans ne fussent écoulés; la production annuelle était maintenant de 720.000 tonnes de fonte, et 560.000 tonnes d'acier, dont 350.000 tonnes d'acier laminé.

On me fit un récit analogue à l'usine de construction mécanique de Ryongsong (Hamhung), sur la côte est. Kim Byong Han, le directeur, est une figure : 50 ans, joyeux, corpulent, il a la voix rauque de l'ouvrier qu'il fut jadis et qui devait hurler pour se faire entendre dans le tumulte infernal d'un atelier de construction mécanique lourde. Comme presque tous les directeurs que j'ai rencontrés en Corée du Nord, il était sorti du rang et avait travaillé comme ouvrier dans l'usine qu'il dirigeait maintenant.

« Le Premier Ministre Kim Il Sung est venu ici quelques jours après la fin de la guerre, me dit-il. Il a déclaré : Si nous voulons reconstruire notre industrie, il nous faut commencer par Hamhung. Et tout d'abord il nous

faut reconstruire cette usine. » En fait, nous ne savions pas où commencer. Après trois années de guerre, les murs de l'usine n'étaient plus que débris. Mais nous avions sauvé pas mal d'équipement, et, pendant la guerre, nous avions continue à produire dans des tunnels sous les montagnes. Les jeunes ouvriers étaient partis au Front, les vieux étaient restés derrière afin de produire pour le Front. Quand les machines évacuées eurent été réintégrées, les vieux étaient là pour redémarrer. Les jeunes furent démobilisés et revinrent. Chacun retroussa ses manches et se mit dare-dare au travail. En 18 mois, l'usine était reconstruite, et, avant la fin du plan triennal, notre production avait atteint la normale. Le plan quinquennal fut réalisé en très exactement deux ans et demi.

« Nous sommes loin de Pyongyang, mais le Premier Ministre Kim vint à huit reprises voir comment nous nous en sortions, discuter de nos problèmes, et nous guider de façon conforme aux tâches nationales de la reconstruction. Dès le début, il s'occupa du bien-être des ouvriers et des possibilités d'éducation qui leur étaient offertes. " Si nous voulons développer l'industrie ", dit-il avec insistance, " nous aurons besoin d'une immense armée de spécialistes ". Aussi, à l'intérieur de l'usine, nous avons bâti une école et un collège technique. 1.600 ouvriers y poursuivent des études... » 11 me fit visiter cette immense usine qui emploie 6.500 ouvriers, dont 35 % de femmes, penchées sur des tours et autres machines-outils, conduisant des grues roulantes. Les conducteurs de grues agitaient des bouquets de fleurs en papier en l'honneur des visiteurs. 11 me montra quelques-unes des machines qui sont l'orgueil de l'usine; des presses de trois mille tonnes, des tours de 8 mètres, des perceuses capables de faire des trous de 200 mm; toutes ces machines ne sont normalement fabriquées que par des pays techniquement évolués.

« Avec notre production et celle d'usines comme la notre, me dit Kim Pyong Han, notre pays satisfait maintenant 95 % de ses besoins en machines et équipement industriel. »

D'autres faits, d'autres chiffres, illustraient, de façon plus significative encore, la rapidité stupéfiante (celle de Chollima) avec laquelle était menée la reconstruction du pays.

Quand l'avion qui me ramenait en Corée après une absence de 13 ans se prépara à atterrir sur l'aérodrome de Pyongyang, j'ouvris tout grands mes yeux; je voyais des tracteurs dans les champs; des villages aux maisons coquettes, blanchies à la chaux, nichés contre des collines, entourés de vergers où les pommiers étaient en fleurs; des champs avec un réseau de canaux d'irrigation, des plates-bandes impeccables où les plants de riz étaient recouverts de nylon. En quittant l'aéroport, je réalisai qu'en dépit de tout le temps que j'avais passé en Corée, c'était la première fois que je voyais

des villages coréens. De beaux villages, maisons de pierre, murs blanchis à la chaux; partout, des toits de tuile grise aux ondulations gracieuses. C'était un plaisir de les contempler au milieu des champs bien cultivés et des vergers pleins de cerisiers, de pommiers et de pêchers. Le printemps est beau partout, mais il l'était tout particulièrement dans la nouvelle Corée en 1967. Pyongyang même était, cela se comprend, méconnaissable. Il m'était impossible, pendant la guerre, d'imaginer son aspect passé ou son visage futur. On traversait alors, en toute hâte, des ruines noircies et silencieuses, sans jamais s'arrêter, avec l'espoir de passer sans être pris dans un raid. Je ne me rappelais que quatre points de repère; la colline Moranbong où, juste après le cessez-le-feu, j'avais assisté, dans un immense théâtre souterrain, à une inoubliable représentation théâtrale; les restes de l'université Kim Il Sung; les débris de la gare et les ruines tordues d'une usine de textiles. Pyongyang est maintenant une belle ville moderne de plus de 1 million d'habitants, aux larges boulevards bordés d'arbres, parsemée de jardins, de petits parcs, et de quartiers résidentiels qui s'étendent jusqu'à la rive Sud de la rivière Taedong. Les bâtiments — 6 à 7 étages pour la plupart — ont des tons généralement crème ou pastel et l'impression générale est une impression de luminosité, d'espace et de verdure.

Des villes comme Hamhung, Wonson, Sariwon, Kaesong et d'autres que je vis plus tard, sont conçues de la même façon : amples proportions, utilisation maximum de l'espace, verdure, couleurs claires; de même, les villages sont invariablement bien dessinés, solides et lumineux avec leurs murs blanchis à la chaux ou leurs pierres de couleur claire.

Au Nord-Vietnam, que je venais de quitter pour me rendre en Corée du Nord, une phrase du Président Ho Chi Minh était affichée partout : « La guerre peut durer cinq, dix, vingt ans et même plus. Hanoi, Haiphong, tout comme un certain nombre d'autres villes et d'entreprises, peuvent bien être détruites, le peuple vietnamien ne se laissera jamais intimider. Rien n'est plus précieux que la liberté et l'indépendance. Après la victoire, notre peuple construira plus grand et refera un pays plus beau. » Tout ce que l'on pouvait voir en Corée du Nord montrait que c'était possible.

« Je dis à mes camarades Vietnamiens », me déclara le Pre-mier Ministre Kim Il Sung lors de notre rencontre à Pyongyang, « quelles que soient les destructions que les bombardements américains pourront vous infliger — notre propre pays a été réduit en miettes — si le peuple est uni derrière le Parti et le gouvernement, vous pouvez facilement reconstruire tout ce qui aura été détruit. Je puis vous l'assurer, car je parle en connaissance de cause. Les impérialistes ne croient pas à la force du peuple, mais nous, nous y croyons. Cette force, nous en avons fait abondamment l'expérience pendant la guerre, et, après la guerre dans la période de reconstruction. C'est sur la grande force latente du peuple que nous nous sommes

appuyés. Les Américains prétendaient qu'il faudrait un siècle à la R.D.P.C. pour se relever. C'est là qu'ils se sont trompés.

« A présent, les Américains bombardent le Vietnam, mais je suis sûr que la victoire sera du coté du peuple vietnamien. Quand les Vietnamiens auront remporté cette victoire, ils pourront reconstruire leur pays de leurs propres mains et en faire un pays riche et puissant. Avec leurs bombes, les Américains peuvent détruire des choses qui ont une valeur matérielle, bâtiments, maisons et autres édifices, mais ils ne pourront jamais détruire la volonté du peuple. Vous l'avez écrit dans vos livres sur le Vietnam, et c'est vrai.

« Les Américains se vantaient de ce qu'un siècle nous serait nécessaire pour reconstruire notre pays, et ils espéraient que ce serait le cas. Mais, en trois ans, nous avons ramené notre économie à son niveau d'avant-guerre. Ce que vous voyez aujourd'hui, nous F avons fait dans les dix années qui ont suivi. La prochaine fois, nous pouvons même aller plus vite et faire mieux... »

Ce plan audacieux qui semblait irréalisable fut effectivement réalisé, et de nombreux secteurs de l'économie retrouvèrent leur niveau d'avant-guerre bien plus tôt que prévu. C'est là un fait très encourageant pour le peuple vietnamien dont on est en train de détruire l'économie sur une échelle encore plus grande, et pour tout peuple qui refuse de s'incliner devant un chantage à la bombe. L'exemple de la Corée du Nord a montré que, si l'on sauvegarde l'indépendance et la souveraineté, si le pouvoir est entre les mains du peuple, si le peuple est solidement uni autour de ses dirigeants, et si ceux-ci adoptent une ligne correcte, alors même un peuple techniquement arriéré peut accomplir des miracles. Techniquement parlant, la Corée était très en retard. J'ai parlé à de nombreux directeurs d'usines, à des spécialistes de fabrication de l'acier et de l'industrie chimique, à des inventeurs de machines-outils; ces hommes, en général, approchent la cinquantaine. 22 ans plus tôt, ils travaillaient tous comme manoeuvres dans les usines qu'aujourd'hui ils dirigent ou dans lesquelles ils tiennent des postes clés. En 1945, quand le pays fut libéré des Japonais, il n'y avait pratiquement pas d'ingénieurs coréens, ni d'ouvriers spécialisés. Il était rigoureusement interdit à un Coréen d'apprendre les techniques et même d'observer de nombreux procédés de la fabrication. Dans les cinq ans séparant la libération du joug japonais de la déclaration de la guerre, la formation de cadres techniques fut l'objet d'efforts considérables, mais la majorité d'entre eux prit immédiatement les armes quand la guerre éclata.

Là où les Japonais bâtirent des usines, ils utilisèrent les Coréens comme source inépuisable de main-d'oeuvre bon marché, pour transformer les matières premières coréennes de manière à satisfaire les besoins du Japon. Ainsi à l'usine métallurgique de Hwanghae, le travail était fait

principalement à la main, et 20.000 manoeuvres ne produisaient pas le tiers du fer et de l'acier que produisent aujourd'hui les 15.000 ouvriers qui y sont employés. Et encore, comme me le dit le sous-directeur Choi, une grande partie des 15.000 ouvriers sont aujourd'hui employés aux travaux de construction qui sont liés à l'expansion continuelle de la capacité de production de l'usine. Le directeur de l'aciérie, Pak Jung Kun, âgé de 50 ans, et qui travaillait à l'usine depuis 33 ans, me montra les cals qu'il avait sur les épaules depuis l'époque où il portait des seaux en bois, remplis de minerai de fer, qu'il allait déverser dans les fours. « J'ai encore le cou raide depuis ce temps-là, me dit-il. Les patrons japonais ne nous laissaient jamais rien apprendre. Avant de partir, ils laissèrent les fours s'éteindre, et notre première tâche fut de sortir le fer froid des fours à sole à coups de marteau et de dynamite. L'une des difficultés que nous avons rencontrées au début de la reconstruction, c'est que pas un seul ouvrier ne savait lire un bleu, et qu'il y en avait très peu à savoir tout simplement lire. Avant de partir, les Japonais jetèrent dans la rivière Tedong des centaines de tonnes de pièces essentielles. A les entendre, il nous faudrait au moins 20 ou 30 ans pour faire marcher l'usine. »

Les Japonais avaient construit un port à Hwanghae, d'où ils expédiaient la totalité de la production pour alimenter leur machine de guerre.

« Un an tout juste après le départ des Japs, poursuivit le sous-directeur Choi, le four à sole fonctionnait et, en 1947, nous avions remis la laminerie en service. En 1949, nous avions déjà dépassé la production maximum atteinte sous les Japonais... L'année suivante, la guerre éclatait, et les bombardiers américains détruisaient tout ce que nous avions reconstruit et le reste. »

Quand on parle avec des hommes de cette trempe, on comprend pourquoi tout s'est fait si vite. Ils ont passé leur vie à triompher de difficultés en apparence insurmontables, et ils ne disposaient que de leurs mains nues. L'usine de Hwanghae a été détruite deux fois, deux fois les mêmes ouvriers l'ont reconstruite, et ils savent tous qu'il est possible qu'elle soit détruite une fois de plus. Il en est de même pour la plupart des usines que j'ai visitées.

Les progrès étaient si rapides (la rapidité de Chollima) que Kim Il Sung put faire un rapport optimiste à un autre congrès du Comité Central du Parti des Travailleurs, le 3 novembre 1954. Il est intéressant de comparer les chiffres qui représentaient alors les objectifs à atteindre et les résultats obtenus plus tard. Il fixa comme objectif, pour 1957, la construction de 20 ou 30 usines de constructions mécaniques et la production d'environ cent millions de mètres de coton, soie, et rayonne. Il annonça que le nombre des ouvriers d'usines et employés de bureau, qui était de 300.000 au moment de la Libération et le double avant le début des combats, avait augmenté malgré les pertes dues à la guerre, atteignait 810.000, et dépasserait bientôt le million. Que la population de Pyongyang s'élevait de nouveau à 400.000 habitants alors qu'elle était de

70-80.000 pendant la guerre. 11 fixa pour objectif — une fois de plus, la chose semblait impossible — le chiffre de 2,9 à 3 millions de tonnes de grain, et, remarquant que 21,5 pour cent des paysans avaient déjà formé des fermes coopératives, il demanda que ce mouvement fût encouragé. (Les premières coopératives — on l'apprit plus tard — avaient été constituées par des familles dont les ressources en hommes, animaux de trait, et matériel, avaient été cruellement diminuées par la guerre, et qui, pour produire, n'avaient pas d'autre solution que de mettre en commun leurs forces et leurs outils. C'est un mouvement qui commença à la base.) Mais le Premier Ministre Kim souligna le danger qu'il y aurait à trop précipiter la formation de fermes coopératives, restant là, semble-t-il, dans la ligne de son réalisme à l'égard des problèmes économiques et autres. 11 fit allusion à un délégué du parti qui lui avait fièrement annoncé qu'il avait créé une ferme de 500 familles.

« J'ai peur que ce ne soit un peu excessif, expliqua Kim Il Sung. 11 est bon, je crois, de commencer par grouper de 15 à 20 familles et, au fur et à mesure que les conditions évoluent, de passer à 30, 50 ou 70. A moins d'avoir les cadres nécessaires, et tant que les conditions ne sont pas mûres pour une mécanisation, il est impossible de gérer convenablement des coopératives de grande envergure... » Ce faisant, le Premier Ministre Kim ne tournait pas le dos à Chollima; tout simplement, il lui donnait de l'avoine en prévision d'une autre grande course. Le départ de cette course fut donné en avril 1955, quand furent annoncés les objectifs du plan quinquennal; parmi les plus marquants, un million de tonnes de fer, 9.000.000 de tonnes de charbon, 400.000 tonnes d'engrais chimiques, 3.500.000 tonnes de grain, 150 millions de mètres de tissu, 1.850.000 kilowatts-heure, et130.000 ingénieurs et agents techniques hautement qualifiés.

L'un des principaux obstacles était une fois de plus le manque d'ouvriers spécialisés. Le nombre d'ouvriers travaillant dans l'industrie avait considérablement augmenté, comme le montre le fait que 4 pour cent seulement des ouvriers de l'industrie lourde avaient alors 10 ans d'expérience, tandis que plus de la moitié avaient moins d'un an d'expérience. Mais pour alors chaque usine avait créé des écoles et des collèges techniques où les travailleurs pouvaient suivre des cours du soir.

L'un des problèmes les plus importants que devait résoudre le Nord était à l'époque celui du grain. Tout comme au Vietnam, le Sud était le grenier naturel du pays, alors que le Nord était le centre de ce qui avait pu exister comme industrie. Un coup d'oeil à une carte en relief montre que le Nord est surtout couvert de montagnes; il y a bien, au long de la côte est, une étroite bande de plaines, souvent réduite à quelques champs là où les montagnes descendent directement jusqu'à la mer, et, au long de la côte ouest, une plaine beaucoup plus large. Mais moins de 20 pour cent du sol

est fait dans le Nord de terre arable. A cet égard, soit dit en passant, le choix du front, et non du 38e parallèle, comme ligne de cessez-le-feu, jouait en faveur du Nord. Les 3.680 km2 de terre conquis par le Nord au Sud du parallèle étaient presque tous en plaine et convenaient à la culture du riz, alors que les 4.630 km2 conquis par le camp U.S.-K.O.K. au Nord du parallèle n'étaient pratiquement que de la montagne stérile. Sur le plan économique, les Américains auraient bien mieux fait d'opter pour le 38e parallèle, mais seuls les intéres-saient les aspects militaires du problème, et ils ne pensaient qu'à s'assurer des hauteurs stratégiques susceptibles de leur servir de points de départ pour cette nouvelle « marche vers le Nord » qui revenait sans cesse dans les vociférations de Syngman Rhee.

De façon générale, les objectifs fixés en 1955 étaient ahurissants, et, sans les réalisations déjà accomplies à la vitesse Chollima, il aurait été impossible de les prendre au sérieux. Le fait est que les grandes lignes de chemin de fer étaient en service moins d'un mois après le cessez-le-feu; tout le système de communications était en parfait état de marche en moins de six mois; en moins de trois ans, l'économie nationale avait retrouvé son niveau d'avant-guerre. Une aide généreuse vint de l'Union Soviétique, de la Chine, et d'autres pays socialistes, mais l'aide la plus généreuse du monde ne saurait être décisive, et elle n'eût même pas été efficace sans l'esprit véritablement héroique des ouvriers, paysans et intellectuels coréens qui, retroussant leurs manches et se serrant la ceinture, se mirent à bâtir un nouveau monde sur les cendres de l'ancien.

8

Ouvriers et paysans

La parade du jour de mai 1957 allait commencer, dirigeants et invités avaient pris place à la tribune quand soudain éclata un vacarme où des cris perçants se mêlaient à des hennissements chevalins; je n'étais pas seul à penser qu'un incident s'était produit parmi des chevaux rétifs, vraisemblablement au sein d'une unité de cavalerie à laquelle on avait fait attendre trop longtemps le début de la parade. Le bruit atteignit des proportions alarmantes et toutes les têtes — tout au moins celles des étrangers qui se trouvaient près de moi — se tournèrent vers l'endroit d'où il semblait venir. Mais des amis Coréens nous poussèrent du coude et nous firent signe de regarder dans la direction opposée : vingt-sept chevaux cabrés, bien plus grands que nature, arrivaient en chargeant, et, dépassant le haut-parleur qui diffusait leurs hennissements avec le plus grand réalisme, bondissaient dans l'avenir à une vitesse de plusieurs milliers de li.

Au moment où ils disparaissaient, quelque trois cents canons tirèrent des salves : la parade était commencée. C'était un défilé de chars; ils représentaient le passé tout récent et les jours amers de l'occupation japonaise; les hauts-faits de la lutte antijaponaise; la défense de la Cote 1211 au cours de la guerre 1950-53; des scènes illustrant le combat des Vietnamiens; celui des peuples africains et latino-américains; d'autres, plus joyeuses, évoquant les épisodes les plus marquants de la construction pacifique. Puis défilèrent les milices populaires et leurs unités motorisées avec mortiers lourds, obusiers, pièces antichars et antiaériennes, ces dernières manoeuvrées le plus souvent par de jeunes femmes. Des

graphiques et des chiffres montraient les objectifs atteints par la production; des slogans prônaient l'indépendance et la réunification du pays, une augmentation de la production et des moyens de défense dans des proportions analogues; l'indépendance et la réalisation rapide du plan septennal. Venaient ensuite des fours d'où coulaient des flots d'acier; des hottes géantes d'où les engrais tombaient comme des flocons de neige; des coqs géants chantant à plein gosier; des vaches meuglant, dont les mamelles étaient comme des sacs de farine; c'était un flot continu; des troupes de danseurs et d'acrobates s'arrêtaient juste le temps de faire trois tours devant la tribune. Le spectacle était gai et ne traînait pas en longueur. Environ 600.000 personnes passèrent devant la tribune, saluant à grands cris Kim Il Sung et d'autres dirigeants; en deux heures, tout était terminé.

On m'assura qu'il n'y avait jamais eu un jour de Mai comme celui-là. Jamais il n'y avait eu tant de choses à fêter; tant d'invités étrangers; jamais non plus les réalisations n'avaient été si grandes et les tâches futures plus ambitieuses. D'où l'orgueil de Chollima !

Les statistiques ne donnent du progrès humain qu'une idée incomplète, mais, tant qu'il n'y aura pas d'oeuvres littéraires capables de refléter, en termes plus humains, ce que le peuple coréen fêtait ce jour-là, un minimum de présentation statistique est nécessaire. Quelques chiffres éclipsent tous les autres. En 1946, l'industrie représentait 28 pour cent du produit national brut, l'agriculture et la pêche 72 pour cent. En 1967, ces chiffres avaient été inversés, et même plus, puisque l'industrie représentait 76 pour cent du total. (En fait, le dernier chiffre dont on dispose concerne l'année 1964, mais le rapport n'a pas dû beaucoup varier car depuis lors l'agriculture et la pêche ont considérablement augmenté leur production.)

La production industrielle était 11 fois plus élevée qu'en 1949, année précédant la guerre, et 37 fois plus élevée qu'en 1946, année qui suivit le départ des Japonais. On le voit au fait que les trolleybus qui, dans toutes les villes, assurent la plus grande partie des transports en commun, sont fabriqués en Corée. Le sont également les locomotives électriques qui tirent la plupart des trains de marchandises et de voyageurs; les pelleteuses qui travaillent sur les chantiers; les tracteurs qui cultivent la terre; les locomotives diesel utilisées dans les forêts et les mines; les camions et command-cars employés par l'armée. Tous sont fabriqués en Corée, à l'aide d'un équipement et de techniques acquis au cours des 13 dernières années; non seulement les produits finis, mais les machines qui les produisent sont en général fabriquées en Corée. Et, sinon les machines

d'origine, celles qui fournissent un rendement double ou triple. Les Coréens m'ont assuré que seuls que dix pays au monde, dont quatre pays socialistes, fabriquent des locomotives électriques : la Corée est un de ceux-là.

La construction mécanique, qui constitue, avec la production d'acier, la pièce maîtresse de l'expansion industrielle, représente un peu plus de 25 % de la production industrielle, et, comme on l'a déjà note, satisfait 95 % des besoins en équipement industriel. La production de machines-outils est maintenant excédentaire, et joue un rôle important à l'exportation, certains types de machines étant vendus à des pays aussi évolués que la Tchécoslovaquie. La programmation commence à être appliquée à ce domaine, et l'on s'efforce actuellement de rattraper les pays qui sont à la pointe de ce secteur important de l'automation industrielle.

Il est dans bien des cas inutile de donner le pourcentage des augmentations par rapport aux années d'avant-guerre. La production textile, qui atteint le chiffre de 25 mètres par an et par individu — soit trois fois l'objectif fixé par Kim Il Sung en 1954 — est de 195 fois supérieure au maximum atteint dans les années précédant la libération. Dans le domaine des produits chimiques destinés à l'agriculture, engrais, insecticides, etc, la production a été multipliée par 17 entre 1961 et 1965. On ne peut établir aucune comparaison avec la production d'avant-guerre pour la bonne raison que les produits chimiques qui pouvaient être fabriqués pour l'agriculture étaient immédiatement expédiés au Japon.

Selon ses dirigeants, la Corée est aujourd'hui un pays socialiste mi-industriel mi-agricole, mais est en passe de devenir un pays industriel.

Si l'on se tourne vers l'agriculture, le tableau n'est pas moins impressionnant. En 1967, toute l'économie paysanne était réorganisée sous la forme de 3.843 fermes coopératives, comprenant chacune une moyenne de 300 familles et environ 500 hectares de terre. En disant « n'allez pas trop vite » en 1954, le premier ministre Kim s'était montré de bon conseil. En 1958, les fermes individuelles avaient depuis longtemps disparu au profit de 13.309 coopératives d'environ 80 familles et 130 hectares. Celles-ci résultaient à leur tour de la concentration de dizaines de milliers de petites unités de 15 à 20 familles. Mais vers la fin de l'année 1958, le développement du machinisme et la nécessité d'entreprendre des projets d'irrigation et d'électrification sur une grande échelle rendaient les grandes unités plus économiques. On passa de 13.000 à 3.800 par le jeu des concentrations; les fermes coopératives s'organisaient maintenant au niveau du ri ou village, et le président du conseil du village devenait automatiquement président de la coopérative.

Toutes les fermes sont aujourd'hui irriguées à 100 %; la sécheresse a été abolie à jamais, et, comme les travaux d'irrigation, et ceux effectués pour maîtriser les inondations ont été menés de pair, le danger d'inondation est pratiquement écarté à moins d'une catastrophe sans précédent. A la fin de l'année 1965, il y avait l'électricité dans 96 % des fermes coopératives et 81 % des maisons. En 1958, les chiffres étaient 67 % et 49 %. (Dans certains cas, l'électricité n'alimente encore que les pompes, les égreneuses, et les batteuses.) Chaque ferme a en moyenne cinq tracteurs et reçoit 300 kg d'engrais chimiques par hectare. Ce chiffre est bien sûr insuffisant, mais il augmente chaque année, et, dans les fermes que j'ai visitées, les engrais naturels représentent un appoint d'environ 10 à 20 tonnes.

Il en résulte que la production de céréales s'est progressivement développée. Dans un rapport qu'il fit au Congrès National des Coopératives Agricoles le 5-1-59, Kim Il Sung fut en mesure d'annoncer qu'en 1956 la production avait été de 2.870.000 tonnes, chiffre bien supérieur aux meilleurs résultats d'avant-guerre. En 1957, elle passait à 3.200.000 tonnes et, l'année suivante, à 3.700.000 tonnes, soit presque le double de la production de l'année suivant la libération. Elle continua d'augmenter, atteignit les 5.000.000 de tonnes en 1965, et tout laissait alors prévoir un nouvel accroissement pour 1967. Pendant quelques années, après la guerre, la Corée du Nord dut importer des céréales de Chine et d'Union Soviétique. Aujourd'hui elle suffit à ses besoins en céréales alimentaires et le niveau de vie du peuple s'est amélioré en conséquence.

On est d'abord stupéfait par la vitesse à laquelle tout a été fait. Ce qui frappe ensuite, c'est la maîtrise avec laquelle ont été menés, afin de maintenir le même rythme de développement, ces coursiers lancés au grand galop; on a tenu la bride aux plus fougueux, on a stimulé les traînards. A la parade du Jour de Mai, il y avait 27 coursiers Chollima. J'ignore si ce chiffre est symbolique, mais, si c'est le cas, on ne peut qu'admirer le conducteur; on considère qu'il est déjà assez délicat de conduire un attelage à quatre chevaux, mais un attelage à 27 chevaux défie l'imagination. Il fallait concilier non seulement l'industrie lourde et l'industrie légère, l'industrie et l'agriculture, mais encore les bénéfices et les réalisations, sous peine d'une perte de vitesse. L'amélioration des techniques devait suivre la demande dans les secteurs industriel et agricole. Mais il semble que les rênes aient été tenues d'une main ferme. On peut, je crois, soutenir sans exagérer qu'au cours de l'Histoire aucun pays n'a accompli dans un laps de temps aussi court, des réalisations aussi poussées que la République Démocratique de Corée sous la direction de

Kim Il Sung.

Quel profit en ont retiré ouvriers et paysans, mis à part le fait de travailler dur et de se serrer la ceinture ? Tout d'abord la dignité nationale. Pour en saisir toute l'importance, il faut peut-être connaître les Coréens. Pendant des siècles, ils ont été malmenés par des envahisseurs étrangers, mais toujours ils ont rendu coup pour coup. La dernière période de l 'occupation japonaise fut terrible, et la plupart des gens l'ont encore présente à la mémoire.

Seule une minorité participa à la lutte armée contre les Japonais, mais l'immense majorité du peuple mena contre eux un combat politique et prit les armes contre les forces des U.S.A. et de la R.O.K. Les Coréens sont fiers, par-dessus tout, d'avoir tenu en échec, en 1950-53, avec l'aide des volontaires chinois la plus colossale des puissances occidentales. Mais ils peuvent également regarder autour d'eux : tout ce qu'ils voient, ils l'ont bâti de leurs propres mains; chaque ville, chaque village, chaque usine, chaque école, et presque toutes les machines, sont l'oeuvre de cette génération qui, à quelques exceptions près, n'a pas oublié la misère et se souvient de l'humiliation qu'il y avait à vivre et travailler sous l'occupation japonaise. La dignité nationale, on la voit aujourd'hui dans l'allure et le comportement de tous les Nord-Coréens. De façon générale, le peuple coréen est d'une fierté farouche, justifiée par l'histoire. C'est aujourd'hui l'histoire — plus les exploits accomplis par cette génération en temps de paix comme en temps de guerre — qui donne un contenu spécial à cette dignité nationale.

Les profits matériels sont, eux aussi, appréciables. La première grande loi de réforme, annoncée le 20 juin 1946, introduisait la journée de 8 heures, l'assurance-maladie et l'assurance-vieillesse; elle décidait en faveur des femmes : à travail égal, salaire égal.

Sous l'occupation japonaise, la journée de travail était de 12 à 14 heures, et les travailleurs malades étaient mis au rebut comme des chiens. Avec le développement des fermes coopératives, la journée de 8 heures est également devenue la règle pour les paysans, dans un cadre assoupli qui tient compte des périodes creuses et de celles où l'activité est intense. A cela vinrent s'ajouter, petit à petit, d'autres avantages; journée de six heures pour les mères de plus de trois enfants, congé prénatal et post-natal, payé, de deux mois et demi (cette mesure ne jouait au début que pour les femmes travaillant en usine ou dans les bureaux; aujourd'hui, elle s'applique également aux paysannes); congés payés de 15 jours pour ouvriers et paysans; gratuité des séjours en sanatorium; voyage payé de la ferme ou l'usine à la maison de repos. Les fermiers bénéficient de tous ces avantages, chose assez rare, même dans les pays socialistes.

Avant la libération :	Les paysans donnaient de 50 à 80 % de la récolte au propriétaire.
1945	Après la libération, un soulèvement paysan amène le système des 3/7 : 30 % au propriétaire, 70 % au paysan.
5 mars 1946	Réforme agraire. Plus d'un million d'hectares de terre sont distribués à 700.000 familles paysannes n'ayant pas ou ayant peu de terre. La contribution agricole sera payée en nature, environ 25 % de la récolte. C'est la première réforme agraire réalisée dans un pays asiatique.
5 août 1953	Le Parti du Travail décide d'encourager les coopératives, qui ont déjà commencé spontanément à se constituer en raison du manque de main-d'oeuvre et de matériel à la fin de la guerre.
3 novembre 1954	21,5 % des familles paysannes sont organisées en coopératives.
Fin 1958	Cent pour cent des familles paysannes sont organisées en coopératives : 13.309 fermes coopératives d'environ 130 hectares ont été concentrées et forment 3.843 fermes de 500 hectares en moyenne.
5 janvier 1959	67 % des villages et 49 % des maisons paysannes ont l'électricité. Le Premier Ministre Kim a annoncé que la contribution agricole, qui était alors de 10 à 27 % en moyenne de la production des coopératives serait réduite à 12 % et complètement supprimée dans quelques régions montagneuses.
Fin 1959	La contribution agricole est réduite à 8,4% en moyenne.
2 février 1964	93 % des villages et 71 % des maisons ont l'électricité. Journée de 8 heures pour les membres des fermes coopératives ; chaque coopératives, serait réduite à 12 % et com-mes et chaque équipe deux agents techni-ques ou autres spécialistes. Kim Il Sung annonce que la

	contribution agricole a été abolie dans 2.400 fermes coopératives, et que 800 fermes supplémentaires en seront exemptées en 1964.
	L'Etat manifeste l'intention d'assumer les constructions essentielles, travaux d'irrigation, stations de pompage, etc, et de bâtir des logements d'Etat pour les fermiers des coopératives.
14 avril 1965	95,5 % des villages et 81 % des maisons ont l'électricité.
1966	La contribution agricole est complètement abolie. 100 % des fermes coopératives sont irriguées.

A la ferme coopérative de l'Etoile Rouge, à environ 20 km de la ville de Hamhung, on voyait clairement que les progrès avaient suivi la chronologie donnée plus haut. La responsable, Han Hu Bang Nyo, donnait l'impression d'être, à tous égards, une femme remarquable; elle avait le visage tanné et les yeux cernés de rides de ceux qui ont passé la plus grande partie de leur vie en plein air; tout en elle dénotait le courage et la fermeté. Elle me conta les progrès de la ferme et des gens qui y travaillaient. Tout comme les directeurs d'usine, elle appartenait à la communauté qu'elle dirigeait; elle était née à l'endroit où se dresse la ferme. Elle et son mari étaient des paysans pauvres et elle me parla de la joie du village tout entier devant la réforme agraire de 1946. « Nous étions 320 familles de paysans, me dit-elle, et 70 % de la terre arable était aux mains de six propriétaires. Quand vint la réforme agraire, la terre fut donnée aux paysans pauvres et à ceux qui n'en possédaient pas. Mais nous commencions à peine à jouir de la vie quand les Américains arrivèrent et détruisirent le tout... » Cette région avait été occupée par des troupes de « marines » U.S.; son mari, sa fille, et son beau-père furent tués parce qu'on les soupçonnait d'envoyer du ravitaillement au Front; elle-même fut arrêtée et torturée, mais réussit à s'enfuir.

« Les jeunes allèrent au Front combattre les Américains, me dit-elle, les vieux et les femmes restèrent et travaillèrent dur pour ravitailler le Front, participant ainsi à la guerre. Quand celle-ci fut terminée, nous étions 30 à avoir perdu maris, pères, et fils à la guerre, et nous décidâmes de mettre en commun notre matériel et notre force de travail pour former une coopérative. Non seulement nous avions subi des pertes en vies humaines, mais la plupart de nos animaux de trait et de nos outils avaient été tués ou détruits. En quelques années, cinq coopératives se constituèrent, et notre

niveau de vie se mit à s'améliorer. Le 25 mars 1956, le Premier Ministre Kim nous rendit visite, parla longuement avec nous de nos problèmes, et nous expliqua comment allaient, à l'avenir, s'effectuer les progrès. Après son départ, nous discutâmes entre nous, et, en juillet 1956, les cinq coopératives fusionnaient. Dans notre ferme unique, nous avons maintenant un peu moins de 400 familles, environ 900 travailleurs, 483 hectares de terre arable et de vergers, 1.300 têtes de bétail et 4.000 volailles. La ferme est irriguée à 100 %, et toutes les maisons ont l'électricité... »

Le rendement à l'hectare était progressivement passé de 2 tonnes sous l'occupation japonaise à une moyenne de 4,1 à 4,3 tonnes au cours des deux dernières années. Le battage, le décortiquage et le pompage se faisaient électriquement, la ferme possédait cinq tracteurs et un camion, « tous fabriqués en Corée », comme me le fit remarquer fièrement Mme Han. La ferme était sur le bon chemin et était assurée d'y rester en raison de ce fait capital : 55 enfants de fermiers avaient leurs diplômes universitaires, et la plupart d'entre eux étaient revenus travailler à la ferme dans leurs diverses spécialités, comme ingénieurs en irrigation, agronomes, vétérinaires, biologistes, professeurs d'enseignement secondaire, etc. 98 se trouvaient à l'université ou suivaient, soit des cours universitaires par correspondance, soit des cours du soir dans un collège technique. Il y avait 383 bébés et jeunes enfants dans les crèches et les jardins d'enfants que je visitai dans la ferme; de ma vie je n'ai jamais vu d'enfants plus dodus ou aux joues plus roses. Tout était d'une propreté méticuleuse.

Les contributions avaient été abolies l'année précédente, l'Etat avait déjà construit 147 maisons de pierre, et d'autres allaient être bâties dans les mois à venir. « Nous avons fermement décidéde défendre notre nouvelle existence et tout ce que nous avons créé », me dit Han Hu Bang Nyo, député à l'Assemblée Suprême du Peuple et Héroïne du Travail. « Nous avons notre propre milice, où sont enrôlés tous les membres de la coopérative. Nous sommes bien armés, nous avons des armes automatiques et des pièces antiaériennes modernes. Notre milice procède régulièrement à des manoeuvres. » Je repensai aux milices ouvrières et paysannes qui, le Jour de Mai, passaient devant la tribune au pas cadencé.

Mme Han avait été élue directrice de la première coopérative, formée principalement par des veuves de guerre à la fin 1953, puis de celle née en juillet 1956 de la fusion des cinq. Elle était depuis réélue tous les ans. D'une colline qui dominait les maisons bien propres et les pommiers en fleurs qui les entouraient, elle me montra, avec une fierté sans prétention,

l'usine de décortiquage du riz, l'atelier de réparation où ils avaient leur propre tour ainsi que d'autres outils pour travailler le métal et le bois; les magnaneries, les porcheries et les poulaillers. Des enfants chantaient dans le jardin d'enfants et leurs voix montaient jusqu'à nous. Dans les vergers, sur une centaine d'hectares, les troncs des pommiers, fraîchement couverts d'insecticide blanc, étaient assortis à la couleur des fleurs; une pellicule de chlorure de vinyl, fabriqué dans une usine voisine, favorisait la croissance des pousses de riz tout en les protégeant des oiseaux. A nos pieds, trois des tracteurs de la ferme hersaient la terre en prévision du repiquage; on entendait au loin le bruit sourd et rythmé des pompes d'arrosage; de l'eau miroitante coulait au long des canaux d'irrigation au dessin géométrique. Tout était propre, ordonné, prospère.

«Quelles sont les nouvelles tâches ? » demandai-je, et Mme Han les compta sur les doigts de sa main.

« La révolution technologique est bien avancée, me dit-elle. Ceci concerne l'irrigation, l'électrification, l'emploi de produits chimiques. Nous utilisons cette année 20 tonnes d'engrais naturels et 375 kg d'engrais chimiques par hectare. Au fur et à mesure que nous pouvons nous les procurer, nous utilisons davantage d'insecticides et autres produits chimiques pour lutter contre la maladie des plantes. Mais nous en sommes arrivés au point où il n'est plus possible de progresser sans élever le niveau culturel et idéologique des membres de notre ferme. Aussi c'est sur ce point que nous concentrons maintenant nos efforts... » Je lui demandai de me définir plus précisément ce qu'elle entendait par niveau « culturel » et elle m'expliqua que cela voulait dire le niveau technologico-intellectuel. On disposait de spécialistes, mais il fallait que tous les membres de la coopérative acquièrent des notions de la structure du sol, de la sélection des graines, de l'action des différents types d'engrais chimiques; il fallait qu'ils apprennent à réparer les tracteurs et d'autres machines et aussi qu'ils améliorent leur culture générale afin de pouvoir lire les ouvrages techniques. Quant à l'éducation idéologique, elle consistait à mettre la conscience de classe des paysans au niveau de celle des travailleurs des villes, et à leur donner ainsi une attitude correcte, faite d'hostilité à l'égard des exploiteurs, et d'amour pour le socialisme.

De mes conversations avec des directeurs de ferme comme Mme Han, ainsi que de certains discours du Premier Ministre Kim, il ressortait clairement que le mouvement déclenché à l'échelon national pour améliorer le niveau idéologique des fermiers des coopératives était destiné à préparer un grand changement qualitatif, la transformation de la propriété des fermes coopératives en propriété du peuple, comme pour les usines. En d'autres termes, non plus des fermes coopératives, mais des fermes d'Etat.

Ma visite à la ferme de l'Etoile Rouge m'ouvrit plus d'un sujet de réflexion et d'enquête. A la ferme coopérative de Sambong, située à environ 70 km au Nord de Pyongyang, et dont la taille est exceptionnelle puisqu'elle comprend 916 familles et plus de 1.200 hectares, je demandai au directeur, Mun Hwang Hyok, âgé de 40 ans, sous quelle forme se manifestait l'union entre ouvriers et paysans : «Elle est profondément ressentie, me dit-il, non seulement à cause des tracteurs et autres machines, qui nous viennent de l'Etat, et que très souvent nous ne payons pas » — et il m'expliqua que tout article d'un prix supérieur à 50 wons (environ 20 dollars U.S.) était fourni gratuitement — mais parce que les ouvriers viennent nous aider pour le repiquage du riz, comme c'est le cas maintenant, et, plus tard, pour la récolte. Par ailleurs, chaque grande usine est responsable d'une grande ferme coopérative, et doit veiller à ce qu'elle reçoive le matériel dont elle a besoin, et à lui fournir de la main-d'oeuvre quand il y a beaucoup de travail. De plus, les usines nous donnent une assistance technique considérable.

«Autre facteur important, nous avons maintenant notre propre personnel technique en quantité appréciable. Il est capable de dessiner les plans de l'équipement spécialisé dont nous avons besoin; ces plans, qui peuvent être ceux d'une nouvelle machine tout comme ils peuvent être consacrés à l'amélioration d'un ancien modèle, sont ensuite envoyés à « notre » usine pour la réalisation. Cette méthode est importante, elle part de la base, et permet d'élever le niveau technique du matériel agricole... » Puis il m'expliqua qu'il y avait une usine de matériel agricole dans chaque province et dans chaque district. Certaines machines, conçues par des techniciens locaux, peuvent très bien ne convenir qu'à un district particulier et seront fabriquées à l'usine du district; d'autres peuvent convenir à une province tout entière et seront fabriqués à l'usine de la province. Celles qui sont d'intérêt général seront fabriquées dans une grande usine centrale travaillant pour tout le pays. « En tout cas, les ouvriers de " notre " usine nous aident sur toute la ligne : ils fabriquent le modèle expérimental, l'améliorent après les essais, et ainsi de suite. »

L'idée d'abolir la différence entre la ville et la campagne, entre la conscience de classe des ouvriers d'usine et celle des paysans, est depuis longtemps à l'ordre du jour, mais elle s'est avérée l'une des plus difficiles à réaliser, même dans les pays socialistes les plus évolués. Cependant Kim Il Sung en a fait l'un de ses objectifs, et il va essayer de l'atteindre, et de l'atteindre vite. Partout dans le pays, les paysans ou les fermiers des

coopératives poursuivent des études pour acquérir la compétence technique des ouvriers d'usine et la conscience de classe de la classe ouvrière.

Il y a seulement une vingtaine d'années, les paysans coréens étaient des tenanciers exploités; ils devinrent petits propriétaires et, très rapidement, fermiers dans de petites coopératives; mais ils restaient des producteurs de denrées recevant à titre d'indemnité partielle un loyer pour leur terre; ils travaillent maintenant dans de grandes coopératives, ont des heures régulières, et reçoivent un salaire. Ils ont fait du chemin, rapidement, sans connaître assez longtemps aucun des stades transitoires pour acquérir la mentalité du « propriétaire » ou du « koulak ». Petit à petit, la vie les a rapprochés de la classe ouvrière, rapprochement délibérément favorisé par les dirigeants coréens. Le mouvement est déclenché qui, sur le plan idéologique, leur fera accepter le fait d'appartenir, comme les autres, au peuple tout entier. Alors la paysannerie comme phénomène économique ou phénomène de classe aura disparu en Corée.

Ceci veut-il dire que le charme de la campagne est appelé à disparaître ? Il s'agit moins, semble-t-il, de donner à la campagne l'apparence des villes que de donner le confort de la ville aux villages et de faire en sorte que les villes ressemblent un peu plus à la campagne.

J'eus une longue conversation avec le Dr Mok Yong Man, doyen de la Faculté de Géographie à l'Université Kim Il Sung de Pyongyang. C'est l'un de ces intellectuels qui quittèrent Séoul pour le Nord quand la guerre éclata, et je lui avais demandé une entrevue afin qu'il me parle de cet épisode ainsi que de la vie qu'il avait ensuite menée dans le Nord. Il s'occupe actuellement — c'est l'un des aspects fascinants de son travail — d'une distribution rationnelle des villes, sur la base d'unités beaucoup plus petites que celles qui existent actuellement, et en faisant une part importante aux jardins, aux vergers, et aux espaces verts en général. Et quand je découvris que toutes les grandes usines sont non seulement jumelées à une ferme coopérative, mais possèdent leur propre ferme d'élevage, il m'apparut clairement que la tâche qui consiste tout d'abord à réduire, puis à éliminer les différences entre l'usine et la ferme, se poursuit, elle aussi, à la vitesse Chollima. Ce n'est peut-être pas par hasard qu'on a choisi un cheval ailé comme symbole de la vitesse vertigineuse à laquelle tous les problèmes sont abordés.

«La question paysanne et la question agraire ne pourront être définitivement résolues que quand les différences entre la ville et la campagne, ainsi que les différences de classe entre la classe ouvrière et la paysannerie auront été abolies. » C'est ainsi que Kim Il Sung posa le

problème en présentant sa « thèse sur la question agraire et le Socialisme dans notre pays » à une séance plénière du Parti du Travail, en février 1964. Sur ce point comme sur beaucoup d'autres, Kim Il Sung fait preuve d'originalité et d'indépendance, et défriche des terres vierges en bâtissant une société nouvelle.

9

Kim Il Sung

L'Occident connaît peu de choses, à part son nom, de Kim Il Sung et de ses origines, et pourtant une étude de l'homme et de son milieu aide beaucoup à expliquer les politiques et les attitudes de la R.D.P.C. actuelle, qui, à tous les stades de son développement, porte la marque de sa forte personnalité. L'histoire de Kim Il Sung est l'histoire tragique et glorieuse de la Corée de notre siècle; l'histoire de souffrances insupportables, du martyre d'une famille et d'un peuple, et de la lutte implacable à laquelle ils donnèrent naissance. Deux ans avant qu'il ne voie le jour dans une chaumière, à environ 20 km de Pyongyang, les Japonais avaient annexé et occupé la Corée, mettant ainsi le point final à une action déclenchée en 1876, date à laquelle ils avaient impose aux féodaux qui régnaient sur le pays l'un de ces traités, qu'on arrachait avec une canonnière et qui étaient si fréquents à l'époque. 11 fut suivi, en 1905, d'un « protectorat », et le pays, par la suite, fut carrément annexé. L'édit impérial, promulgué le 29 août 1910, et qui annonçait « Dans le but de préserver une paix durable en Orient... » aurait très bien pu être une citation de l'un des discours du Président Johnson sur le Vietnam. La Corée était avalée; elle ne devait servir que de hors-d'oeuvre, le plat de résistance se trouvant en Chine, mais ce plat-là s'avéra difficile à digérer. Le peuple coréen résista dès les premiers jours de l'occupation. Parmi les résistants se trouvait un instituteur de Pyongyang, Kim Hyong Jik, qui créa, en 1917, l'« Association du Peuple Coréen », qui devint bientôt la plus grande organisation secrète antijaponaise du pays, et qui contribua à préparer le terrain pour le soulèvement national qui éclata à Séoul le 1er mars 1919 et gagna

rapidement tout le pays.

Ce soulèvement manquait de têtes et de cohérence, et les Japonais le noyèrent dans le sang. Kim Hyong Jik avait été arrêté et emprisonné avant qu'il n'éclate. Une fois libéré de prison, il prit la route comme des dizaines de milliers d'autres, et s'exila volontairement en Mandchourie, avec sa femme et ses enfants, parmi lesquels se trouvait Kim Song Ju, alors âgé de sept ans, qui plus tard devait prendre le nom de Kim Il Sung.

Au village de Mangyongdae (L'Endroit aux Dix Mille Beautés) la chaumière où vivait la famille Kim a été préservée. Elle avait été bâtie, il y a plus d'un siècle, pour un des ancêtres de la famille, afin qu'il puisse surveiller le cimetière de famille d'un seigneur local. C'est la chaumière typique du paysan pauvre: une longue pièce commune où toute la famille vivait, prenait ses repas, et dormait, avec une cuisine à gauche, et, à droite, une chambre d'amis. En face, à quelques mètres de distance, une construction analogue; la « pièce » principale est une étable à boeufs et une resserre pour les charrues, avec un broyeur de fourrage, dans les autres pièces se trouvent un métier à tisser et un rouet primitifs. C'est dans cette chaumière que Kim Bo Yong, grand-père du Premier Ministre Kim, gagnait pauvrement sa vie en fabriquant des nattes dans l'étable — il ne fut jamais assez riche pour posséder un boeuf; il n'arrêta de tisser des nattes que trois mois avant sa mort en 1955, à l'âge de 85 ans. Kim Il Sung était son petit-fils préféré, mais, durant les dix dernières années de sa vie, et alors que Kim Il Sung était Premier Ministre, il refusa d'accepter le moindre avantage. Sur les murs de la salle et de la chambre d'amis se trouvent des portraits de membres de la famille.

Kim Hyong Jik : qui conduisit sa famille en exil; deux fois arrêté. Mort en exil à l'âge de 32 ans (durée moyenne de la vie pour un Coréen en ce temps-là).

Kim Hyong Kwon : frère cadet de Hyong Jik, qui vivait dans la chambre d'amis. Arrêté par les Japonais, emprisonné, et battu jusqu'à ce que mort s'ensuive à l'âge de 31 ans.

Kim Chol Ju : frère cadet de Kim Il Sung. Arrêté pour activités antijaponaises, fusillé à l'âge de 20 ans.

Kim Won Ju : cousin de Kim Il Sung; vécut aussi dans la maison et fut élevé par Kim Hyong Jik; a rrêté et torturé par les Japonais. Mourut de ses blessures à l'âge de 31 ans.

A l'époque, pareil tableau d'honneur était fréquent chez les familles de patriotes. En 1923, Kim Il Sung, qui avait alors 12 ans, quittait la Mandchourie pour Pyongyang, son père voulant qu'il reçoive une éducation et qu'il ne grandisse pas loin de sa patrie. Il vécut avec la famille de sa mère, dans une hutte qui est pratiquement la réplique de celle que je viens de décrire, au village de Chilkol, non loin de Mangyongdae. C'est environ au moment de son arrivée que son oncle maternel, Kang Jin Sok, fut arrêté et condamné à 15 ans de prison pour activités antijaponaises. Il mourut plus tard victime des mauvais traitements infligés en prison. Au début de l'année 1925, le bruit courut jusqu'à Kim Il Sung que son père avait été arrêté. Il partit pour la Mandchourie, mais son père mourut avant qu'il n'arrive. En 1927, Kim Il Sung adhérait à la Ligue des Jeunes Communistes, deux ans plus tard il était arrêté, torturé et emprisonné pour un an; quand il fut relâché, à l'âge de 18 ans, c'était déjà un révolutionnaire convaincu. L'année suivante, en 1931, les Japonais, après avoir assassiné le vieux seigneur de la guerre Chang Tso Lin, pénétraient en Mandchourie. Ils lâchèrent aussitôt toutes leurs forces de répression sur les dizaines de milliers de Coréens qui s'étaient établis à la frontière orientale. Des villages, et même des districts entiers, furent nettoyés : plus une femme, plus un enfant. Les Japonais, qui avaient fait en Corée l'amère expérience d'une résistance incessante, connaissaient très bien les vertus guerrières de ceux qui s'étaient exilés. Ils ne voulaient pas que le virus de la résistance gagne les Chinois de la Mandchourie, et étaient décidés à leur donner un exemple qui leur servirait de leçon en exterminant brutalement les Coréens. Leur politique — ils ne s'en cachaient pas — était la suivante : cela vaut la peine de faire cent morts si sur les cent se trouve un révolutionnaire.

Le 25 avril 1932, Kim Il Sung constituait — c'est aujourd'hui un événement historique de la révolution coréenne — la première unité de guérilleros, détachement formé de jeunes gens, ouvriers et paysans. C'était le début de la lutte armée pour la libération nationale. Son centre fut établi dans le Mont Baektu, à la frontière entre la Mandchourie et la Corée. Dans cette région, les Coréens représentaient alors 80 % de la population. Le jeune révolutionnaire — il venait d'avoir 20 ans — avait compris qu'il était d'une importance capitale d'avoir une base révolutionnaire dans le peuple. Du point de vue géographique, le Mont Baektu était intéressant. C'était une montagne abrupte et boisée qui, de plus, longeait une bonne partie de la frontière avec la Corée. Avec Kim Il Sung se trouvaient, depuis le début, Choi Yong Kun, aujourd'hui Président de l'Assemblée Suprême

du Peuple; Choi Hyun, membre du bureau politique du Parti du Travaill; Kim Chaik, ancien vice-premier ministre et chef militaire exceptionnel, mort en 1951 ; d'autres membres éminents du gouvernement et du Parti.

Comme cela arrive souvent en pareil cas, la première difficulté fut de trouver des armes. Les guérilleros, ne bénéficiant ni du soutien de troupes régulières ni d'aide extérieure, devaient fabriquer leurs armes ou les prendre. 11 leur fallait assurer leur propre ravitaillement. Rapidement ils dégagèrent une zone libre où ils établirent uné espèce d'administration, faisant une réforme agraire et introduisant la journée de travail de 8 heures... Ils créèrent des arsenaux où étaient fabriquées des grenades rudimentaires, aussi grosses au début que des ananas. La répression japonaise se tournant de plus en plus contre les Chinois, Kim Il Sung s'attacha à faire la jonction avec les unités chinoises du coin et un certain nombre d'opérations furent menées en commun. Mais les commandants militaires, la plupart du temps des seigneurs de la guerre, haïssaient les Communistes en général et les communistes coréens en particulier, aussi la coopération était-elle difficile et souvent hasardeuse.

A la fin du mois de décembre 1933, les Japonais envoyèrent 5.000 hommes nettoyer cette région de la Mandchourie Orientale; au bout de deux mois, cette offensive n'avait eu pour résultat que de procurer des armes supplémentaires à Kim Il Sung et à ses hommes, et les Japonais bouclèrent alors la région pour les affamer. Pendant huit mois, les partisans furent coupés de tout ravitaillement en grain ou autre culture. Ils vécurent de fruits sauvages, de noix, de feuilles, d'écorce et de racines — un assortiment de ces produits est exposé au musée révolutionnaire de Pyongyang. Mais ils réussirent à tenir, et Kim arriva à faire traverser la frontière à des agents, qui, à l'intérieur du pays, menaient une action politique et accomplissaient un travail de reconnaissance.

Dès le début 1935, de graves querelles de factions opposèrent les Coréens qui se trouvaient en Chine. Outre le groupe de Kim Il Sung, *Armée Révolutionnaire du Peuple*, deux autres s'étaient constitués pour combattre les Japonais dans le Nord et le Sud de la Mandchourie. Un parti communiste s'était créé en Corée le 17-4-1925, mais le Komintern l'avait dissous trois ans plus tard, en raison tout d'abord d'une répression terrible de la part du régime militaire et policier des Japonais, mais aussi de la faiblesse de l'équipe dirigeante, que divisaient des querelles de factions. Ces querelles se reflétaient bien sûr dans les différentes conceptions du rôle que devaient jouer les révolutionnaires coréens en Mandchourie, et de façon générale, en Chine. Devaient-ils se contenter d'être l'avant-garde de la minorité coréenne en Mandchourie ? Devaient-

ils entrer dans le mouvement de résistance chinois qui commençait à se former au fur et à mesure que l'exploitation de la population mandchourienne s'intensifiait ? Ces questions, ainsi que d'autres de même nature, furent débattues dans des réunions qui eurent lieu à Dahongwe et à Youyunggoo en mars 1935. Selon Kim Il Sung, les communistes coréens, les révolutionnaires coréens, devaient mener un combat de libération nationale et libérer leur propre pays. Quand il avait traversé le Yalu pour la première fois à l'âge de 7 ans, son père lui avait insufflé l'idée qu'il fallait travailler et se battre pour retourner en Corée et en chasser les envahisseurs japonais. A l'issue des réunions de 1935, il liquida ses bases dans le Mont Baektu, et conduisit le gros de ses troupes dans des régions frontières, situées plus au Nord, et d'où il était plus facile de faire des raids en Corée.

En fouillant les archives de cette longue période de la lutte armée contre les Japonais, je n'avais pas pour but de rassembler des matériaux afin d'en faire un récit historique — de nombreux vétérans sont encore en vie et peuvent le faire cent fois mieux que moi ; je cherchais à mieux comprendre Kim Il Sung et certaines des vues politiques originales qu'il formula plus tard sur les affaires intérieures et celles qui touchent au mouvement communiste international. C'est au cours de ces années, quand il se trouvait littéralement « dans le désert », coupé de tout contact avec l 'extérieur; obligé de compter sur ses forces s'il voulait voir survivre ses unités et ses idées; quand il appliquait à sa manière ce qui, à son avis, était le meilleur moyen de mettre la révolution coréenne en harmonie avec les différentes phases de la lutte antifasciste dans le monde, c'est alors que se formèrent les manières de penser qui restent le fil directeur des politiques qu'il a inaugurées depuis.

On découvre avec admiration que ce groupe de jeunes révolutionnaires, isolés au coeur des forêts enneigées dans la région frontière entre la Mandchourie et la Corée, encerclés par des forces ennemies qui leur étaient incomparablement supérieures et avaient résolu de les détruire, avait étudié les décisions du 7" congrès du Komintern sur la tactique du front uni qu'il fallait opposer à la montée du fascisme. En février 1936, Kim Il Sung décida d'étendre le mouvement unitaire et national de la lutte antijaponaise sur la base des succès précédents et de l'expérience précieuse acquise au cours des combats contre les Japonais dans la première moitié des années 30. Cette décision fut concrétisée, la même année, au mois de mai, par la création de l'Association pour la Rénovation de la Patrie. Kim Il Sung fut élu à la présidence, et un programme en dix points fut adopté qui visait à renverser les Japonais en Corée; établir le

Pouvoir du Peuple; introduire la journée de travail de 8 heures, et, entre autres réformes, la réforme agraire. Grâce à un réseau d'agents déjà profondément implanté en Corée, les activités de l'A.R.P. reçurent une diffusion considérable, et sa formation et son programme représentèrent le seul rayon de lumière dans la nuit noire du désespoir où les Japonais avaient plongé le pays avec leur régime d'occupation féroce.

En janvier 1937 une Union pour la Libération Nationale, rameau de l'Association pour la Rénovation de la Patrie, se constituait en Corée. C'est en 1937 que les Japonais envahirent la Chine, ce qui ouvrit de nouvelles possibilités de collaboration entre les groupes révolutionnaires coréens et le parti Communiste Chinois. En juin 1937, Kim Il Sung, avec une unité qu'il commandait en personne, franchissait la frontière pour attaquer un avant-poste important des Japonais à Bochonbo, et détruisait le poste de police japonais et tous les autres organes administratifs. 11 tint sur place un grand meeting, où il expliqua les buts de l'A.R.P. et la nécessité de faire l'unité à tous les échelons pour lutter contre l'occupant japonais. L'attaque de Bochonbo était un avertissement sévère lancé aux Japonais, mais il fut suivi d'une nouvelle et terrible vague de répression. A la fin de l'année 1937, environ 5.000 patriotes avaient été arrêtés; tous, hommes et femmes, furent exécutés en mars 1945, à la veille de la victoire.

Au cours de l'hiver 1938-39, les Japonais, avec 200.000 hommes, firent une tentative considérable pour encercler le quartier général des partisans et détruire le gros de leurs unités. Les partisans, sous la conduite de Kim Il Sung, se lancèrent alors dans une marche épique à travers la neige des montagnes; ils livrèrent jusqu'à dix batailles par jour pendant des mois et des mois, et finirent par rompre l'encerclement, En mai 1939, ils avaient re-pris leurs activités dans la région de Musan, dans la Corée du Nord-Ouest, pas très loin de la frontière soviétique.

Quand la seconde guerre mondiale éclata, et avant même que ne s'ouvrent les perspectives d'une grande alliance antifasciste comprenant l'Union Soviétique et la Chine, Kim Il Sung devina, avec beaucoup de perspicacité, que cette situation nouvelle pouvait très bien amener la défaite du Japon. En août 1940, il se mit systématiquement à épargner le noyau des révolutionnaires expérimentés et décida qu'il fallait s'efforcer d'en faire les cadres militaires et politiques de première classe capables d'initiatives audacieuses et originales. (De même dix ans plus tard, lors de la guerre 1950-53, il retira du Front des hommes de troupe et les cadres qui s'étaient distingués deux ou trois fois au combat, et les envoya en Chine ou en Union Soviétique suivre une formation qui en ferait les cadres techniques du pays quand viendrait la reconstruction. A son avis, il

ne fallait pas sacrifier les braves des braves sur le champ de bataille, mais, dans la mesure du possible, les épargner afin qu'ils apportent aux tâches à venir le même esprit de sacrifice et d'héroïsme.) Le combat général n'était pas pour autant délaissé, et de nouvelles tactiques militaires furent également décidées dans le but de venir en aide au front unitaire sur le plan intérieur et sur le plan international. Les forces armées menaient, par petites unités, des opérations destinées à harasser l'ennemi, le clouaient dans des positions fortifiées, attaquaient les lignes de communications, les ponts et les casernes, introduisaient en Corée des groupes de propagande armée. Leurs activités atteignirent un degré tel que les forces japonaises dans les zones frontières furent obligées de se retrancher dans des constructions de pierre ou de béton, du genre « mirador »; les Français devaient utiliser les mêmes dans les dernières phases de la guerre d'Algérie.

Quand l'Union Soviétique attaqua la célèbre armée japonaise de Kwantung, le 9 août 1945, et pénétra en Corée après avoir tout balayé sur son passage, les forces de Kim Il Sung étaient bien placées, au Nord-Est, pour soutenir les débarquements soviétiques à Chongjin et faire immédiatement la jonction. Le gros des forces japonaises en Corée fut pris dans un gigantesque encerclement et taillé en pièces par l'Armée Soviétique. Trente-cinq ans de domination japonaise en Corée prirent fin le 15 août 1945.

Lorsque j'arrivai à Pyongyang, fin avril 1967, Kim Il Sung venait d'avoir 55 ans, et la presse coréenne célébrait la création, qui était son oeuvre, des premières unités antijaponaises 35 ans plus tôt. A 55 ans, ce vieux dirigeant révolutionnaire est encore un jeune homme d'une vigueur intellectuelle et physique exceptionnelle et peu d'hommes d'Etat au monde possèdent son expérience.

L'une des choses qui m'impressionnèrent le plus avant que je ne le rencontre, fut de voir à quel point il semblait avoir personnellement supervisé, dans tous les détails, la reconstruction du pays après la guerre. J'avais visité une douzaine d'usines et de fermes et partout Kim Il Sung s'était rendu non pas une, mais plusieurs fois, pour voir comment cela marchait, pour étudier les conditions sur le terrain, pour se rendre compte par lui-même, discuter avec les ouvriers et les paysans et connaître vraiment leurs problèmes afin de pouvoir commencer à les résoudre. A la filature de Pyongyang, par exemple, il était venu pas moins de 28 fois; la phrase : « le développement de notre usine est inséparable de l'intérêt personnel qu'y a pris le Premier Ministre Kim Il Sung... » semble être une vérité nationale. Avant de développer ses thèses sur la question agraire et le socialisme, il se rendit dans un village du district de Konson-ri et y resta

15 jours, vivant avec les paysans, examinant à fond leurs problèmes, qui touchaient aux insuffisances du parti et du gouvernement, ainsi qu'aux aspirations de la paysannerie. C'est ainsi qu'il agissait jadis, pendant la guerre : jamais il ne déclencha une action sans avoir auparavant procédé à une reconnaissance détaillée des objectifs à attaquer.

Je n'avais pas rencontré le Premier Ministre Kim pendant la guerre, et il y fit allusion dès les premières minutes de notre entretien : « J'aurais alors aimé vous voir, me dit-il, mais vous vous trouviez à Kaesong et, à l'époque, j'étais occupé ailleurs... » Il l'était sans aucun doute. Il avait sur les bras la plus grande bataille qu'ait jamais eu à livrer, au cours de l'histoire, un dirigeant coréen. Il était « occupé »... et on n'en parlait plus ! Après quelques minutes pendant lesquelles il m'interrogea sur ma famille et mon travail, il me devint facile de l'imaginer assis sous un arbre avec des paysans, mâchonnant un brin de paille et les amenant à lui parler en toute confiance. Il a la chaleur humaine et la simplicité des grands, et ses manières sont exemptes de recherche, ce qui est rare chez les hommes occupant des fonctions aussi importantes. Tout ceci transparaît dans ses discours. Même lorsqu'il traite des problèmes aussi peu romantiques que l'industrie lourde, il y a toujours une remarque qui rappelle à ses auditeurs, surtout si parmi ceux-ci se trouvent des bureaucrates, que le but de toute chose est de rendre la vie meilleure et plus gaie pour tous. On ne fabrique pas des machines pour le plaisir, mais pour rendre plus lumineux le destin de l'humanité. Ainsi, quand, présentant le premier plan quinquennal, il parla de stations hydro-électriques et de la nécessité de construire des barrages sur les rivières, il ajouta : « à l'avenir, quand notre situation sera meilleure, nous pourrons également y goûter les joies du canotage... ».

« Quand, en Corée du Nord, nous serons bien nourris, bien vêtus, quand nous vivrons confortablement, quand chacun aura du travail et que le travail sera devenu beaucoup plus agréable, nous exercerons une influence considérable sur les gens en Corée du Sud », dit-il une autre fois dans un discours sur l'Education Communiste, en novembre 1958. « Même les espions envoyés par Syngman Rhee ne pourront pas dissimuler ce qu'ils auront vu dans le Nord — à savoir qu'il n'y a pas de chômage, que le travail a été allégé, que les revenus sont élevés, que tout le monde est bien nourri, bien vêtu, et vit confortablement... » Et, dans le même discours : «Nous devons progresser plus vite que d'autres peuples, car nous avons vécu trop longtemps dans la pauvreté... Partout en Europe, les routes sont bien pavées, et, même à la campagne, les gens vivent, pour la plupart, dans des maisons de brique. Mais nous, nous avons vécu, pendant

des générations, dans des huttes misérables, couvertes de chaume... » Depuis des générations, dit-il, le rêve des paysans coréens est de « manger du riz toute l'année et d'avoir des maisons aux toits de tuiles » et, dans son discours du 23 octobre 1962, où il demandait que soient rapidement atteints les objectifs du plan septennal, il déclara que ceci « permettra à notre peuple de vivre dans l'abondance, d'habiter des maisons couvertes de tuiles, de manger du riz et de la viande en quantité, et d'être bien vêtu. Ceci voudra dire que le désir longtemps caressé par nos travailleurs aura été réalisé en notre temps, ce dont nous pourrons nous réjouir et être fiers... ».

Le plan septennal, lancé en 1961, n'a pas encore été réalisé; il a été étalé sur trois années supplémentaires en raison des impératifs urgents de la défense, mais les maisons de briques et les toits de tuiles sont devenus la règle pratiquement partout à la campagne, et les paysans mangent maintenant du riz toute l'année. Les seules chaumières que j'ai vues étaient les deux pièces de musée appartenant aux familles respectives du père et de la mère de Kim Il Sung. Dans le cadre du mouvement qui tend à rapprocher la campagne et les villes, le Premier Ministre Kim a choisi les chefs-lieux de comté comme modèles de ces nouveaux villages de type urbain que doivent devenir les fermes coopératives. « Le chef-lieu de comté doit être construit avec le sens de la beauté, de la propreté, de la culture et de l'hygiène, de manière à ce que les villages agricoles puissent suivre son exemple. Dans tous les domaines... le comté... avec son équipement culturel et social, ses écoles, ses hôpitaux, ses cinémas, ses librairies et ses bibliothèques... doit montrer l'exemple aux villages agricoles et devenir le modèle de la nouvelle façon socialiste de vivre. » C'est là un exemple caractéristique de la manière concrète dont Kim Il Sung parle des problèmes et guide le peuple coréen. Les directeurs des fermes coopératives que j'ai visitées me parlèrent tous de cet avis qu'il leur avait donné; ils avaient construit, ou envisageaient de construire et d'introduire, partout où c'était possible, un équipement de type citadin, et d'urbaniser leur existence. Tout cela a été facilité par l'avènement de la journée de 8 heures et la remarquable organisation des crèches et des jardins d'enfants qui ont libéré les mères de famille en leur évitant bon nombre de besognes ménagères. Les paysans ont maintenant des loisirs et veulent pouvoir en profiter. L'un des thèmes constamment développés par Kim Il Sung a été l'amélioration de la condition féminine à la campagne.

Dans un discours sur la gestion des fermes coopératives, à la fin de l'année

1962, il se plaignit de ce que : « Aujourd'hui, on voit souvent des hommes valides se promener avec une serviette sous le bras, sous prétexte qu'ils sont des dirigeants quelconques ou qu'ils font un travail hautement technique. Le résultat c'est que les travaux de la ferme sont laissés presque entièrement aux femmes. En fait, dans la mesure du possible, il faut donner aux femmes les travaux légers et aux hommes les travaux pénibles. Il convient que le travail de bureau, comme la compilation de statistiques et la comptabilité, soit, quand c'est possible, laissé aux femmes, et que les travaux des champs soient faits par des hommes. Pourquoi les hommes auraient-ils des tâches légères et laisseraient-ils les travaux pénibles aux femmes ?... »

Quinze ans de guérilla, pendant lesquels il connut la même vie et les mêmes dangers que les partisans, hommes et femmes, qu'il dirigeait, ont marqué, de façon indélébile, le style de travail de Kim Il Sung, et en ont fait le contraire d'un théoricien sédentaire. Au début de l'année 1959, attaquant les méthodes de travail bureaucratiques du Parti du Travail de Corée, et de l'ancien Parti communiste, il déclara que : « si quelques milliers des éléments de base qui avaient pris part comme guérilleros à la révolution coréenne avaient survécu, et si l'on en avait mis au moins un par cellule au moment où fut constitué le Parti, le bureaucrate Ho Ga Yi[1] on 'aurait pas pu répandre ce style de travail qui... amena bien des gens à penser que le travail du Parti ne pouvait se faire qu'avec une espèce de méthode administrative et des ordres. Ceci n'a jamais été, et ce depuis le début, la méthode correcte.

« Il va sans dire que les unités de guérilleros agissaient sur ordre lors des opérations militaires. Mais les ordres devaient être patiemment expliqués aux réunions du Parti, jusqu'à ce que chacun les accepte consciemment et décide de faire tout son possible pour les exécuter. Les guérilleros affrontaient tous les dangers; pour épargner leurs maigres munitions, ils combattaient à la baïonnette. Il ne faut pas compter sur un tel héroïsme de la part de gens à qui on donne simplement des ordres; il faut aussi les persuader et les éduquer. Le seul moyen de contrôle sur les guérilleros était leur propre volonté. Il n'y avait ni prisons, ni postes de police... Ce qui était d'une importance exceptionnelle, c'étaient la persuasion et l'éducation. L'éducation se poursuivait même pendant les repas, les marches et les combats. Nous avons maintenant à notre disposition la radio, les journaux, les revues et autres moyens de propagande efficace, mais à l'époque toute la propagande se faisait de vive voix...

«Les guérilleros combattaient uniquement pour le peuple, sans distinction de rang, ils s'aimaient et se faisaient confiance; ils étaient fermement unis par une fidélité de camarades et une amitié révolutionnaire.

1. Kim Il Sung cita souvent ce « bureaucrate notoire » qui, pendant plusieurs années, jusqu'à 1952, fut le responsable du travail d'organisation au Comité Central du Parti du Travail. (Note de l'éditeur.)

Ils vivaient dans un esprit de noble camaraderie et aussi dans un sévère esprit de critique et de discipline.

«Cependant, aucun de ceux qui furent critiqués et punis ne déserta nos rangs. Quand nous punissions un guérillero, nous tenions compte, pour établir la punition, de son niveau de conscience, et l'un de nos camarades était désigné pour lui donner une éducation cohérente.

« Ce style de travail qui était celui des guérilleros doit être repris et développé. Mais, dans certains cas, il semble que les gens suivent les fonctionnaires de notre parti non par respect sincère, mais par peur de perdre leur travail s'ils ne font pas attention, à cause de la " puissance " des fonctionnaires du Parti... C'est en faisant la preuve de ses qualités de dirigeant que le président d'une organisation du Parti doit maintenir son prestige, et non en brandissant l'autorité du Parti.

« N'essayez pas de gonfler votre prestige à l'aide d'un grand bureau et d'un fauteuil. Le travail de notre Parti se passe de fatras administratif. Le président d'une organisation du Parti ne peut pas bien faire son travail tant qu'il se donne des airs importants et prend plaisir à marquer des noms au crayon rouge.

« Si certaines personnes ne viennent pas vous voir, allez les voir. Qu'est-ce que cela peut faire ? Il n'y a aucun inconvénient à ce que vous leur rendiez visite dix ou même cent fois... »

Kim Il Sung a horreur des ronds-de-cuir et il a mené une campagne vigoureuse pour débarrasser le Parti et le gouvernement de cette mentalité, acquise, comme il le dit un jour à de hauts fonctionnaires du Parti, parce que « la seule méthode de travail vue et apprise par beaucoup de nos camarades était celle de la bureaucratie impérialiste japonaise ».

Il a réussi à imposer son propre style de travail à tous les niveaux de la direction, dans le Parti, l'administration, les usines, et les fermes, et il est pratiquement certain que ceci a eu une influence décisive sur la vitesse foudroyante à laquelle se construit le pays. J'ai déjà mentionné que tous les directeurs d'usine que j'ai rencontrés, à une exception près, travaillaient jadis comme ouvriers dans les usines qu'ils dirigent aujourd'hui. L exception, je l'ai trouvée à l'usine de fibres synthétiques qui fabrique du Vinalon; c'est là une industrie toute nouvelle, qui n'a donc pas d'anciens ouvriers, et à la tête de l'usine se trouve un ingénieur chimiste. Il arrive souvent qu'un sous-directeur soit un jeune cadre sorti d'un institut spécialisé dans la gestion d'usine et la formation de travailleurs administratifs, mais le directeur et les chefs de services sont des ouvriers sortis du rang. Les rapports entre les ouvriers et la direction sont, de toute évidence, excellents; quand ce n'est pas le cas, on s'en rend compte tout de

suite en traversant une usine en compagnie du directeur ou de l'un de ses délégués.

En fait, le pays porte la marque de la forte personnalité de Kim Il Sung, comme Kim Il Sung porte celle du militantisme révolutionnaire qui a entouré les années où sa formation a été la plus riche, ainsi que la plus grande partie de sa vie de jeune homme et d'adulte.

10

Deux styles de libération

Quand le bruit courut comme une traînée de poudre, le 15 août 1945, que la Corée était libérée, on vit apparaître le premier grand symbole de la liberté. En quelques heures, les Coréens abandonnèrent la tenue triste et peu seyante que leur avaient imposée les Japonais pour passer leurs vêtements gracieux et blancs comme neige, saluant ainsi spontanément la libération. (Même au moment des attaques aériennes U.S., cinq ans plus tard, les gens refusèrent d'abandonner leurs vêtements blancs, qui en faisaient pourtant une cible plus facilement repérable pour les bombes et les balles américaines. Le symbole de la libération devenait un symbole de défi.)

Le colonel-général Christiakov, qui commandait l'Armée Soviétique qui fondit sur les forces japonaises d'occupation et les écrasa, fit une proclamation, adressée au peuple coréen au nom de l'Armée Soviétique, et qui se lisait comme un poème.

> PEUPLE COREEN !
>
> « L'Armée Soviétique et les Allies ont chassé de Corée les pillards japonais. La Corée est devenue un pays libre. Néanmoins, ceci n'est que le premier pas vers une ère nouvelle dans l'histoire de la Corée. Il faut de la prévoyance et du travail pour faire un verger fertile où règne l'abundance. Aussi le bonheur du peuple coréen viendra uniquement des efforts héroïques que vous déploierez, vous, Coréens. Souvenez-vous

des jours d'amertume et de souffrance passés sous le joug japonais. Les pierres même témoignent de cette souffrance. Vous êtes tous conscients de ce que les Japonais ont pu se permettre de vivre dans de grands et spacieux pavillons, et, bien habillés, bien nourris, mépriser les Coréens et humilier les coutumes et la culture coréennes. Ce passé d'esclavage ne se reproduira plus. Comme un cauchemar, cette humiliation passée a maintenant disparu à jamais.

«Coréens ! Souvenez-vous que vous tenez votre bonheur futur entre vos propres mains. Vous avez obtenu la liberté et l'indépendance. Maintenant tout dépend de vous. L'Armée Soviétique a préparé le terrain, elle a créé les conditions qui vous permettront, à vous, Coréens, de vous embarquer librement pour des aventures créatrices. Les Coréens doivent se faire les artisans de leur propre bonheur. Les propriétaires d'usines et de commerces vont remettre sur pied les entreprises détruites par les Japonais. Ils vont créer de nouvelles entreprises de production. L'Etat-Major de l'Armée Soviétique est tout prêt à protéger, de toutes les manières possibles, les moyens de production et à faire en sorte qu'ils fonctionnent normalement.

« Travailleurs coréens ! Montrez votre héroïsme et votre puissance créatrice; votre acharnement au travail est l'un des traits les plus admirables de votre race. Ceux qui soutiendront les efforts les plus propres à aider au développement économique et culturel de la Corée en deviendront les patriotes et les citoyens qu'elle honorera. Vive le peuple coréen ! »

Selon un accord passé pendant la guerre entre les Grandes Puissances, l'Armée Soviétique devait pénétrer en Corée pour accepter la reddition des troupes japonaises au Nord du 38e parallèle; les forces américaines devaient accepter leur reddition au Sud du parallèle.

Moins d'un mois plus tard, deux autres proclamations étaient faites au peuple coréen, cette fois par le général Douglas Mac Arthur, dont les forces, arrivées en Corée du Sud le 8 septembre 1945, avaient pour mission de désarmer les forces japonaises et d'évacuer vers le Japon les troupes et l'administration japonaises se trouvant au Sud du 38e parallèle. La froideur et l'arrogance de ces documents firent l'effet d'une douche glacée sur l'enthousiasme des patriotes coréens. Ils étaient le présage menaçant des événements à venir et ressemblaient étrangement aux édits publiés par le régime d'occupation des Japonais.

Proclamation n° 1

AU PEUPLE DE COREE

En tant que Commandant en Chef des Forces Américaines du Pacifique, je proclame par le présent acte ce qui suit...

ARTICLE I

Le pouvoir gouvernemental sur le territoire de Corée au Sud du 38e degré de latitude Nord et ses habitants sera pour le moment exercé sous mon autorité.

ARTICLE IL

Jusqu'à nouvel ordre, tous les fonctionnaires et employés gouvernementaux, publics et honoraires, tout comme les dirigeants et employés, rémunérés ou volontaires, de tous les services d'utilité publique, y compris les services sociaux et les services de santé, ainsi que toutes les personnes employées dans des services essentiels, continueront d'accomplir leurs fonctions et leurs devoirs habituels, et sauvegarderont les archives et les biens.

ARTICLE ILI

On obéira à mes ordres et aux ordres donnés sous mon autorité. Tout acte de résistance aux forces d'occupation ou susceptible de troubler la paix et la sécurité publiques sera sévèrement puni.

ARTICLE IV

Vos droits de propriété seront respectés. Vous poursuivrez vos occupations normales, sauf si j'en ordonne différemment.

ARTICLE V

Durant la période de contrôle militaire, l'anglais sera la langue officielle. En cas d'ambiguïté ou de différence d'interprétation ou de définition entre textes anglais, coréen ou japonais, le texte anglais fera loi.

ARTICLE VI

D'autres proclamations, ordonnances, réglementations, notes, directives et décrets, seront publiés par moi ou sous mon autorité, et préciseront ce qui est attendu de vous.

Signé de ma main à Yokohama
Ce sept septembre 1945

DOUGLAS MAC ARTHUR,
Général de I'Armée des Etats-Unis,
Commandant en Chef
des Forces U.S. du Pacifique

Proclamation n° 2

AU PEUPLE DE COREE

Dans le but d'assurer la sécurité des Forces Armées placées sous mon commandement ainsi que l'ordre public, la paix et la sécurité dans la zone occupée, moi, Commandant en Chef des Forces U.S. du Pacifique, proclame par le présent acte ce qui suit :

Toute personne qui :

Violera les dispositions de l'Acte de Reddition ou toute proclamation, ordre, et directive donnés sous l'autorité du Commandant en Chef des Forces U.S. du Pacifique, ou portera préjudice à la vie ou la sécurité des personnes ou des biens américains ou alliés, ou agira délibérément de manière à troubler la paix et l'ordre public, ou à empêcher l'administration de la justice, ou fera volontairement acte d'hostilité à l'égard des Forces Alliées sera condamné par un Tribunal Militaire d'Occupation et recevra la mort ou tout autre châtiment décidé par le Tribunal.

Signé de ma main à Yokohama
Ce sept septembre 1945

DOUGLAS MAC ARTHUR,
Général de I'Armée des Etats-Unis,
Commandant en Chef
des Forces U.S. du Pacifique

Ces proclamations firent l'effet d'un coup de massue à ceux qui les entendirent. En quelques jours, elles étaient affichées partout dans le Sud en anglais et en coréen.

Que les fonctionnaires du gouvernement restent à leur poste ! C'étaient tous des Japonais ou des traîtres coréens. D'ailleurs ils étaient presque partout emprisonnés, ce que Mac Arthur n'ignorait sûrement pas. Les proclamations signifiaient-elles qu'on allait les réintégrer ? L'anglais comme seule langue officielle ! Les Coréens venaient à peine de retrouver la leur, et voilà qu'on substituait l'anglais au japonais. On parlait de peine de mort ! de gouvernement militaire ! de Tribunal Militaire d'Occupation ! était-ce là la libération ? Aucune allusion au châtiment des Japonais ou des collaborateurs ! Est-ce que tout cela ne sentait pas le remplacement de l'oppression japonaise par l'oppression américaine ? Ou même une collaboration américano-japonaise pour maintenir l'oppression ?

L'une des premières mesures prises par le Hodges, qui commandait les forces américaines, fut d'exiger que tous les Coréens continuent à obéir au Gouverneur Général japonais Abe et que tous les fonctionnaires japonais soient maintenus en service ou réintégrés au cas où ils auraient été révoqués.

Des comités du peuple s'étaient constitués partout dans le pays, au Nord et au Sud du 38e parallèle, tout de suite après le 15 août, et, quand les Américains arrivèrent, les Japonais étaient déjà désarmés dans le Sud, sauf à Séoul et dans quelques centres urbains. Les dirigeants des comités attendaient l'arrivée des forces américaines pour leur livrer leurs prisonniers et s'attendaient à ce que les Américains donnent la chasse aux Japonais à Séoul et arrêtent le célèbre Gouverneur Général Abe ainsi que les plus sinistres pantins parmi les fonctionnaires coréens.

Le Gouverneur militaire U.S. attaqua à fond les Comités du Peuple qui, tout comme dans le Nord, étaient l'expression concrète de la démocratie en Corée.

Obéissant aux instructions d'Arnold, la police de l'USAMGIK[1] formée de Coréens entraînés par les Japonais, se mit à dissoudre les Comités, à confisquer tous leurs documents, et, dès 1945, à arrêter certains de leurs dirigeants. Beaucoup retournèrent dans les geôles qu'ils venaient à peine de quitter après des années passées en prison sous l'occupation japonaise. L'USAMGIK, qui devait détenir toute l'administration de la Corée du Sud, fonda son pouvoir tout d'abord sur la police japonaise, puis sur une police coréenne entraînée par les Japonais.

1 Gouvernement militaire U.S. en Corée.

La protestation populaire, dans les premières semaines de i'occupation américaine, obligea les Américains à réviser leur plan, qui était à l'origine de maintenir en place les administrateurs japonais, et, pour la fin de l'année 1945, la plupart de ces derniers avaient été renvoyés au Japon. Mais les quislings coréens, les «janissaires » exécrés qui avaient servi les Japonais et les avaient aidés à supprimer et à torturer leurs compatriotes, remplaçaient maintenant les Japonais à tous les postes-clés de l'administration de l'USAMGIK, particulièrement dans la police. Le sous-directeur de la police coréenne, Choi Kyang-Chin, qui travaillait sous les ordres du colonel Maglin, chef de la police américaine de l'USAMGIK, était, sous l'occupation japonaise, l'un des plus hauts gradés parmi les officiers de police. Maglin le chargea d'organiser la nouvelle force de police.

Les étapes qui séparent la « libération » de la guerre civile en Corée du Sud fourniront aux historiens la matière de plusieurs volumes et ne peuvent être ici que brièvement esquissées. La documentation disponible se présente sous forme de rapports officiels présentés par les Américains eux-mêmes, par des commissions des Nations Unies, que les Etats-Unis avaient introduites dans le Sud sans nécessité aucune et de manière illégale, ainsi que sous forme d'articles publiés par les journaux que Syngman Rhee n'avait pas interdits. Tout confirme que la politique américaine était de supprimer tous les mouvements démocratiques en Corée du Sud, de faire de la division du 38^{e} parallèle une division permanente, d'installer un régime hai du peuple coréen mais servilement dévoué aux buts de l'impérialisme américain. Cette documentation est appuyée par des témoignages innombrables et dignes de confiance puisque de nombreux témoins occupaient des postes importants dans le gouvernement des Américains et de Rhee.

La question de l'unification aurait été très simple si les Américains n'avaient pas décidé de supprimer les Comités du Peuple, d'établir leur propre gouvernement militaire, qui n'était nullement nécessaire, et d'en faire l'administration suprême de la Corée du Sud. Pour le général Mac Arthur et le gouvernement américain, le 38^{e} parallèle devint immédiatement une barrière définitive dans le cadre de la guerre froide; ou, plus précisément, c'était la frontière Nord d'une sphère où s'exerçait en permanence l'influence économique, politique et militaire des U.S.A.

Voici l'un des règlements implacables que rédigeait l'occupant; il date du 2 novembre 1945 :

Q.G., Forces U.S. en Corée, Bureau du Gouverneur Militaire, Séoul, Corée.

SEC TION I

« Jusqu'à nouvel ordre, et sauf cas d'abrogation ou d'annulation préalable, toutes les lois en vigueur, les réglementations, ordres, notes ou autres documents publiés par les précédents gouvernements de Corée, et ayant force de loi le 9 août 1945, resteront en vigueur tant qu'ils n'auront pas été abrogés sur l'ordre exprès du Gouverneur Militaire de Corée... »

Mac Arthur, avec son armée d'occupation, était décidé à interdire aux Coréens toute voix au chapitre dans leurs propres affaires et à les traiter comme un peuple ennemi qu'il convenait de gouverner. 11 fit part à son gouvernement de ce que « l'unification de la Corée était au-dessus de ses forces », et, en conséquence, le problème fut confié, en décembre 1945, aux ministres des affaires étrangères d'Amérique, de Grande-Bretagne, et d'U.R.S.S., qui s'étaient réunis à Moscou. C'était en fait aux Coréens de résoudre le problème de l'unification. Si les Américains les avaient laissés tranquilles, il n'y aurait pas eu de problème. Ils n'avaient nul désir de voir leur pays politiquement divisé à cause d'un arrangement militaire entre les grandes puissances sur le désarmement des Japonais. Mac Arthur savait qu'il n'avait aucune raison valable d'empêcher le peuple coréen de faire son unité politique, chose souhaitée par l'Union Soviétique. 11 prétendit que la question était très complexe, et les Américains étaient certains que tout ce qu'ils voudraient bien soumettre à la Conférence des Ministres des Affaires Etrangères serait voté à deux contre un en leur faveur.

Les discussions de Moscou, au cours desquelles les Américains laissèrent clairement entendre qu'ils ne permettraient pas aux Coréens de faire eux-mêmes l'unité de leur pays, aboutirent à la décision d'établir une Commission Mixte Américano-Soviétique chargée de réaliser, avec la participation du gouvernement démocratique de Corée et des organisations démocratiques coréennes, l'aide nécessaire à l'avènement d'un progrès politique, économique et social, et à la création de 1 'indépendance nationale de la Corée. Les trois puissances ne devaient pas perdre ces objectifs de vue en élaborant une autorité de tutelle chargée des intérêts de la Corée pour une période allant jusqu'à ctnq ans.

Les décisions de Moscou furent révélées tout d'abord par une émission de Radio Moscou, dans la nuit du 27 décembre 1945, puis par un commentaire de Tass qui expliquait que, le but des Américains à la conférence ayant été d'obtenir une division permanente du pays, la Commission Mixte était le meilleur compromis que l'on pouvait alors ménager.

En février 1946 fut constitué un Comité Provisoire Nord-Coréen, élu par les comités du peuple, et dont Kim Il Sung fut fait président. Ce dernier fit peu de temps plus tard, le 23 mars 1946, une célèbre déclaration radiodiffusée dans laquelle il annonçait le programme en 20 points qui, dit-il, devrait être adopté par le gouvernement provisoire qui, on l'espérait, sortirait des délibérations de la Commission Mixte qui avait commencé ses travaux à Séoul trois jours plus tôt. Ces 20 points étaient un développement des 10 points de la plate-forme que l'association pour le Rétablissement de la Patrie avait adopté dix ans plus tôt — à cette différence près que le premier point, qui demandait à l'origine le renversement des envahisseurs japonais, avait été modifié pour appeler cette fois la « complète liquidation de toutes les survivances de la domination impérialiste japonaise dans la vie politique et économique de Corée ». Le programme prévoyait une journée de travail de 8 heures; l'établissement de salaires minimum; l'interdiction d'employer des enfants âgés de moins de 13 ans et une journée de travail de 6 heures pour ceux qui avaient entre 13 et 16 ans; l'égalité complète des sexes et la suppression des mariages forcés et du concubinage; l'éducation obligatoire pour tous; la liberté des élections par la pratique du vote secret à tous les échelons de Padministration; la nationalisation des grandes entreprises, des banques, des mines, et des forêts; la confiscation des biens japonais et de tous les moyens d'irrigation; la distribution des terres des Japonais et des traîtres, et d'autres réformes dont le besoin se faisait cruellement sentir.

En demandant la nationalisation des entreprises, des banques, etc., ce qui glaça sûrement le sang du général Mac Arthur, le programme ne demandait en fait que la reprise des biens japonais. Avant la libération, 91,2 % de l'investissement total dans l'économie coréenne, l'agriculture mise à part, étaient aux mains des Japonais. Dans l'industrie, le chiffre était de 94 %; il était de 99 % dans la banque, les communications et les mines. Selon une estimation très conservatrice donnée par le Département d'Etat U.S. dans une brochure sur la Corée, publiée en octobre 1947, le gouvernement militaire U.S. détenait encore en Corée du Sud, en septembre 1947, « les anciennes propriétés japonaises dans 24 industries de base représentant 80 % de l'économie sud-coréenne ». (On prétendit plus tard que ces biens étaient progressivement remis au gouvernement de Rhee. En fait, Rhee les distribuait à des amis politiques à la condition

qu'ils invitent le capital américain à venir les soutenir. En septembre 1948, par exemple, les contrats étaient déjà signés entre le gouvernement des U.S.A. et celui de Rhee, qui autorisaient des firmes commerciales américaines à exploiter la mine d'or de So Lim et la précieuse mine de tungstène de San Dong. Les Américains détenaient déjà la majorité ou la totalité du capital de la Greater Korean Electric Co, de la Greater Korea Oil Tanker Co, de la Far Eastern Import and Export Co, de l'Associated Mica Exploitation Co, de la Mining Exploitation Co, de la Mining Development Co, et de bien d'autres. Les firmes américaines avaient en exclusivité le droit d'exploitation, de production, de distribution, de décision en matière de réserves et de prix pour le charbon et les produits pétroliers en Corée du Sud. En fait le capital américain remplaçait le capital japonais, et les droits et la situation des travailleurs étaient à peu de choses près les mêmes que sous l'occupation japonaise. Il n'est pas étonnant que l'unification du Nord et du Sud ait été, pour les Américains, une source de « difficultés ».

Dans le Nord, les industries et les possessions japonaises avaient été reprises par le Commandant Soviétique, mais en fait, dès les premiers jours de la libération, ce furent les Coréens qui les administrèrent et les exploitèrent pour la Corée. Dès que le décret de nationalisation fut passé, le Commandant Soviétique re-mit officiellement au Comité du Peuple Nord-Coréen la totalité des biens japonais en Corée du Nord. Les capitalistes et industriels locaux, sauf quand ils avaient activement collaboré avec les Japonais, furent autorisés à garder leurs entreprises, et reçurent une aide financière afin de pouvoir les développer.

La Commission Mixte ne faisait aucun progrès, les Américains refusant même de tolérer la présence aux débats de nombreux partis et organisations sociales, parmi les plus importants du Sud, qui soutenaient la cause de l'unification. Les réformes dans le Nord ne pouvaient pas attendre le résultat de ces séances interminables et improductives; la réforme agraire, on l'a déjà vu, fut réalisée en mars, et, le 20 juin 1946, une Loi sur le travail était approuvée par le Comité Provisoire Nord-Coréen qui donnait forme au programme en 20 points. Elle fut suivie, le 10 août de la même année, d'une loi sur la nationalisation qui, comme Kim Il Sung l'annonça le jour même aux citoyens de Pyongyang au cours d'une réunion de masse : « a une énorme signification historique. En vertu de cette loi, toutes les usines de Corée du Nord, les mines, les chemins de fer, les communications, les banques, les établissements commerciaux et culturels, etc, que les impérialistes japonais ont construits avec la sueur et

le sang du peuple coréen, sont devenus la propriété du peuple, qui en est légalement le possesseur unique. En outre, toutes les usines et autres entreprises ayant appartenu précédemment à ceux qui ont pris la fuite en compagnie des Japonais, aux éléments pro-japonais, et aux traîtres, ont été confisquées et placées sous la possession du peuple coréen... ».

C'est sans aucun doute le fait que les biens japonais aient passé aux mains du peuple coréen qui explique, à mon avis, la promptitude et la sauvagerie avec lesquelles ces mêmes usines, mines et autres installation, furent réduites en miettes par les bombardements américains, qui commencèrent quelques jours après le déclenchement des hostilités. On n'y toucha jamais tant qu'elles furent aux mains de « respectables » sociétés capitalistes japonaises, même au plus fort de la seconde guerre mondiale, à une époque où beaucoup d'entre elles travaillaient exclusivement pour alimenter la machine de guerre japonaise avec laquelle les U.S.A. étaient engagés dans une lutte à mort. Quand elles furent aux mains du peuple coréen, elles devinrent immédiatement des objectifs prioritaires.

Il convient peut-être d'expliquer ici pourquoi le Comité Provisoire du Peuple était toujours le pouvoir suprême en Corée du Nord, au moment où furent accomplies les grandes réformes. Les Comités du Peuple, tout d'abord constitués, on l'a vu, à l'échelon du village et du district, étaient élus à l'échelon du comté et de la province, base de l'élection du Comité Provisoire du Peuple et, plus tard, du Comité du Peuple pour la Corée du Nord. On avait espéré que des comités parallèles seraient élus dans le Sud de manière à former une administration provisoire jusqu'au moment où l'on pourrait procéder à des élections nationales. Politiquement il n'y avait pas de Corée du Nord et de Corée du Sud jusqu'au jour où les Américains, en mai 1948, organisèrent des élections séparées en Corée du Sud. Au nord, où les gens, à une majorité écrasante, étaient partisans d'une unification politique par des moyens pacifiques, il ne pouvait être question d'élire un corps législatif pour le Nord uniquement; c'eût été faire le premier pas vers la reconnaissance d'une séparation permanente au 38^{e} parallèle. A l'époque des lois de réforme, la Commission Mixte était toujours censée essayer d'unifier le pays sur la base des désirs exprimés par la majorité des gens.

En réalité, les sessions de la Commission Mixte n'étaient plus qu'une farce, les légistes U.S. utilisant toutes les ficelles de leur profession pour prouver que l'unification était la chose la plus difficile du monde. Les décisions de Moscou demandaient que tous les partis et toutes les

organisations démocratiques soient consultés sur le sujet de l'unification. Selon une brochure du Département d'Etat U.S., « 38 organisations en Corée du Nord et 422 en Corée du Sud ont demandé à être consultées par la Commission Mixte. » On oublie de mentionner que 95 % des organisations du Sud étaient précisément fabriquées par les Américains ou Rhee pour s'opposer à l'unification et ne comprenaient souvent qu'un ou deux membres. L'une des protestations soulevées par le délégué soviétique à la Commission visait justement l'inclusion de « l'Association des Vieillards préoccupés du sort de notre pays », qui comptait en tout et pour tout six membres. En avril 1947, M. Molotov fut contraint d'écrire au Secrétaire d'Etat Marshall sur la tournure prise par l'unification. « Les Etats-Unis, écrivit Molotov, ont inclus dix-sept partis politiques et organisations sociales opposés aux décisions de Moscou dans leur liste de candidats à une consultation sur l'établissement d'un gouvernement provisoire, et trois partis et organisations appartenant à notre camp qui, lui, est résolument partisan de l'unification. Ils ont exclu des organisations comme la Fédération Nationale des Syndicats de Corée du Sud, la Fédération de la Ligue Nationale des Paysans, le Parti Patriotique du Peuple Coréen (parti de droite sur lequel s'appuyait le gouvernement de Chungking, gouvernement provisoire de Corée en Chine, la Fédération des Ligues de Jeunesses Démocrates, qui représente la plus grande organisation sociale en Corée du Sud. » Les syndicats, associations de paysans, ligues de Jeunesses et fédérations féminines (qui elles non plus n'avaient pas le droit d'ex-primer leur opinion) représentaient environ 90 % des citoyens organisés en Corée du Sud.

Si les Américains avaient vraiment tenu à ce que se dégage, dans une Corée unifiée, une société démocratique, quitte à en voir apparaître une où il n'y aurait pas place pour les investissements du capital américain, ils auraient regardé de près les décisions de la Conférence du Peuple Nord-Coréen, qui se tint à Pyongyang en mars 1947, avec la participation de tous les partis politiques, des organisations sociales, et des délégués des comités du peuple à l'échelon de la province et du district. Un comité de rédaction, élu à la conférence, élabora une constitution provisoire pour une république du Peuple Coréen dont Séoul serait la capitale. D'après cette constitution, le pouvoir souverain appartient au peuple, et se fonde sur le Conseil Suprême du Peuple, organe suprême des comités du peuple, qui ont eux-mêmes pouvoir souverain sur le plan local. Tous les organes représentatifs, des Comités du Peuple au Conseil Suprême du Peuple, sont élus au suffrage direct, le vote étant secret. Toute personne âgée de plus de 20 ans a le droit de voter et d'être élue. A tous les échelons, les membres d'un comité peuvent être révoqués si l'on estime qu'ils ou elles n'assument pas la responsabilité des tâches qui leur ont été confiées. Les libertés de la presse, de parole,

d'organisation, de réunion, sont garanties, tout comme la liberté religieuse, la liberté de manifester, l'inviolabilité du domicile, et le secret des correspondances. L'Habeas Corpus est reconnu, et une arrestation ne peut être effectuée qu'après décision en cour de justice ou ordre du procureur.

L'enseignement primaire est obligatoire. L'aide de l'Etat est garantie à ceux qui poursuivent leurs études. Les parents sont responsables des spins à donner aux enfants, y compris les enfants nés hors du mariage ou d'un autre lit. Aucune discrimination n'est tolérée à l'égard des enfants nés hors du mariage. Les minorités jouissent des mêmes droits que les Coréens, elles ont le droit de parler leur langue maternelle et de développer leur propre culture.

Dans le domaine économique, tous les moyens de production appartiennent à l'Etat, à des organismes municipaux, publics ou coopératifs, ou à des personnes privées. Les ressources du sous-sol, les forêts, les entreprises minières, les banques, les chemins de fer, les canaux, les ouvrages d'irrigation, la navigation, les usines hydrauliques, l'énergie naturelle, les entreprises appartenant auparavant à des Japonais et à des traîtres à la nation, sont aux mains de l'Etat. Le commerce extérieur est assuré par l'Etat ou sous la direction de l'Etat. La terre appartient à ceux qui la cultivent, le maximum étant de 20 arpents par famille. (En général, le maximum est de cinq arpents, mais on tolère jusqu'à 20 arpents dans les cas de famille nombreuse ou quand la terre est pauvre.) L'Etat et les coopératives ont le droit de posséder de la terre et de la cultiver.

La propriété individuelle est garantie et protégée par la loi en ce qui concerne la terre, le bétail, le matériel agricole et autres moyens de production, les petites industries et entreprises, les maisons, les installation, les fournitures, et les dépôts en banque. L'Etat encourage l'initiative individuelle dans la production autant que le développement des coopératives. Il établit des plans économiques pour utiliser à plein les ressources du pays. Les travailleurs des deux sexes ont droit au travail, aux congés payés, aux assurances sociales. Dans tous les domaines, les femmes ont les mêmes droits que les hommes.

Ce projet de constitution incarnait les rêves et les espérances de générations de Coréens. Il correspondait aux aspirations de la grande masse du peuple. Il fut communiqué à tous les partis politiques et organisations sociales au Nord et au Sud du parallèle. Dans le Nord, on en discuta ouvertement. Dans le Sud, il fallut le faire secrètement, mais la plupart des partis politiques syndicats, associations paysannes et autres groupements sociaux, religieux et culturels discutèrent du projet et, comme dans le Nord, présentèrent des motions dans lesquelles ils livraient leurs commentaires, exprimaient leur approbation, et demandaient des modifications. La constitution ne devait être adoptée

qu'après des élections générales à l'échelle de la nation.

Dans l'intérêt de l'unification, ceux qui avaient élaboré ce projet avaient fait des concessions considérables à l'entreprise privée dans la petite industrie et le commerce, délimité avec générosité la possession de la terre, et prévu des formes d'existence démocratiques. Si de véritables discussions avaient pu avoir lieu entre le Nord et le Sud, un accord aurait pu être atteint, sur des bases qui auraient convenu à 95 % des Coréens, et une guerre meurtrière évitée.

Dans le Sud, il n'était possible de discuter librement d'aucun problème, sans parler de l'unification. Syngman Rhee commençait à sortir de l'ombre protectrice étendue par la tutelle américaine, et se montrait rigoureusement opposé à tout contact avec le Nord. Les Américains, et plus tard Rhee, avaient à leur disposition des hommes de main que les Japonais avaient organisés en « corps » soi-disant « antiaérien », mais qui constituaient en réalité une police de sûreté qui travaillait directement, bien qu'officieusement, sous les ordres de la police régulière. Ils étaient disponibles pour toutes les besognes d'un genre spécial, allant du sabotage de réunions à l'assassinat. Ils jouaient le même rôle que les troupes de choc de Hitler, mais sans ce signe distinctif que représentaient les chemises brunes.

A la fin de l'année 1946, l'USAMGIK avait commencé à organiser un gouvernement coréen « intérimaire » avec une Assemblée Législative « intérimaire ». Le chef du gouvernement resterait le général Arnold, mais on devait créer un poste spécial de chef de l'Administration Civile, qui serait ouvert à un Coréen. Celui-ci — décision conforme à la théorie selon laquelle les Coréens n'étaient pas aptes à se gouverner eux-mêmes — serait nommé par le Gouverneur Militaire et son rôle serait limité à celui d'un conseiller auprès du Gouverneur Militaire. La moitié des 140 membres de l'assemblée seraient nommés par le général Arnold, les autres seraient recommandés par les partis politiques et les organisations qui désiraient en faire partie. Le Parti du Travail Sud-Coréens, qui s'était constitué le 13 novembre 1946 et résultait de la fusion du Parti Communiste, du Parti du Peuple et du Nouveau Parti du Peuple, décida de boycotter une assemblée qui devait être un simulacre d'autogouvernement. Rhee ne participa pas, lui non plus, à l'Assemblée Intérimaire. Il préféra rester à l'arrière-plan et consolider son organisation. L'Assemblée, craignit-il, allait probablement prendre des mesures contre les collaborateurs japonais, et il ne voulait pas se compromettre à ce stade avec ceux dont il pourrait plus tard avoir besoin comme alliés. Il jouait une bien plus grosse partie, dont l'enjeu était le pouvoir absolu quand les

Américains se retireraient. La réunion inaugurale de l'Assemblée Intérimaire eut lieu à Séoul le 1er janvier 1947.

Dès le début de l'année 1947, la chasse aux sorcières avait commencé pour de bon dans le Sud; être partisan de l'unification, ou même d'un dialogue avec le Nord, était la preuve suffisante que l'on était un « Communiste ». Des familles entières furent arrêtées, torturées, et même exécutées parce qu'on soupçonnait l'un de leurs membres de « sympathiser » avec le Nord. Une délégation de la Fédération Mondiale des Syndicats — qui était alors une organisation « respectable » à laquelle étaient affiliés le T.U.C. britannique et le C.I.O. américain — visitant la Corée du Sud en 1947, adressa une protestation écrite à l'USAMGIK, dans laquelle elle déclarait que « la terreur organisée prive le peuple coréen de son droit à exercer la liberté de parole, la liberté de la presse, la liberté d'expression politique, et la liberté d'organisation... » Au nombre des signataires de la protestation se trouvait Bell, du Conseil des Syndicats britanniques. Telles étaient les conditions dans lesquelles la Commission Mixte était censée consulter l'opinion populaire sur l'unification.

En 1947, la domination militaire américaine en Corée cessa de s'exercer ouvertement. Vers le milieu de l'année suivante, le gouvernement Rhee était au pouvoir. Mais le schéma était déjà en place. Il n'y avait pas eu de libération. L'oppression restait identique, le seul changement dans les autres sphères portant sur une différence de race. Le pouvoir réel était exercé par la même police et les mêmes hommes de main que par le passé. Le colonel William Maglin, chef de la police de l'USAMGIK, dans une entrevue avec l'écrivain américain Mark Gayn, justifia ainsi sa politique, qui consistait à réintégrer dans ses fonctions la police entraînée par les Japonais : « Nombreux sont ceux qui se demandent s'il est sage de garder des hommes formés par les Japonais... A notre avis, s'ils ont fait du bon travail pour les Japonais, ils devraient faire du bon travail pour nous. »

A la fin de l'année 1947, un patriote coréen n'avait pas le choix. S'il était partisan d'une Corée libre, indépendante et unie, il était obligatoirement l'ennemi de l'USAMGIK et devait prendre la décision de le combattre comme il avait auparavant combattu les Japonais. D'ailleurs, pour lutter contre les patriotes, l'USAMGIK disposait de l'appareil répressif utilisé par les Japonais, et, en gros, du même personnel. Cet appareil, ils l'utilisèrent de la même manière, puis le mirent à l'entière disposition de leur élu à Séoul, Syngman Rhee.

Les Américains, ayant réussi à saboter la Commission Mixte, soumirent le problème coréen aux Nations Unies, où Truman était assuré que la majorité des votants approuverait automatiquement toute politique voulue par les Américains. Sans avoir obtenu le consentement officiel du

peuple coréen, sans avoir procédé à un test, même partiel, de l'opinion publique coréenne, les délégués américains à l'O.N.U. prirent la responsabilité de faire nommer une commission de l'O.N.U. qui viendrait en Corée « unifier » le pays par des élections contrôlées par l'O.N.U. C'était sous-entendre que les Coréens étaient incapables de régler leurs propres affaires. Mis à part les collaborateurs japonais, sur lesquels s'appuyait le parti de Rhee, et le Parti Démocrate des propriétaires terriens qui redoutaient une réforme agraire, toutes les organisations coréennes vraiment représentatives ne s'attendaient pas à des résultats plus positifs de la part d'une commission de l'O.N.U. Elles repoussaient avec dégoût l'idée que les Coréens étaient incapables de se gouverner eux-mêmes. Le pays tout entier s'indigna, ainsi que la plupart des journaux en Corée du Sud, quand on apprit que des élections séparées, supervisées par l'O.N.U., auraient lieu dans le Sud le 10 mai 1948. Une conférence, convoquée par la Commission Provisoire du Peuple de Corée du Nord, se tint à Pyongyang en avril 1948 pour discuter du problème de l'unification du Nord et du Sud. Des représentants de tous les partis politiques du Sud, excepté les deux cités plus haut, et de toutes les organisations sociales de quelque importance, assistèrent à la conférence, bravant ainsi l'appareil de la répression par la seule vertu de leur nombre; ils réalisaient également que c'était là la meilleure, et peut-être la dernière chance de réaliser l'unification. La plupart des partis du Sud étaient modérés ou de droite, mais c'est probablement la gauche qui bénéficiait du plus grand soutien populaire. La Corée est un pays d'ouvriers et de paysans pauvres, où la classe moyenne et la classe capitaliste sont relativement faibles et peu développées. Les décisions de la conférence de Pyongyang furent signées par les délégués — la plupart du temps les dirigeants — des partis et des organisations de Corée du Sud qui y assistèrent et dont les noms suivent :

Le Parti pour l'indépendance de la Corée (parti de droite, avec à sa tête Kim Ku, qui dirigeait le gouvernement provisoire de Corée établi à Chungking et soutenu par le Kuomintang), le Parti de l'lndépendance Nationale, le Parti du Travail, le Parti Républicain Populaire, le Nouveau Parti progressiste, le Parti Social Démocrate, Chung Do (parti national religieux), le Parti Démocrate pour l'lndépendance de la Corée, le Parti de l'Indépendance Démocratique, le Parti des Paysans Coréens, le Parti des Masses Laborieuses, le Parti de la Ligue Populaire, et le Parti, extrêmement puissant, des Travailleurs Sud-Coréens.

Les organisations représentées comprenaient la Fédération Générale des Syndicats, la Fédération des Ligues Paysannes, la Ligue des Jeunes Patriotes Démocrates, la Ligue Démocrate Féminime, la Fédération des Ligues Culturelles, la Ligue Chrétienne, la Ligue Confucéenne,

l'Association pour l'Unification du Peuple Coréen, l'Association de la Presse Sud-Coréenne et quantité d'autres organisations. Beaucoup de ces groupements étaient très à droite, mais ils avaient tous à coeur l'unité coréenne. Ils représentaient plus de 90 % des Sud-Coréens appartenant à une organisation, or la plupart des Coréens appartenaient à une organisation quelconque. Les organisations syndicales et paysannes étaient les deux organisations populaires les plus importantes à la fois au Nord et au Sud, elles comptaient dans leurs rangs le gros des travailleurs et des paysans. Toutes les organisations politiques et sociales du Nord assistaient également à la conférence. Au total 56 organisations politiques et sociales représentant, au Nord et au Sud, plus de 12.000.000 de membres, — soit la majorité de la population adulte en Corée — y envoyèrent des délégués.

Les décisions furent annoncées le 23 avril dans un communiqué qui disait entre autres choses : « Dans un but d'information et de discussion, nous, représentants des partis politiques et des organisations sociales de Corée du Nord et du Sud, réunis pour la première fois depuis que la Corée a été libérée du joug japonais, prenons note de ce que notre pays est toujours divisé en deux parties à cause de la ligne provisoire du 38e parallèle... » (Il est ensuite reproché aux Américains d'avoir soumis la question coréenne à l'O.N.U. sans avoir commencé par demander le consentement du peuple coréen.) ... « Les Etats-Unis se sont servis de la Petite Assemblée des Nations Unies pour décider d'organiser des élections séparées dans le Sud afin d'établir un soi-disant " gouvernement national " qui ne peut être autre chose qu'un régime fantoche. Grâce à ce plan, les Etats-Unis comptent diviser le pays au 38e parallèle. Nous vivons aujourd'hui le moment le plus critique de notre histoire. Des réactionnaires comme Li Seung-Man (Syngman Rhee) et Kim Sung-Su (leader du parti démocrate des propriétaires terriens-capitalistes) s'agitent furieusement dans le Sud où ils soutiennent la politique réactionnaire des Américains. Nous les considérons comme des traîtres et nous considérerons comme tels tous ceux qui collaborent avec eux. C'est par la faute de ces réactionnaires que le peuple sud-coréen s'est trouvé dans l'impossibilité d'obtenir les précieux privilèges de la démocratie. Dans le Nord, libéré par l'Armée Soviétique, le peuple peut créer librement; il a réussi, en constituant des comités du peuple, à réaliser des réformes démocratiques, à jeter solidement les bases d'une saine économie nationale, et à faire revivre notre culture nationale. Nous sommes fermement opposés à la politique de colonisation américaine dans les pays sous-développés, ainsi qu'aux traîtres et aux pro-japonais que les Américains ont installés au pouvoir. Nous sommes également opposés à la Commission des Nations Unies à la Corée, commission créée dans le but de tromper le peuple coréen. Afin d'empêcher la colonisation de notre

pays par les impérialistes américains, nous, partis politiques et organisations de Corée du Sud et du Nord, nous unissons pour développer, partout dans le pays, un mouvement destiné à lutter contre les élections séparées et à soutenir les Soviétiques quand ils proposent que les troupes étrangères soient retirées de Corée, et que soit créé un pays, unifié et indépendant. »

Cette déclaration, c'était la voix authentique du peuple coréen; elle dénonçait et démolissait la politique américaine en Corée du Sud. Elle renversait tous les obstacles artificiellement soulevés et tous les arguments hypocrites utilisés par les Américains pour prétendre que les Coréens ne savaient pas eux-mêmes ce qu'ils voulaient. (A les entendre, les Américains faisaient des efforts sincères en faveur de l'unification; mais leur hypocrisie est mise à nu dans la loi d'Aide à la Corée, votée par le Congrès en février 1950, et comportant une clause qui stipule que toute aide sera supprimée « au cas où serait constitué dans la République de Corée (Corée du Sud) un gouvernement de coalition comprenant un ou plusieurs représentants du Parti Communiste ou du Parti actuellement au pouvoir en Corée du Nord. »

La participation à la conférence des partis de droite et de la quasi-totalité des plus hautes personnalités politiques du Sud qui, bien que parfois destinées à des postes-clés par les Américains, apportèrent à la dénonciation de la politique américaine le poids de leur prestige et de leur signature, porta un coup sévère à l'USAMGIK. Le coup le plus rude leur fut assené par le vieil homme d'Etat conservateur Kim Ku, qui avait dirigé le gouvernement provisoire de Chungking, jouissait d'un grand prestige parmi les conservateurs, et qui participa à la conférence et signa les décisions.

L'hostilité manifestée à l'égard d'élections séparées était nette; les Américains ne modifièrent pas leurs plans pour autant, et continuèrent comme si la conférence de Pyongyang n'avait pas eu lieu. A la « Petite Assemblée » que les Américains, à force de manoeuvres, avaient réussi à constituer à l'O.N.U. dans le but de priver l'Union Soviétique d'une voix dans tout ce qui touchait au problème coréen, le représentant du Kuomintang fut le seul à soutenir vigoureusement l'Amérique sur la question des élections séparées. Même l'Australie et le Canada joignirent leurs voix à celle de l'Inde pour protester avec véhémence contre cette mesure destinée à diviser la Corée de façon permanente.

Les élections eurent lieu le 10 mai 1948. Selon des correspondants américains venus en observateurs, 500 personnes au moins furent tuées ce jour-là, certaines pour avoir refusé d'aller aux urnes, d'autres dans des bagarres aux bureaux de vote. La victoire alla, bien entendu, au parti de

Rhee, et, le 11 mai, un communiqué de PUSAMGIK annonça que les élections s'étaient déroulées dans un « climat de liberté » et que plus de 95 % des électeurs y avaient participé. L'USAMGIK ne pouvait cependant éviter le fait qu 'elles avaient été ostensiblement boycottées par les principales organisations et les principaux partis politiques, y compris ceux que dirigeaient Kim Ku et Kim Kyu-Sik, dont le Département d'Etat avait fait son poulain pour la présidence. Le mois suivant, les organisations politiques et sociales du Nord et du Sud qui s'étaient rencontrées à Pyongyang en avril tinrent à Haeju, juste au Nord du 38e parallèle, une autre réunion en faveur de l'unification. Elles y décidèrent d'organiser en août, sous les auspices des partis politiques de chaque coté du parallèle, des élections nationales. Une véritable campagne électorale fut menée dans le Sud, malgré les mesures terroristes prises par l'USAMGIK et la police de Rhee contre ceux qui y prenaient part. Il y eut des réunions électorales, secrètes ou non, et, en dépit du terrorisme, les élections eurent lieu. 1.080 candidats furent désignés dans le Sud, dont 1.002 se présentèrent effectivement. Le vote, secret, fut supervisé par les représentants des partis politiques qui avaient assisté aux conférences de Haeju et de Pyongyang. Il y eut dans le Sud 6.732.407 suffrages exprimés pour 8.681.746 électeurs, soit 77,2 %. Dans le Nord, le pourcentage atteignit 99 %. Le Sud élut 360 députés, le Nord 212, chiffres coïncidant très exactement avec le rapport de leurs populations respectives. L'élection eut lieu le 25 août et les députés élus dans le Sud se rendirent à Pyongyang où, le 8 septembre, Kim Il Sung fut élu à l'unanimité Président de la République Démocratique et Populaire de Corée.

L'une des premières mesures prises par la Nouvelle Assemblée Suprême du Peuple fut de présenter une requête aux deux puissances chargées de l'occupation du pays, les informant de la fondation de la République Démocratique Populaire et leur demandant de retirer leurs troupes. Cette requête fut officiellement présentée aux quartiers généraux des deux puissances, respectivement situés à Séoul et à Pyongyang. Le commandant soviétique y répondit immédiatement, saluant la fondation de la R.D.P.C. et promettant le retrait des troupes soviétiques. Les Américains opposèrent un refus. Les représentants soviétiques proposèrent à plusieurs reprises un retrait simultané de toutes les forces d'occupation. Ces propositions ayant été rejetées par les Etats-Unis, les troupes soviétiques quittèrent la Corée en décembre 1948.

Pendant ce temps, Rhee consolidait son pouvoir et tentait de liquider par la force tous ceux qui s'opposaient à lui. Au début de l'année 1949, il suffisait, pour être arrêté, d'appartenir à un syndicat, à la ligue des Ecrivains, la Ligue des Avocats, l'Union des Musiciens, ou toute autre organisation populaire, toutes sans exception appuyant la cause de l'unité et le gouvernement du Nord. Voici quelques-unes des premières victimes

du gouvernement de Rhee.

Kim Tai Jum. Unanimement reconnu comme le plus grand historien coréen. Spécialiste d'histoire et de littérature coréennes, critique littéraire, maître de conférences à l'Université de Séoul, c'était l'une des personnalités les plus éminentes de la vie culturelle coréenne. Arrêté en 1949, il passa en cour martiale et fut fusillé sans explication.

Yu Dong Jun. Membre influent de la Ligue des Avocats, ce qui lui valut d'être arrêté en 1948. 11 fut torturé au Yung Deung Po, c'est-à-dire le poste de police de Séoul-Sud. On finit par l'inonder d'essence, et il fut brûlé vif.

Kim Ku, déjà cité; vieil homme d'Etat coréen qui avait dirigé le gouvernement provisoire de Chungking. Les Américains espéraient en faire un de leurs principaux hommes de paille, mais Kim Ku était avant tout un patriote. 11 boycotta les élections de Rhee et assista aux conférences de Pyongyang et de Haeju. 11 fut assassiné dans les rues de Séoul en 1949 par un certain An Do Hai, lieutenant dans l'armée de Rhee. Aucune mesure ne fut prise contre l'assassin.

L'ère de la « libération » avait pris fin, et, avec elle, tout espoir de faire l'unité pacifique du pays ou de réaliser la véritable indépendance coréenne, pour laquelle tant de patriotes avaient combattu et perdu la vie. Dans le Sud, le pouvoir réel était à nouveau aux mains des vieux pantins japonais, que protégeait un vieillard rusé et malfaisant.

Même la Commission des Nations Unies déclara en août 1949 que « le Décret pour la Protection de la Paix Nationale » de Rhee avait amené au cours des huit mois précédant le 30 avril

1949, l'arrestation de 89.710 personnes en Corée du Sud.

Le ministre de l'intérieur dans le gouvernement de Rhee, Kim Huo Suk, qui s'enfuit dans le Nord quand la guerre éclata, estimait qu'entre août 1945 et le début des hostilités le 25 juin

1950, 250.000 personnes avaient été massacrées et 600.000 jetées en prison. Tout cela au nom de la libération; une libération à la manière américaine.

11

L'origine et la fin des combats

En 1950, accusée d'« agression », la Corée du Nord était anéantie par les bombes. En 1967, le Premier Ministre Kim Il Sung estime que ceci peut se reproduire n'importe quand. L'ex-Président Eisenhower a déclaré, sur son déclin, que les Coréens avaient arrêté les combats parce qu'il les avait menacés d'utiliser des armes atomiques. Il est temps, semble-t-il, de mettre les choses au point sur la façon dont la guerre commença, et, en ce qui concerne la fin des combats, de rafraîchir la mémoire manifestement défaillante d'Eisenhower.

1950 fut une mauvaise année pour la politique américaine en Extrême-Orient. Les forces du Kuomintang, puissamment soutenues, armées, financées et conseillées par les Etats-Unis, avaient été chassées du continent chinois et s'étaient réfugiées dans l'Ile de Hainan; elles en avaient été délogées par une opération amphibie menée avec une efficacité surprenante par l'Armée de Libération du Peuple Chinois, et s'étaient enfuies à Taiwan. Vers le milieu de l'année 1950, l'A.L.P. s'apprêtait à leur donner le coup de grâce à l'aide d'une opération amphibie dirigée contre Taiwan même. La Chine populaire avait été reconnue par l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes, tout comme par la Grande-Bretagne, l'Inde, et un certain nombre de pays asiatiques et neutres. Le Kuomintang n'était plus qu'un débris chancelant et le remplacement de son délégué par la Chine Populaire au Conseil de Sécurité de l'O.N.U. n'était plus qu'une question de temps. Le Président Truman avait annoncé que le régime fugitif de Taiwan ne bénéficierait plus d'aucune aide militaire. Le Secrétaire d'Etat, Dean Acheson, était allé plus loin encore en annonçant que les Etats-Unis n'avaient nullement l'intention de défendre Taiwan — à la grande horreur du « lobby chinois ».

En Corée du Sud, Rhee et la politique américaine avaient essuyé une cuisante défaite aux élections du 30 mai, moins de 20 % des partisans de Rhee ayant été élus, bien que les hommes de main de Rhee aient été largement utilisés, que le puissant Parti des Travailleurs ait été interdit, et que le parti de l'lndépendance Nationale, parti centre-droite dirigé par Kim Kyu Sik, ait boycotté les élections.

Pour les « faucons » de l'époque, dont les chefs étaient Dulles et son vieux compère le général Douglas Mac Arthur, la situation était rien moins que brillante et ne pouvait être rétablie que par des mesures d'urgence et des manoeuvres désespérées; le meilleur champ d'action, c'était la Corée.

Après avoir fermé la porte à toute possibilité de faire l'unité du pays par des moyens pacifiques, Rhee et ses conseillers U.S. commencèrent à s'agiter pour la faire par la force des armes, sans cacher leurs intentions. Par exemple, le 7 octobre 1949, Syngman Rhee accorda une interview à Joseph I Johnston, alors vice-président de United Press. Entre autres journaux, le *Seoul Shimbun* la publia le 8 octobre sous le grand titre : « IL EST POSSIBLE D'OCCUPER PYONGYANG EN TROIS JOURS — L'UNIFICATION DU PAYS EST PROCHE. ». Rhee déclarait, selon Johnston, que « son gouvernement était capable d'occuper la Corée du Nord et de faire ainsi l'unité du pays, mais on l'avait prévenu qu'il risquait, ce faisant, de déclencher une troisième guerre mondiale ». « Il m'a dit, poursuivait Johnston : Des Nord-Coréens m'ont demandé de diffuser un message appelant les bons Coréens du Nord à se soulever et à renverser le régime communiste, et ils s'attendent à ce que nous nous joignions à eux. Je suis fermement convaincu que nous pouvons occuper Pyongyang en trois jours. Il serait plus facile de défendre notre pays sur les frontières de Mandchourie et de Corée qu'au long du 38E * parallèle. Comment se fait-il que je ne passe pas à l'action ? C'est parce que les Nations Unies et les Etats-Unis m'ont averti que cela risquait de déclencher une autre guerre mondiale. C'est pourquoi nous patientons, attendant le moment où le problème du communisme sera réglé parallèlement à d'autres problèmes mondiaux. » (Il est très possible que l'administration Truman-Acheson et des personnalités de l'O.N.U. aient freiné Rhee à l'époque, mais pour alors Dulles et Mac Arthur menaient de plus en plus leur propre politique en cette partie du monde. W. B.)

Une semaine avant d'être interviewé par Johnston, et tandis que l'O.N.U. examinait le problème coréen à Lake Success, Rhee avait accordé directement au *Seoul Shimbun* une interview publiée sous le titre: « La Corée est prête. J'espère nettoyer la Corée du Nord. » « Je fais de mon

mieux pour être patient, déclarait Rhee, mais j'espère que les hommes d'Etat à Lake Success prendront en considération les faits suivants : 1) Nous sommes en mesure de reprendre les territoires perdus en Corée du Nord, or nos compatriotes nord-coréens espèrent que nous allons liquider leur régime. 2) Plus nous laisserons les choses traîner en longueur, plus, j'en ai peur, il sera difficile de réaliser ce projet. Le gouvernement et le peuple de la République de Corée sont organisés et prêts à combattre le communisme; pourquoi freiner davantage leur patriotisme et les obliger à se contenir plus longtemps ? Les gens sont las. Nos compatriotes nord-coréens désirent que nous écrasions l'armée communiste et que nous défendions les frontières naturelles de la République de Corée, c'est-à-dire le Yalu et le Tumen. Voilà ce que nous devrions faire, ce que nous aurions dû faire depuis longtemps... »

A la fin de l'année 1949, Rhee était fermement décidé à ce que l'invasion du Nord ait lieu, quoi qu'il arrive, en 1950. Dans le message de nouvel an qu'il adressa au peuple coréen et que tous les journaux sud-coréens publièrent le 31 décembre, Rhee déclara : « En cette nouvelle année, nous lutterons tous comme un seul homme pour regagner le territoire perdu. Jusqu'à présent, en raison de la situation internationale, nous avons poursuivi une politique de paix alignée sur la politique de paix des Nations Unies et des Etats-Unis. Nous devons néanmoins nous souvenir qu'en cette nouvelle année, et compte tenu des modifications de la situation internationale, il est de notre devoir de nous servir de notre force pour unifier la Corée du Sud et la Corée du Nord. »

Pour les lecteurs de la presse coréenne dans la seconde moitié de l'année 1949, le doute n'était pas possible : Rhee avait l'intention d'envahir militairement le Nord, au plus tard dans l'année qui venait.

Le début de l'année 1950 vit la signature, le 26 janvier, d'un Pacte d'aide et de défense mutuelle entre les Etats-Unis et Rhee, qui plaçait la Corée du Sud dans le périmètre de la « ligne de défense » américaine. L'envoyé spécial du *New York Times*, Sullivan, annonça le 14 mars 1950 que 13 membres de l'Assemblée de Rhee avaient été arrêtés et condamnés à des peines de prison allant de 18 mois à 10 ans pour avoir violé le Décret sur la sécurité. *Parmi les cinq chefs d'accusation relevés contre eux se trouvait leur opposition à l'invasion de la Corée du Nord par l'armée de la R.O.K.* Rhee avait l'intention d'envahir le Nord; les preuves en sont innombrables, mais celle-ci est probablement la plus concluante de toutes, et si Rhee dévoila pareillement ses projets, c'est certainement en raison de son arrogance et de la certitude qu'il avait d'une victoire rapide. Pour bien montrer que le plan d'invasion était américain, et afin que tout le crédit de la grande

victoire imminente aille aux Etats-Unis,

Sullivan écrivit plus tard, après un voyage en Corée au mois de mai : « de toutes les troupes étrangères entraînées par les officiers américains, les troupes sud-coréennes sont les plus américanisées. Elles ont des uniformes de style américain, des véhicules américains, des armes américaines. A la suite d'un entraînement intensif qui dure depuis des années, elles vont jusqu'à défiler et à se conduire, à bien des égards, comme des troupes américaines, à tel point que le visiteur, surpris, en arrive à penser que le pays est encore occupé par des forces américaines... Cinq cents conseillers militaires américains ont leur bureau au Ministère de la Défense Nationale. Ils occupent également des postes dans les unités sud-coréennes, à l'échelon régimentaire et quelquefois même à l'échelon bataillon. »

Ce n'est pas par hasard qu'un des correspondants les plus huppés du *New York Times* faisait au mois de mai un voyage en Corée, et qu'à la même époque environ, Marguerite Higgins, du *New York Herald Tribune*, était soudain transférée d'Europe en Corée. Le 5 juin, 3 semaines avant le début de l'invasion, parut dans le *Herald Tribune* le récit d'une interview accordée à Miss Higgins par le général de brigade Roberts. Selon Miss Higgins, Roberts déclara que « le contribuable américain a en Corée une armée qui surveille et protège les investissements placés dans ce pays, et qui assure des résultats maximums pour un minimum de frais ».

« Le général Roberts a ajouté, cite miss Higgins, que son Groupe de Conseillers Militaires est un vivant exemple du genre d'investissement intelligent qui permet, avec 500 Américains endurcis au combat, d'entraîner 100.000 hommes qui feront le coup de feu pour vous... J'ai au moins 13 ou 14 Américains dans chaque division. Ils travaillent avec les officiers coréens, vivent avec eux au front — le 38^{e} parallèle — et sont à leurs cotés au combat comme en période de détente... ! » Roberts reconnaissait là pour la première fois qu'il y avait déjà un « front » au 38^{e} parallèle, et qu'il y avait eu des « combats » auxquels avaient pris part des officiers américains. Il ne fait aucun doute que si ces faits furent portés à la connaissance de l'opinion publique, ce fut pour la préparer aux événements qui devaient se dérouler dans le courant du mois.

Il était clair pour tout Coréen, en 1950, que des forces extérieures étaient en train d'imposer au pays une guerre fratricide. Dans le Nord, on fit des efforts désespérés pour l'éviter. Au début juin, le Front Démocratique pour l'Unification de la Patrie lança une nouvelle fois un appel en faveur de l'unification pacifique; il proposa une coopération avec

tous les politiciens du Sud sauf huit qui furent déclarés traîtres à la Patrie.. C'étaient Syng-man Rhee, Kim Sung Su, leader du Parti Démocrate des propriétaires terriens, parti projaponais et proaméricain, Cho Byung Ok, de la police coréenne de l'USAMGIK et représentant sud-coréen à l'O.N.U., Chang Myun, ambassadeur aux Etats-Unis, Shin Sung Mo, alors Ministre de la Défense, et trois autres anciens collaborateurs japonais. Une invitation personnelle fut envoyée à 300 membres du parlement ainsi qu'à d'autres dirigeants en vue, les conviant à un congrès pour l'unification. Toutes les communications Nord-Sud étant alors déjà coupées, Radio-Pyong-yang annonça que deux représentants du F.D.U.P., accompagnés d'un journaliste, remettraient les invitations à Ryo Hun, sur le 38e parallèle, près de Kaesong, à une date et une heure déterminées. La nouvelle ne parut pas dans la presse de Séoul. Quand les délégués du Nord se présentèrent à Kyo Hun à l'heure prévue, ils furent accueillis par des tirs de mitrailleuse et de mortier. L'un des délégués fut blessé. Ils rentrèrent à Pyongyang où ils rendirent compte de l'incident et où il leur fut demandé de poursuivre leur mission en Corée du Sud et de remettre personnellement les invitations. On sait que les trois hommes furent arrêtés et torturés; les invitations ne furent jamais remises, et on ignore tout du sort des délégués.

Le Présidium de l'Assemblée Suprême du Peuple proposa ensuite, le 16 juin, à l'Assemblée Nationale de Corée du Sud, que les deux chambres représentatives fusionnent afin de réaliser l'unification pacifique du pays. Cette proposition resta sans réponse, mise à part l'attaque menée par Parmée de la R.O.K. neuf jours plus tard.

Dulles arriva en Corée du Sud le 17 juin et se rendit directement au 38e parallèle où furent prises les célèbres photos sur lesquelles on le voit, en compagnie d'officiers U.S. et de la R.O.K., devant une carte montrant les plans opérationnels de l'attaque contre le Nord, et un modèle, réalisé dans une sablière, des hauteurs à prendre, au Nord de Kaesong, dans les premières heures de l'attaque. La presse de Séoul publia le lendemain que Dulles avait déclaré « aucun adversaire, pas même le plus fort, ne peut vous résister » à une unité de troupes de première ligne de la R.O.K. Le moment est proche où vous pourrez montrer votre vaillance. » Le lendemain, Dulles s'adressa à l'Assemblée Nationale à Séoul : « Les yeux du monde libre sont flxés sur vous. Transiger avec le communisme serait prendre la route qui mène au désastre. » 11 poursuivit en assurant les membres de l'Assemblée de ce que les « Etats-Unis sont prêts à donner à la Corée du Sud, qui combat si vaillamment le communisme, toute l'aide morale et matérielle qui lui sera nécessaire... » 11 termina sa visite en offrant à Rhee un exemplaire dédicacé de son livre *La Guerre ou la Paix.* 11 se

trouve aujourd'hui au Musée de la Guerre à Pyongyang, Rhee ayant des choses plus importantes àemporter quand il s'enfuit de Séoul peu après le début des combats. « Cher Président Rhee, disait la dédicace, c'est avec joie que je vous remets cet exemplaire de mon livre récemment paru, *La Guerre ou la Paix*. Il vous tnontre, je pense, que nous partageons les mêmes idées sur la nature du combat dans lequel nous sommes engagés, et vous verrez que dans mon livre je cite fréquemment la Corée. J'attache une grande importance au rôle décisif que peut joúer votre pays dans le grand drame qui se déroule aujourd'hui. »

Tandis que Dulles inspectait les derniers préparatifs au 38e parallèle, le Secrétaire à la Guerre Louis Johnston et le chef des Chefs d'Etat-Major U.S., le général Omar Bradley, arrivaient à Tokyo pour une conférence avec Mac Arthur le 18 juin. Dulles lui-même quitta la Corée pour Tokyo où, après une conférence avec Mac Arthur, il se déclara, selon Associated Press, absolument ravi, et prédit une « action positive » de la part des Etats-Unis dans le but de préserver la paix en Extrême-Orient. Dans la bouche de Dulles, la guerre de Corée fut toujours présentée, par la suite, comme « l'action positive » menée par les Nations Unies pour « préserver la paix » en Extrême-Orient; c'est ce que disait l'édit impérial, lors de la première invasion du pays par le Japon.

Le 25 juin, avant l'aube, alors que Dulles se trouvait encore à Tokyo, le plan Dulles-Mac Arthur-Rhee fut mis en opération. Les troupes de Rhee déclenchèrent leur attaque sur le 38e parallèle.

Ce matin-là John Gunther, qui rassemblait au Japon des matériaux pour sa biographie de Mac Arthur, se rendait en excursion à Nikko avec deux officiers supérieurs de l'état-major du général. Juste avant le déjeuner, l'un d'entre eux fut appelé au téléphone. « Il revint, écrivit plus tard Gunther dans l'*Enigme Mac Arthur*, et murmura : un gros coup vient d'éclater. Les Sud-Coréens ont attaqué la Corée du Nord. »

A Kaesong, d'où fut lancée la principale attaque, j'eus tout le temps, un an plus tard, d'interroger les habitants sur les événements de ce matin-là. Depuis la mi-juin, la ville était pleine de soldats, Le 25, bien avant l'aube, éclata un vacarme cause par des tirs d'artillerie et de mitrailleuses lourdes, dont le bruit s'éloignait du coté du Pic du Pin. Cependant, dans l'après-midi les troupes de la R.O.K., serrées de près par celles de l'A.P.C, étaient de retour et traversaient la ville en abandonnant dans leur fuite leurs armes et même leurs uniformes.

Selon la presse de Séoul du 25 et du 26 juin, l'A.P.C. avait attaqué au parallèle, mais l'armée de la R.O.K. après avoir vaillamment résisté à l'assaut, avait déclenché une contre-offenisive et poursuivait sa marche

glorieuse sur Pyongyang. (La presse s'appuyait probablement sur des communiqués préparés à l'avance par l'Armée de la R.O.K.) Dans l'après-midi du 26, alors qu'on vendait dans les rues des journaux qui annoncaient des victoires et des progrès éclatants, les habitants de la capitale entendaient le fracas de Partillerie. *Syngman Rhee s'enfuit en avion à Tokyo avec son épouse américaine et les réserves d'or du pays.* Ce fut le début de l'exode pour les négociants, hauts fonctionnaires, et gros capitalistes, qui quittaient la ville en train, en voiture, en camion, et en taxi. La ville était morte; on n'y voyait plus que les troupes de la R.O.K. et de la police, qui tenaient les rues, et les nantis qui s'enfuyaient. Les piétons et les flâneurs risquaient de se faire tirer dessus à vue. Les écoles étaient fermées, les gens restaient chez eux.

Dans la matinée du 26, Kim Il Sung lança sur Radio-Pyongyang un appel au peuple coréen : « L'armée du gouvernement fantoche du traître Syngman Rhee, dit-il, a déclenché le 25 juin une offensive générale contre toutes les régions du Nord situées au long du 38^{e} parallèle. Le gouvernement de la R.D.P.C, après avoir examiné la situation, a ordonné à l'Armée Populaire de mener une contre-attaque décisive et d'anéantir les forces ennemies... L'Armée Populaire a chassé l'ennemi des régions situées au Nord du 38^{e} parallèle et a progressé de 10 à 15 kilomètres au Sud. Elle a libéré un certain nombre de villes dont Ongjin, Yonan, Kaesong, et Baechon, ainsi que de nombreux villages... » 11 rappela les diverses mesures proposées par le Nord, jusqu'à la semaine précédente, en faveur d'une unification pacifique : « le 19 juin 1950, le Présidium de l'Assemblée Suprême du Peuple de la R.D.P.C... a proposé, afin que soit réalisée l'unification pacifique du pays, la fusion de l'Assemblée Suprême du Peuple de la R.D.P.C. et de l'« Assemblée Nationale » sud-coréenne, et la constitution d'une assemblée législative unique pour toute la Corée. Les traîtres de la clique de Syngman Rhee ont répondu... en déclenchant une guerre civile... » Et il appela tous les Coréens du Nord et du Sud à aider l'Armée Populaire et à faire tout leur possible pour renverser le régime de Rhee.

Rhee avait promis d'occuper Pyongyang en trois jours, mais, le troisième jour, c'étaient les troupes de l'A.P.C. qui se trouvaient à Séoul et non les troupes de la R.O.K. à Pyongyang. La colère de Washington ne connut plus de limites.

Siégeant en l'absence du délégué soviétique, le Conseil de Sécurité, s'appuyant sur des rapports truqués et sur une incroyable démagogie — on y brandit une mitraillette prise à l'ennemi pour faire la preuve d'un « complot soviétique » —, prit une résolution par laquelle il donnait, après coup, son approbation officielle à 1 'intervention U.S. sous le drapeau de

l'O.N.U. Truman avait donné l'ordre aux « forces aériennes et navales U.S. de protéger et soutenir les troupes du gouvernement coréen » plusieurs heures avant la réunion du Conseil de Sécurité.

En dépit des déclarations du délégué U.S., qui cette fois bran-dissait un télégramme, il n'y eut pas de rapport de la commission de l'O.N.U. déclarant que le Nord avait envahi le Sud; il y eut un rapport qui disait très exactement : « le gouvernement de Corée du Sud déclare... », ce qui était tout à fait différent. 11 s'avéra que la mitraillette était une copie d'un modèle soviétique, produit en série en Corée du Nord. Aucune preuve ne fut jamais avancée pour montrer que le Nord avait attaqué le Sud ou que l'Union Soviétique était impliquée dans cette affaire. On essaya bien, un peu tardivement, de gratter quelques preuves en mai 1951, mais les faux manifestes que les U.S.A. soumirent à l'O.N.U. ne pouvaient être considérés que comme la preuve qu'il n'y avait pas de preuves et que les Américains étaient obligés de fabriquer des documents dont on pouvait prouver qu'ils étaient faux. Afin, semble-t-il, de dissimuler leur embarras devant des documents fort compromettants qui avaient été abandonnés à Séoul, les Américains prétendirent avoir découvert, au cours de leur marche vers le Nord, deux documents « prouvant » qu'une invasion de la Corée du Sud avait été préparée des semaines à l'avance.

Le premier document était un « ordre de la seconde section du Grand Quartier Général de l'Armée Nord-Coréenne », le second un « Ordre de Bataille du Commandant de la Quatrième Division de l'Armée Nord-Coréenne». Le terme «Armée Nord-Coréenne» était utilisé exclusivement par les Américains pour désigner ce qui, depuis sa formation, était toujours appelé « l'Armée Populaire de Corée ». 11 était impossible qu'un autre terme put être utilisé — comme le fit remarquer le général Nam Il, Chef d'Etat-Major de l'A.P.C, au moment où les Américains produisirent leurs faux. Les faussaires firent encore une erreur capitale en désignant souvent par leurs noms japonais les noms de lieux mentionnés dans les documents, alors que, par un décret publié le 24 mars 1947, le Comité du Peuple de Corée du Nord avait interdit l'usage des noms japonais et avait fait strictement observer cette interdiction. 11 était impossible qu'un nom de lieu japonais put apparaître sur des cartes ou des ordres militaires.

En quelques semaines,, l'armée de la R.O.K., fabriquée de toutes pièces par les Américains était pulvérisée; c'était aussi le cas de la 24* division U.S., qu'on avait fait venir précipitamment du Japon pour mettre un terme à la débâcle. Elle avait été envoyée à Taejon, ville située à plus de 200 km au Sud de Séoul et choisie comme capitale après la chute de Séoul. Après une marche de nuit de 60 km, l'A.P.C. attaqua à l'aube et, au cours d'une bataille qui dura 10 heures, mit en pièces la 24^{e} division. Son commandant, le général Dean, réussit à s'enfuir mais fut fait prisonnier un mois plus

tard. En 6 semaines, l'A.P.C, soutenue par la population locale, avait libéré 90 % du territoire et 92 % de la population de la Corée du Sud. Des centaines de milliers de jeunes gens — 400.000 en tout — avaient rejoint volontairement les forces de l'A.P.C. dans leur marche foudroyante vers le Sud. Ce qui restait des forces de la R.O.K. était bloqué dans une tête de pont triangulaire à Pusan, à l'extrémité Sud-Est du pays. L'armée de la R.O.K. votait contre Rhee « avec ses pieds ». Puis vint, organisé par Mac Arthur, le débarquement massif des forces de l'O.N.U. à Inchon, port situé près de Séoul, sur la c6te ouest. En dépit de leur écrasante supériorité numérique et matérielle, il fallut 20 jours aux forces de l'O.N.U. pour prendre Séoul, au grand dépit de Mac Arthur. Celui-ci avait l'intention de foncer vers la cote ouest, de couper la retraite aux troupes de l'A.P.C, et de les anéantir. En résistant 20 jours, Séoul fit échouer ce plan et le gros des forces de l'A.P.C se replia pour se préparer à défendre le Nord, ou se reconstitua en unités de guérilla pour opérer derrière les lignes ennemies.

Mac Arthur, en dépit des avertissements de Pékin déclarant que la Chine interviendrait si les forces de l'O.N.U. envahissaient le Nord-Vietnam et approchaient de la frontière chinoise, fit franchir à ses troupes le 38e parallèle. Des volontaires chinois pénétrèrent dans le Nord et, combattant câte à cote, ces volontaires et l'A.P.C infligèrent aux troupes américaines une défaite comme elles n'en avaient encore jamais connues, les enfermant et les écrasant dans une série de grands mouvements tournants. En moins de 10 semaines, entre le 25 octobre 1950 et le 8 janvier 1951, l'armée de Mac Arthur était repoussée au Sud du 38e parallèle. Puis, pendant quelques mois les combats s'équilibrèrent autour du parallèle jusqu'au début des pourparlers de Kaesong pour le cessez-le-feu. Dans l'intervalle, Mac Arthur, à l'issue d'une entrevue dramatique à Wake Island, avait été relevé de ses fonctions par Truman, censément parce qu'il faisait une fois de plus de la politique en menaçant de porter la guerre en Chine, mais plus vraisemblablement parce qu'il s'était montré en des-sous de tout comme stratège et comme tacticien, et que les armées de paysans coréens et chinois — ces « hordes » comme les appelait Mac Arthur dans ses communiqués — lui avaient infligé une terrible volée de bois vert.

La fable américaine sur les origines de la guerre est assez sujette à caution; celle qui a trait à la façon dont la guerre se termina, et qui est diffusée à Washington en 1967 afin de couper court à toute tentative réaliste pour mettre fin à la guerre du Vietnam, l'est encore bien davantage. Le thème est le suivant:

si les pourparlers pour le cessez-le-feu traînèrent en longueur, ce fut la faute des Coréens et des Chinois; c'est seulement quand Washington se mit à « durcir vraiment » sa position, selon le chroniqueur Joe Alsop, ou menaça d'utiliser des armes nucléaires, selon Eisenhower, que les

négociateurs coréo-chinois se précipitèrent à la table de conférence pour signer les accords sur l'armistice. La vérité, telle qu'elle apparaît dans les documents officiels datant des derniers jours des pourparlers pour l'armistice, est très, très différente.

A Panmunjom, un accord sur l'échange des prisonniers de guerre finit par être signé le 8 juin 1953, après que la discussion de ce point ait occupé 18 mois à elle seule. Cette lenteur était due en apparence à Pinsistance des Américains sur le principe tout nouveau du « rapatriement volontaire » des prisonniers; elle était en fait destinée à donner aux généraux américains toutes facilités pour remporter la « nette victoire militaire » qu'ils désiraient ardemment. L'accord sur le point n° 4 ouvrit la voie à un armistice, et la date de la signature fut fixée au 25 juin, troisième anniversaire du début de la guerre. Pendant ce temps, Syngman Rhee donnait assez bien l'image d'une marionnette récalcitrante, et Washington celle d'un montreur déconcerté, Rhee s'efforçant de persuader le monde qu'un être aussi insignifiant que lui pouvait dicter sa politique à un pays aussi puissant.

«La Corée du Sud était prête à poursuivre seule les combats — même les mains nues — pour faire l'unité du pays », déclara à l'Assemblée Nationale, le 28 mai, le ministre des Affaires Etrangères Pyun, qui affirma que le gouvernement « n'accepterait aucun armistice laissant la Corée divisée et faisant de la Corée du Nord une colonie chinoise... » Le 7 juin, Rhee déclara l'état d'urgence, rappela des U.S.A. quelque 300 officiers sud-coréens qui s'y trouvaient en stage, et révéla qu'il avait informé par lettre le Président Eisenhower de ce que la Corée du Sud, sans tenir compte de ce que les U.S.A. pouvaient signer à Panmunjom, « continuerait seule la lutte et ferait l'unité du pays en marchant vers le Nord... ».

En fait, tout comme trois ans plus tôt, au moment de l'attaque désastreuse au 38e parallèle, Rhee ne faisait que rabâcher le thème de la « marche vers le Nord ».

(Qu'il fût encore Président en 1953 après sa défaite aux élections de mai 1950 était le résultat d'un coup d'Etat camouflé monté dans le courant de l'été 1952 sous la protection des forces de l'O.N.U.)

Selon la constitution de la R.O.K., seule l'Assemblée Nationale pouvait élire le Président. Comme on l'a vu plus haut, 20 % seulement des partisans de Rhee avaient été élus aux élections de 1950, et son mandat expirait en 1952. 11 était clair qu'il ne pouvait être réélu, aussi, quand vint le moment du vote, Rhee imposa la loi martiale, fit arrêter un certain nombre de députés, et suspendit l'Assemblée. Les députés exigèrent que l'Assemblée se réunisse pour lever la loi martiale et faire relâcher leurs collègues arrêtés. Aux termes de la constitution, Rhee ne pouvait s'opposer à cette requête, il ne pouvait pas refuser la convocation de

l'Assemblée, mais il pouvait — ce qu'il fit — faire arrêter un nombre de députés suffisant pour éviter le quorum à l'Assemblée. Il soutenait que l'Assemblée ne représentait pas la volonté populaire — ce qui était vrai, mais pas au sens où l'entendait Rhee — et qu'il fallait changer la Constitution pour permettre au Président d'être élu au suffrage direct. Vu la loi martiale et la prise en main de la machine électorale par les troupes de la R.O.K. et la police, le résultat ne faisait aucun doute, toute opposition étant qualifiée de communiste. Les membres de rassemblée refusèrent de se plier aux exigences de Rhee, et, comme il les maintenait, ils boycottèrent l'Assemblée. Pour finir, Rhee et sa police donnèrent la chasse à tous ceux qui prenaient part au boycottage et les enfermèrent à l'Assemblée après les avoir prévenus qu'ils ne seraient pas relâchés avant d'avoir voté les mesures nécessaires. Cinq cents hommes de main en civil et armés de matraques, étaient rassemblés à l'extérieur du bâtiment. Deux députés qui avaient réussi à sortir furent brutalisés sur le trottoir en face de l'Assemblée. Après 48 heures, les députés cédèrent et donnèrent à Rhee les pouvoirs qu'il désirait. Il fut « élu » président le 24 août.

Il était gênant pour Washington et les Alliés de voir leur « grand dirigeant démocrate du Peuple Coréen » apparaître sous son vrai jour, tout à la fois brute, gangster, et dictateur fasciste. Des protestations furent émises par le Département d'Etat, ainsi que par les Ministères britannique et français des Affaires Etrangères. L'ambassadeur U.S. fut rappelé a Washington d'où il re-vint porteur d'une réprimande sévère adressée à Rhee par Truman. Mais la position de Rhee était alors assez forte pour lui permettre de défier n'importe qui, y compris Truman. Il lui suffisait de faire allusion à une paix possible avec le Nord, ou de parler de retirer du front les troupes de la R.O.K. sous prétexte de péril national à l'arrière, pour répandre l'épou-vante à Washington. Rhee se sentit même assez fort pour interdire les publications américaines et les émissions de la Voix de l'Amérique à Séoul parce qu'elles critiquaient (modérément) la grossièreté de ses méthodes fascistes. Pour Washington, il demeurait néanmoins un grand héros du « monde libre », qu'il convenait de maintenir au pouvoir par la force des armes de l'O.N.U.

L'une des dispositions essentielles de l'accord sur le point n° 4 prévoyait que les prisonniers de guerre qui, d'après les Américains, ne voulaient pas être rapatriés, seraient conduits dans une zone neutre établie à Panmunjom où des explications leur seraient données sur leur droit d'accepter ou de refuser le rapatriement. Le 18 juin, une semaine avant la signature de l'armistice, 25.000 prisonniers nord-coréens furent chassés des camps du Sud à la pointe des baïonnettes; cette mesure,

dirigée contre Paccord qu'il avait fallu 18 mois pour établir, était destinée à détruire la base même de tout l'accord sur le cessez-le-feu. Ceux qui refusaient d'aller assez vite furent abattus, tout comme ceux qui allaient trop vite — au camp d'Inchon les « marines » selon des chiffres officiels U.S., tuèrent 40 prisonniers et en blessèrent 100 quand leurs gardes coréens les obligèrent à s'enfuir. Le communiqué de l'O.N.U. sur cette manoeuvre particulièrement perfide dit ceci :

«Le 18 juin, entre minuit et l'aube, environ 25.000 Nord-Coréens anticommunistes (c'est ce que dit l'O.N.U., W.B.) se sont évadés des camps de prisonniers de l'O.N.U. à Pusan, Masan Monsan et Sang Mudai. Des déclarations attribuées à de hauts fonctionnaires de la république de Corée ont révélé que l'opération avait été secrètement projetée et soigneusement réglée en haut lieu par le gouvernement coréen, et que les prisonniers lors de leur évasion, ont bénéficié d'une aide extérieure. Les unités de l'Armée Sud-Coréenne qui étaient chargées de les garder n'ont pas fait grand-chose pour s'opposer à leur évasion, et tout laisse à penser qu'il y a eu complicité entre ces gardes et les prisonniers... » L'espèce de complicité qu'il peut y avoir entre vos reins et une baïonnette !

Pendant ce temps, le représentant de Rhee aux pourparlers pour l'armistice boycottait la conférence, ce qui ne changeait pas grand-chose, vu qu'il n'avait jamais ouvert la bouche en deux ans, bien que ce fût là, d'après Rhee, la preuve que son gouvernement et son armée ne voulaient être liés par aucun des accords qui pourraient être passés. L'armée de la R.O.K. agirait « toute seule »; elle avait eu trop longtemps les mains liées par les politiciens de Washington et leurs lâches alliés à Londres et ailleurs ! Devant cette situation, et après avoir donné à Mark Clark, qui avait succédé à Ridgway comme Commandant de l'O.N.U., un délai raisonnable pour présenter des excuses et ramener les prisonniers, les généraux Kim Il Sung et Peng Teh Huai déclenchèrent une offensive meurtrière sur un large secteur du front, taillant en pièces la 5^{e} et la 8^{e} division de la R.O.K., diyjsions « d'élite » sur lesquelles comptait Rhee pour agir « tout seul », et faisant de sérieuses brèches en profondeur dans des secteurs-clés du front. Ils accomplirent en quelques jours les grandes percées que les Américains essayaient, sans succès, de réaliser depuis deux ans. Ils rouvrirent la route de l'invasion vers Séoul. Selon des versions de l'O.N.U., les Chinois jetèrent à eux seuls 30.000 hommes dans cette action qui vit le plus gros barrage d'artillerie de toute la guerre, 112.000 obus étant tirés dans les 12 premières heures de l'offensive, réduisant en miettes les bunkers ennemis. La ligne de l'O.N.U. flancha et se brisa dans plusieurs secteurs-clés. Les forces coréo-chinoises s'engouffrèrent dans ces brèches et il n'y eut rien pour les empêcher de

foncer vers le Sud et de déborder Séoul. Mais Mark Clark se mit à émettre des signaux de détresse, laissant entendre qu'il était vraiment prêt à parler sérieusement. Quand ceci eut été confirmé par des échanges de lettres indiquant que les Américains seraient désormais responsables de l'application par Syngman Rhee des accords sur l'armistice, les délégués coréo-chinois retournèrent à la table de conférence.

Leurs troupes rejoignirent également leurs anciennes positions sur la ligne de bataille, après avoir infligé à l'armée de la R.O.K. et aux troupes U.S. qui occupaient les flancs des points cruciaux de Pattaque, leur plus sévère correction depuis le début de la guerre. (Si elles ne s'étaient pas retirées, il aurait fallu négocier à nouveau et changer la ligne de démarcation, or les délégués coréo-chinois ne voulaient ni temporiser ni se donner des prétextes pour ce faire.)

Le 19 juillet, au cours d'une réunion capitale, le général Nam 11 lut dans les minutes de la conférence les réponses à un certain nombre de questions qu'il avait posées à son collègue et ennemi, le général Harrison — successeur de l'amiral Joy — aux réunions qui avaient eu lieu dans les neuf jours précédents.

En réponse à la question :

« Un armistice en Corée inclut-il ou non le gouvernement sud-coréen et ses troupes », le général Harrison avait répondu le 11 juillet 1953 : « Le commandement de l'O.N.U. a fait savoir qu'il était prêt à adhérer aux conditions du Projet d'Accord sur I'Armistice... » et, le 16 juillet : « J'ai déclaré, le 12 juillet : soyez assurés que le Commandement de l'O.N.U., qui inclut les forces de la République de Corée, est prêt à respecter les conditions de I'Armistice... Je vous donne à nouveau l'assurance que nous avons reçu de la Corée du Sud la preuve formelle qu'elle n'entravera en aucune manière la mise en vigueur des conditions du Projet d'Accord sur I'Armistice. »

« Les forces sud-coréennes cesseront-elles le feu dans les 12 heures suivant la signature de l'Accord sur I'Armistice, et se retireront-elles à deux kilomètres de la ligne de démarcation... ? » Le général Harrison avait répondu le 12 et le 15 juillet :

« Les forces de la République de Corée cesseront le feu et se retireront... »

« Le commandement de l'O.N.U. veillera-t-il à ce que les forces sud-coréennes respectent les conditions de l'Accord sur I'Armistice ? » Réponse du général Harrison le 11 juillet :

« Au cas où les dispositions de l'accord sur l'armistice seraient violées... Le camp lésé peut, pour des raisons valables et suffisantes, abroger les

conditions de l'armistice et prendre les mesures militaires qu'il jugera nécessaires compte tenu des circonstances. Si les unités de l'Armée de la R.O.K. violent l'armistice, le Commandement de l'O.N.U. ne les appuiera dans aucun acte d'agression. »

« Au cas où les forces de la R.O.K. violeraient l'armistice et où le camp coréo-chinois prendrait les mesures qui s'imposent, le Commandement de l'O.N.U. continuerait-il à maintenir 1'Armistice ? » Réponse du général Harrison le 13 juillet :

« La réponse est oui. »

« Le Commandement de l'O.N.U. veut-il dire par là qu'il n'apportera aucune aide, ni en équipement ni en ravitaillement, à la Corée du Sud, si celle-ci entreprend des actes d'agression... et si nous prenons les mesures nécessaires pour y résister ? » Réponse du général Harrison le 13 juillet :

« La réponse est oui. »

« Le gouvernement sud-coréen serait-il lié aux accords pour toute la durée de l'armistice et non pas seulement pour la " période postérieure aux hostilités " à laquelle le général Harrison a fait allusion dans l'une de ses réponses ? » Réponse du general Harrison le 13 juillet :

« Il n'y a pas de limite de temps à l'armistice. » Et, le 16 juillet :

« Votre camp a demandé l'assurance que le gouvernement et les forces de la république de Corée respecteront toutes les dispositions de l'Accord sur l'Armistice pour toute la durée de cet accord... Le Commandement des Nations Unies déclare clairement et sans équivoque qu'il est prêt à accepter et à respecter toutes les dispositions de l'Accord sur l'Armistice. »

« La sécurité et les facilités d'action du personnel des pays neutres et du personnel coréo-chinois des équipes de la Croix-Rouge se rendant en Corée pour exercer leurs fonctions dans le cadre des Accords sur l'Armistice seront-elles assurées ? » Réponse du général Harrison le 10 juillet :

« Le Commandement de l'O.N.U. assurera la protection de la Commission des Pays Neutres au Rapatriement, de la Commission de Contrôle des Pays Neutres, et des équipes mixtes de la Croix Rouge. » (Rhee avait annoncé que les Coréens « réagiraient violemment » contre le personnel de la Pologne et de la Tchécoslovaquie, « Pays Communistes », ainsi que celui de l'lnde, « pays communiste ». Ce personnel représentait trois des cinq membres de la C.P.N.R. et, l'lnde mise à part, deux des quatre membres de la C.C.P.N., les deux autres membres étant dans les deux cas la Suède et la Suisse. En fait,

trois membres polonais de la C.C.P.N. furent tués par la suite en Corée du Sud.)

C'est sur la base de ces réponses que le général Nam IL se déclara prêt à aller de l'avant et à signer l'armistice. La nature et le ton des réponses du général Harrison, l'humiliation qu'el-les représentaient pour le pantin fldèle, auraient été impensables si les délégués coréo-chinois avaient été obligés de se rendre à la table de conférence parce qu'on les avait menacés, comme le prétendit l'ex-Président Eisenhower 14 ans plus tard, d'utiliser la bombe A en Corée.

I reste à ajouter que le 8 août, deux semaines après la signature de l'Accord sur l'Armistice, les U.S.A. et Rhee signèrent un Pacte de Sécurité Commune qui prévoyait la présence illimitée des troupes U.S. en Corée du Sud, violant ainsi l'Article 5 de l'Accord sur l'Armistice qui stipulait que : «Dans le but d'assurer le règlement pacifique du problème coréen, les commandants militaires des deux camps, s'adressant ici aux gouvernements des pays des deux camps, recommandent que, dans les trois mois suivant la signature et la mise en vigueur de l'Accord sur l'Armistice, une conférence politique soit tenue par des représentants des deux camps, qui seront chargés de régler par la négociation le problème du départ de toutes les troupes étrangères de Corée, et de régler de façon pacifique le problème coréen, etc. » L'encre utilisée pour l'Accord sur l'Armistice n'était pas encore sèche que les U.S.A. avaient annulé la seule clause qui prévoyait un règlement pacifique; ils n'agirent pas différemment après la Conférence de Genève sur l'lndochine en 1954 quand ils firent le pacte SEATO, dont les clauses principales allaient à l'encontre des accords sur le cessez-le-feu en Indochine.

Les discussions préliminaires pour l'organisation d'une conférence politique eurent lieu à Panmunjom. Le représentant américain était Arflhur Dean, associé de Dulles dans le cabinet juridique que dirigeait ce dernier. Après sept semaines de discussions stériles, Dean brisa les pourparlers de façon unilatérale en quittant la salle lorsque le délégué chinois, Huang Hua, utilisa le mot « perfidie » pour décrire l'attitude U.S. à l'égard de la conférence politique. Quatorze années se sont écoulées, et la conférence politique n'a toujours pas été réunie. Considérant que les discussions préliminaires ont été « momentanément suspendues » et non pas abandonnées, les U.S.A. attendent toujours, officiellement, que le délégué chinois retire le terme « perfidie ». Mais il semble que ce terme soit destiné à demeurer.

12

Le «Juche»

Parmi les milliers d'habitants de Séoul qui profitèrent de ce que la capitale résista vingt jours pour prendre la direction du Nord, se trouvait le directeur de l'Institut de Technologie de Corée du Sud, le Dr Li Sung Gi. Aujourd'hui, à 63 ans, il dirige à Hamhung une branche de l'Académie des Sciences de Corée du Nord, et supervise le travail de quatre instituts de recherche dans ce centre prospère de l'industrie chimique du pays. Le Dr Li Sung Gi, grand pour un Coréen, au visage maigre et intelligent, a vu le travail d'une vie entière porter ses fruits à Hamhung d'une manière qui a dépassé ses rêves les plus fous et les plus optimistes. C'est du moins ce qu'il me déclara lors de notre rencontre, en mai 1967, dans son grand bureau aux murs couverts de livres. Son histoire, comme celle de Kim Il Sung, est un reflet de la tragédie et de la gloire de la nation coréenne.

J'avais quinze ans quand, le 1er mars 1919, éclata le soulèvement contre les Japonais me dit-il en manière d'introduction. Il échoua et la répression fut cruelle. Il n'y a pratiquement pas un seul de mes camarades de classe dont la famille n'en ait pas souffert. Mais beaucoup d'entre nous furent enthousiasmés par ce soulèvement qui nous donna l'idée de travailler au développement et à l'enrichissement de notre pays, et de le reconstruire après l'avoir débarrassé des Japonais. En ce qui me concerne, cette idée prit la forme du désir de devenir un savant. J'avais commencé mes études à Séoul, mais, pour suivre un enseignement supérieur, il me fallut me rendre au Japon. Impossible de devenir un savant en Corée. Au Japon, je suivis tout d'abord les cours d'un établissement secondaire, puis ceux de

l'université de Kyoto, où je passai mes diplômes en chimie organique. Je restai a Kyoto faire des recherches sur la chimie des hauts polymèreset surtout la rayonne. On découvrait alors les fibres synthétiques, et je commençai à me spécialiser dans les hauts polymères à l'état de solution. Je passai mon doctorat et continuai mes re-cherches à Kyoto.

De nombreux Coréens poursuivaient alors leurs études au japon, mais nous ne perdions jamais de vue que nous voulions servir un jour notre propre pays. Dans le domaine de la recherche, nous ne voulions pas rester à la remorque des Japonais. Nous étions profondément convaincus qu'un jour notre pays serait indépendant et que nous pourrions lui apporter notre contribution. C'est pourquoi, avec quelques autres, je me spécialisai dans les fibres synthétiques. Le jour où nous pourrions vêtir notre peuple avec nos propres ressources, n'aurions-nous pas apporté notre contribution ?

« En 1939, poursuivit le Dr Li, je découvris la fibre synthétique du Vinalon et publiai ma découverte dans une thèse : *Etude de la Fibre Synthétique par la Méthode du Polyvinyl en Solution.* Comme elle avait été publiée sous mon nom, je reçus des messages de félicitations de la part de Coréens résidant au Japon et en Corée, et j'éprouvai la même fierté qu'eux à penser qu'un Coréen avait découvert une nouvelle espèce de fibre synthétique.

«A l'époque, le Japon, occupé à préparer la seconde guerre mondiale, ne prêta pas beaucoup d'attention à ma découverte, et de toute façon je n'étais pas très intéressé par la commercialisation de mon procédé par les Japonais. Certains pensèrent bien à faire passer la recherche au stade expérimental, mais ils ne furent pas soutenus. Tout cela fut laissé de coté quand le Japon entra en guerre. Nous étions certains, nous autres Coréens, que le Japon serait vaincu et que notre pays retrouverait son indépendance.

«La guerre prit fin. Nous pensions que la Corée était libre et indépendante, et je retournai à Séoul en novembre 1945. J'étais plein d'enthousiasme, je pensais pouvoir mettre désormais ma découverte au service de mon propre peuple. Je fis démarche sur démarche pour intéresser les autorités à mon projet et obtenir d'elles les moyens de poursuivre la recherche expérimentale. On me dit : « Allez voir les Américains et discutez de cela avec eux ! » J'allai voir les Américains : « Bien sûr, nous allons vous aider. Sur une très grande échelle », me dit-on lors de ma première entrevue avec les autorités du gouvernement militaire U.S. Des mois passèrent et je n'avais toujours pas de nouvelles. Je retournai voir le même fonctionnaire. « Bien sûr, nous allons vous aider », me dit-il « mais pas sur une trop grande échelle. » Cette fois encore, le résultat fut le même. Je remuai ciel et terre pour obtenir de l'aide à Séoul. Ce fut un échec. On ne me donna même pas un morceau de carbure, ne

parlons pas d'équipement ou de matériel de laboratoire. Je retournai voir le fonctionnaire américain. « Bien sûr », me dit-il encore. « Mais surtout continuez votre travail de recherche ». Je lui expliquai que pour faire de la recherche, il me fallait du matériel. Mais on ne me donna rien, et en fait, en matière de recherche, on me mit des bâtons dans les roues et on me ferma toutes les portes au nez. Pour flnir, je fus nommé directeur de l'lnstitut de Technologie, où je travaillai pendant 18 mois avant que la guerre n'éclate. Mais là encore, il me fut impossible de démarrer mes travaux. Pendant les cinq années que je passai à Séoul, je ne fis pas de recherche. »

Le Dr Li, qui venait de parler avec une émotion intense, enleva ses lunettes à monture en corne, les essuya, et se radossa à sa chaise. « Je n'étais pas communiste, mais je n'étais pas anti-communiste, me dit-il. J'étais un savant, la politique et l'économie ne m'intéressaient pas. Mais ma propre expérience me fit comprendre ce qu'étaient les Américains. Je pensais que nous avions vécu sous le plus atroce des ennemis — les Japonais — mais je me rendis compte que le régime américain d'occupation était bien pire, plus rusé, plus cruel. Ce qui m'inquiétait, c'était de les voir imposer leur politique de façon si sournoise que de nombreux Coréens n'y voyaient que du feu et pensaient que les Américains étaient là dans le désir sincère de nous venir en aide. En fait, ils ne projetaient au fond que de contrôler totalement le pays, et de nous écraser comme l'avaient fait les Japonais. Seuls les intéressaient ceux qui avaient été les plus fidèles serviteurs des Japonais et qui étaient susceptibles de leur rendre les mêmes services. Ils considéraient ceux qui s'étaient opposés aux Japonais comme leurs ennemis les plus dangereux.

« Quand la guerre éclata, je décidai d'aller dans le Nord et de voir si je pourrais y utiliser ma découverte. Le peuple coréen connaissait alors des difficultés et des souffrances considérables. Tout était déjà en grande partie détruit, industrie, établissements de recherche, tout. Les troupes américaines occupaient une partie du pays. Mais je fus bien accueilli, et, dès mars 1952, je fus à même de reprendre mon travail de recherche. La guerre était encore très dure, mais le Premier Ministre Kim Il Sung veilla personnellement à ce que je reçoive tout ce qui m'était nécessaire pour poursuivre mes recherches, y compris des aides de laboratoire. Je me rendis à Chongsu; on m'y aida à creuser des tunnels où nous montâmes des laboratoires souterrains. Tout Téqui-pement de laboratoire pour la recherche était alors détruit. Mais Kim Il Sung, après avoir examiné nos besoins, nous dit d'acheter à l'étranger tout l'équipement et les réactifs chimiques qu'il nous fallait pour poursuivre nos recherches dans les meilleures conditions possibles.

« La guerre faisait rage au-dessus de nous, mais nous poursuivions sous

terre la recherche expérimentale. Malgré la guerre, le Premier Ministre Kim prit le temps de venir voir ce que nous faisions et ce dont nous avions encore besoin. La recherche marchait très bien, et nous pûmes construire à Chongsu une usine pilote où nous réussîmes à produire du Vinalon. Après la guerre, quand nous eûmes fait la preuve de ce que nous étions vraiment capables de produire avec des ressources locales, le Premier Ministre Kim se rendit avec nous à Hamhung, où il nous aida à choisir I'emplacement d'une usine. C'est lui qui mobilisa toutes les ressources du pays pour faire construire, rapidement et bien, une grande usine.

« Bien sûr, nous avons connu beaucoup de difficultés. Sous l'occupation japonaise, nos ouvriers se trouvaient dans l'impossibilité d'acquérir une formation technique. Après la libération, le gouvernement s'était mis à développer la science et la technologie, mais la guerre vint interrompre cet effort. Comment était-il possible, dans ces conditions, de bâtir une usine immense et compliquée dont l'équivalent n'existait nulle part au monde ? Nous avions très peu d'architectes, très peu de spécialistes. Si le Premier Ministre Kim n'avait pas décidé de mobiliser la nation tout entière pour soutenir ce projet... »

La suite de l'histoire me fut racontée à l'usine même par le directeur, Yun Ryon Hwan, âgé de 43 ans. Quand la guerre éclata, il étudiait l'industrie chimique. 11 ne fut pas autorisé à aller au front comme il le désirait, ce qui montre bien un autre aspect de la politique à long terme de la R.D.P.C. Sa mission, lui dit-on, était de poursuivre ses études afin de mieux servir son pays après la guerre. Des directeurs d'usine que j'ai rencontrés, Yun est le seul à ne pas avoir travaillé comme ouvrier dans son usine, ce genre d'usine n'existant pas auparavant.

«Tout de suite après la fin de la guerre, me dit-il, le Premier Ministre Kim veilla a ce soit trouvée la solution qui permettrait de donner des vêtements au peuple en utilisant des méthodes industrielles. Nous avions trop peu de terre arable pour essayer de cultiver notre propre coton. 11 vint choisir I'emplacement en 1959, et, en 1960, revint à quatre reprises voir comment les travaux avançaient. C'est une entreprise qui concerne toute la Corée. L'usine fut conçue et construite exclusivement par des spécialistes coréens, on n'utilisa les services d'aucun spécialiste étranger. Un peu plus d'un an après le choix de I'emplacement, l'usine fonctionnait. »

Aujourd'hui, le fil fourni par l'usine de Vinalon permet la production de 90 millions de mètres de tissu par an, soit assez — comme me le fit remarquer le directeur Yun — pour donner à chaque homme, femme et enfant en R.D.P.C. un vêtement d'été et d'hiver. La matière première est le calcaire, dont les dépôts en R.D.P.C. sont parmi les plus importants du monde. La découverte

du Dr Li permet aujourd'hui de vêtir toute la population de Corée du Nord. Pouvait-il souhaiter plus belle récompense ? Il pense que non, et il me l'a expliqué ainsi :

" En tant que savant, j'aurais bien sûr connu quelques satisfactions même en restant au Japon, étant donné que mon procédé y a été industrialisé depuis sur une grande échelle. Mais si j'y étais resté, qui aurais-je servi ? Les capitalistes japonais. J'aurais pu gagner énormément d'argent, et, au Japon, quand vous avez beaucoup d'argent, vous avez la vie belle. Mais c'est la loi de la jungle. Les forts dévorent les faibles. Ici, le gouvernement est au service du peuple, et ma découverte a été mise au service du peuple, non à celui d'un groupe capitaliste. Ici, dans le Nord, chaque journée est pour moi source de joie et de satisfaction en tant que savant, en tant qu'homme, en tant que Coréen.

« Quand je décidai de venir en R.D.P.C, de nombreux amis à Séoul essayèrent de m'en dissuader. Je m'y trouverais dans une " situation impossible ", me disaient-ils. Les communistes y " méprisaient " les intellectuels et, comme j'avais poursuivi mes études et passé mon doctorat au Japon, on m'y rendrait la vie " intolérable ", sinon pire, en raison de mes origines académiques qui étaient bourgeoises et japonaises.

" En réalité, qu'est-ce qui s'est passé ? Suis-je devenu un être que l'on méprise, comme ils le prétendaient ? Non. On m'a généreusement conféré les plus grands honneurs scientifiques — et surtout on m'a accordé toutes facilités pour travailler même aux moments les plus sombres de la guerre. On suit ici une politique qui consiste à reconvertir les intellectuels pour en faire des intellectuels d'un type nouveau, qui sont au service du peuple et auxquels je suis fier d'appartenir. La R.D.P.C. est l'endroit où j'éprouve le plus de fierté à vivre et à travailler. Ici, les gens s'entraident. L'extrême richesse n'existe pas plus que l'extrême pauvreté. Tout le monde vit sur un pied d'égalité, parce que la politique suivie par le Parti des Travailleurs et par le Premier Ministre Kim Il Sung est juste; un honnête homme peut être fier de souscrire à cette politique et de se mettre à son service. »

L'usine elle-même, qui emploie quelque 5.000 ouvriers, est immense; mais, l'automation ayant été introduite successivement dans tous les ateliers, elle est infiniment plus grande qu'on ne pourrait l'imaginer, même en tenant compte d'une main-d'ceuvre aussi considérable. On commence par broyer et calciner le calcaire afin d'obtenir du gaz carbonique et de l'acétone. Le mélange d'acétone et de gaz, circulant à travers des kilomètres de tuyaux, produit une substance gélatineuse qui est pulvérisée sous l'eau, puis étalée en grandes nappes blanches ressemblant à du latex; elle passe ensuite dans des séchoirs, et finit sous la forme de fils pelucheux qui ont tout à fait l'apparence du coton brut. Elle peut alors

passer dans les mêmes machines que le coton pour être transformée en tissu.

Le Dr Li Sung Gi, visitant récemment une fabrique de fibres synthétiques en Allemagne de l'Est, a éprouvé un certain amusement a entendre son guide lui expliquer que le procédé utilisé avait été mis au point, juste avant la Seconde Guerre Mondiale, par un « savant japonais » dont il ne se rappelait plus le nom.

Cette usine est coréenne à cent pour cent, et le directeur Yun en était très fier : « Le procédé a été découvert par un Coréen; l 'usine a été entièrement conçue par des Coréens et construite par des ouvriers coréens; ce sont des spécialistes coréens qui ont inventé et fabrique les machines; aucun spécialiste étranger n'a été mêlé à la construction, la conception, l'équipement ou la gestion de cette usine... » On sentait bien que ces mots ne traduisaient aucun mépris pour l'aide étrangère, qui avait été généreusement dispensée à la Corée, mais une authentique fierté nationale; fierté légitime chez un peuple qui, illettré et très en retard sur le plan technique quelques années plus tôt, avait réussi à concevoir et à construire une grande usine de ses propres mains et avec sa propre intelligence. L'usine de Vinalon était aussi le triomphe de deux poliriques pour lesquelles Kim Il Sung avait dû se battre sur plusieurs fronts avant de les faire accepter — une politique correcte à l'égard des intellectuels, et la politique du Juche.

Dans une certaine mesure, mais dans une certaine mesure seulement, les avertissements que ses amis avaient donnés au Dr Li Sung Gi quand il envisageait de « passer au Nord » n'étaient pas sans fondement. Cette méfiance vis-à-vis des intellectuels, et surtout de ceux qui ont fait leurs études et leur carrière dans des pays capitalistes, a régné, à un moment ou à un autre, dans tous les pays socialistes sans exception, et y a cause beaucoup de mal. La Corée n'a pas fait exception à la règle, comme le montre un discours prononcé le 2 novembre 1951 par Kim Il Sung sur « l'Amélioration du Travail d'Organisation du Parti. » Qu'il ait mis le doigt si tât sur cette faiblesse, et au plus fort de la guerre, est aussi remarquable qu'étonnant, si l'on considère qu'il avait été longtemps coupé de tout contact réel avec les intellectuels citadins, et que sa propre attitude à l'égard de tout ce qui se rattachait à l'impérialisme japonais était on ne peut plus intransigeante.

«On éprouve davantage de préjugés contre les intellectuels qui ont fait leurs études sous l'impérialisme japonais que contre les nouveaux intellectuels qui ont été formés depuis la libération, c'est-à-dire depuis six ans », déclara Kim Il Sung dans son introduction. « Par le passé, nos

intellectuels ont servi dans les institutions économiques et culturelles de l'impérialisme japonais. Mais, depuis la libération, ils se sont mis au service du pays et du peuple... Au cours des six dernières années, ils ont considérablement évolué, faisant preuve de dévouement et d'initiative dans la construction de la démocratie. La plupart d'entre eux ont courageusement combattu pendant la guerre. Beaucoup sont allés jusqu'au Rakdong (position la plus avancée, au Sud, de l'A.P.C., et périmètre nord de la tête du pont de Pusan, W.B.) pour combattre l'ennemi, et, lors de la retraite momentanée, ils ont suivi notre Parti et surmonté toutes les difficultés. Que devons-nous demander de plus à ces intellectuels, et pourquoi irions-nous nous méfier d'eux ? Nous devons cesser de les soupçonner, nous devons les encourager sans restrictions et les transformer intégralement pour en faire des intellectuels populaires.

« Si certains intellectuels ont acquis leurs connaissances et leur technique par le passé, il n'y a rien de mal à cela. Aujourd'hui, ils transmettent ces connaissances aux ouvriers et aux paysans, et, depuis la libération, ils ont joué un rôle important dans la reconstruction des usines et autres entreprises.

« Les intellectuels nous rendent de grands services. Si leurs parents ont été des propriétaires terriens ou des capitalistes, on ne peut le leur reprocher.

« Certains intellectuels pensent : " nous appartenons à la période de transition et serons remplacés plus tard par les nouveaux intellectuels ". Ils ont tort. Quiconque ne progresse pas est remplacé. Tout ce qui est vieux, tout ce qui stagne, est nécessairement remplacé par du nouveau. C'est la loi du progrès. Mais les intellectuels qui progressent continuellement dans une direction conforme aux besoins de la société nouvelle — qui les rejetterait, qui les remplacerait ? Nous attendons des intellectuels de la vieille école qu'ils progressent continuellement. En cela, nous ne cesserons de les aider. »

C'est ce genre de politique à l'égard des intellectuels qui a permis au Dr Li de mener à bien ses découvertes, et au Dr Yun de les mettre en pratique. Il n'y avait aucune contradiction entre l'intellectuel de la vieille école japonaise, entre Li Sung Gi, inventeur du Vinalon, et l'intellectuel de la nouvelle école socialiste, Yun Ryon Haw, directeur de l'usine qui le fabriquait. Pareille politique semble raisonnable et réaliste, mais si elle n'avait pas rencontré l'opposition de forces considérables, le Premier Ministre Kim n'aurait pas ressenti Publication d'élever la voix comme il le fit — or, à ce sujet, le discours de novembre 1951 n'était ni le premier ni le dernier.

La politique du « juche » (prononcez tchoutché) est plus original, plus

fondamentale, et plus audacieuse, surtout dans la pratique. Certains Etats socialistes ont du mal à la comprendre et à y souscrire; si on veut la comprendre il faut bien voir, je crois, que, pour les Coréens, elle vaut pour leur propre pays et dans les conditions actuelles. Dans les oeuvres traduites de Kim Il Sung, le mot apparaît pour la première fois officiellement dans un discours du 28 décembre 1955 sur « l'Elimination du dogmatisme et du formalisme et la réalisation du Juche dans le travail idéologique. » Pour Kim Il Sung, le « juche » consiste à : « suivre pour principe qu'un pays doit résoudre tous les problèmes de la révolution et de la constructiondefaçonautonome, en tenant compte des conditions existantes, et en s'appuyant avant tout sur ses propres efforts... c'est l'application réaliste et créatrice, opposée au dogmatisme, de la vérité générale du marxisme-léninisme et de l'expérience du mouvement révolutionnaire international, en accord avec ies conditions historiques et les particularités nationales... c'est une attitude indépendante qui consiste à résoudre soi-même ses problèmes en toutes circonstances. » (Dans le domaine de la construction économique, l'usine de Vinalon était le symbole éclatant du « juche ».) En d'autres termes, le « juche » consiste à régler les problèmes coréens de manière coréenne.

« Qu'est-ce que le juche dans le travail idéologique de notre Parti ? », demanda Kim Il Sung dans son discours de décembre 1955. « Nous ne faisons pas la révolution dans un autre pays, nous faisons notre révolution coréenne; cette révolution coréenne constitue précisément le juche dans le travail idéologique de notre Parti. C'est pourquoi tout travail idéologique sans exception doit être subordonné aux intérêts de la révolution coréenne. Quand nous étudions l'histoire du Parti Communiste d'Union Soviétique, l'histoire de la Révolution chinoise, ou la vérité universelle du Marxisme-Léninisme, c'est dans le but d'accomplir correctement notre propre révolution... »

La politique du « juche » est née sans aucun doute de l'expérience personnelle de Kim Il Sung qui, lorsqu'il déclencha la lutte armée contre les Japonais, savait pertinemment qu'il ne pouvait compter sur aucune aide extérieure; qu'il lui fallait « y aller tout seul » au sens propre du terme. « Ne compter que sur soi » était obligatoirement le mot d'ordre. Il faut bien souligner que la politique du « juche » fut formulée bien avant que ne plane ne fut-ce que l'ombre d'un soupçon sur les divergences idéologiques entre Pékin et Moscou.

« A nous entendre insister sur la nécessité de réaliser le ‹(juche », poursuivait Kim Il Sung dans le discours cité plus haut, certains pourraient simplifier les choses et concevoir l'idée erronée que nous n'avons rien à apprendre de l'étranger. C'est faux. Il nous faut tirer la leçon de l'expérience positive de tous les pays socialistes.

«Dans quel but ? Voilà ce qu'il importe de savoir. Notre but est de faire

profiter notre révolution coréenne de l'expérience plus grande de l'Union Soviétique et d'autres pays socialistes. » Il fit alors allusion à des querelles qui, pendant la guerre, avaient opposé des dirigeants du Parti sur la façon d'accomplir le travail politique dans l'Armée. « Ceux qui avaient été en Union Soviétique mettaient l'accent sur la méthode soviétique, ceux qui s'étaient rendus en Chine s'en tenaient à la méthode chinoise. D'où la querelle, certains pronant la manière soviétique, d'autres approuvant la manière chinoise. C'était complètement absurde. Qu'on mange de la main droite ou de la main gauche, avec une cuiller ou des baguettes, n'a pas grande importance. Quelle que soit la façon de manger, le résultat est le même... A l'époque, le Comité central du Parti soutenait que nous devions tirer la leçon des méthodes soviétiques et chinoises, et, sur cette base, élaborer une méthode de travail politique qui convienne à nos conditions existantes... »

Ce fut alors ce cri du cceur qui est l'essence même du « juche ». « Certains prânent la manière chinoise, d'autres la manière soviétique, mais n'est-il pas plus que temps d'élaborer la notre ? » Il en vint à parler de la tendance à emprunter toutes sortes d'habitudes à d'autres pays socialistes et à les copier mécaniquement au point de vouloir mettre les Coréennes à la mode occidentale, ce qui manifestement l'exaspérait. « Alors que nos I'emmes ont de gracieux costumes coréens, pourquoi les abandonneraient-elles pour mettre des vêtements qui ne leur vont pas ? J'ai suggéré au camarade Pak Jong Ae de veiller à ce que nos femmes revêtent le plus possible le costume coréen. »

Ceci montre clairement que l'Occident, en voyant dans la Corée du Nord tout d'abord un « satellite soviétique », au début de la guerre 1950-53, puis, juste après la guerre, un « satellite chinois », puis de nouveau une adepte de la « ligne politique de Moscou », se trompait du tout au tout. La Corée du Nord, avec Kim Il Sung, a suivi, et continue de suivre une ligne politique coréenne, tout comme le Nord-Vietnam, ainsi que je l'ai dit et répété dans tout ce que j'ai écrit sur ce pays et son Parti des Travailleurs, suit une ligne politique vietnamienne. Ces deux pays se refusent à « choisir un camp » et démentent ceux qui laissent entendre qu'ils suivent une politique autre que celle conforme à leurs intérêts nationaux. Ceci veut-il dire qu'ils sont opposés à la solidarité internationale ? Kim Il Sung a également abordé ce problème dans le discours évoqué plus haut, et je sais, à la suite d'entretiens avec des dirigeants vietnamiens, que ses positions coïncident avec les leurs.

« Internationalisme et patriotisme sont inséparablement liés... L'amour des communistes coréens pour leur propre pays ne va pas à l'encontre de l'internationalisme de la classe ouvrière, les deux choses sont indissolubles. Aimer la Corée équivaut à aimer l'Union Soviétique et le camp socialiste, et de même aimer l'Union Soviétique et le camp socialiste

équivaut à aimer la Corée... Ce serait une erreur que de prôner le seul patriotisme et de négliger la solidarité internationale...

« Patriotisme et internationalisme sont donc inséparables. Celui qui n'aime pas son pays ne peut être fidèle à la cause de l'internationalisme, et celui qui est infidèle à l'internationalisme ne peut être fidèle à son pays et à son peuple. Un véritable patriote est un internationaliste et vice versa. Si nous rejetons tout ce qu'il y a de bon dans notre pays pour ne copier et ne retenir que ce qui se fait à l'étranger dans le domaine du travail idéologique, cette attitude nuira inévitablement à notre révolution et nous empêchera par là-même d'accomplir nos obligations internationalistes vis-à-vis de la cause de la révolution internationale... » La politique du « juche » en ce qui concerne les divergences au sein du camp socialiste fut développée de façon plus détaillée dans un discours capital prononcé en octobre 1966, mais c'est en décembre 1955 que les grandes lignes en furent données. Elle devint la planche de salut de la politique intérieure et extérieure, ainsi que la ligne directrice du développement économique. Dans toutes les usines et les établissements scolaires que je visitai, on mettait l'accent sur 1 'utilisation des ressources nationales pour satisfaire les besoins nationaux, sur le développement de techniques étroitement adaptées à ces ressources et à ces besoins. sur la nécessité d'une indépendance complète dans le domaine technique.

La fabrication d'un tracteur coréen en est un exemple typique. Peu après la guerre, on se mit à construire, sur l'emplacement d'une petite usine de produits chimiques que les Américains avaient anéantie à l'aide de quelque trois mille bombes, une usine destinée à produire du matériel agricole. Comme d'habitude, il n'existait plus aucun bâtiment, et, quand Kim Il Sung vint démarrer le projet, la discussion eut lieu sous quelques arbres qui étaient restés debout. Dans les premières années, l'usine produisit des petits outils, faucilles, binettes, et râteaux; elle se mit ensuite à fabriquer du matériel pouvant être tiré par des boeufs, charrues, herses et semoirs, puis des coupe-paille automatiques et autres machines à couper et broyer le fourrage.

« Le 10 octobre 1958, le Premier Ministre Kim revint nous rendre visite, me dit Mun Kwang Yok, 40 ans, directeur de l'usine. Il nous expliqua qu'avec le développement des fermes coopératives, le pays allait avoir besoin de tracteurs. Il nous demanda de produire des tracteurs dans l'esprit du " juche ", en utilisant notre propre technique, nos propres matériaux, nos propres efforts. Nous nous mimes au travail. Nous eûmes beaucoup de difficultés.

Nous n'avions ni plans, ni expérience; nous n'étions pas équipés pour ce genre de travail et ne disposions pas d'assez d'ouvriers spécialisés, loin

de là. Certains conservateurs locaux prétendirent qu'il était impossible de fabriquer des machines aussi compliquées que des tracteurs dans un pays qui accusait un tel retard sur le plan technologique. Mais notre collectivité tout entière se mit au travail. Après avoir mis la main sur un modèle d'importation, nous le démontâmes. Nous fîmes les plans et les ouvriers, ici et dans d'autres usines, se mirent à fabriquer les pièces. Nous connûmes toutes sortes de déconvenues. Nous dûmes nous y reprendre à 33 fois pour fondre la culasse de manière satisfaisante. Une chose aussi simple que la fabrication d'un phare nous trouva désarmés. C'est un vieil artisan qui résolut le problème en faisant un moule et en martelant les phares pour les mettre en forme. Il lui fallut une semaine pour fabriquer le premier, et sa main droite avait doublé de volume avant la fin. Un autre gros problème fut d'amener le vilebre-quin à la tolérance normale; nous n'avions pas de fraiseuse, mais nous bricolâmes une espèce d'appareil qui en tenait lieu et que les ouvriers actionnaient en tirant d'un coté puis de l'autre sur des cordes.

« C'est avec ces méthodes que nous fîmes notre premier tracteur. Après Pavoir monté, nous eûmes beaucoup de mal à faire démarrer le moteur. Il finit par partir dans un bruit de tonnerre et tous nos ouvriers et des milliers de paysans se rassemblèrent pour le voir marcher pour la première fois. A notre grand embarras, il ne connaissait que la marche arrière — quelqu'un s'était trompé en montant la boite de vitesses. Après y avoir re-médité, et très exactement 35 jours après que le Premier Ministre Kim nous eût confié cette tâche, nous conduisîmes à Pyongyang, pour qu'il le voie, notre premier tracteur fait à la main. Le Premier Ministre Kim, ravi, le considéra comme une véritable victoire pour le " juche ". Quand il était venu nous voir en 1958, il nous avait dit que la vie de nos ancêtres était dure et qu'il fallait en affranchir les paysans. "Nos parents vivaient dans des huttes de paille et portaient sur le dos des cadres en A pour tirer la charrue ", déclara-t-il. " Mettons ces cadres en A dans les musées afin que nos enfants se souviennent combien la vie de leurs ancêtres était dure "... ».

Une fois le premier modèle terminé, les pièces furent fabriquées en série et la production augmenta régulièrement pour atteindre le chiffre annuel de 5.000 modèles standard de 28 CV, plus quelques gros tracteurs de 75 CV pouvant servir de bulldozers et destinés aux gros travaux en forêt. Le directeur, Mun Kwang Yok venait d'une famille de paysans pauvres, et, jusqu'à la libération, il avait travaillé comme emballeur dans une fabrique de cigarettes; « L'habileté y était mesurée au fait que vous étiez capable ou non de prendre exactement dix cigarettes à la fois.

---

1. Cadre de bois en forme de A que les paysans coréens se mettaient sur le dos pour porter de lourds fardeaux ou pour tirer la charrue quand ils n'avaient pas d'animaux de trait. W.B.

C était à peu près le niveau de tous nos ouvriers quand nous commençâmes la construction de cette usine », me dit-il. “Aujourd’hui, grâce à l'école et au collège technique créés dans notre usine, nous voyons grossir régulièrement le nombre d'ouvriers spécialisés. Nous travaillons d’arrache-pied pour agrandir l'usine, pour consolider les bases dans le domaine technique, pour améliorer la quantité et la qualité de la production. » Kim Il Sung était venu 11 fois. « Chaque fois que nous avons connu de véritables problèmes, il est venu en discuter avec nous et nous encourager. »

Après la fabrication du premier modèle, on a progressivement modifié le modèle standard de 28 CV pour l'adapter aux conditions particulières de Corée, et surtout au travail qu'il doit souvent accomplir dans la boue des rizières. La production a permis de fournir en moyenne cinq tracteurs par ferme coopérative dans tout le pays; mais ce n'est pas tout : des tracteurs sortis de cette usine fonctionnent aujourd'hui dans les rizières du Nord-Viet-nam et du Cambodge, où ils sont beaucoup appréciés, en comparaison d'autres modèles, parce que justement ils ont été tout spécialement conçus pour le travail dans la boue des rizières.

L'usine de locomotives électriques de Pyongyang a connu un développement analogue. Sous l'occupation japonaise, c'était un atelier de réparation mécanique qui devint, après la libération, une usine de réparation de locomotives à vapeur et de matériel roulant. Pendant la guerre, l'usine elle-même fut détruite, mais un grande partie de l'équipement avait été évacuée à temps dans des tunnels; le service de réparation de locomotives et de matériel roulant continua de fonctionner sous terre, jouant un râle important pendant la guerre : c'est grâce à lui que l'approvisionnement par voie ferrée put se poursuivre. Par la suite, l'usine fut reconstruite et se mit non seulement à réparer mais à fabriquer des wagons de voyageurs et des wagons de marchandises.

«En 1959, le Premier Ministre Kim nous rendit visite et nous demanda de fabriquer des locomotives électriques », me dit Pak Su Bom, directeur de l'usine. « Il nous demanda pour cela de nous baser sur la politique d'indépendance du " juche " et d'utiliser notre propre technique et nos propres efforts. En ce domaine, nous n'avions ni expérience ni plans. Relativement peu de pays au monde fabriquent des locomotives électriques. Il nous fallait en concevoir une en tenant compte des caractères propres à notre pays, c'est-à-dire de fortes pentes et de nombreuses courbes. Il nous fallut six mois pour faire le projet; il prévoyait 180.000 pièces en tout, dont 80.000 modèles différents. Il va de soi que notre usine ne pouvait à elle seule suffire à la tâche, mais le Premier Ministre Kim avait mis l'industrie du pays tout entier à notre disposition. 37 usines se mirent à produire les pièces selon nos plans. Certaines ne pouvaient absolument pas être fabriquées chez nous, et nous

les flmes faire à l'étranger en y envoyant les plans.

Aujourd'hui nous produisons absolument tout, sauf les coussinets de vilebrequins que nous continuons d'importer. Nous avons connu d'énormes difficultés. Quand, par exemple, nous avons essayé de produire un rupteur fonctionnant à une vitesse de 3 à 5 millièmes de seconde, nous avons échoué 20 fois; mais nous avons fini par réussir. Une fois le projet terminé, il nous fallut un peu moins d'un an pour produire notre première locomotive électrique. Le Premier Ministre Kim l'appela le Drapeau Rouge "... Il revint nous rendre visite, passa le Jour de l'An 1967 en notre compagnie, et nous demanda d'augmenter, en quantité et en qualité, la production de locomotives électriques, et d'accélérer l'électrification de nos chemins de fer... »

Actuellement, l'usine produit chaque année 30 locomotives électriques, pesant chacune 120 tonnes, et propulsées par six moteurs de 530 kw, ce qui leur permet, à 120 km/heure, de remorquer 2.700 tonnes sur terrain plat, et 1.200 tonnes en montagne. La production de l'usine comprend également soixante-dix locomotives diesel de 75 CV conçues pour travailler dans les mines et les forêts, 45 wagons de voyageurs de 45 tonnes chacun, et 8.000 tonnes de pièces détachées pour locomotives à vapeur; l'usine assure, par ailleurs, la réparation de tout le matériel roulant du pays.

Comme dans toute les usines de l'industrie lourde que j'ai visitées, les femmes représentaient environ 30 % de la main-d'oeu-vre (1.200 femmes pour une main-d'ceuvre de 3.700), chiffre qui montre combien la guerre a décimé la population masculine. Huit pour cent des travailleurs étaient des ingénieurs et des spécialistes; parmi les ingénieurs se trouvaient 35 femmes. L'usine avait son propre hôpital, un foyer de 500 chambres pour ceux qui préféraient vivre sur place, des garderies avec 500 lits, des jardins d'enfants pouvant abriter 500 petits— il y avait 700 femmes mariées — et un collège technique. Comme dans la plupart des usines que j'ai visitées, la politique d'autonomie avait été appliquée non seulement dans l'accomplissement des tâches nouvelles et compliquées imposées par la production, mais aussi dans le domaine du bien-être général grâce à la création de bains publics, de laveries, de salons de coiffure et, entre autres, de boutiques de tailleurs et de couturières.

La ligne directrice que constitue le juche dans la construction du pays par ses propres efforts, s'accorde merveilleusement à la psychologie coréenne; c'est le genre de défl fait pour séduire l'orgueil, le courage, et les traditions nationales des Coréens. Si on le mesure à ses résultats, il faut admettre qu'il a réussi de façon impressionnante. L'économie, coréenne à cent pour cent depuis les biens de consommation jusqu'à l'industrie lourde, et la vitesse fantastique à laquelle tout a été fait, en sont la preuve la plus éclatante.

13

La réunification

La réunification obsède tous les Coréens, tout au moins tous ceux avec qui j'ai parlé dans le Nord, et apparemment il en va de même dans le Sud, si l'on en juge par les vagues de manifestations qui y ont eu lieu de temps en temps. C'était le principal thème de la parade du jour de Mai 1967, du discours prononcé à la tribune, de tous les discours prononcés ce jour-là, et il revenait sans cesse dans les toasts portés au cours des festivités. Partout dans Pyongyang, dans les villes et les villages de province, dans toutes les usines que je visitai, d'énormes affiches parlaient de réunification, de défense — représentée par deux mains tenant l'une un fusil, l'autre un marteau ou une faucille — et de solidarité avec le Vietnam; mais les affiches en faveur de l'unification étaient de loin les plus nombreuses. C'est un sujet qui passionne tout le monde, surtout ceux qui ont dans le Sud des parents qui, depuis plus de 20 ans, n'ont même pas pu leur envoyer une carte postale. A coté de la catastrophe politique et économique que constitue la division artificielle du pays, on trouve la simple tragédie humaine de centaines de milliers de familles séparées par la ligne de démarcation et pour qui toute correspondance — ne parlons pas de visites — est impossible.

Mak Yong Han, qui dirige la Faculté de Géographie à l'Université Kim Il Sung, est l'un de ceux qui, comme le Dr Li Sung Gi, vinrent dans le Nord quand la guerre eut éclaté. C'était l'un des rares géographes du Sud; depuis 1945, il essayait de faire créer une Faculté de Géographie à l'Université de Séoul, mais ses propositions étaient régulièrement écartées parce qu'on le soupçonnait d'être « progressiste », et l'Université de Séoul resta sans faculté de géographie jusqu'en 1961. Mak Yong Man n'était qu'un simple instituteur quand il eut l'occasion de venir dans le Nord. Moins de deux mois plus tard, il se trouvait installé à la Faculté de

Géographie de Pyongyang, où on lui donnait la direction d'une équipe chargée d'examiner la possibilité de gagner des terres sur la mer. Les recherches préliminaires commencèrent pendant la guerre, le travail sur le terrain dès la fin des combats.

« De 1953 à 1956, me dit Mak Yong Han, nous avons examiné toute la cote ouest de l'estuaire du Yalu à celui du Raesong qui marque la ligne de démarcation. Nous avons découvert qu'il était possible de gagner 300.000 hectares de terres, dont 125.000 hectares se prêtent à la culture du riz. Mais il était très décevant, sur le plan scientifique, d'arrêter nos travaux au Raesong, au Sud, duquel nous savions que se trouvaient, dans notre propre pays, d'autres centaines de milliers d'hectares récupérables. Sur le plan humain, on éprouvait également un sentiment de frustration. Il y avait dans notre équipe deux jeunes gens originaires de 1'ile de Kanghwa, l'estuaire du Raesong. Leurs familles y vivaient encore. De l'autre c6té de l'eau, ils pouvaient voir des gens se promener — parmi eux se trouvaient peut-être leurs parents — mais il était impossible d'échanger des saluts... » je l'interrogeai sur sa propre famille.

“ Ma femme allait donner naissance à notre quatrième enfant quand commencèrent les combats de Séoul, me dit-il. Je dus l'envoyer en lieu sûr avec les enfants, et, les combats faisant rage, nous fûmes séparés. Les seules nouvelles que je reçus me furent données par un ami qui vint dans le Nord aussitôt après moi et me dit que l'accouchement s'était déroulé normalement et que le bébé était une fille. S'ils sont encore en vie, j'ai une fille de 28 ans, deux garçons de 23 et 20 ans, et cette fille de 17 ans que je n'ai jamais vue. Je ne peux même pas imaginer à quoi ils ressemblent aujourd'hui; nous nous croiserions dans la rue sans nous reconnaître. Quand je pense à eux, je ne peux réprimer ma haine pour les Américains qui maintiennent notre pays divisé. Vous pouvez multiplier mon cas par des dizaines de milliers... »

Un autre aspect de la situation me fut donné par deux anciens soldats de la R.O.K. que je rencontrai à Pyongyang peu après leur arrivée du Sud-Vietnam où ils avaient déserté les rangs de l'armée de la R.O.K., passé au F.N.L. du Sud-Vietnam, et demandé à être rapatriés dans le Nord. Ce qu'ils me dirent de la vie dans le Sud aujourd'hui rappelait tout à fait le « jadis, sous l'occupation japonaise... » qui sert toujours de prélude à un ouvrier ou un paysan nord-coréen quand il compare la vie actuelle et un passé qui n'est plus qu'un mauvais souvenir.

Pak Song Ryol est originaire d'un village de la province du Nord Chungchong, et appartient à une famille de paysans pauvres. Ses parents travaillent pour les propriétaires terriens tout comme « à la triste époque d'autrefois » dans le Nord. Il est le seul des cinq enfants à avoir eu deux ans de scolarité; les autres n'en ont eu aucune. Plus de 80 % des paysans

du village travaillent pour les propriétaires terriens et, pendant 4 à 5 mois de l'année, à ce qu'ils appellent « la saison maigre du printemps », ils mangent des plantes sauvages et des racines car le riz manque. Lui partit à Séoul à 14 ans pour travailler comme cireur de chaussures; il finit par trouver du travail dans une usine qui fabriquait des balances et des instruments de poids et mesures; il envoyait à sa famille la plus grande partie de son salaire. Quand il eut 20 ans, il reçut sa feuille d'incorporation et dut rejoindre l'armée. Après 4 semaines de classes, il fut affecté à la 15° division et envoyé dans une position avancée, sur la cote est, près de la zone démilitarisée. Sa solde était inférieure à l'équivalent d'un dollar par mois, et sa mère lui écrivit que, sans son salaire, elle et les enfants mouraient de faim. Pak déserta, s'enfuit à Séoul, y gagna de Pargent comme cireur de chaussures, et l'envoya chez lui. Quinze jours plus tard, sa mère vint à Séoul lui dire que la police militaire lui avait annoncé que s'il ne ralliait pas son unité immédiatement, ses quatre frères seraient tués. N'ayant pas le choix, il rallia la 15" Division où il fut roué de coups et mis aux arrêts de rigueur pendant 8 mois. Sa mère, clouée au lit et mourant de faim, lui écrivit pour lui demander de l'aide.

« Je décidai qu'il fallait que je m'en aille, aussi je me laissai tomber une grosse pierre sur le pied dans l'espoir d'être réformé. Impossible de prouver que ce n'était pas un accident. Je passai trois mois à l'hôpital, mais, comme l'os n'était pas écrasé, on me renvoya sur mon unité. Une nuit, on vint me réveiller pour me dire que je partais en Corée. Je fus transféré à la division " Tigre ". Deux de mes camarades protestèrent et refusèrent de partir. Devant la compagnie rassemblée, on les fit s'allonger, et le commandant de compagnie, le capitaine Jong Bong Ryu, leur tapa dessus à coups de gourdin jusqu'à ce qu'ils perdent connaissance. Ils furent évacués, passèrent, nous dit-on, en cour martiale, et ce fut la dernière nouvelle que nous eûmes d'eux. »

Une fois arrivé au Sud-Vietnam, Pak déserta à la première occasion et contacta le F.N.L. Je lui demandai ce qu'il savait de la vie dans le Nord; il me répondit que, stationné dans une région chatière, il avait souvent entendu des pêcheurs raconter que, de leurs lieux de pêche, ils voyaient de grandes villes nouvelles et que, quand par hasard ils rencontraient des pêcheurs du Nord, ceux-ci étaient toujours bien habillés, bien équipés, et très amicaux.

Je lui demandai ses premières impressions sur le Nord. « A cette époque-ci, dans le Sud, c'est la " saison maigre du printemps ", me dit-il, et tous les habitants de mon village vont scmettre à la recherche de racines et de plantes comestibles. Ici, dans le Nord, on mange du riz dans les fermes. Dans le Sud, seules les maisons des propriétaires terriens ont des toits de tuile. Il y en a ici dans tous les villages que j'ai vus; et tous ont l'électricité... »

Je demandai dans quelles proportions les villages avaient l'électricité dans le Sud. Pak et l'autre déserteur, An Hak Su, fils d'un instituteur de Séoul, éclatèrent de rire comme si j'étais fou. Aucun village ou presque n'a l'électricité dans le Sud, s'écrièrent-ils de concert.

« Qu'est-ce qui vous a encore surpris dans le Nord ? » de-mandai-je à Pak.

« Les tracteurs dans les champs, me répondit-il. Dans notre village, sur une centaine de familles, cinq seulement ont des bceufs. Les autres ou bien tirent la charrue eux-mêmes ou bien louent les bceufs des propriétaires. Pour chaque jour où vous utilisez son bceuf, vous devez au propriétaire une journée de travail. Sans compter à peu près 60 % de la récolte. »

Il me parla de la terreur policière au village, à Séoul, et dans l'armée, et de tous les espions et agents secrets, si nombreux partout qu'on ne révèle pas ses pensées secrètes même à ses amis intimes.

Qu'allait-il faire dans le Nord ? Pak eut un grand sounre et me dit que, comme il avait déjà travaillé dans une fabrique de balances et d'instruments de poids et mesures, on lui offrait du travail à Pyongyang dans une fabrique d'instruments de précision, et qu'il suivrait un cours d'éducation générale.

Pak était un paysan bourru, aux mains calleuses. An Hak Su était au contraire l'exemple même du citadin. Il s'était engagé pour le Vietnam parce qu'on avait promis cent dollars U.S. par mois aux volontaires (en fait il n'en toucha que 30) et qu'il espérait faire assez d'économies pour poursuivre ses études. Il se trouvait dans un service de santé qui, lui avait-on dit, ne devait soigner que la population civile du Sud-Vietnam. Quand il fut incorporé dans l'armée, il était chômeur comme des millions d'autres. « Il est impossible pour un jeune de trouver du travail à Séoul, à moins d'avoir une garantie financière et un certificat de réforme de l'armée de la R.O.K., me dit-il. Comme tout le monde est automatiquement incorporé à l'âge de 20 ans et qu'ont peut choisir parmi des millions de chômeurs, les jeunes ont beaucoup de mal à trouver du travail et ma famille ne pouvait pas payer mes études. » Il ne savait rien de la Corée du Nord, me dit-il, sinon ce qu'en disaient la presse et la radiode Séoul. Mais, une fois arrivé au Vietnam, il se rendit compte qu'on l'avait trompé sur toute la ligne. Premièrement, ils ne furent pas payés pendant les 4 premiers mois, or tous avaient compté les jours qui les séparaient de leurs cent premiers dollars. Deuxièmement, quand ils furent payés, ce fut 30 dollars par mois, or ils avaient tous emprunté davantage à l'ambassade de la R.O.K. à Saigon, aussi ils se retrouvèrent toujours lourdement endettés. Troisièmement. ce n'étaient pas les civils vietnamiens que soignait leur service de santé, mais les soldats de la R.O.K. Quatrièmement, il découvrit que ce n'était pas le «

Vietcong » que redoutait le peuple vietnamien, mais les Américains et les troupes de Saigon. « Je vis qu'on m'avait trompé sur toute la ligne, me dit An Hak Su, et qu'on m'avait probablement trompé aussi sur la moitié Nord de mon propre pays. J'avais quelques rapports avec des civils vietnamiens, qui m'aidèrent à contacter le F.N.L. J'avais peur que ce dernier ne me fasse assassiner, mais mes amis vietnamiens me donnèrent courage. En fait, les soldats du F.N.L. me traitèrent comme un frère. Ils risquèrent leur vie pour me protéger pendant les bombardements aériens et m'aidèrent à venir dans le Nord. »

Quand je lui demandai ce qu'il connaissait du Nord, il me déclara : « On nous avait dit que tout était détruit, que les gens n'avaient rien à manger et vivaient en haillons dans des caves et des tunnels; que rien n'avait été reconstruit et qu'il n'y avait d'autre travail que le travail forcé. Maintenant que j'ai visité des usines et des fermes et que je vois pour la première fois la force de notre nation, je réalise ce que nous pourrions faire si la nation tout entière, avec ses quarante millions d'êtres, était unifiée. »

An Hak Su avait été accepté à l'Université Kim Il Sung et travaillait déjà en vue d'un cours d'économie politique qui devait commencer au début de l'année scolaire 1967-68.

Les deux jeunes gens soulignaient tout particulièrement le caractère policier du régime dans le Sud; An Hak Su me déclara qu'il n'avait osé confier à personne ses doutes et ses inquiétudes. Il ne pouvait même pas faire allusion à son intérêt grandissant pour le Nord, et encore moins son intention de déserter. « L'armée est pleine d'agents de la police, me dit-il, et si vous voulez survivre, vous devez garder vos pensées pour vous. » Si l'on en juge par ce qu'on pouvait découvrir, ce n'est pas seulement l'armée qui était infestée d'espions travaillant pour la police, mais le pays tout entier.

Statistiquement, la Corée du Sud doit être l'un des Etats du monde les plus noyautés par la police, et la plupart des policiers, a l'image des lois qu'ils sont payés pour faire appliquer, sont dressés contre les mouvements, et même les pensées, qui tendent à faire l'unité du pays. Sous le régime de Rhee, qui prit fin brutalement lorsque le soulèvement massif du 19 avril 1960 obligea le personnage à fuir le pays de façon honteuse et définitive, les gens étaient encouragés à parler d'unité. Mais, jusqu'au jour où il fut congédié, la formule de Rhee pour l'unification était la « marche vers le Nord ». Pour le président actuel, Pak Jung Hi, c'est un crime que de parler d'unification, d'écrire à ce sujet, ou d'y penser. Pour lui la question est " prématurée », l'armée n'est pas encore assez forte, et par conséquent les pensées du peuple ne doivent pas se tourner dans cette direction. Le président est un ancien officier de l'armée japonaise — il fallait être un traître dévoué et

efficace pour être admis en pareille compagnie — et les archives montrent qu'il a pris part à 1l0 expéditions punitives organisées par les Japonais contre ses compatriotes en Corée même et en Mandchourie.

Le général Pak Jung Hi est venu au pouvoir en mai 1961 grâce à un putsch militaire dirigé contre le successeur immédiat de Rhee, John Chang, qui était auparavant ambassadeur de Corée du Sud à Washington et que la C.I.A. jugeait « trop mou » sur le problème de l'unification. Pak a enlevé son uniforme parce que Washington est très sensible aux critiques qui parlent de dictature militaire, et, petit à petit, utilisant les méthodes et l'organisation perfectionnées par Syngman Rhee, il a consolidé son pouvoir pour devenir un « président civil élu ».

Si l'on juge d'après les données de la presse sud-coréenne, Pak est l'un des plus grands législateurs de l'histoire puisqu'au cours des six premières années de son mandat il a passé environ une loi par jour, les plus sévères de ces lois visant à boucher les trous qui pouvaient encore exister dans le système d'interdiction totale des actes et des pensées en faveur de l'unification. Il y a, pour l'ensemble de la population, des lois aussi finement nuancées que la « loi spéciale punissant les crimes spéciaux » ou la « loi spéciale punissant les crimes particuliers »; il y a, parmi des centaines d'autres, une « loi sur les attroupements et les manifestations en plein air », il existe, pour ceux qui, de par leur profession, manient la parole écrite et orale, la « loi sur les journaux et les agences nouvelles » et la « loi sur les émissions radiophoniques »; il y a des lois sur le « contrôle de la violence », sur la « purification des activités politiques », sur les « mouvements politiques », sur la » suppression de la citoyenneté pour ceux qui attaquent la démocratie »; il y a enfin deux lois très spéciales, une loi « anticommuniste » et une loi sur la « sécurité de l'Etat » — cette dernière étant l'oeuvre de Rhee, Pak n'a fait que l'améliorer — qui prévoient ce que les autres ont pu oublier. Toutes permettent de traîner les citoyens devant les commissions de torture et les pelotons d'exécution. Pour l'instant, le président Pak Jung Hi a plus de trois mille lois de ce genre à son actif.

Des experts en ce domaine m'assurent que la loi « anticommuniste » va beaucoup plus loin que la « loi sur le maintien de la sécurité publique » introduite par les Japonais ou la loi de Rhee sur la « sécurité de l'Etat », car elle considère comme des « criminels politiques » passibles de la peine capitale les individus ou les membres des organisations qui recommandent l'unification pacifique du pays. Aux termes de l'article 1, paragraphe 4, de cette loi, les organisations qui, « sciemment ou non », font l'éloge du Nord ou lui témoignent de la sympathie seront déclarées « organisations hostiles à l'Etat » et leurs membres, ainsi que ceux qui

approuvent ou soutiennent ces organisations, seront sévèrement punis. Aux termes de l'article 4, paragraphe 2, toute personne qui écrit un article demandant l'unification pacifique — ou à vrai dire un article que désapprouve le président Pak — peut être emprisonnée pour 7 ans, ainsi que les gens qui détiennent ces articles ou ces pamphlets en leur possession. Aux termes de l'article 5 de la « loi spéciale punissant les crimes spéciaux », ceux qui communiquent oralement ou par écrit avec des parents ou amis affiliés à des partis politiques ou des organisations étrangères « non approuvées » — c'est-à-dire ceux qui communiquent avec le Nord — peuvent être punis de peines de prison allant jusqu'à 7 ans pour avoir « agi » dans l'intérêt d'organisations hostiles à l'Etat ou des cercles communistes étrangers ». Sur le plan politique, ceci empêche tout contact Nord-Sud entre individus et organisations, à quelque niveau que ce soit et quel qu'en soit le but; sur le plan humain, cela consiste à faire un crime contre l'Etat d'une correspondance Nord-Sud entre mari et femme, ou entre parents et enfants par l'intermédiaire de tierces parties.

L'interdiction complète de tout contact entre le Nord et le Sud est l'objet de tant d'attaques que rien n'est laissé au hasard. L'article 1 de la loi sur la « sécurité de l'Etat » prévoit que les membres de partis politiques qui préconisent, entre le Nord et le Sud, des entretiens, des échanges économiques et culturels, des liaisons postales et des communications télégraphiques, sont passibles de peines allant de cinq ans de prison minimum à la peine capitale. La formule est la suivante : « formation d'organisations ou de groupes hostiles à l'Etat ». L'expression « hostiles à l'Etat » désigne ici des groupes dont les activités vont à l'encontre de la politique suivie par l'Etat, c'est-à-dire par le président Pak. Ceux qui « approuvent, encouragent, ou soutiennent les activités de ces organisations ou les membres de ces organisations ou groupes hostiles à l'Etat », peuvent, aux termes du même article, être condamnés à 10 ans de prison, à la prison à vie, ou à la peine de mort.

Bien entendu, le crime le plus haïssable aux yeux du président Pak est celui qui consiste à « mener une agitation ou une propagande destinée à renverser le gouvernement » et la « loi spéciale punissant les crimes particuliers » prévoit pour ces criminels des peines allant de 5 ans de prison minimum à la peine capitale. Aux termes de l'article 3, paragraphe 3, de la même loi, on peut infliger jusqu'à 10 ans de prison à quiconque invente un " mensonge » à propos du gouvernement, ou à quiconque répand « sciemment » ce mensonge. Selon d'autres lois citées plus haut, l'autorisation de manifester doit être demandée à la police 48 heures à l'avance; il faut l'autorisation de la police pour constituer n'importe quelle organisation, groupe, ou cercle; l'approbation préalable de la police est

même nécessaire si l'on veut soulever le problème d'un conflit du travail; et

ainsi de suite.

Le fait que les Etats-Unis aient réussi à présenter comme la Corée du « monde libre » un régime qui a besoin de pareilles lois pour survivre est un triomphe pour leur système de propagande; le fait que l'UNCURK voie dans le régime de Pak Jung Hi une « promesse de démocratie » montre à quel point les représentants des Nations Unies en Corée se sont écartés à tous égards de la charte de l'O.N.U.

Il va de soi que l'application de pareilles lois exige tout un réseau de délateurs et un considérable appareil de répression. Rhee et Pak ont rivalisé pour les mettre sur pied. On estime qu'il y a dans les usines un agent de la police pour 15 ouvriers; dans les établissements d'enseignement supérieur, un pour 8 étudiants; 37 organisations font du renseignement rien qu'à l'université de Séoul. Le régime actuel a deux fois plus de policiers par habitants que n'en avaient les Japonais au plus fort de la répression; trois fois plus que les U.S.A. et la Grande-Bretagne; or Pak a l'intention de doubler cette force de police dans les années qui viennent. Ces chiffres ne concernent que la police régulière. A côté des 40.000 hommes de la police régulière, on trouve, dans les dix sections du « Bureau de la Sécurité Intérieure », placé sous le contrôle direct des conseillers U.S., 320.000 agents de police payés à plein temps.

Les activités d'espionnage sont coordonnées, tout comme aux U.S.A., par la Central Intelligence Agency qui, à l'échelon coréen, dépend théoriquement de Pak Jung Hi, mais est en fait subordonnée à l'agence de la C.I.A. américaine à Séoul. Son personnel est de 15.000 personnes, et elle emploie 370.000 agents à plein temps. L'une de ses branches est le Service de Contre-espionnage qui travaille dans l'armée de la R.O.K avec 20.000 agents.

L'été 1967 a brutalement mis en lumière les extrémités auxquelles est prêt à se livrer le régime policier de Séoul et la nature des méthodes qu'il utilise : plus de 30 étudiants sud-coréens ont été kidnappés en Allemagne de l'Ouest, en France, et ailleurs, par des agents de Pak Jung Hi , et ramenés clandestinement en Corée du Sud. Ils étaient par-dessus tout accusés d'avoir des contacts illicites avec la Corée du Nord. L'affaire fit scandale, et l'indignation de l'opinion publique en Allemagne de l'Ouest, où avaient eu lieu la plupart des enlèvements, obligea le gouvernement de Bonn à expulser un certain nombre de diplomates sud-coréens. Ces

événements s'étant déroulés à l'étranger, en Europe occidentale, ils ont, pendant quelque temps, attiré l'attention générale sur la nature véritablement fasciste du' régime de Pak Jung Hi .

L'appareil de répression n'est pas seulement destiné à contrôler l'ensemble de la population, il sert aussi d'instrument privé et permet d'éliminer des rivaux. Lors de la troisième « élection » présidentielle, le 15 mai 1956, Cho Bong Am, qui avait osé se présenter contre Syngman Rhee à la tête du « Parti Progressiste » recueillit 2.160.000 voix sur un programme d'unification pacifique du pays, montrant ainsi qu'il pouvait être un rival sérieux pour l'élection suivante. Le 27 février 1959, Rhee le fit arrêter aux termes de la loi sur la « sécurité de l'Etat »; il fut plus tard exécuté. Les lois ne sont d'ailleurs pas nécessaires pour éliminer les rivaux; Shin Ik Hi, qui représentait le « Parti Démocrate » à cette même élection, mourut mystérieusement dans un train à la fin de sa campagne électorale, dix jours avant le vote. Lors de l'élection suivante, le 15 mars 1960, Cho Bung Ok, successeur de Cho Bong Am et adversaire de Syngman Rhee pour la présidence, mourut d'une maladie inconnue dans un hôpital américain, un mois avant les élections, c'est-à-dire — comme dans le cas de Shin Ik Hi — trop tard pour que le « Parti Démocrate » présente un autre candidat. Et ainsi de suite, jusqu'en mai 1967, date à laquelle le premier acte de Pak Jung Hi, après qu'il se fût fait réélire selon les méthodes habituelles, fut de faire arrêter un de ses adversaires, O Jai Jung, sous prétexte qu'il avait « violé la loi électorale » en critiquant le rôle de Pak dans une célèbre affaire de corruption. Les jours suivants, il fit arrêter 83 hommes politiques de l'opposition qui avaient annoncé leur candidature aux élections à I assemblée nationale.

Le régime de Pak peut se prétendre non seulement le plus rapide législateur du monde, mais aussi celui qui perd le moins de temps pour appliquer la loi. En 1961, année du putsch militaire de Pak, les divers tribunaux tranchèrent 715.000 cas, 100.000 personnes ayant été arrêtées dans le mois qui suivait le putsch. Pendant deux mois, en janvier et février 1962, un juge du tribunal de Séoul régla un millier de cas par jour, mais l'agence de nouvelles Hapdong, agence officielle, put annoncer le 5 juin qu'un « nombre de jugements sommaires sans précédent dans l'histoire » avait été atteint par le tribunal de Séoul, qui avait réglé la veille 5.196 cas, soit un toutes les seize secondes. On estime qu'au cours des deux premières années du gouvernement Pak, au moins un Sud-Coréen sur 15 a été emprisonné, quand il n'a pas subi une peine plus grave.

C'est une loi bien connue : la répression entraîne la résistance. Pak Jung Hi redoute, dirait-on, que le développement de sa force de répression soit en retard sur le développement de la résistance, qui a montré une

puissance alarmante en 1964-65 lors des manifestations contre le traité entre le Japon et la R.O.K. Il semble que la force de la résistance intérieure soit l'une des raisons pour lesquelles Pak a l'intention de réintroduire en Corée du Sud ses vieux maîtres japonais sous couleur d'« assistance mutuelle ». C'est là une chose que le peuple coréen ne tolérera pas, et qui poussera les patriotes du Sud et du Nord à unir leurs forces pour essayer, plus que jamais, de faire l'unité du pays et de mettre fin une fois pour toutes à tous les régimes policiers et antinationaux comme ceux de Rhee et de Pak.

Quelles sont les mesures pratiques que peut prendre le Nord pour faciliter l'unification pacifique du pays, et comment ce problème est-il considéré officiellement ? A Pyongyang, j'ai eu une longue conversation à ce sujet avec des membres du Comité pour la Réunification Pacifique de la Corée, dont voici la position :

La réunification doit être accomplie par le peuple coréen de manière démocratique et pacifique. Le mieux serait de créer un Gouvernement Central Unique par le biais d'élections générales qui auraient lieu au Nord et au Sud dans un climat de liberté. Mais pour cela, il faut que toutes les troupes étrangères se retirent de Corée. Le retrait des troupes est une condition préalable à l'unification pacifique du pays. Si les troupes étrangères demeurent, il ne peut y avoir d'élections nationales dans une atmosphère de liberté.

Il n'y a pas de troupes étrangères en Corée du Nord, mais il y a des troupes U.S. dans le Sud. Nous exigeons qu'elles s'en aillent. Pour organiser des élections nationales, les Coréens du Nord et du Sud doivent pouvoir s'exprimer librement, ce qui est impossible si la moitié du pays est occupée par des troupes étrangères. Nous soutenons que tous les partis politiques, toutes les organisations sociales, doivent jouir d'une complète liberté d'action partout en Corée. Il faut que les gens puissent voyager librement dans le Nord et dans le Sud afin de s'informer et de juger par eux-mêmes. C'est ainsi, et ainsi seulement, qu'on peut prendre une décision libre. Si des élections générales avaient lieu dans un pareil climat de liberté, si le vote était secret, et si tous les partis politiques pouvaient faire campagne dans toutes les régions du pays, alors on pourrait constituer un gouvernement uni et démocratique.

Voilà notre position de base sur le problème de la réunification de la Corée. Mais les autorités sud-coréennes, soutenues par les Etats-Unis, se sont toujours opposées à la réalisation de nos propositions. En fait elles ne devraient avoir aucun sujet de crainte si elles étaient vraiment favorables à la démocratie, puisque la population du Sud est plus du double de celle du

Nord. Mais, comme les autorités sud-coréennes rejettent ces propositions, nous avons suggéré à plusieurs reprises des mesures transitoires qui ne vont pas jusqu'à la réunification totale.

Nous avons par exemple suggéré la création d'une Confédération de la Corée du Nord et du Sud; on commencerait par constituer un Comité national suprême, qui comprendrait, en nombre égal, des représentants désignés des deux cotés, ne toucherait pas, dans l'immédiat, aux systèmes sociaux et politiques existants de la R.D.P.C. et de la Corée du Sud, et préserverait leur liberté d'action. Ce Comité National Suprême pourrait néanmoins coordonner de façon unitaire le développement économique et culturel, et pourrait représenter la Corée tout entière dans le domaine des affaires extérieures.

Cette Confédération n'équivaudrait pas à une réunification totale, mais créerait une atmosphère favorable à des mesures qui pourraient ultérieurement y conduire.

Cette proposition ayant à son tour été rejetée par les autorités sud-coréennes, nous avons proposé la création d'un Comité Economique qui laisserait de coté la politique et s'occuperait du commerce et des relations économiques entre le Nord et le Sud. Nous avons proposé des échanges économiques parce que dans le Nord, en développant simultanément l'industrie légère et l'agriculture tout en accordant la priorité à l'industrie lourde, nous avons fermement jeté les bases d'une économie nationale à la fois forte et indépendante. Nous pensons que, si nous pouvons établir un lien organique entre l'économie du Nord et celle du Sud, nous pouvons résoudre le problème du niveau de vie des Coréens du Sud et de ceux du Nord. Ces problèmes pourraient être résolus par la création de ce comité.

Là encore, nous avons essuyé un refus. Nous avons alors proposé de partager avec le peuple sud-coréen certains des bénéfices réalisés dans le Nord. Nous avons proposé de fournir au Sud une aide économique, d'y implanter des industries, de le ravitailler en nourriture et en biens de consommation. En 1964, nous avons très précisément offert, pour commencer, de livrer chaque année à la Corée du Sud 100.000 tonnes d'acier laminé; 1.000 millions de kW/h d'électricité; 10.000 tonnes de fibres chimiques; 300.000 tonnes de riz et de grandes quantités de ciment, bois de construction, machines et autres produits. Notre proposition fut refusée et les hommes politiques et les journalistes sud-coréens qui avaient conseillé de l'accepter furent arrêtés; certains furent même exécutés. Nous avons fait également des suggestions concrètes pour détendre la situation et accélérer la réunification. Si les troupes U.S. quittaient le Sud comme les troupes étrangères ont quitté le Nord, nous

pourrions conclure un traité de paix et de non-agression, qui permettrait de réduire à 100.000 hommes ou moins l'effectif de nos armées et soulagerait ainsi de façon considérable l'économie des deux parties du pays. Si le Sud annule ses traités militaires avec les U.S.A., nous abrogerons de même ceux que nous avons passés avec des Etats étrangers. Ces propositions ont été rejetées. Pensant qu'on pouvait prendre au moins quelques mesures minimum pour renouer les liens brisés, nous avons suggéré que les liaisons postales et télégraphiques soient rétablies. Nous envoyons dans le monde entier des lettres et des télégrammes, nous en recevons de partout, d'endroits situés à des dizaines de milliers de kilomètres, nous ne recevons rien de nos compatriotes qui, eux, se trouvent à deux pas. Même cette proposition ne fut pas acceptée.

Nous sommes prêts — et nous sommes en mesure de le faire — à donner du travail aux chômeurs du Sud, à prendre soin des orphelins de guerre, à assurer l'éducation d'étudiants qui ne peuvent pas payer leurs études. Nous finançons les études de milliers d'étudiants coréens au Japon. Mais sur ce point comme sur les autres, nous avons reçu la réponse habituelle.

Nous ne sommes pas opposés à une médiation internationale sur la question de la réunification. Nous avons proposé une conférence entre le Nord et le Sud, et à laquelle assisteraient, pour faciliter un accord, des pays étrangers choisis en nombre égal par les deux camps. Cette proposition a été repoussée. Préconiser la réunification dans le Sud est aujourd'hui un délit passible de prison. Pak a déclaré au peuple que c'est seulement dans la seconde moitié des années 70 que la réunification pourra être envisagée : « une confrontation immédiate aurait pour résultat la défaite du Sud », a-t-il dit aux Sud-Coréens. « Nous devons travailler à acquérir une véritable puissance qui nous permettra d'écraser le communisme dans le Nord. L'heure n'est pas encore venue. » Mais pour nous, le problème n'a rien à voir avec une épreuve de force; il touche aux droits et aux aspirations nationales du peuple coréen tout entier; il ne s'agit pas de conquérir ou d'être conquis, il s'agit pour tous, communistes, nationalistes et autres patriotes d'unir leurs efforts et de lutter en commun pour la réunification. Il ne s'agit pas de politique, d'idéologie, ou de religion, mais de la tâche suprême de la nation...

On peut difficilement imaginer propositions plus raisonnables et plus souples; elles ont toutes fait l'objet, à un moment ou à un autre, de documents officiels. Le dernier exemple remonte au 4 janvier 1967, date à laquelle Kim Il Sung répondant par écrit au Président de l'institut des Affaires Coréennes à Washington, déclarait incidemment dans sa lettre : « Si les autorités sud-coréennes prennent, même aujourd'hui, une position

indépendante et abandonnent cette politique qui consiste à s'appuyer sur des forces étrangères, nous pouvons les rencontrer dans un pays neutre, ou dans n'importe quel endroit préalablement désigné... » La seule façon raisonnable de résoudre le problème consiste à proposer que les gens se rendent compte par eux-mêmes et désignent le gouvernement qu'ils désirent par des élections qui soient vraiment libres et où le vote soit vraiment secret.

Economiquement parlant, la Corée du Nord est aujourd'hui si forte qu'elle pourrait absorber une grande partie des chômeurs du Sud; elle pourrait financer immédiatement la construction de dizaines d'usines — elle exporte déjà, dans des pays africains par exemple, des ensembles industriels complets. Une Corée unifiée pourrait rapidement développer une économie vraiment forte, prospère, totalement indépendante vis-à-vis des capitaux étrangers. Ce que j'ai vu au contraire, dans l'édition anglaise des journaux publiés à Séoul lors des élections présidentielles de mai 1967, ce sont des pages de réclame dans lesquelles les grosses banques japonaises, les groupes les plus importants étant les groupes Mitsui, Mitsubishi et Sumimoto, demandaient au lecteur de soutenir « Pak Jung Hi et la stabilité ». Plus d'une centaine de grands monopoles japonais — ceux qui ont jadis saigné la Corée à blanc — sont déjà de retour à Séoul, les vannes ayant été grandes ouvertes au capital japonais par la signature du traité entre le Japon et la Corée du Sud. Pak Jung Hi est vraiment en train de ramener le Sud à l'état humiliant de colonie, et ce le plus rapidement possible.

La réponse à toute la série de tentatives de conciliation faites par le Nord a été la création du genre de situation esquissé dans les deux premiers chapitres. Devant cette situation, les dirigeants coréens, tout en continuant à réclamer des démarches ou des contacts susceptibles de faire baisser la tension, préparent également d'autres moyens de réaliser la réunification. L'un consiste à tout faire pour développer les force révolutionnaires du Sud, un autre à poursuivre la construction de l'industrie dans le Nord, le troisième à renforcer la puissance militaire du Nord pour pouvoir, en cas d'attaque, riposter et écraser le régime de Pak Jung Hi ou de son successeur quel qu'il soit.

Dans son discours lors d'une conférence du Parti du Travail le 5 octobre 1966, Kim Il Sung a déclaré que maintenant la base révolutionnaire dans le Nord « est devenue une force invincible et que la victoire dans l'ensemble du pays dépend surtout du développement des forces révolutionnaires en Corée du Sud... Mais, a-t-il ajouté en guise d'avertissement, les forces révolutionnaires, à moins d'être convenablement entraînées, ne seront pas

prêtes pour le grand événement révolutionnaire, c'est-à-dire l'unification nationale et seront incapables de résister à l'inévitable offensive contre-révolutionnaire de l'ennemi. La ligne générale de la révolution en Corée du Sud consiste actuellement à empêcher l'ennemi de détruire les forces révolutionnaires, et à accroître constamment ces forces en prévision du moment décisif de la révolution...

« L'unification de notre pays est la tâche suprême de la nation », dit Kim Il Sung. « C'est un problème urgent dont la solution ne souffre aucun retard. Il y a peut-être plusieurs moyens de faire l'unité nationale. Mais, quelles que soient les mesures concrètes qui seront prises, il faut absolument que le pays soit unifié de façon indépendante par le peuple coréen lui-même. L'unification de la Corée est une affaire intérieure de la nation coréenne, les Nations Unies n'ont pas le droit de s'en mêler... Essayer de réaliser l'unification en s'appuyant sur des forces étrangères est une illusion qui ne peut arriver qu'à perpétuer la division de la nation et à la réduire en esclavage... »

Dans le discours qu'il prononça à la tribune le Jour de Mai 1967, sous les applaudissements ininterrompus de Kim Il Sung et des principaux dirigeants du Parti des Travailleurs Coréens, Kim Dong Kyo, secrétaire du Comité de la ville de Pyongyang, déclara : « Notre génération doit libérer la Corée du Sud et transmettre à nos fils et à nos filles un beau pays unifié et prospère... Notre peuple désire que le pays soit unifié par des moyens pacifiques, mais si les agresseurs U.S. déclenchent une autre guerre en Corée, nous leur rendrons leurs coups au centuple, nous les écraserons, et nous ferons l'unité nationale... »

Au cours de la conversation que j'eus avec lui, le Premier Ministre Kim Il Sung, après m'avoir indiqué les documents qui présentaient les différentes initiatives prises par le Nord en faveur d'une réunification pacifique, me fit la déclaration suivante :

« Nous avons combattu les Américains pendant 3 ans. Nous les connaissons. S'ils ont encore envie de nous attaquer, nous sommes prêts à leur porter des coups terribles et à les repousser. Nos soldats et notre peuple ont une grande expérience de la lutte contre les Américains. Notre propre guerre, et l'expérience vietnamienne nous ont appris à ne pas craindre l'impérialisme U.S. S'ils nous envahissent à nouveau, nous riposterons; dans le Nord, nous sommes prêts à le faire. Le peuple l'est également dans le Sud. Là aussi, les luttes passées lui ont donné une grande expérience. Il y a eu, en 1894, la guerre des paysans qui éclata dans le Sud au cours de la période féodale. La lutte contre l'occupation japonaise a souvent été déclenchée dans le Sud. C'est dans le Sud qu'est né, en 1919, le premier soulèvement de mars. Quand nous avons combattu les

Américains, des centaines de milliers de jeunes Sud-Coréens sont venus volontairement combattre à nos cotés. Après les accords sur l'armistice, c'est la révolte du peuple sud-coréen, le 19 avril 1960, qui a amené le renversement de Syngman Rhee. Le peuple sud-coréen est rompu aux combats, il l'a encore montré dans sa lutte contre le traité entre le Japon et la R.O.K.; et le mécontentement populaire devant l'envoi de troupes au Sud-Vietnam grandit chaque jour.

« Je pense que, dans le Sud, la lutte de nos compatriotes contre le régime fantoche de Pak Jung Hi va s'accélérer. Les Américains essayent aujourd'hui de nous effrayer, dans le Nord et dans le Sud, avec leurs manoeuvres et leurs provocations militaires. Mais ils ne peuvent pas nous effrayer, que ce soit ici ou dans le Sud... Notre politique est toujours de réunifier le pays par des moyens pacifiques. Mais si les forces américaines nous envahissent à nouveau, les forces révolutionnaires du Nord s'uniront à celles du Sud pour les balayer, accélérant ainsi la réunification du pays. C'est pourquoi nous ne redoutons pas la guerre. Nous ne voulons pas la guerre, mais nous n'en avons pas peur. S'ils nous envahissent, ils détruiront peut-être de nombreux bâtiments, une fois de plus, mais ils ne pourront jamais détruire la résistance de notre peuple.

« La situation est tendue. Cela non plus notre peuple n'en a pas peur. Mais c'est la raison pour laquelle, à la conférence du Parti (octobre 1966) nous avons décidé de poursuivre le développement de l'économie parallèlement à celui de notre défense militaire jusqu'au moment où la guerre éclatera — si on en arrive là. En tout cas, quand les forces révolutionnaires du Nord et du Sud auront encore été consolidées, la victoire nous appartiendra. Notre pays sera réunifié... »

Voilà les sentiments que, partout où je me suis rendu, j'ai trouvés en Corée du Nord sur cette question.

14

Corée et Vietnam

La présence au Sud-Vietnam de 50.000 soldats sud-coréens qui versent leur sang pour y défendre les intérêts U.S. est dans l'ordre des choses, compte tenu des rapports de vassal à suzerain qui existent entre le régime de Séoul et Washington. Ce n'est rien d'autre que l'aboutissement du vieux rêve de Dulles : ((Asiatiques contre Asiatiques ». En avril 1954 le défunt John Foster, qui essayait de constituer comme en Corée une armée international d'intervention pour sauver le colonialisme français en Indochine, put utiliser comme appât deux divisions de la R.O.K., qui étaient déjà « dans la poche ». Un seul des douze pays contactés, mon Australie natale, mordit à l'hameçon en proposant six bataillons. Les autres refusèrent. La guerre de Corée avait servi de leçon. Comme les troupes de la R.O.K. étaient armées, vêtues et payées par les Américains, et que ceux-ci finançaient en grande partie le budget de Rhee, il n'est guère étonnant que Dulles ait réussi à lui soutirer cette offre. Mais le projet échoua. Alors que Dulles, à Genève, était encore occupé à solliciter les bonnes grâces de clients éventuels parmi les anciens participants à la guerre de Corée, qui pensaient avoir été réunis pour consolider la paix en Corée et non faire la guerre en Indochine, Dien Bien Phu tomba. Peu après, le gouvernement français responsable des événements qui avaient conduit à Dien Bien Phu tombait également.

Il fallut encore 11 ans et une politique cent pour cent américaine au Vietnam du Sud pour voir deux divisions de la R.O.K. et quelques bataillons australiens combattre pour l'Amérique en Indochine. Pour la première fois dans l'histoire, des troupes coréennes étaient utilisées

comme mercenaires dans une guerre étrangère, bien qu'en 1956, à l'occasion de Suez, Syngman Rhee ait offert d'envoyer des troupes pour aider les Britanniques et les Français à un moment où il était gênant pour les U.S.A. de prendre ouvertement position contre le monde arabe. Et, en 1967, Pak Jung Hi a envoyé en Rhodésie un groupe de conseillers militaires.

« Asiatiques contre Asiatiques » : c'est une affaire rentable pour les Etats-Unis, non seulement en vies humaines, mais même sur le plan financier. L'entretien d'un soldat américain en campagne a été évalué — la chose a été publiée — à $ 45,57 par jour; celui d'un Turc à $ 1,89; celui d'un Thaï à $ 1,47 et celui d'un Sud-Coréen à seulement $ 1,25. Les Turcs et les Thaïs ont été utilisés en Corée pour amener la R.O.K. à fournir par la suite des troupes à $ 1,25 par jour; ces dernières sont aujourd'hui utilisées au Sud-Vietnam pour amener le Sud-Vietnam à envoyer des troupes, à peut-être un dollar par jour, en Asie, en Afrique ou en Amérique Latine, où elles iront étouffer la voix d'un autre peuple et faire baisser de nouveau le prix de la chair à canon. C'est une affaire qui marche, les calculatrices de Washington peuvent sûrement en faire la preuve.

Pour les Nord-Coréens, la guerre du Vietnam est une seconde édition de leur propre guerre, à cette différence près que les Etats-Unis ne peuvent pas cette fois s'abriter derrière le drapeau des Nations Unies. Pour un Coréen, l'identification est complète, à ce point que, lorsque les dirigeants déclarent « la guerre du Vietnam est notre guerre », il n'y voit aucune démagogie, mais une vérité pure et simple. Le Vietnam est, lui aussi, un pays divisé contre son gré. Il a un 17" parallèle au lieu d'un 38^{e} . Et, si le gouvernement U.S. n'est pas responsable de l'établissement d'une ligne au long du 17" parallèle, il est manifestement responsable du fait qu'elle est devenue une barrière permanente qui divise le pays et le peuple. Dans les deux cas, c'est la fourberie américaine qui a perpétué des lignes qui ne devaient être que provisoires et qui avaient été établies, lors de conférences internationales, pour des raisons tout à fait plausibles; dans le cas du 38^{e} parallèle, pour faciliter le désarmement et la dissolution du régime japonais d'occupation ; dans le cas du 17* parallèle, pour mieux séparer les combattants et permettre un véritable cessez-le-feu. Dans les deux cas les Etats-Unis, après avoir rendu ces lignes pratiquement permanentes, ont mis sur pied des forces armées dans le Sud dans le but non dissimulé d'annexer le Nord par la force. Dans les deux cas, les Etats-Unis ont rejeté la procédure la plus élémentaire et la plus démocrati-que, celle qui aurait permis au peuple tout entier d'exprimer sa volonté et de choisir lui-même son régime. Les deux pays ont été soumis par le même ennemi à des bombardements impitoyables et à d'autres atrocités, qui équivalent à une tentative de génocide.

Si plus d'un tiers de l'armée permanente des Etats-Unis est actuellement concentré au Sud-Vietnam pour essayer de soumettre le peuple sud-vietnamien et soutenir le régime fantoche des généraux Nguyen Van Thieu et Nguyen Cao Ky, les Américains ont conservé des forces considérables en Corée du Sud pour soumettre le peuple sud-coréen et soutenir le régime fantoche de Pak Jung Hi . (Le commandement de l'O.N.U. en Corée du Sud est en fait la 8e armée U.S. qui comprend la 2e et la 7e Division d'infanterie, la 314" Division Aérienne, la 4e Unité d'Armes Spéciales Air-Sol, la 38e Brigade Anti-Aérienne— et une compagnie de troupes thaï.) La moitié très exactement de l'armée des Etats-Unis est concentrée contre le peuple coréen et le peuple vietnamien. L'instrument conçu à l'origine pour faire du Sud-Vietnam un tremplin permettant d'envahir le Nord et de renverser le courant révolutionnaire était SEATO. Celui que les experts politico-militaires U.S. travaillent encore à assembler contre le peuple coréen est NEATO, dirigé par les U.S.A. avec pour partenaires le Japon, la Corée du Sud et Taiwan. L'idée avait connu une longue éclipse en raison de l'opposition populaire, au Japon comme en Corée du Sud, à la conclusion du traité entre le Japon et la R.O.K. Mais, une fois le traité signé, l'idée fut relancée par la visite de Pak Jung Hi à Taiwan en février 1966 et par la « conférence ministérielle des pays d'Asie et du Pacifique » qui se tint à Séoul au mois de juin la même année.

SEATO fut en fait un échec, en raison de la répugnance qu'éprouvaient certains de ses membres, surtout la France et le Pakistan, à risquer de se brûler les doigts en tirant les marrons du feu pour les Américains. Dans le cas de NEATO, il est question de laisser quelques marrons aux partenaires, ce qui, on l'espère, devrait stimuler leur enthousiasme. Jusqu'à présent, les Etats-Unis ont conclu des pactes militaires bilatéraux avec le Japon, Taiwan, et la Corée du Sud, ce qui signifie entre autres choses, que l'équipement, l'entraînement, et le système de commandement militaire des partenaires sont standard — et américains. Tous ces éléments peuvent s'intégrer en douceur et former, en un rien de temps, une « armée de l'Asie du Nord-Est ». Il est prévu pour cette armée un commandement japonais— tout comme à la tête des forces de terre de l'O.T.A.N. se trouve un général allemand — mais le commandement suprême serait en fait américain.

Les Américains, tirant la leçon de leur échec, ont fait de SEATO un instrument docile de la politique U.S. en Indochine. Un membre important comme, par exemple la France se rebiffait parce qu'on lui

demandait de sacrifier des hommes et de l'argent pour faciliter aux Américains la reprise de ses propres intérêts en Indochine. Pareille erreur ne risque pas de se répéter avec NEATO; en Corée du Sud, le Japon et Taiwan se voient offrir une part substantielle du butin. Mais au Nord du 38e parallèle, il y a toujours la Corée du Nord, indépendante, économiquement et militairement puissante; au Nord du 17e parallèle il y a toujours le Nord-Vietnam, indépendant, économiquement et militairement puissant, dirigé par des hommes d'expérience qui ont appris à défendre le patrimoine national.

La Corée et le Vietnam sont de vieux pays à la civilisation séculaire; c'étaient des Etats unifiés bien avant que les Etats-Unis n'existent; leurs capitales existaient en tant que telles bien avant que Washington ne soit construit. Ces deux pays sont des prolongements péninsulaires de l'Asie, et, tout au long de leur histoire ils ont mené des combats héroïques, en général avec succès, pour préserver leur indépendance; quand ils l'ont provisoirement perdue, ils ont du moins préservé leur héritage national, leur culture très particulière, leur langue, leurs traditions et leurs coutumes, leurs arts et leur musique, et même leur costume national. Ils ont souffert de l'impérialisme moderne, français et japonais au Vietnam, japonais en Corée, aujourd'hui, dans les deux pays, américain.

(Soit dit en passant, un caprice ironique de l'histoire a voulu que le premier contact de la Corée avec l'impérialisme se fasse avec les Etats-Unis. Les Américains arrivèrent en 1950 avec les tanks du général Sherman, mais ils étaient venus près d'un siècle plus tôt avec un autre « Général Sherman », navire marchand bien armé. En août 1866, le « Général Sherman » jeta l'ancre à l'embouchure du Taedong et son capitaine, Preston, insista pour avancer vers l'intérieur. On rapporte qu'il déclara : « Notre bateau a. l'air d'un navire de guerre, mais nous n'avons aucune intention hostile. Tout ce qui nous intéresse, c'est de faire du commerce en paix. » Le commerce avec les U.S.A. était alors interdit, et une délégation de magistrats coréens se rendit à bord pour refuser au navire l'autorisation d'aller plus loin. Mais Preston leva l'ancre et remonta jusqu'à Pyongyang, tirant le canon sur son passage pour impressionner les opposants éventuels. Sommé à nouveau de se retirer, il exigea de l'or, de l'argent, du ginseng — déjà célèbre pour ses qualités aphrodisiaques — et 150 tonnes de riz. Ayant essuyé un refus, Preston ouvrit le feu sur les bateaux qui se trouvaient dans le secteur. La nuit, des guérilleros allèrent mettre le feu au navire, qui coula dans le Taedong avec tout son équipage, juste en face de Pyongyang. Deux canons de 120 du « Général Sherman » ornent aujourd'hui deux des musées historiques de Pyongyang. Deux navires de guerre U.S., manifestement à la recherche du marchand pirate,

essayèrent plus tard d'aborder la côte coréenne, mais leurs tentatives de débarquement furent repoussées.)

La Corée et le Vietnam ont mené une double bataille contre leurs propres maîtres féodaux et contre les envahisseurs étrangers; tous deux ont fait l'amère expérience de l'impérialisme sous ses formes orientale et occidentale. C'est pourquoi les Coréens ne séparent pas leur cas de celui des Vietnamiens. Après la réunification et la construction, le principal thème en Corée du Nord est la solidarité avec le Vietnam. Elle s'exprime partout par des affiches et des slogans. Mais elle apparaît aussi de façon pratique dans l'aide considérable qui est apportée au peuple vietnamien. Dans presque toutes les usines que j'ai visitées, une partie de la production était réservée au Vietnam. Parfois tout un service ou une branche de ce service, ou encore certaines machines, travaillaient pour le Vietnam, comme l'annonçaient de grandes affiches collées dans les services ou au-dessus de la machine. Des dizaines de milliers de tonnes d'engrais chimiques, de tracteurs, d'acier laminé, de petites turbines destinées à produire de l'électricité à la campagne, de moteurs diesel, ont été offertes au peuple vietnamien. L'explication que l'on vous donne toujours est simple : « Ils se battent pour nous. »

Le peuple coréen reconnaît que, même si les Etats-Unis se retiraient de Corée, une paix durable serait impossible tant qu'ils garderaient des forces sur le continent asiatique; on risquerait toujours de les voir essayer de revenir. Si le Vietnam tombait, les dirigeants et le peuple estiment que, même en ayant échappé jusque-là au destin prévu pour eux par les plans « Trois Flèches » et « Dragon Volant », ils verraient alors se tourner contre eux toute la puissance des U.S.A. et de leurs partenaires asiatiques. C'est pour toutes ces raisons que, selon les dirigeants coréens, le problème du Vietnam ne le cède en importance qu'aux problèmes urgents de la Corée. Kim Il Sung a bien insisté sur le fait que c'est à la conduite tenue à l'égard du Vietnam qu'il faut mesurer, même au sein du camp socialiste, le dévouement aux principes de la révolution internationale. 11 a aussi insisté pour que le camp socialiste et le mouvement progressiste dans le monde fassent du Vietnam un point de ralliement et, oubliant là toutes divergences, constituent un front uni.

« Dès que l'impérialisme U.S. a déclenché l'agression armée contre le Vietnam, dit-il dans son rapport à la conférence du Parti des Travailleurs en octobre 1966, notre Parti a suggéré une lutte commune contre l'impérialisme, et une contre-attaque collective. Un certain nombre de partis frères ont fait la même proposition... Nous considérons qu'en dépit des divergences sur un certain nombre de problèmes, on peut s'accorder

pour agir en commun afin de faire échec à l'agression impérialiste U.S contre le Vietnam et aider le peuple vietnamien... « Quiconque refuse de mener une action commune contre l'impérialisme ne s'oppose pas sincèrement au révisionnisme, ne défend pas la pureté du Marxisme-Léninisme, ne contribue pas au renforcement de l'unité du camp socialiste et de la cohésion du mouvement communiste international; on ne saurait le considérer comme un adversaire de l'impérialisme U.S. et un soutien actif du peuple vietnamien et de sa lutte. Le principe fondamental de la révolution mondiale est aujourd'hui de concentrer contre l'impérialisme U.S. les attaques révolutionnaires. Nous devons bien faire la distinction entre l'ami qui a commis une erreur et l'ennemi. 11 faut écraser l'ennemi, il faut critiquer l'ami qui s'est trompé et le remettre dans le droit chemin. Nous devons ainsi, nous et nos amis, unir nos efforts et combattre le principal ennemi...

« Par le passé, la politique du front uni des communistes a joué un rôle important dans la mobilisation du peuple pour la lutte contre les guerres impérialistes. Les forces socialistes dans le monde se sont développées et les conditions historiques actuelles sont plus favorables à une action commune contre l'impérialisme à l'échelle internationale. La condamnation de la guerre d'agression au Vietnam et l'aide au peuple vietnamien font aujourd'hui 1'objet d'un mouvement international. Même ceux qui ont jadis adhéré au révisionnisme ont réalisé qu'il était difficilement possible de ne pas se prononcer, sur le plan de l'opinion publique, en faveur du peuple vietnamien... La lutte commune contre l'impérialisme U.S. va permettre de bien faire la distinction entre Marxistes-Léninistes et révisionnistes. La participation active à la lutte va permettre d'identifier clairement ceux qui sont vraiment opposés à l'impérialisme U.S. et ceux qui ne le sont qu'en apparence, ceux qui aident réellement le peuple vietnamien et ceux qui ne le font qu'en apparence. C'est aux mesures pratiques qu'on verra les bons et les mauvais... Si certains veulent corriger leurs erreurs passées, tout au moins sur le problème du Vietnam, il va de soi que c'est une bonne chose et qu'il faut bien l'accueillir.

« Nous jugeons nécessaire l'envoi, tout d'abord par les pays socialistes, de volontaires internationaux pour aider le peuple combattant du Vietnam. L'envoi de volontaires internationaux au Vietnam portera un coup sévère aux agresseurs impérialistes U.S. et les amènera à abandonner la folle escalade de l'agression contre le Vietnam... »

La Corée a soutenu activement l'idée d'envoyer des volontaires au

Vietnam, et il ne fait aucun doute que, si l'on faisait appel à eux, on verrait partir demain des centaines de milliers de jeunes gens, qui comptent parmi les plus rudes combattants du monde. Ce ne seraient pas des conscrits forcés et ignorants comme le Sud-Coréen Pak Song Ryol, ni des volontaires attirés par les « cent dollars par mois » comme An Hak Su, mais des combattants pourvus d'une conscience politique très développée, supérieurement entraînés, désireux de régler de vieilles dettes de sang avec les Américains, et prompts à s'adapter au climat, à la jungle et à la nourriture. Jusqu'à présent, le Nord-Vietnam n'a pas accepté de volontaires. Selon les dirigeants de la R.D.N.V. — d'où l'originalité de leur position — les malheurs du Vietnam ne doivent pas être une source de souffrances pour d'autres pays socialistes; il faut « que le sang versé soit du sang vietnamien, et non celui des pays frères », comme me l'a dit un dirigeant. Mais l'escalade américaine et la menace d'une nouvelle escalade ont modifié cette attitude. J'étais présent, en février 1967, quand le Premier Ministre Pham Van Dong déclara à une délégation étrangère que la question des volontaires internationaux était « très sérieusement examinée » et qu'il était fort possible qu'ils soient éventuellement acceptés. Si cela se produit, il est certain que peu de volontaires auront autant de motivations, de vaillance, et d'efficacité que les Nord-Coréens.

On en revient ici à la question posée au début de ce livre. Tout tend à prouver que la soudaine et considérable recrudescence d'incidents à l'intérieur et aux alentours de la zone démilitarisée depuis la visite du Président Johnson en octobre 1966, a été provoquée par les U.S.A. et les forces de la R.O.K. Mais pour quelles raisons ? Ne serait-ce pas un suicide pour les Américains que de prendre l'initiative d'ouvrir un nouveau front ? Quand je partis pour la Corée, je pensais que les Nord-Coréens, manifestant ainsi leur solidarité avec les Vietnamiens, exerçaient peut-être une certaine pression sur les troupes des U.S.A. et de la R.O.K. pour les maintenir dans le Sud, afin d'empêcher tout retrait de forces U.S. et tout nouvel envoi de troupes de la R.O.K. au Sud-Vietnam. Mais tout ce que je découvris tendait, et tend encore, à prouver le contraire, comme par exemple l'incident du 1er juin 1967 qui vit une dizaine de navires américains et sud-coréens, parmi lesquels se trouvaient des escorteurs et des chasseurs de sous-marins, pilonner les régions côtières à l'Ouest de la Corée du Nord, provoquant un duel de 20 minutes avec les batteries côtières nord-coréennes. Cet incident et celui du 19 janvier de la même année, au cours duquel fut coulé l'escorteur n° 56 de la R.O.K., sont certainement des exercices destinés à sonder l'emplacement et à tester la puissance des positions défensives du Nord dans des régions où des

débarquements pourraient avoir lieu, de l'autre coté de la principale ligne de défense. Le problème est de savoir pourquoi.

On pourrait l'expliquer en y voyant un avertissement des Etats-Unis; ceux-ci voudraient montrer qu'en dépit du départ de deux divisions de la R.O.K., leurs forces au Sud-Vietnam restent considérables et que le Nord ne doit pas envisager d'exercer une pression sur le Sud ou d'affaiblir sa propre défense en envoyant des volontaires au Vietnam. C'est une explication possible, mais, à mon avis, partielle, et ce n'est pas, je crois, la plus importante. En réalité, il semble que la stratégie américaine consiste à multiplier les incidents jusqu'au moment où la R.D.P.C. se verra dans l'obligation de riposter. On criera alors à l'« agression » et, pour commencer, des troupes japonaises viendront en Corée du Sud relayer celles de la R.O.K. dans leurs tâches de répression. 330.000 hommes sur les 600.000 que compte l'armée de la R.O.K. sont affectés en permanence à des activités de répression dans les régions de l'arrière. En venant assumer ce rôle, les forces d'« autodéfense » japonaises permettraient l'envoi au Sud-Vietnam de quelque 100.000 soldats de la R.O.K. L'idéal, pour les Américains, serait d'envoyer directement les troupes japonaises sur les champs de bataille du Sud-Vietnam, mais le moment est prématuré. L'opinion publique au Japon et à l'étranger s'y opposerait. Par contre, ce n'est pas du tout la même chose que de maintenir, devant « une menace communiste », la sécurité au Sud-Vietnam, pays auquel le Japon est lié par un traité. Au Japon, le Premier Ministre Sato s'efforce d'habituer l'opinion publique à l'idée que, ce faisant, on ne violerait pas la constitution, alors que celle-ci interdit l'envoi de troupes à l'étranger. Cette stratégie pourrait être appliquée comme étape préliminaire des plans « Trois Flèches » et « Dragon Volant », dont l'ordonnance a certainement été bouleversée par les échecs désastreux subis par les Américains au Vietnam. En donnant à ces provocations des proportions intolérables, les U.S.A. jouent avec le feu. La victoire n'est pas nécessairement à sens unique, et, si des soldats japonais revenaient le fusil à la main sur le sol de Corée, ils devraient affronter aussitôt, avec les forces des U.S.A. et de la R.O.K., un formidable ouragan. Si cela se produisait, la Corée deviendrait certainement un second Vietnam, mais pas au sens où veulent l'entendre les Etats-Majors de Washington. La première victime serait la ligne de démarcation.

Dans son grand rapport sur la situation internationale, au cours duquel il définit la position de la R.D.P.C. sur le problème vietnamien, Kim Il Sung traita de la position de son Parti sur le problème annexe des divergences au sein du mouvement communiste mondial. Il se prononça

vigoureusement en faveur de la politique du « juche » dans les rapports entre partis et parla avec une certaine amertume des interventions étrangères que les affaires intérieures coréennes ont connues par le passé.

« L'indépendance est, pour chaque parti, un droit sacré que personne n'a le droit de violer; chaque parti a le devoir de respecter l'indépendance de partis frères... Au cours des dernières années, les règles qui régissent les rapports des partis frères ont été constamment violées. Il en est résulté des problèmes compliqués, qui ont sérieusement entravé la marche de l'unité.

Tous les partis doivent se traiter avec respect sur un pied d'égalité, en s'efforçant de maintenir entre eux des rapports de camaraderie. Il ne saurait y avoir de partis importants ou de partis mineurs, de partis dirigeants ou de partis dirigés parmi les partis communistes. Aucun parti n'est fondé à revendiquer une position privilégiée... « Le temps n'est plus où le mouvement communiste avait besoin d'un centre international. Depuis la dissolution de la " Troisième Internationale ", le mouvement communiste international n'a plus de pivot ou de centre. Il est donc impossible que la révolution ait un " centre " qui se déplace d'un pays à l'autre. De plus, il est impossible qu'un pays devienne le " centre de la révolution mondiale " ou qu'un parti se trouve " à la tête " du mouvement communiste international.

«Chaque pays fait sa révolution avec son propre peuple, sous la conduite de son propre parti, et non d'un quelconque " centre " international ou du parti d'un autre pays. Les communistes refu-sent que le mouvement communiste international ait un " pivot ou un " centre " quel qu'il soit. Accepter qu'il en existe un signifierait qu'un parti peut jouir d'une position privilégiée. Certains pays seraient ainsi placés sur un piédestal d'où ils donneraient des instructions et des ordres aux autres partis, qui eux, seraient dans l'obligation de leur obéir et de les adorer. Si on tolérait l'existence de pareils rapports, chaque parti serait privé de son indépendance et même de la possibilité d'accomplir sa révolution et de construire son pays en toute liberté. Ce genre de rapport ne doit jamais être toléré dans le mouvement communiste international... »

Il fit ensuite allusion à un sujet qui tient à coeur au Parti du Travail de Corée, celui de l'intervention étrangère dans les différents partis communistes, et surtout dans le Parti Communiste Japonais, avec lequel le mouvement révolutionnaire coréen entretient depuis longtemps des rapports particulièrement étroits et importants. « L'intervention de certains partis frères dans les affaires intérieures du Parti Communiste Japonais en est un exemple, poursuivit Kim Il Sung. Même s'il existe des divergences, les partis frères ne doivent pas

soutenir les factieux au sein d'un autre parti, y semant la confusion et divisant le mouvement démocratique dans ce pays. Les interventions étrangères ont cause de sérieuses difficultés au Parti Communiste Japonais... Notre parti a fait lui aussi l'amère expérience des interventions, dans ses affaires intérieures, de certains chauvinismes. Inutile de dire qu'ils ont été repoussés comme ils le méritaient.

« Dans l'intérêt de la révolution et désireux de préserver l'unité, nous avons alors réglé le problème entre nous, bien qu'il nous en coutât beaucoup.

A l'avenir également nous nous opposerons à toute forme d'intervention dans nos affaires intérieures et nous garderons du chauvinisme qui s'attache aux grandes puissances. »

Il rejeta l'idée qu'il faut prendre parti dans les querelles idéologiques internationales. « En ce qui nous concerne, nous ne prendrons pas parti. Si on nous demande de quel " côté nous sommes, nous répondrons que nous sommes du côté du Marxisme-Léninisme, ou du " côté " de la révolution. Les communistes doivent considérer sans parti pris les activités indépendantes des partis frères et ne pas trop les questionner à ce sujet... Ne tolérons pas ces pratiques qui consistent à attacher différentes étiquettes aux partis frères qui maintiennent une position indépendante... » Kim Il Sung affirma que la Corée, en suivant sa propre ligne politique, ne désavouait nullement l'internationalisme, bien au contraire : « La position indépendante de notre Parti est intimement liée au principe de l'internationalisme prolétarien. En tant qu'internationalistes, nous refusons catégoriquement l'isolationnisme et le nationalisme. Nous accordons une grande valeur à l'expérience des autres partis, nous jugeons qu'il est nécessaire que nous nous donnions mutuellement des leçons. Ce à quoi nous nous opposons, c'est cette tendance qu'ont certains à en suivre d'autres aveuglément, à dépendre uniquement d'autrui sans faire confiance à leur propre force, à avaler sans discernement l'expérience d'autrui... »

Cette ligne politique si vigoureusement défendue par Kim Il Sung n'a rien de commun avec l'isolationnisme, comme le montrent bien, semble-t-il, les manifestations de solidarité agissante avec le Vietnam, les liens que la R.D.P.C. ne cesse de resserrer avec les Pays africains, et les nombreuses formes de soutien aux mouvements révolutionnaires d'Afrique et d'Amérique Latine. Au cours de ces dernières années, aucun dirigeant du camp socialiste, mis à part Fidel Castro, n'a sans doute défini, de façon aussi claire et aussi nette, sa position vis-à-vis des divergences au sein du

mouvement international, et la nécessité pour chaque parti d'élaborer et d'appliquer sa propre ligne politique. Soit dit en passant — ce n'est un secret pour personne — Castro et Kim Il Sung ont des vues pratiquement identiques sur un certain nombre de problèmes, y compris sur ce qu'il convient de faire pour aider le Vietnam, sans tenir compte des divergences. Il est impossible de rester longtemps à Pyongyang sans être sensible aux liens de solidarité et de compréhension qui unissent très étroitement le Nord-Vietnam, la Corée du Nord, et Cuba.

15

Verger fertile où règne l'abondance

La Corée du Nord a été transformée en un pays remarquablement beau et prospère, elle est devenue ce «verger fertile où règne l'abondance » que le général Chistiakov, qui commandait les troupes soviétiques de libération en août 1945, avait prédit au peuple coréen maintenant que celui-ci tenait son destin entre ses propres mains. Quelques années plus tard, on défendait, au cours de la plus destructrice des guerres, ce qui avait été libéré. Mais les montagnes noircies par le napalm ont vite reverdi, et la nature elle-même a été transformée. Le cours des fleuves a été régularisé et rectifié; les pentes arides et pierreuses sont devenues des jardins en terrasses où l'on a déversé de la terre fertile. On a planté des arbres par millions; des fruitiers là où la terre était trop pauvre pour la culture des céréales; des arbres à fleurs là où elle était trop pauvre pour les fruitiers; de simples arbres partout où il restait de la place. La Corée est un pays où les paysans aiment la nature. Les villages sont enfouis dans la verdure; une bonne moitié de la surface des villes est réservée à des espaces verts, parcs et jardins. A Pyongyang les rives du Taedong sont devenues des pelouses bordées d'arbres et de parterres de fleurs; le cours capricieux de ce vieux fleuve où gît l'épave du « Général Sherman » a été rectifié; quand j'y étais, on le draguait; c'est une large et impressionnante étendue d'eau, qu'enjambent trois ponts neufs, et sur laquelle apparaît, le dimanche, une multitude de bateaux de plaisance.

Au cours de l'été 1967, le Taedong, sentant apparemment que sa vieille indiscipline était sur le point d'être contenue et qu'en 1968 les travaux de dragage l'auraient complètement maîtrisé, s'est déchaîné comme il ne l'avait jamais fait, inondant des milliers d'hectares dont de larges secteurs

de Pyongyang. Par bonheur, une récolte record a fait mieux que compenser la perte des dizaines de milliers de tonnes de riz qui ont été emportées par la colère du flot juste avant la récolte. Plus qu'ailleurs, la crue a fait rage à Pyongyang, où les travaux de dragage avaient un rétrécissement du chenal.

Pour qui, sur la rive orientale, promène son regard de l'autre coté de l'eau, depuis Ie beau théâtre neuf de style classique à l'extrémité Sud de la ville jusqu'à la tour de télévision, presque terminée, qui marque l'extrémité Nord, la ville présente un profil harmonieux, avec ses bâtiments qui, dans le style moderne et classique, se dressent à partir de la rive verdoyante.

Que l'on se promène dans la capitale ou que l'on voyage à l'extérieur, on ressent, partout dans le pays, une impression de fertilité, de croissance, de vitalité palpitante. Dans la capitale même, on est en train d'achever en toute hâte une nouvelle centrale thermique et de creuser les fondations d'un gratte-ciel qui va s'ajouter à l'université Kim Il Sung; à l'extérieur, un travail d'expansion, qui va permettre, dans certains cas, de doubler la production actuelle, est en cours dans toutes les usines que j'ai visitées; l'électrification des chemins de fer se poursuit avec la pose de câbles aériens; des maisons neuves se dressent dans les villages; l'Etat a pris en main la construction des logements pour les fermiers, et des maisons construites il y a treize ans sont abattues pour être remplacées par de solides constructions de brique. Au long des routes, des équipes d'agents voyers travaillent à donner aux routes et aux cours d'eau un tracé rectiligne, et à améliorer les systèmes d'irrigation. En dépit de tout ce qui a déjà été fait, le pays ressemble encore à une ruche bourdonnante d'activité constructrice. Tout le monde travaille mais, quand on y regarde d'un peu plus près, il semble aussi que tout le monde étudie; les fermiers pour améliorer leur technique et acquérir, conformément à la transformation qu'ils subissent, une nouvelle conscience de classe; les ouvriers pour devenir des spécialistes, les spécialistes pour devenir ingénieurs; les enfants pour être dignes d'hériter des conquêtes nées de la souffrance de leurs ancêtres, et de ce que leurs pères et leurs frères aînés ont bâti, détruit, et rebâti.

Le visiteur remarque que les gens, quand ils travaillent, le font avec une grande intensité; j'ai vu des femmes planter des pousses de riz dans de nombreux pays asiatiques, mais jamais à une vitesse approchant celle que l'on trouve aujourd'hui en Corée. Par contre, quand ils ne travaillent pas, les gens sont détendus et de bonne humeur. Je les ai observés dans la rue, dans les magasins, aux arrêts de bus, faisant la queue devant les théâtres et les cinémas. C'est dans ces moments-là que l'on voit si les gens sont un

peu surmenés. Mais leurs visages sont parfaitement détendus; quand quelqu'un grille un feu à un carrefour et se fait siffler par l'agent, on n'entend que des réflexions pleines de bonne humeur. Les enfants qui sortent de l'école en rangs serrés ou les ouvriers qui s'entassent dans les bus, le dimanche, pour aller aider au repiquage du riz, ont le sourire et le front lisse de ceux qui n'ont pas un souci au monde.

Le visage des gens à l'usine, à la ferme, ou dans la rue, est plus révélateur que des pages de statistiques et de pourcentages. Cette « terre élue calme comme le matin », comme l'appellent les Coréens, est, dans sa moitié Nord, un pays heureux dont le peuple est bien nourri et décemment habillé. Un visiteur objectif n'a besoin ni de se documenter, ni d'interroger, ni de discuter„ pour aboutir à cette conclusion, il lui suffit d'avoir de bons yeux. Pour l'Asie, ce résultat fait presque figure de miracle. C'est un véritable miracle si l'on pense qu'il s'agit d'un pays asiatique qui a été complètement détruit il y a quatorze ans.

Le prix des produits manufacturés — tous « made in Korea » — est élevé par rapport aux salaires, mais le prix du riz et celui des loyers, comme le prix de toutes les denrées de première nécessité, est ridiculement bas, et quand le gouvernement du Nord déclare que les citoyens ne connaissent aucun souci en matière de logement, de nourriture, d'habillement, de soins médicaux, d'éducation, et que la situation des vieux travailleurs ne pose aucun problème, il ne ment pas. Si le prix des produits manufacturés reste élevé, c'est que l'Etat a assume une lourde responsabilité financière en rendant accessible à tous, et au plus bas prix, tout ce qui est de première nécessité. Les prévisions budgétaires pour 1967-68 ne font rentrer l'impôt sur le revenu que pour 2 % des recettes — le chiffre était de 28 % il y a dix ans —, le reste est fourni par les bénéfices de l'industrie et du commerce d'Etat. L'impôt, supprimé pour les paysans en 1967, le sera également pour les ouvriers et les employés en 1968. Les logements citadins, l'électricité, le gaz et l'eau sont fournis par l'Etat, le recouvrement des dépenses n'intervenant que partiellement sous forme de loyer. En ce qui concerne le logement, l'Etat supporte 89 pour cent des frais. L'électricité et le combustible sont fournis à moitié prix; même le riz, qui est livré proportionnellement à l'importance de la famille, est vendu à 13 pour cent du prix du marché libre... Ces dépenses de base que sont le loyer, le riz, le chauffage, l'eau et l'éclairage, ne représentent qu'environ dix pour cent du revenu moyen d'une famille. Depuis 1967, l'Etat a également pris en main la construction de logements à la campagne, les fermiers ne remboursant qu'environ 11 pour cent des frais sous forme de paiements progressifs.

Les enfants ne sont pratiquement pas une charge financière pour une

famille. Les mères bénéficient de 77 jours de congés payés au moment de l'accouchement. Crèches et jardins sont gratuits, ainsi que l'éducation et les soins médicaux. Quand les enfants vont à l'école, ils reçoivent gratuitement, chaque année, deux tenues d'écolier, une pour l'hiver, une pour l'été. L'enseignement est gratuit de l'école primaire à l'université, et tous ceux qui étudient à plein temps dans les établissements d'enseignement supérieur perçoivent un traitement.

En avril 1967 a été introduite la scolarité de 9 ans, qui oblige tous les enfants, ceux de la campagne comme ceux de la ville, à aller à l'école pendant 9 ans, et à passer les deux dernières années dans une école technique. Dans l'ancien système la scolarité était de 7 ans; le changement a consisté à y ajouter deux ans d'enseignement technique et à faire passer la fin de la scolarité de 14 à 16 ans. On peut aujourd'hui entrer à l'université et dans les autres établissements d'enseignement supérieur de trois façons différentes : après deux ans d'enseignement secondaire faisant suite aux 9 ans de la scolarité de base; après 3 ans ou 4 ans d'études dans un des collèges techniques rattachés à toutes les grandes usines ou, pour les fermiers, dans le collège technique situé au centre du comté; après deux ans d'études dans un établissement d'enseignement professionnel, suivis d'une année préparatoire à l'entrée en université. (Sous l'occupation japonaise, il n'y avait pas une seule université en Corée du Nord, il existe aujourd'hui 98 établissements d'enseignement supérieur, qui ont formé, depuis la libération, 170.000 ingénieurs et techniciens, ainsi que quelque 19.000 médecins et aides-médecins (ces derniers faisant deux ans d'études de médecine), soit 1,9 pour cent de la population.

Les moyens offerts à l'enseignement se sont développés à une vitesse aussi ahurissante que celle à laquelle s'est faite la reconstruction économique. En 1956, on considérait comme un grand progrès l'introduction de la scolarité primaire obligatoire de 4 ans. En 1958, on voyait un autre bond en avant dans la scolarité supplémentaire et obligatoire de 3 ans dans les grandes classes. L'année suivante, les frais de scolarité étaient supprimés, et, en septembre 1961, le plan septennal fixait comme objectif une éducation générale et technique de 9 ans. En raison des nécessités de la défense, la réalisation des objectifs fixés par ce plan pour la production a été étalée sur 10 ans au lieu de 7, mais il est symptomatique que le plan ait été respecté dans le domaine de l'enseignement, auquel on attache une énorme importance et que l'on considère comme le meilleur investissement à long terme.

L'un des aspects fascinants de ce respect de l'éducation — c'est également une manifestation du sentiment national — est le financement de l'éducation des enfants de quelque 600.000 Coréens résidant au Japon. Le budget de la Corée du Nord pour 1967-68 par exemple, prévoit une aide financière de plus de 800.000 millions de yen en monnaie japonaise — environ 3,5 millions de dollars U.S. — aux élèves et étudiants coréens au Japon, et, ces dernières années, l'équivalent de plus de 22 millions de dollars U.S. — 5 milliards de yen japonais — a été dépensé dans ce but, alors que rien ne permet de garantir que les bénéficiaires reviendront en Corée, encore moins en Corée du Nord, faire profiter le pays de leurs connaissances et amortir ainsi cet investissement particulièrement original. (En fait, ces dernières années, près de 90.000 Coréens ont été rapatriés du Japon en Corée du Nord, or presque tous étaient d'origine sud-coréenne. Depuis la signature du traité entre le Japon et la R.O.K., l'accord qui régissait ces rapatriements a été unilatéralement dénoncé par le gouvernement japonais. Il était par trop gênant pour le régime de Séoul que les Coréens demandant à être rapatriés optent tous pour le Nord.)

1967 est l'année au cours de laquelle l'économie coréenne va faire un nouveau bond en avant après un temps d'arrêt dû au fait que des sommes considérables ont dû être consacrées à la défense alors qu'elles avaient été prévues pour l'expansion industrielle. A vrai dire, quand on a eu connaissance des plans des U.S.A. et de la R.O.K. concernant le Nord, certains se sont demandé s'il était utile de poursuivre le développement économique et s'il ne valait pas mieux concentrer tous les efforts sur la défense. Kim Il Sung s'y est opposé dans cette partie de son rapport du 5 octobre 1966 qui traite des problèmes économiques. Parlant de la menace d'une nouvelle guerre, il a déclaré :

« Si, par peur de la guerre et de la destruction qui en résulterait, on néglige la reconstruction économique qui s'impose, il sera impossible d'augmenter la puissance de notre pays et d'améliorer le niveau de vie du peuple... En nous faisant courir le risque d'une guerre, ou même en déclenchant une guerre d'agression, les impérialistes peuvent freiner ou interrompre momentanément la construction de notre économie, mais ils ne sauraient mettre fin à notre marche vers le socialisme et le communisme... Notre expérience nous montre que même si une guerre éclate et ravage le pays, nous pouvons créer une vie nouvelle tant que nous avons le peuple, le Parti, le Gouvernement, et le territoire...

«Vu la situation actuelle, nous devons poursuivre la construction de notre économie socialiste et, parallèlement, renforcer notre défense. Nous devons rendre nos défenses imprenables, et tout préparer de façon à être en mesure de repousser, à n'importe quel moment, toute attaque-surprise de l'ennemi. Il va, bien sûr, falloir affecter à la défense nationale une main-d'oeuvre et un matériel considérables, ce qui va inévitablement ralentir, dans une certaine mesure, le développement économique de notre pays. Mais nous devons porter davantage nos efforts sur le renforcement de notre puissance défensive... même si ces mesures doivent modifier le rythme de notre développement économique... »

Le budget de 1967 reflète cette double tâche. Fait sans précédent en temps de paix, 30 pour cent du budget, soit l'équivalent de près de 480 millions de dollars U.S., ont été alloués à la défense, alors que ce chiffre était de 2 pour cent en 1963. (Ce n'est que pendant la guerre de 1950-53 que la défense a représenté environ 30 pour cent des dépenses budgétaires. Mais les recettes se sont depuis multipliées.) Même si les fonds d'investissement ont été ainsi amputés, les domaines essentiels de la construction ont bénéficié d'investissements supérieurs de 26,8 pour cent à ceux de l'année précédente, et un bénéfice substantiel de 40 millions de dollars au cours de l'exercice financier 1966-67 permet de prévoir une augmentation de 11 pour cent pour les dépenses, alors qu'on prévoit 8 pour cent d'augmentation pour les recettes des entreprises d'Etat.

L'expansion de l'usine métallurgique de Kim Chaik fait partie des tâches à entreprendre; elle permettrait d'augmenter la production annuelle d'un million de tonnes d'acier et d'autant d'acier laminé, ce qui doublerait presque la production actuelle du pays dans ce domaine. Les investissements seraient augmentés de 80 pour cent dans l'industrie mécanique, de 50 pour cent dans la production des tracteurs, de 60 pour cent dans celle des camions, de 60 pour cent dans celle des excavatrices, et de 80 pour cent dans celle de différents types de bateaux, y compris des navires frigorifiques de 3.500 tonneaux pour la flotte de pêche. (Dans le textile, l'expansion, grâce aux usines qui doivent être achevées dans l'année, augmenterait de 15.000 le nombre des métiers et entraînerait une production supplémentaire de 30 millions de mètres de lainages.) Quant à la défense, le Ministre des Finances, Han Sang Du a déclaré en présentant le budget :

«Nous allons augmenter considérablement la production du matériel qui nous est nécessaire si nous voulons donner à l'Armée Populaire tout l'équipement moderne dont elle a besoin; si nous voulons armer le peuple tout entier et transformer tout le pays en une forteresse imprenable. Les plans destinés à la construction de nouvelles usines de machines-outils de précision et au développement des usines existantes seront

énergiquement accélérés... » Le budget de la recherche scientifique a lui aussi été augmenté de 20 pour cent par rapport à l'année précédente.

Ce « verger fertile où règne l'abondance » va donner une récolte fabuleuse au fur et à mesure que les objectifs du plan septennal commenceront à être atteints. La production de céréales est fixée à 6 ou 7 millions de tonnes, Kim Il Sung ayant déclaré aux planificateurs qu'en raison de la douceur du climat et de la fertilité du sol, il fallait mesurer la terre « en mètres cubes et non en mètres carrés »; la production d'engrais chimiques doit dépasser 1,5 million de tonnes, et le nombre de tracteurs disponibles doit être multiplié par quatre. (Même la production de 5 millions de tonnes de céréales ces dernières années est une réussite ahurissante, surtout si l'on prend pour point de comparaison la Corée du Sud, qui était auparavant le grenier du pays et comblait le déficit céréalier du Nord et Sud-Vietnam. Mais rien ne va plus dans l'économie d'un pays quand les Américains mettent la main dessus. La production de céréales dans le Sud était en moyenne de 5,4 millions de tonnes par an avant la guerre, entre 1936 et 1940. Dans la période 1961-65, elle est tombée à 4,7 millions de tonnes. Pendant ce temps, elle a plus que doublé dans le Nord, où on travaille actuellement à la tripler. Au lieu d'exporter, la Corée du Sud dont la population dépasse les 25 millions, importe plus de 700.000 tonnes de céréales chaque année, tout comme le Sud-Vietnam. Mais au moins au Vietnam les Américains pourraient rendre la guerre responsable de cet état de choses. En Corée du Sud, il s'explique surtout par le fait que des dizaines de milliers d'hectares sont réquisitionnés à des fins militaires, et que, la réforme agraire n'ayant pas eu lieu, 73 pour cent des familles de paysans cultivent moins d'un hectare, utilisent des outils primitifs qui ne font qu'égratigner la terre, et versent aux propriétaires jusqu'à 60 pour cent de la récolte.)

Voici quelques objectifs de la production : pour l'acier, 2,5 millions de tonnes; pour le charbon, entre 23 et 25 millions de tonnes; pour l'électricité, entre 3,3 et 3,5 millions de kilowatts; pour le ciment, entre 4 et 4,5 millions de tonnes; pour les fibres artificielles et chimiques, entre 80 et 100.000 tonnes, et pour les résines synthétiques du plastique, entre 60 et 70.000 tonnes. Tous ces chiffres sont le double, le triple ou plus, des chiffres existants, et, bien avant qu'ils ne soient atteints, la Corée du Nord aura dépassé le Japon dans la production par tête de tous les principaux produits de l'industrie lourde et de l'agriculture, si I'on tient compte du taux d'expansion actuel des deux pays. La Corée du Nord sera largement au premier rang des pays asiatiques pour la production par tête, Actuellement on construit ou on développe les usines qui permettront d'atteindre ces chiffres.

Dans le domaine de renseignement supérieur, le plan prévoit la formation de 180.000 ingénieurs et spécialistes qualifiés, et de 460.000 sous-ingénieurs et agents techniques sortis des lycées techniques. L'industrie abordera des domaines comme celui de l'électronique à haute fréquence, de certaines applications de I'énergie nucléaire, et connaîtra, grâce à l'industrie électronique du pays, un haut degré d'automation.

Le plan prévoit également la construction de 600.000 appartements, dans les zones urbaines — la plupart sont déjà terminés — et de 600.000 maisons pour les fermiers des coopératives — on est actuellement en train de les construire partout dans le pays, comme j'ai pu le constater; 1.200-000 logements, c'est-à-dire, vu la moyenne des familles coréennes, de quoi abriter au moins 5 millions de personnes ! Cela signifie que la moitié de la population vit, ou vivra bientôt, dans des logements datant tout au plus de 1961.

J'étais sur le chemin du retour; la voiture suivait la grande route en béton qui mène à l'aéroport; nous traversions Pyongyang. Les bâtiments étincelaient; l'air était embaumé du parfum entêtant des fleurs d'acacia. Tout en admirant une fois de plus les jolis villages gris et blancs, les champs soigneusement travaillés où verdissaient déjà les pousses de riz plantées dru, je ne pus m'empêcher de penser aux paroles de Kim Il Sung : il se pourrait bientôt que tout cela fût à nouveau détruit. Je pensai à la solution que préconisait au Vietnam l'ancien chef du Strategic Air Command, le Général Curtiss Le May : « il n'y a qu'à les bombarder jusqu'à ce qu'ils retournent à l'âge de pierre », et vis combien le Premier Ministre Kim avait raison de préparer le pays, sur le plan de l'organisation et sur le plan psychologique, à de nouvelles destructions. Mais je me dis également que Le May « le tueur », comme nous l'appelions pendant la seconde guerre mondiale, se trompait lourdement. On peut, par la force des bombes, chasser sous terre les peuples vietnamien et coréen, mais pas les ramener à l'« Age de Pierre ». Les bombes ne sauraient anéantir les solides qualités techniques, intellectuelles, et morales, qu'ils ont acquises en vivant et en construisant dans le cadre du socialisme. Ce que les moralistes de l'âge de pierre comme Le May voudraient anéantir par les bombes est indestructible; c'est aussi ce qui garantit le plus sûrement que, si ce qui a été construit en Corée du Nord est une fois de plus détruit, le « verger fertile ou règne l'abondance » repoussera plus vite que jamais, pour couvrir cette fois le pays tout entier.

Table

1. Le plan « Dragon volant» 7
2. Panmunjom 1967 15
3. Arrivée 25
4. La nuit du 22 août 1951 33
5. Défense de «fraterniser» 47
6. Sous le drapeau de l'O.N.U. 61
7. « Le cheval volant» 69
8. Ouvriers et paysans 79
9. Kim Il Sung 91
10. Deux styles de libération 103
11. L'origine et la fin des combats 123
12. Le «Juche» 139
13. La réunification 153
14. Corée et Vietnam 169
15. Verger fertile où règne l'abondance 181

à nouveau la corée

Correspondant de guerre — auteur de plusieurs livres sur le Vietnam, dont notamment Hanoï sous les bombes, Wilfred Burchett avait suivi la guerre de Corée, aux côtés des Nord-Coréens, et avait assisté aux pourparlers de Panmunjom. I1 y est retourné treize ans plus tard, attiré par bien des questions : Qu'était devenue entre-temps la République Démocratique de Corée? Comment avait-elle opéré la reconstruction du pays et entrepris la construction du socialisme ? On parlait beaucoup d'une communauté de vues idéologiques, dans la grande controverse du camp socialiste, entre les partis communistes du Vietnam, de Cuba et de Corée. Qu'en était-il de ce « triangle » ? Quelle solidarité pratique la Corée du Nord entendait-elle apporter à la lutte des Vietnamiens — dans le même temps où la Corée du Sud envoyait des commandos appuyer les Américains à Saigon ?

Ces questions, au cours de son voyage en Corée revisitée, W. Burchett a pu les poser à tous les niveaux, hommes du peuple, militants de base et dirigeants — y compris le président Kim I1 Sung —, avec ce souci du détail, cette précision qui lui ont valu, en 1966, le prix de l'Organisation Internationale des Journalistes.

CHEZ LE MEME EDITEUR

Lê Châu, Le Vietnam socialiste : une économie de transition
Ho Chi Minh, œuvres choisies
Vo Nguyen Giap, *Guerre du peuple, armée du peuple*
Pierre Jalée, *Le tiers monde dans Véconomie mondiale*
OLAS, ***La première conférence latino-américaine de solidarité***
Che Guevara, ***OEuvres révolutionnaires***
Malcolm X, ***Le pouvoir noir***
Ch. Bettelheim, J. Charrière, H. Marohilio, *La construction du socialisme en Chine.*
...etc.

François Maspero éditeur, 1, place Paul-Painlevé Paris'5e

Prix conseillé: **12,30 F**